



NAZIONALE

B. Prov.

BIBLIOTECA

I

VITT. EM. III

1823

NAPOLI

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio

V



F

Palchetto

Num.° d'ordine

2

33-B-21



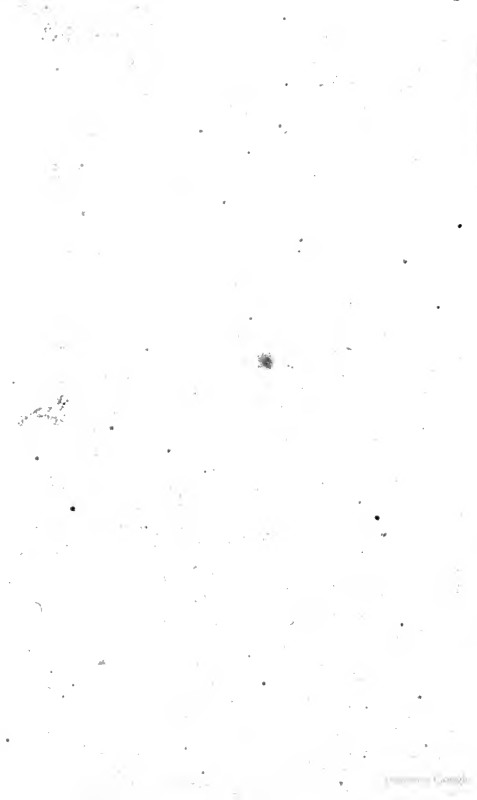


TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE.

B. R.

~~XVI~~

15

I. 1823

DE L'IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT,
IMPRIMEUR DU ROI, RUE JACOB, N° 24.

613111

TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE,

DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

PAR FRÉDÉRIC ANCILLON,
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BERLIN.

*Per varios casus, per tot discrimina rerum,
Tendimus. VIAG.
Ponderibus librata suis. OVID.*

NOUVELLE ÉDITION,
REVUE ET CORRIGÉE PAR L'AUTEUR.

TOME DEUXIÈME.



PARIS,
ANSELIN ET POCHARD (SUCCESEURS DE MAGIMEL),
LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE, N° 9.

1823.



RÉFLEXIONS

SUR

L'IMPARTIALITÉ HISTORIQUE.



LA vérité de l'histoire consiste dans la conformité des récits avec les faits. L'historien part de l'existence du monde sensible ; il admet la réalité des actions de l'homme, comme le physicien admet la réalité des actions de la nature. Il laisse à la métaphysique à décider, ou plutôt à ne décider jamais, s'il peut exister une parfaite correspondance entre nos représentations et les objets, et si nous pouvons nous assurer de cette conformité. Ce grand doute, cet interminable procès ne le regarde pas. Son unique soin est de connaître à fond les événements, de les lier, et d'en développer la chaîne à nos yeux, en conservant à tous les chaînons leur nature, leur forme, leur place, et jusqu'à leur couleur.

Il faut se contenter, dans ce genre de travail, de la plus grande approximation possible. La certitude historique ne consiste que dans le plus haut degré de probabilité; l'histoire et la vérité ressemblent aux lignes qu'on nomme asymptotes, qui s'approchent toujours l'une de l'autre sans jamais se réunir ni se confondre.

L'incertitude de l'histoire tient également à la pénurie de faits, et à la manière dont ils ont été employés par les historiens.

Quand on remonte dans la haute antiquité, les matériaux se présentent rares, clair-semés et imparfaits. A mesure qu'on avance dans l'histoire des derniers siècles, l'horizon s'éclaircit et s'étend, les faits se multiplient, les événements s'offrent environnés de toutes les circonstances qui les expliquent; les hommes, de tous les traits qui les caractérisent. Les matériaux sont en si grand nombre, qu'on se trouve embarrassé du choix, et l'on souffre d'abondance comme auparavant on souffrait de disette.

D'un autre côté, plus on se rapproche du siècle où l'on vit, plus les rapports qui lient le

passé au présent deviennent intimes et nombreux, et plus l'historien est exposé au danger, ou au reproche, de partialité. Ce n'est plus l'ignorance que l'on redoute, c'est l'erreur, et même l'erreur volontaire. Les sources d'instruction se présentent à chaque pas; mais les motifs qui peuvent faire altérer la vérité sont variés et actifs; on inspire et l'on ressent plus de soupçons; on se défie des autres et de soi-même; la plume la plus libre passe pour être secrètement asservie; et l'on voit, ou l'on croit voir partout, les tristes effets de l'esprit de système et de parti.

Plus certaines qualités sont rares, plus on les recherche; moins on en est sérieusement jaloux, et plus on paraît y attacher de prix; c'est toujours des absents qu'on parle le plus. A l'époque où les mœurs se dépravaient chez un peuple, on y emploie, avec une sorte de prédilection, les termes de décence et de pudeur; à mesure que les cœurs se sont fermés aux affections sociales et généreuses, le mot de patriotisme s'est trouvé dans toutes les bouches; les caractères mâles et indépendants, les âmes fières et libres, sont de-

venus de véritables phénomènes, et cependant la liberté extérieure, toujours insuffisante et précaire sans la liberté de l'ame, excite un enthousiasme général ; et aujourd'hui, que les opinions politiques ont divisé les hommes, comme l'ont fait autrefois les opinions religieuses, et que la vérité n'inspire qu'un intérêt très-subordonné à l'intérêt de parti, chaque écrivain se déclare lui-même impartial, et produit ses titres, en accusant d'une partialité révoltante tous ceux qui ne sont pas de son bord, et qui n'ont pas juré sous le même drapeau que lui. Passe encore si tout le monde invoquait l'impartialité, comme dans un temps de famine tout le monde demande du pain : ces clameurs exprimeraient à la fois le regret, le désir et l'impuissance. Mais il est assez plaisant de voir, dans une maladie épidémique et contagieuse, ceux qui sont le plus grièvement atteints se donner à eux-mêmes des brevets de santé, et condamner les autres à une quarantaine sévère.

Au milieu de ces accusations réciproques, qui font douter qu'il y ait quelqu'un de coupable,

ou plutôt quelqu'un d'innocent ; dans ce conflit de reproches et de récriminations plus odieuses les unes que les autres , les idées se confondent , les termes se dénaturent , les expressions les plus simples sont détournées de leur sens naturel , et personne ne se demande : Qu'est-ce que l'impartialité ? Cependant cette question mérite bien une réponse. C'est des idées précises qu'on attache à ce mot , que dépend la justesse des applications qu'on peut en faire ; et , en négligeant de le définir , on risque de condamner les autres sans raison ou d'exiger d'eux l'impossible.

Dans les sciences qui ne sont que le développement d'un petit nombre de principes , et qui procèdent par voie de démonstration , il suffit de la coupelle logique pour distinguer l'or pur de l'alliage , l'erreur de la vérité. On examine uniquement si les prémisses sont justes , et les conséquences légitimes. La partialité de l'écrivain peut lui dicter de faux raisonnements , mais elle ne saurait les déguiser ; au contraire , elle trahit elle-même son secret , et elle est moins dangereuse , parce que ses effets sont plus frappants et plus sensibles.

Dans les sciences de fait, et surtout dans l'histoire, où le lecteur ne peut pas, comme dans la physique et la chimie, reproduire les faits à volonté, et les constater par des observations et des expériences nouvelles, les lumières et l'impartialité sont également nécessaires pour garantir la certitude. Les lumières éclairent l'objet; mais que sert-il de pouvoir le présenter sous sa véritable forme, si l'on n'en a pas la volonté? Et que servirait à son tour la volonté d'être véridique, si, faute de moyens de connaître, on manque la vérité?

Qu'est-ce que cette impartialité, conservée religieusement par quelques historiens, perdue de vue par les autres, qui, comme la vertu, reçoit des hommages hypocrites de ceux-même qui violent ses lois? Quels sont les caractères qui la distinguent? Y a-t-il des signes certains auxquels on puisse la reconnaître?

L'impartialité, dit-on communément, consiste à raconter les faits dans leur intégrité, à les représenter tels qu'ils sont, à les peindre sous les couleurs qui leur sont propres, et non sous des

couleurs étrangères; ce n'est pas la manière de voir de l'historien que l'on veut connaître, ce sont les événements.

Dans quelque genre que ce soit, les objets n'existent pour nous qu'autant qu'ils sont aperçus par nous. Nous ne savons pas ce qu'ils sont en eux-mêmes, indépendamment de notre manière de voir; mais nous savons ce qu'ils sont pour des êtres doués de certains organes et de certaines facultés. Un homme voit comme un homme, et ne saurait voir autrement; chaque individu de l'espèce humaine voit les objets à sa manière: cette manière résulte de ce qu'il est lui et non pas un autre; vous ne pouvez exiger de lui qu'il change sa nature, ni qu'il se détache de sa personne; quel que soit l'ordre de faits dont il s'agit; ces faits n'existeraient pas pour lui s'il ne les voyait pas, et il ne peut les voir que d'une certaine manière, c'est-à-dire, à la sienne. L'ame, dit-on, est le miroir des faits; mais tous les miroirs ne réfléchissent pas les objets de la même manière. D'ailleurs, cette comparaison est peu juste: l'ame n'est pas une

surface sur laquelle les objets viennent se peindre, mais une force qui les saisit et qui les modifie en les saisissant.

De plus, que nous apprennent les monuments? que nous transmet la tradition? que nous fournit l'expérience? Des données qui, séparées les unes des autres, ne nous offrent ni agrément ni instruction; des anneaux isolés qui n'ont entre eux aucune espèce d'enchaînement: ce sont les éléments de l'histoire et non l'histoire elle-même; ce sont des pierres et des matériaux, ce n'est pas encore l'édifice. Que m'importe de savoir que Rome a été bâtie dans telle année; que César a été tué tel jour? Ces faits n'ont aucune espèce d'intérêt ni d'utilité pour moi, du moment où ils sont séparés de ceux qui les précèdent et de ceux qui les suivent. C'est la liaison de ces faits entre eux, et leur liaison avec un dernier événement, que vous choisissez comme terme final de votre récit, qui constitue l'histoire. Or, cette liaison n'est jamais donnée par les sens; elle est le résultat de la pensée, qui, suivant le calcul des probabilités, choisit

cette liaison entre toutes les liaisons possibles. Un fait peut être lié à d'autres faits, comme effet ou comme cause, de mille manières différentes. La nature donne la matière; la raison de chaque individu fournit la forme. Dans la préférence qu'il donne à l'une sur l'autre, qu'est-ce qui le détermine? Ses idées sur la filiation des penchans, la marche des passions, les signes caractéristiques des vices et des vertus; ses principes sur la moralité des actions, la nature des gouvernemens, les bons ou les mauvais effets des institutions sociales; ses idées et ses principes sont les résultats de l'empreinte primitive qu'il reçut de la nature, de son tempérament, de son éducation, de ses habitudes. Direz-vous qu'il est partial, parce qu'il vous présente les faits comme il les voit? Et peut-il les voir autrement que d'après ses idées, les soumettre à d'autres principes que les siens? Autant vaudrait-il dire que le maçon doit lier les pierres sans ciment, élever son bâtiment sans employer l'équerre, ou travailler au hasard sans avoir de dessin.

On ne peut donc pas se renier soi-même, dépouiller ses idées et ses principes, voir sans lunettes ou plutôt sans yeux ; mais l'essentiel est que les yeux ne soient pas malades, ou que les lunettes soient bonnes. Les idées doivent être saines, l'esprit juste ; et l'impartialité consiste, dit-on, à juger les actions et les hommes sans préjugés. Cette seconde définition, qui paraît au premier coup d'œil bien supérieure à l'autre, a le double défaut d'offrir à l'esprit des termes vagues, et de ne pas épuiser l'idée dont il s'agit.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un *préjugé* ? Ce mot a fait dans ce siècle une singulière fortune, et peut-être cette fortune, semblable à celle d'un grand nombre d'hommes, vient-elle uniquement de ce qu'on l'a fort mal connu. Le terme de préjugé est une espèce de talisman avec lequel on produit des effets prodigieux ; on est dispensé de réfuter, d'écouter même les opinions que l'on condamne ; on décrédite dans un moment l'ouvrage des siècles ; on pulvérise d'un mot tous les raisonnements ; on couvre les hommes et les choses d'un ridicule ineffaçable.

ou plutôt on les voue à un silence éternel ; on épargne à son adversaire la peine de défendre ses principes , aux auditeurs celle de les écouter , à soi-même celle de les combattre : avec ce mot magique , on coule à fond toutes les idées des autres , et l'on se met à l'abri de la triste nécessité d'en avoir ; on donne à la force l'air de la faiblesse , et à sa propre faiblesse les honneurs de la force. Mais , sans être ébloui des miracles qu'enfante le terme de préjugé , il vaut la peine de l'aborder et de demander : Qu'est-ce qu'un préjugé ?

Serait-ce peut-être toute idée ancienne , toutes celles que les générations paraissent s'être transmises avec la vie , qui ont formé jusqu'ici la conscience et la raison universelles , dont l'origine se perd dans les siècles les plus reculés , et qui semblent jouir , sous ce rapport , d'une espèce de noblesse intellectuelle qu'on pourrait bien ne pas leur pardonner ? Mais , quelque admirable que nous paraisse à nous-mêmes l'état actuel de la raison humaine , et quelque éblouissantes que nous trouvions les lumières du dix-

huitième siècle, nous ne pouvons supposer que les hommes aient pensé et réfléchi pendant des milliers de siècles, sans attraper quelques idées saines qui méritent d'être conservées; qu'il faille, dans tous les genres, recommencer à neuf le travail de la raison, et jeter au billon, comme de la vieille vaisselle, l'héritage que nos pères nous ont laissé. D'ailleurs, si l'on doit se rappeler que ce qui est ancien a été nouveau, pour ne pas proscrire légèrement toutes les idées nouvelles, il est bon aussi de se dire que ce qui est nouveau sera un jour ancien, et de ne pas traiter de préjugés des idées qui ont eu le genre de mérite dont nous paraissions si jaloux; et qui n'ont aujourd'hui d'autre tort que celui qu'auront un jour nos favoris, si leur fortune se soutient. En général, si dans un sens la vérité est toujours neuve et jeune, dans un autre elle est toujours ancienne; sur beaucoup d'objets, les idées vraies doivent avoir été saisies les premières, et des expériences faites valent mieux que des expériences qui sont encore à faire.

Le mot de préjugé serait-il peut-être synonyme

d'erreur? Toute idée fausse mériterait-elle ce nom? Mais toute erreur n'est pas un préjugé; tout préjugé n'est pas une erreur; tout jugement faux est une erreur; tout jugement adopté et prononcé sans examen est un préjugé. Les erreurs tirent leur origine d'une vue partielle, incomplète, fautive, de l'objet sur lequel elles portent; elles viennent de ce qu'on n'a pas réuni tous les éléments du calcul, ou des fautes qui se sont glissées dans le calcul même. Les préjugés viennent de ce qu'on a été demander à la raison des autres ce qu'on devait croire; de ce qu'on a substitué l'habitude, l'autorité, la nouveauté, en un mot, des considérations étrangères à l'objet qu'on juge, aux preuves qu'on aurait dû tirer de l'objet même.

Le préjugé n'est donc pas nécessairement une erreur. La vérité adoptée sans examen, et sans qu'on sache pourquoi, n'est qu'un préjugé dans l'esprit du grand nombre. Tel aurait moins d'erreurs s'il avait conservé plus de préjugés. Les idées saines qu'il eût gardées sans se les développer à lui-même, ne lui eussent pas appartenu;

mais elles lui eussent été utiles : et il résulte de là que les préjugés ne sont mauvais que comparativement aux vérités saisies avec toutes leurs preuves par une raison éclairée ; que personne n'est exempt de préjugés ; et que le plus dangereux de tous serait de croire , sur l'autorité de quelques écrivains qui se louent eux-mêmes en louant leur siècle , ou sur la foi de quelques amis complaisants , qu'on a le rare bonheur d'être entièrement exempt de toute espèce de préjugés.

Substituons donc au terme vague de *préjugé*, celui d'*idée fautive* dans la définition de l'impartialité historique, et disons qu'elle consiste à voir, à lier, à juger les faits d'après des idées justes et saines, d'après les vrais principes du droit, de la morale, de la politique et de la philosophie.

Sur le simple énoncé de ces idées, on sent que cette définition ne nous tire pas entièrement du vague et de l'arbitraire. Les principes des sciences morales et politiques n'ont pas encore atteint un degré d'évidence et de clarté, qui puisse leur assurer l'assentiment universel de

tous les bons esprits : probablement même ils ne l'obtiendront jamais, soit à cause de leur nature abstraite, de leur objet purement intellectuel, soit à cause de l'imperfection des langues. De là, la diversité prodigieuse des opinions, et l'attachement exclusif que la plupart des gens ont pour la leur ; de là, l'opposition des jugements qu'on porte sur l'impartialité des historiens les plus respectables. Convaincus de leurs principes, ils les ont appliqués aux faits, et s'imaginent les juger impartialement : mais ils soulèvent contre eux tous ceux qui ont des principes opposés, et qui les accusent de partialité : car la plupart des gens, fanatiques de leurs idées, soupçonnent de mauvaise foi tous ceux qui les rejettent et supposent généreusement qu'ils diffèrent d'eux de langage et non d'opinion. L'homme est toujours porté à donner modestement la mesure de sa raison pour la mesure de la raison humaine ; et cependant le sublime de la raison est de ne pas trop croire à la sienne, ou plutôt, tout en tenant fortement à ses idées, de concevoir, d'expliquer, de pardonner toutes les autres.

Mais l'esprit le plus juste, le jugement le plus exquis, des principes même généralement avoués et dignes de l'être, ne sauvent pas toujours de la partialité. La sensibilité peut séduire, égarer, corrompre la raison, car l'esprit est souvent la dupe du cœur. Pour être impartial, ne faudrait-il pas être étranger à toute espèce de prévention, tenir la balance d'une main ferme, empêcher que les craintes et les espérances, les vœux et les désirs, des intérêts prononcés ou secrets, ne l'inclinassent contre les vraisemblances des faits et du témoignage? L'impartialité ne consisterait-elle pas essentiellement à se refuser à toute espèce de sentiment dans l'appréciation des faits, et à juger avec une parfaite indifférence les hommes et les choses, les actions et les événements?

En effet, suivant l'expression heureuse de l'immortel Bacon, qui savait revêtir ses profondes pensées d'images sensibles, et dont les idées paraissent sortir tout armées de sa tête, comme Minerve du cerveau de Jupiter, l'œil de l'entendement n'est jamais sec; il est toujours plus ou

moins humide de sensibilité; les passions y répandent des nuages; l'espérance et la crainte le troublent : le cœur est le foyer de la partialité; et, quel que soit le feu dont il brûle, ce feu chauffe sans éclairer, ou répand un faux jour sur les objets.

Nous recevons des objets deux sortes d'impressions : les unes nous modifient simplement, les autres nous affectent; les premières nous donnent les représentations, les autres les sentiments : l'esprit saisit les premières, elles lui servent à connaître les qualités des objets et leurs rapports entre eux; le sentiment ne saisit que les rapports de l'objet au sujet qu'elles affectent en bien ou en mal. Ce n'est donc pas à la sensibilité qu'il appartient de dicter des jugements, car elle ramène toujours l'homme sur lui-même, et l'homme qui juge doit exister et opérer hors de lui; ce n'est pas de ses affections, c'est des objets qu'il s'agit.

On voit déjà, par ces définitions seules, combien il doit être difficile de condamner la sensibilité au silence, afin que la raison ne soit pas

des affections, des mouvements de l'âme, dans l'art de refuser toute influence au cœur sur le jugement, et de prononcer sur les actions humaines sans y prendre un intérêt quelconque; il n'a jamais existé d'historien parfaitement impartial. Il faudrait le supposer sans desirs, sans espérances et sans craintes, sans amour pour le beau, sans respect pour la justice et sans mépris pour le vice; il faudrait que les rapports des idées, des choses ou des personnes avec son bonheur et son malheur ou celui des autres, lui fussent entièrement cachés; en un mot, il faudrait qu'il cessât d'être homme, qu'il devînt une intelligence pure ou une simple machine, un automate intelligent. La première de ces métamorphoses est impossible, et, à coup sûr, personne ne se souciera de subir l'autre.

Voulez-vous que, sans condamner sa sensibilité au silence et sans mutiler son être moral, l'historien empêche que le secret de son cœur lui échappe, et se défende de toute espèce de mouvement qui pourrait le trahir et inspirer de la défiance au lecteur? Mais obtiendra-t-il faci-

lement de sa sensibilité d'être toujours muette? N'est-ce pas exiger de lui le comble de l'artifice, ou le sublime du renoncement? Et ces artifices ne se dévoileront-ils pas eux-mêmes aux yeux du lecteur attentif et sensible? Les âmes sensibles se devinent et se reconnaissent sous le voile de la gravité, de la circonspection, de la réserve, sous les glaces d'une apathie apparente. Dès lors, l'effet ne sera-t-il pas le même? Ne préviendra-t-on pas les autres contre un homme ou contre une action, comme on a été prévenu soi-même? Et mettez qu'il fût possible d'obtenir de soi, ou des autres, cette indifférence profonde, cette impassibilité historique, qui semble nécessaire pour être entièrement impartial; voudrait-on que l'histoire fût un corps sans mouvement et sans âme, une momie, ou un squelette bien conservé? Ne se priverait-on pas d'un plaisir aussi vif que délicat, en refusant à l'historien de faire connaître, ou soupçonner du moins, la noble indignation, la haine profonde que lui inspirent les triomphes du crime, la généreuse pitié, la sainte admiration qu'il ressent en pei-

surface sur laquelle les objets viennent se peindre, mais une force qui les saisit et qui les modifie en les saisissant.

De plus, que nous apprennent les monuments? que nous transmet la tradition? que nous fournit l'expérience? Des données qui, séparées les unes des autres, ne nous offrent ni agrément ni instruction; des anneaux isolés qui n'ont entre eux aucune espèce d'enchaînement: ce sont les éléments de l'histoire et non l'histoire elle-même; ce sont des pierres et des matériaux, ce n'est pas encore l'édifice. Que m'importe de savoir que Rome a été bâtie dans telle année; que César a été tué tel jour? Ces faits n'ont aucune espèce d'intérêt ni d'utilité pour moi, du moment où ils sont séparés de ceux qui les précèdent et de ceux qui les suivent. C'est la liaison de ces faits entre eux, et leur liaison avec un dernier événement, que vous choisissez comme terme final de votre récit, qui constitue l'histoire. Or, cette liaison n'est jamais donnée par les sens; elle est le résultat de la pensée, qui, suivant le calcul des probabilités, choisit

cette liaison entre toutes les liaisons possibles. Un fait peut être lié à d'autres faits, comme effet ou comme cause, de mille manières différentes. La nature donne la matière; la raison de chaque individu fournit la forme. Dans la préférence qu'il donne à l'une sur l'autre, qu'est-ce qui le détermine? Ses idées sur la filiation des penchans, la marche des passions, les signes caractéristiques des vices et des vertus; ses principes sur la moralité des actions, la nature des gouvernemens, les bons ou les mauvais effets des institutions sociales; ses idées et ses principes sont les résultats de l'empreinte primitive qu'il reçut de la nature, de son tempérament, de son éducation, de ses habitudes. Direz-vous qu'il est partial, parce qu'il vous présente les faits comme il les voit? Et peut-il les voir autrement que d'après ses idées, les soumettre à d'autres principes que les siens? Autant vaudrait-il dire que le maçon doit lier les pierres sans ciment, élever son bâtiment sans employer l'équerre, ou travailler au hasard sans avoir de dessin.

On ne peut donc pas se renier soi-même, dépouiller ses idées et ses principes, voir sans lunettes ou plutôt sans yeux; mais l'essentiel est que les yeux ne soient pas malades, ou que les lunettes soient bonnes. Les idées doivent être saines, l'esprit juste; et l'impartialité consiste, dit-on, à juger les actions et les hommes sans préjugés. Cette seconde définition, qui paraît au premier coup d'œil bien supérieure à l'autre, a le double défaut d'offrir à l'esprit des termes vagues, et de ne pas épuiser l'idée dont il s'agit.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un *préjugé*? Ce mot a fait dans ce siècle une singulière fortune, et peut-être cette fortune, semblable à celle d'un grand nombre d'hommes, vient-elle uniquement de ce qu'on l'a fort mal connu. Le terme de *préjugé* est une espèce de talisman avec lequel on produit des effets prodigieux; on est dispensé de réfuter, d'écouter même les opinions que l'on condamne; on décrédite dans un moment l'ouvrage des siècles; on pulvérise d'un mot tous les raisonnements; on couvre les hommes et les choses d'un ridicule ineffaçable.

ou plutôt on les voue à un silence éternel ; on épargne à son adversaire la peine de défendre ses principes , aux auditeurs celle de les écouter , à soi-même celle de les combattre : avec ce mot magique , on coule à fond toutes les idées des autres , et l'on se met à l'abri de la triste nécessité d'en avoir ; on donne à la force l'air de la faiblesse , et à sa propre faiblesse les honneurs de la force. Mais , sans être ébloui des miracles qu'enfante le terme de préjugé , il vaut la peine de l'aborder et de demander : Qu'est-ce qu'un préjugé ?

Serait-ce peut-être toute idée ancienne , toutes celles que les générations paraissent s'être transmises avec la vie , qui ont formé jusqu'ici la conscience et la raison universelles , dont l'origine se perd dans les siècles les plus reculés , et qui semblent jouir , sous ce rapport , d'une espèce de noblesse intellectuelle qu'on pourrait bien ne pas leur pardonner ? Mais , quelque admirable que nous paraisse à nous-mêmes l'état actuel de la raison humaine , et quelque éblouissantes que nous trouvions les lumières du dix-

huitième siècle, nous ne pouvons supposer que les hommes aient pensé et réfléchi pendant des milliers de siècles, sans attraper quelques idées saines qui méritent d'être conservées; qu'il faille, dans tous les genres, recommencer à neuf le travail de la raison, et jeter au billon, comme de la vieille vaisselle, l'héritage que nos pères nous ont laissé. D'ailleurs, si l'on doit se rappeler que ce qui est ancien a été nouveau, pour ne pas proscrire légèrement toutes les idées nouvelles, il est bon aussi de se dire que ce qui est nouveau sera un jour ancien, et de ne pas traiter de préjugés des idées qui ont eu le genre de mérite dont nous paraissions si jaloux; et qui n'ont aujourd'hui d'autre tort que celui qu'auront un jour nos favoris, si leur fortune se soutient. En général, si dans un sens la vérité est toujours neuve et jeune, dans un autre elle est toujours ancienne; sur beaucoup d'objets, les idées vraies doivent avoir été saisies les premières, et des expériences faites valent mieux que des expériences qui sont encore à faire.

Le mot de préjugé serait-il peut-être synonyme

d'erreur? Toute idée fautive mériterait-elle ce nom? Mais toute erreur n'est pas un préjugé; tout préjugé n'est pas une erreur: tout jugement faux est une erreur; tout jugement adopté et prononcé sans examen est un préjugé. Les erreurs tirent leur origine d'une vue partielle, incomplète, fautive, de l'objet sur lequel elles portent; elles viennent de ce qu'on n'a pas réuni tous les éléments du calcul, ou des fautes qui se sont glissées dans le calcul même. Les préjugés viennent de ce qu'on a été demander à la raison des autres ce qu'on devait croire; de ce qu'on a substitué l'habitude, l'autorité, la nouveauté, en un mot, des considérations étrangères à l'objet qu'on juge, aux preuves qu'on aurait dû tirer de l'objet même.

Le préjugé n'est donc pas nécessairement une erreur. La vérité adoptée sans examen, et sans qu'on sache pourquoi, n'est qu'un préjugé dans l'esprit du grand nombre. Tel aurait moins d'erreurs s'il avait conservé plus de préjugés. Les idées saines qu'il eût gardées sans se les développer à lui-même, ne lui eussent pas appartenu;

mais elles lui eussent été utiles : et il résulte de là que les préjugés ne sont mauvais que comparativement aux vérités saisies avec toutes leurs preuves par une raison éclairée ; que personne n'est exempt de préjugés ; et que le plus dangereux de tous serait de croire , sur l'autorité de quelques écrivains qui se louent eux-mêmes en louant leur siècle , ou sur la foi de quelques amis complaisants , qu'on a le rare bonheur d'être entièrement exempt de toute espèce de préjugés.

Substituons donc au terme vague de *préjugé* , celui d'*idée fautive* dans la définition de l'impartialité historique, et disons qu'elle consiste à voir, à lier, à juger les faits d'après des idées justes et saines, d'après les vrais principes du droit, de la morale, de la politique et de la philosophie.

Sur le simple énoncé de ces idées, on sent que cette définition ne nous tire pas entièrement du vague et de l'arbitraire. Les principes des sciences morales et politiques n'ont pas encore atteint un degré d'évidence et de clarté, qui puisse leur assurer l'assentiment universel de

tous les bons esprits : probablement même ils ne l'obtiendront jamais, soit à cause de leur nature abstraite, de leur objet purement intellectuel, soit à cause de l'imperfection des langues. De là, la diversité prodigieuse des opinions, et l'attachement exclusif que la plupart des gens ont pour la leur ; de là, l'opposition des jugements qu'on porte sur l'impartialité des historiens les plus respectables. Convaincus de leurs principes, ils les ont appliqués aux faits, et s'imaginent les juger impartialement : mais ils soulèvent contre eux tous ceux qui ont des principes opposés, et qui les accusent de partialité : car la plupart des gens, fanatiques de leurs idées, soupçonnent de mauvaise foi tous ceux qui les rejettent et supposent généreusement qu'ils diffèrent d'eux de langage et non d'opinion. L'homme est toujours porté à donner modestement la mesure de sa raison pour la mesure de la raison humaine ; et cependant le sublime de la raison est de ne pas trop croire à la sienne, ou plutôt, tout en tenant fortement à ses idées, de concevoir, d'expliquer, de pardonner toutes les autres.

Mais l'esprit le plus juste, le jugement le plus exquis, des principes même généralement avoués et dignes de l'être, ne sauvent pas toujours de la partialité. La sensibilité peut séduire, égarer, corrompre la raison, car l'esprit est souvent la dupe du cœur. Pour être impartial, ne faudrait-il pas être étranger à toute espèce de prévention, tenir la balance d'une main ferme, empêcher que les craintes et les espérances, les vœux et les désirs, des intérêts prononcés ou secrets, ne l'inclinassent contre les vraisemblances des faits et du témoignage? L'impartialité ne consisterait-elle pas essentiellement à se refuser à toute espèce de sentiment dans l'appréciation des faits, et à juger avec une parfaite indifférence les hommes et les choses, les actions et les événements?

En effet, suivant l'expression heureuse de l'immortel Bacon, qui savait revêtir ses profondes pensées d'images sensibles, et dont les idées paraissent sortir tout armées de sa tête, comme Minerve du cerveau de Jupiter, l'œil de l'entendement n'est jamais sec; il est toujours plus ou

moins humide de sensibilité; les passions y répandent des nuages; l'espérance et la crainte le troublent : le cœur est le foyer de la partialité; et, quel que soit le feu dont il brûle, ce feu échauffe sans éclairer, ou répand un faux jour sur les objets.

Nous recevons des objets deux sortes d'impressions : les unes nous modifient simplement, les autres nous affectent; les premières nous donnent les représentations, les autres les sentiments : l'esprit saisit les premières, elles lui servent à connaître les qualités des objets et leurs rapports entre eux; le sentiment ne saisit que les rapports de l'objet au sujet qu'elles affectent en bien ou en mal. Ce n'est donc pas à la sensibilité qu'il appartient de dicter des jugements, car elle ramène toujours l'homme sur lui-même, et l'homme qui juge doit exister et opérer hors de lui; ce n'est pas de ses affections, c'est des objets qu'il s'agit.

On voit déjà, par ces définitions seules, combien il doit être difficile de condamner la sensibilité au silence, afin que la raison ne soit pas

troublée dans son travail. Les nomenclateurs, qui se disent philosophes, croient que rien n'est plus simple, et qu'il ne doit pas plus en coûter à l'homme de se séparer d'une partie de lui-même, qu'il ne leur en coûte de distinguer deux facultés. On dirait, à les entendre, que l'ame n'est qu'une espèce d'étui où se trouvent différents instruments qui n'ont rien de commun que la capsule qui les contient, et dont les uns reposent pendant qu'on emploie les autres; une pendule à flûtes dont on ôte ou remet les cylindres à volonté. Quoi de plus facile, disent-ils, que de laisser reposer la sensibilité pendant qu'on applique aux faits l'instrument de la raison? Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité. L'ame est une; le sentiment du moi, le plus constant et le plus inexplicable de tous les phénomènes, nous l'annonce, et l'on ne saurait, sans un grand effort de volonté, isoler l'une de l'autre des facultés qui ne sont que différentes manières d'opérer de la même force. Le maître peut renvoyer une partie de ses gens, pour être seul avec un domestique de confiance; mais

souvent le maître est mal obéi, et ceux qui ont été congédiés, viennent interrompre la conversation ou le travail. Les sentiments devancent la naissance de la raison ; leur empire, plus ancien, est aussi plus étendu et plus affermi ; ce sont les habitués de l'ame ; leur présence et leur activité s'annoncent sans cesse ; ils se mêlent à toutes les idées, colorent tous les objets, et permettent rarement à l'esprit de les envisager en eux-mêmes. D'ailleurs, la plupart des hommes sont toujours sous l'empire des sentiments et ne raisonnent que par intervalles ; aussi sont-ils tous plus ou moins esclaves de leurs préventions. Les préventions sont les préjugés les plus communs, parce que ce sont ceux du cœur. Si les faux jugemens forment les préventions, les préventions, à leur tour, forment et multiplient les faux jugemens. Des erreurs ont produit des attachemens et des haines ; les attachemens et les haines ont produit beaucoup d'erreurs.

Si donc l'impartialité consiste dans une abnégation parfaite de la sensibilité, dans l'absence des préventions, des préférences, des goûts,

des affections, des mouvements de l'ame, dans l'art de refuser toute influence au cœur sur le jugement, et de prononcer sur les actions humaines sans y prendre un intérêt quelconque; il n'a jamais existé d'historien parfaitement impartial. Il faudrait le supposer sans desirs, sans espérances et sans craintes, sans amour pour le beau, sans respect pour la justice et sans mépris pour le vice; il faudrait que les rapports des idées, des choses ou des personnes avec son bonheur et son malheur ou celui des autres, lui fussent entièrement cachés; en un mot, il faudrait qu'il cessât d'être homme, qu'il devînt une intelligence pure ou une simple machine, un automate intelligent. La première de ces métamorphoses est impossible, et, à coup sûr, personne ne se souciera de subir l'autre.

Voulez-vous que, sans condamner sa sensibilité au silence et sans mutiler son être moral, l'historien empêche que le secret de son cœur lui échappe, et se défende de toute espèce de mouvement qui pourrait le trahir et inspirer de la défiance au lecteur? Mais obtiendra-t-il faci-

lement de sa sensibilité d'être toujours muette? N'est-ce pas exiger de lui le comble de l'artifice, où le sublime du renoncement? Et ces artifices ne se dévoileront-ils pas eux-mêmes aux yeux du lecteur attentif et sensible? Les âmes sensibles se devinent et se reconnaissent sous le voile de la gravité, de la circonspection, de la réserve, sous les glaces d'une apathie apparente. Dès lors, l'effet ne sera-t-il pas le même? Ne préviendra-t-on pas les autres contre un homme ou contre une action, comme on a été prévenu soi-même? Et mettez qu'il fût possible d'obtenir de soi, ou des autres, cette indifférence profonde, cette impassibilité historique, qui semble nécessaire pour être entièrement impartial; voudrait-on que l'histoire fût un corps sans mouvement et sans âme, une momie, ou un squelette bien conservé? Ne se priverait-on pas d'un plaisir aussi vif que délicat, en refusant à l'historien de faire connaître, ou soupçonner du moins, la noble indignation, la haine profonde que lui inspirent les triomphes du crime; la généreuse pitié, la sainte admiration qu'il ressent en pei-

gnant la vertu malheureuse, et en la faisant ainsi jouir d'une immortalité anticipée? Fera-t-on un crime à Tacite d'avoir parlé d'Helvidius et de Thraséa, avec un attendrissement religieux, et une mélancolie vraiment morale? de Néron préparant froidement le meurtre de sa mère, avec une horreur secrète? Lui pardonnerions-nous le contraire? et ces compositions simples et majestueuses, mâles et fières, ne sont-elles pas d'autant plus attachantes, que l'auteur y a laissé le socau de son caractère et l'empreinte de son ame?

Tacite lui-même a dit qu'il écrivait l'histoire sans intérêt et sans passion. « Galba, Othon, « Vitellius n'ont été, dit-il, ni mes bienfaiteurs « ni mes ennemis; éloigné des temps dont je « parle, je puis en parler sans haine et sans ai-
« greur. » Tel est sans doute le premier devoir de l'historien; la flatterie ou la vengeance doivent empoisonner sa plume aussi peu que son cœur; l'or, la fortune, le crédit, les honneurs et les décorations ne doivent exciter ni ses desirs ni ses regrets; l'espérance et la crainte doi-

vent être étrangères à son ame, dans ces moments où il juge les morts pour l'instruction des vivants, et où il prononce ses arrêts au nom de la postérité. L'historien doit être indépendant, au-dessus des besoins, des goûts et des passions qui enchaînent l'homme aux pieds de ceux qui enlèvent ou dispensent les moyens de jouir; et l'on ne saurait trop répéter cette vérité triviale, dans un temps où l'on n'écrit que pour vivre, et où l'on peut dire de la plus grande partie de ceux qui composent la république des lettres, ce que Jugurtha disait du sénat de Rome : « Société vénale, à qui il ne manque que des acheteurs. »

Mais, pour être incorruptible, on n'est pas à l'abri des séductions du cœur; pour être inaccessible à la crainte ou à l'espérance, on n'est pas inaccessible aux préventions; pour être indépendant des choses et des hommes, le jugement n'est pas encore affranchi de l'influence que la sensibilité exerce sur lui :

Tes plus grands ennemis, Rome, sont à tes portes.

Une foule d'aversions et de préférences sour-

dés, de penchans secrets et presque insensibles, ensevelis dans les profondeurs de l'ame, la modifient, la déterminent et finissent souvent par l'asservir. Le nombre et l'activité des ennemis compensent leur faiblesse; ce sont ces Lilliputiens, qui, dans l'ingénieux roman de Swift, s'emparèrent de Gulliver, en assujétissant chacun de ses cheveux à un piquet contre terre : image frappante de ce qui nous arrive tous les jours!

Que de sources de partialité ne se présentent pas ici! Il faudrait un ouvrage pour les développer toutes; et les exemples prouveraient qu'elles ne sont pas des combinaisons de l'imagination, et qu'elles ne sont pas simplement possibles, mais que, séparées ou réunies dans la réalité, elles ont exercé une action funeste sur les historiens les plus indépendants, et les moins suspects de partialité.

Partialité d'opinions et de principes : non-seulement on les emploie pour ranger et lier les faits; non-seulement ce sont des instruments au moyen desquels nous saisissons les événe-

ments; mais on cherche, ou du moins on accueille avec plaisir, on relève et l'on met en saillie, avec une sorte de complaisance, les faits qui viennent à l'appui de nos principes. On est bien éloigné de la mauvaise foi qui passe les autres sous silence; mais on désire que les lecteurs y fassent moins d'attention, et ce désir se trahit et s'annonce : celui qui rêve le perfectionnement graduel et toujours progressif des sociétés humaines et celui qui croit que les sociétés humaines ont leurs phases de croissance, de dépérissement et de mort, l'ami sincère de la religion et l'incrédule, le partisan des principes démocratiques et le partisan des monarchies, sont également portés, sans le savoir, à cette fraude involontaire. Il y a des affinités dans le monde moral, comme il y a des affinités chimiques dans le monde des corps; il y a des faits et des principes qui s'attirent et s'appellent les uns les autres.

Partialité de philanthropie ou de misanthropie. Dans le grand tableau des vices et des vertus, des longs malheurs et des courts intervalles de

prospérité de l'espèce humaine, l'écrivain qui a plus d'âme que d'esprit, aime et cherche tout ce qui relève l'humanité, afin d'avoir lui-même la conscience de sa grandeur. Trouve-t-il un beau caractère, il le peint dans toute sa beauté, et, par admiration pour le génie et la vertu, il glisse sur les défauts, et annonce les taches plutôt qu'il ne les montre : l'homme même dégradé lui inspire encore une sorte de respect; c'est un roi détrôné qui peut remonter sur le trône. L'écrivain plus spirituel qu'énergique, plus malin que sensible, plus frappé du ridicule que du malheur des événements, ne voit dans l'homme qu'un sujet de dissection sur lequel doit s'exercer son scalpel, qu'un objet de curiosité plutôt que d'intérêt. Sous ce rapport, les monstres du monde moral attirent surtout son attention; il en cherche, il en voit partout, ou du moins il les décrit avec complaisance.

Partialité de caractère. La nature brise toujours le moule dans lequel elle jette les âmes humaines; et celles de deux hommes ordinaires, examinées de près, ne se ressemblent peut-être

pas plus que celles de deux héros; mais, à défaut d'une conformité parfaite, il y a une analogie plus ou moins marquée entre les caractères. Les caractères mâles et élevés deviennent, saisissent et peignent mieux leurs pairs, que les autres; ils jugent mal les petites âmes, parce qu'ils ont le bonheur de ne pouvoir pas se mettre à leur place: ils descendraient de trop haut.

Partialité d'état. Chaque état a des opinions, des habitudes, des intérêts différents, qui forment son point de vue particulier. L'homme de lettres, l'ecclésiastique, le militaire, ne racontent pas un fait de la même manière, ne jugent pas d'après les mêmes règles, de la nature des événements et des actions des hommes. On a beau se défendre de cette influence des occupations habituelles sur les idées, les affections et les jugements, et se proposer de voir, de penser, de juger uniquement en homme; on est souvent d'autant plus partial, qu'on veut dépouiller tous ces préjugés, et qu'on affecte de se montrer impartial.

Partialité de finesse et de profondeur. Tel écrivain loue son ennemi et blâme son bienfaiteur, s'ils le méritent; mais il ne résiste pas à la tentation de lier une action à des motifs ou à d'autres événements qui lui sont étrangers, ne fût-ce que pour faire un tour de force, et pour exercer toute la subtilité de son esprit. Il est partial, parce qu'il a l'habitude ou le besoin d'aller chercher à une grande profondeur ce qui se trouve souvent à la superficie.

En méditant toutes ces causes plus ou moins actives de partialité, il faut se consoler en pensant qu'elles s'excluent presque toujours l'une l'autre, et que tous ces dangers ne sauraient nous menacer à la fois. Afin de ne pas désespérer de soi-même et de son travail, on doit se rappeler le joli mot de Fontenelle, qui pourrait servir de devise à l'espèce humaine : « On doit tendre à la perfection sans y prétendre. »

L'impartialité consiste donc dans le silence de toutes les préventions. C'est là, en quelque sorte, l'idéal de l'historien, dont il tâche de s'approcher de plus en plus. Mais, on peut encore de-

mander : Quels sont les effets de cette impartialité et les signes qui l'annoncent ?

Est-ce de ne pas se proposer un but en écrivant l'histoire ? Mais il faut nécessairement en avoir un pour s'orienter sur la mer du passé. C'est l'idée principale que saisit l'historien, avant de commencer son travail, qui le guide dans le choix des matériaux.

Est-ce de ne rien passer sous silence ? Mais tout ce qui s'est fait ne valait pas la peine d'être fait, et vaut encore moins celle d'être raconté.

Est-ce de ne pas mettre certains faits, ou certains personnages, sur le devant du tableau, et les autres dans l'ombre ; de ne pas se contenter d'en peindre quelques-uns, et d'indiquer simplement les autres ? Mais sur la scène de la vie, les personnages sont-ils tous également en vue ? Le rôle de tous a-t-il la même importance ? Et qui sera juge, si ce n'est l'historien, de la place que chacun mérite ?

Est-ce de ne se permettre aucune réflexion, soit à charge, ou à décharge, des personnages et des actions ? Mais, en faisant penser, ne pense-

t-on pas, et ne trahit-on pas le secret de sa pensée? Quand les réflexions sont fausses, une seule est encore de trop; quand elles sont justes, elles doivent sans doute encore, pour trouver grace, être bien placées, précises et rares, afin de ne pas interrompre le mouvement dramatique, qui est le grand objet de l'histoire; mais, quand celles que l'historien se permet ont ces caractères, comment pourrait-on en conclure à sa partialité?

Est-ce d'écrire sans chaleur et sans couleur? Ce conseil n'est facile à donner que lorsqu'il est facile à suivre; et il a toujours l'air d'être un peu partial. Mais d'ailleurs, la chaleur du style et de l'action prouve aussi peu qu'un homme soit partial, que le flegme et l'apathie prouvent l'impartialité. Souvent la froideur cache la partialité la plus révoltante, et l'on écrirait avec chaleur si l'on n'avait pas un intérêt secret à donner ou à prendre le change.

Le seul signe auquel on puisse et doive reconnaître l'impartialité, c'est que, suivant l'expression de Cicéron, il n'y ait rien de vrai qu'on

ne dise. Quelles que soient les idées favorites, les opinions dominantes, les prédilections et les préférences de l'historien, il est impartial du moment où, en voyant tous les faits, qui, de près ou de loin, tiennent à son sujet, il les allègue tous, fût-ce quelquefois avec une répugnance secrète et invincible.

Au reste, il est un moyen très-simple de rendre sa partialité peu dangereuse ; c'est d'annoncer l'esprit et le point de vue dans lesquels on écrit l'histoire. Un astronome indique le degré de latitude et de longitude du lieu où il a observé une comète ou une éclipse, et fait connaître la nature et la force de ses instruments. S'il se trompe, il donne lui-même les moyens de rectifier son erreur. De même aussi, l'historien qui fait sa profession de foi politique, et qui énonce hautement les principes qui l'ont guidé dans son travail, nous donne les moyens de l'apprécier et de rectifier ses faux jugements.



TABLEAU
DES RÉVOLUTIONS
DU
SYSTÈME POLITIQUE
DE L'EUROPE,
DEPUIS LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE.

PREMIÈRE PARTIE.

1492 — 1618.

.....

SUITE DE LA SECONDE PÉRIODE. 1515 — 1556.

CHAPITRE XIII.

Des causes et de l'occasion de la Réformation. Sa naissance, ses progrès, sa marche, ses effets. Ligue de Smalkalde.

LA marche progressive de la civilisation avait amené en Italie le beau siècle des Médicis; elle amena en Allemagne une révolution totale dans les opinions religieuses. Tandis qu'au midi de

l'Europe, on jouissait en paix des fruits du talent et du génie ; au nord, l'esprit humain se débattait dans les chaînes de l'erreur, et, tout entier à des objets plus sérieux, réclamait l'exercice de sa liberté. Cette révolution (1), religieuse dans son principe et par son objet, a été, par le fait, une révolution politique, et elle a eu une influence décisive sur le système général de l'Europe, et sur les rapports de tous les états.

Toutes les révolutions, qui ont changé l'état du monde en changeant les opinions d'une grande partie de l'espèce humaine, peuvent être considérées sous deux points de vue ; relativement à leurs causes indirectes et éloignées, ou relativement à leurs causes directes et prochaines. Pour saisir les véritables rapports des événements, il faut réunir ces deux manières

(1) Parmi toutes les révolutions qui ont eu lieu dans le monde, il n'y en a qu'une seule qu'on puisse comparer avec la Réformation. Nous en sommes trop voisins pour qu'il soit nécessaire de la nommer. Les différences qui se trouvent entre ces deux grands mouvements, sont sans contredit plus nombreuses et plus frappantes que leurs ressemblances ; mais elles offrent des rapports singuliers dans leurs causes, leur marche, et leurs effets. Le lecteur attentif et instruit s'apercevra facilement de leurs traits de conformité.

différentes de les voir et de les juger. Isolées, non-seulement elles n'expliquent rien, mais, de plus, elles dénaturent les objets, et conduisent à de fausses conclusions. Ne saisit-on que les causes directes et prochaines des événements, les effets paraissent disproportionnés aux causes; le grand changement qui s'est opéré devient incompréhensible; et, pour déguiser son ignorance, on serait tenté de l'attribuer au hasard. Va-t-on chercher dans un temps éloigné les causes indirectes et préparatoires des événements; en observant que le germe en était contenu dans le caractère même du siècle où ils ont eu lieu, on s'imagine qu'ils devaient arriver nécessairement; en voyant comment ils ont été occasionnés par la marche générale de l'esprit humain, on se persuade que dans le monde moral, comme dans le monde physique, il est des résultats inévitables qu'on peut quelquefois prévoir, mais qu'on ne saurait prévenir; et auxquels on doit se soumettre sans résistance. Le hasard et la nécessité rendent également toutes les précautions superflues, et toutes les mesures inutiles. Ainsi, l'impéritie qui en prend de fausses, la faiblesse qui n'en prend aucune et reste dans l'inaction, échappent à leur propre censure et aux reproches des autres : l'ignorance

et l'incapacité empruntent, sous ce point de vue, les traits de la sagesse; la sagesse et la fermeté paraissent être un orgueil et une obstination ridicules; enfin, les passions et le crime semblent être à l'abri de toute responsabilité.

Le seul moyen de prévenir ces dangers et d'éviter ces écueils, c'est de combiner les deux principes de solution du problème, et de fixer, avec une égale attention, les causes préparatoires et les causes prochaines des révolutions. Dès qu'on se pénétrera de l'idée que, sans les achèvements et les préparations à de grands événements, qui se trouvaient dans les habitudes, les opinions, les mœurs générales du siècle où ils se sont passés, les causes directes et particulières seraient restées inactives, ou du moins n'auraient pas pu produire de changement total, la disproportion entre l'effet et la cause s'évanouira; on n'attribuera pas de grands résultats à des minuties, et il n'y aura plus de paradoxes d'événements. D'un autre côté, on verra clairement que, sans les causes directes et prochaines, les causes générales et éloignées n'auraient point amené de révolution; les préparations n'auraient rien préparé, et les germes des plus terribles catastrophes, que les siècles avaient déposés dans le sein de l'ordre social, y auraient

encore dormi long-temps, et y seraient peut-être même restés à jamais inactifs et ignorés. Or, comme les causes directes et prochaines ne sont pas au-dessus de la portée de l'homme, qu'il peut les modifier, les combattre, les diriger, la prudence et la fermeté pourront toujours prévenir le mal, ou hâter le développement du bien.

Ces principes s'appliquent d'eux-mêmes à l'histoire de la réformation. Pour la saisir dans son véritable point de vue, et la juger sainement, il faut jeter un coup d'œil sur les circonstances qui, changeant l'esprit du siècle, avaient préparé une révolution religieuse; nous verrons ensuite quels en furent les occasions, les moyens et les agents principaux.

La puissance des papes avait atteint son plus haut degré d'élévation sous Boniface VIII. Depuis cette époque, sa décadence fut plus ou moins sensible; mais il était incontestable qu'elle déclinait graduellement. Nous avons remarqué ailleurs, que la translation du siège pontifical à Avignon, qui mit le pape dans la dépendance de Philippe-le-Bel, l'abolition de l'ordre des Templiers, le long et scandaleux schisme d'Occident, les mesures vigoureuses que prirent les conciles de Constance et de Bâle, avaient porté des coups

terribles au pouvoir des papes dans l'esprit des peuples et des princes. Les changements qu'avait éprouvés l'ordre social, dans la plupart des états de l'Europe, n'étaient pas de nature à relever la puissance chancelante des papes, mais tendaient, au contraire, à l'affaiblir de plus en plus. A mesure que les vassaux avaient perdu de leurs forces et que les souverains avaient augmenté les leurs, les évêques de Rome avaient rencontré, dans tous les pays, plus d'ennemis et moins d'alliés. Les rois, pour peu que la superstition ne les eût pas entièrement aveuglés sur leurs vrais intérêts, avaient toujours vu avec un dépit secret, et une inquiétude légitime, cette puissance spirituelle, qui se jouait de la leur, l'entraînait ou la brisait à son gré. Tant que les papes eurent pour eux l'ignorance fanatique des peuples et l'ambition éclairée des grands vassaux, les souverains furent obligés de se soumettre, en frémissant, aux arrêts de la cour de Rome. Mais, dans le quinzième siècle, l'autorité royale, plus étendue et mieux affermie, était en état de se faire craindre des seigneurs, et respecter des papes eux-mêmes. Tandis que les bras, qui s'étaient souvent armés en leur faveur, étaient paralysés par les lois et par la force coactive des gouvernements, l'opinion s'éclairait, et les pro-

grès des lumières enlevaient à Rome d'autres moyens de domination. Les esprits, qui avaient été long-temps immobiles, et qui paraissaient avoir perdu l'usage de leurs forces, étaient sortis de leur léthargie. D'abord leur activité s'était portée sur les arts mécaniques, ensuite sur les arts d'imagination; mais le mouvement, une fois imprimé, était parvenu jusqu'à la raison. On avait commencé à réfléchir, et la pensée se dirigeait d'elle-même sur la religion, comme sur l'objet le plus important. Dans plus d'une bonne tête s'étaient élevés des doutes, d'abord timides et secrets, bientôt plus prononcés et plus hardis. Les âmes pieuses étaient scandalisées du relâchement de la discipline, les cœurs honnêtes révoltés de la dépravation du clergé. De toutes parts on faisait entendre les mêmes plaintes; et ces plaintes étaient fondées. Les ordres monastiques s'étaient multipliés et enrichis. Dans la plupart des cloîtres, l'opulence avait perverti les mœurs; on avait substitué l'oisiveté au travail, la mollesse à l'austérité, des désordres honteux à une régularité exemplaire; et, à mesure que les moines perdaient de leurs titres au respect des peuples, et baissaient dans l'opinion, ils semblaient hausser leurs prétentions et leur orgueil. Les ordres mendiants étalaient un luxe

qui contrastait avec leur nom, et n'avaient gardé des temps anciens que leur ignorance; Rome conférait toutes les places ecclésiastiques, soit directement, soit par des recommandations qui étaient autant d'ordres déguisés. Elle les accordait plus souvent à l'intrigue et à la faveur qu'au mérite, et les prêtres italiens les sollicitaient, et les obtenaient avec plus de facilité que les autres. L'or de tous les pays de l'Europe allait se rendre dans le trésor des papes; et, à titre d'annates, de dîmes, de dispenses, d'indulgences, ils pompaient le numéraire de tous les états.

Ces abus, déjà dénoncés aux conciles de Constance et de Bâle par le zèle éclairé de Dailly, de Gerson, de Clémangis, s'étaient perpétués malgré leurs justes réclamations; mais leurs discours, qui n'avaient été que l'expression du vœu général, lui avaient prêté une nouvelle force. Déjà les plaintes ne circulaient plus sourdement. Les princes, la noblesse, le peuple, se réunissaient pour demander la réforme de l'église. Les souverains et les nobles convoitaient les biens ecclésiastiques, et voulaient qu'on rétablît les mœurs de l'église primitive, en ramenant le clergé à sa pauvreté première. Le peuple désirait que le clergé fût moins avide et plus libéral; et qu'au lieu de demander aux pauvres leur né-

cessaire, il les secourût de son superflu. Bien loin de donner l'exemple de la simplicité des mœurs, et du zèle pour le maintien de la discipline, Alexandre VI et Jules II avaient donné l'exemple de tous les désordres et de tous les vices. On avait vu le premier se plonger dans les débauches les plus honteuses; trafiquer publiquement des dignités de l'église, sacrifier tout à son avarice et à celle de son indigne fils; se faire du crime un objet d'amusement, et mourir des suites d'un forfait qu'il avait médité. Jules, plus ambitieux et moins vil, agitant l'Europe, et ensanglantant l'Italie, pour étendre les domaines du Saint-Siège, avait fait et défait les liguees avec une égale facilité; s'était joué de ses promesses et de ses serments, et, plus soldat que prêtre, n'avait pas craint de verser lui-même le sang des fidèles. D'autres temps avaient peut-être vu des papes tout aussi coupables; quand Marosie disposait de la tiare, elle la plaçait sur la tête des derniers des hommes; mais, à cette époque, les crimes des papes, plus ignorés, étaient moins scandaleux; les communications entre les peuples, rares et imparfaites, empêchaient que ces attentats ne fussent connus; ils souillaient Rome sans aller effrayer l'Europe; mais, au temps d'Alexandre et de Jules, tous les

peuples, instruits du dérèglement de la conduite des chefs de l'église, purent les juger, les condamner, les abhorrer avec connaissance de cause. La convocation du concile de Pise, et les mesures que prirent Louis XII et Maximilien I, pour déposer et punir Jules, mirent sa conduite dans le jour le plus odieux ; et déjà l'imprimerie, introduite dans la plupart des pays de l'Europe, y faisait circuler, avec une égale rapidité, la vérité et l'erreur, l'éloge et le blâme ; et, liant les hommes de toutes les contrées, elle avait créé l'opinion publique.

Ce fut elle qui, vers la fin du quinzième siècle, donna de l'importance à des idées théologiques et à des innovations partielles qui, avant cette époque, auraient fait peu de sensation et seraient peut-être mortes en naissant. Le système religieux de l'église romaine, formé successivement avec beaucoup d'art, paraissait reposer sur des bases si solides, que les papes avaient souvent méprisé ou du moins différé de punir ceux qui hasardaient d'en attaquer quelque partie ; et en effet, avant l'invention de l'imprimerie, les opinions de ces novateurs, peu connues et peu répandues, ne pouvaient que difficilement devenir dangereuses. La doctrine des Vaudois, les idées de Wicleff sur la sainte

Cène, que Jean Huss adopta et répandit, celles de Huss lui-même, quelque triste célébrité que leur aient donnée son supplice et les guerres qui le suivirent, n'avaient pas fait en Europe autant de progrès ni acquis autant de partisans qu'elles semblaient devoir le faire : mais, avec l'imprimerie, tout changea de face : depuis cette invention ingénieuse, les idées des théologiens, qui seraient restées ensevelies dans leurs têtes ou dans leurs écrits, parcourant tous les pays, pouvaient menacer d'un moment à l'autre la doctrine dominante. Les papes sentirent le danger ; ils essayèrent de s'emparer de ce grand moyen de circulation et de le diriger à leur gré ; mais l'expérience de trois siècles a prouvé que cette puissance est aussi indisciplinable qu'active, et les papes le reconnurent.

L'étude des langues mortes, que les Grecs, fugitifs de Constantinople, introduisirent en Europe, avait étendu le champ des idées et donné le désir de lire tous les auteurs dans la langue originale. Il était facile de prévoir que la connaissance du grec et de l'hébreu mettrait beaucoup de bons esprits en état de comparer la doctrine dominante avec les livres qui devaient en être la source ; et ces théologiens de Cologne, qui persécutèrent le célèbre Jean Reuchlin

(Cappon), restaurateur de la langue hébraïque en Allemagne, agissaient conséquemment, du moment où leur but était de perpétuer l'ignorance. On commençait déjà, même en Allemagne, à écrire dans la langue du pays, et, au moyen de ce véhicule, toutes les idées pouvaient se répandre facilement dans les classes inférieures du peuple.

Aussi voyait-on déjà, à la fin du quinzième siècle, les effets de ces changements. Partout paraissaient des écrits, sérieux ou satiriques, contre les abus et les ridicules de l'église romaine, où les moines et le pape n'étaient pas épargnés. On dévorait ces ouvrages; ils étaient le sujet des conversations et des correspondances; toutes les classes s'en amusaient; et la malignité, naturelle à l'esprit humain, recevait sans cesse des aliments nouveaux. Le peuple se moquait du clergé; les hommes un peu plus éclairés attaquaient la discipline; et quelques bonnes têtes, allant plus loin, se disaient en confidence que la religion régnante n'était pas celle de l'Évangile. A la vérité, près du siège de la puissance, où l'on était plus à même de l'observer et de la connaître, en Italie, on s'était permis, dès le treizième et le quatorzième siècle, les propos les plus hardis; et les papes, le clergé, les dogmes même n'a-

vaient pas été ménagés dans les poèmes de Dante, et dans les contes de Boccace; mais Dante et Boccace étaient tous deux au-dessus de leur siècle, et leurs ouvrages avaient été peu lus, et plus rarement compris.

A la fin du quinzième siècle, le goût de critiquer les abus et les vices de l'église était devenu le ton général; les esprits graves et ardents s'épuisaient en déclamations; les esprits légers et badins ne tarissaient pas en plaisanteries. Dans tous les pays régnaient une fermentation sourde et une inquiétude secrète. Les idées religieuses consacrées par l'église n'étaient plus à l'unisson des besoins de la raison, ni du progrès des lumières. Des deux principes qui gouvernent l'homme, le goût de la nouveauté et le pouvoir de l'habitude, le premier prenait le dessus, et n'était plus tenu en équilibre par l'autre, parce que les esprits étaient devenus plus actifs, et que la pensée voulait du mouvement. On ne savait pas précisément ce qu'il fallait changer, mais on sentait qu'il fallait des changements, et surtout on les désirait avec vivacité. Les passions contribuaient à renforcer cette tendance générale. L'ambition, la vanité et le désir des jouissances avaient gagné en surface et en intensité, à mesure que la civilisation

faisait des progrès. On enviait au clergé son pouvoir, on voulait partager les honneurs que les peuples lui rendaient; et surtout on convoitait cette opulence qui lui permettait de vivre dans le luxe et l'oisiveté. La disposition générale des esprits annonçait clairement que l'Europe était à la veille de quelque grande commotion.

Tout paraissait mûr pour une révolution; cependant les papes auraient pu facilement la prévenir, s'ils avaient eu une juste idée des dangers qui les menaçaient, et s'ils avaient connu et consulté l'opinion publique. Il suffisait d'employer à réformer les abus, le pouvoir qui les avait multipliés. Il fallait le faire dans un temps où ils n'auraient paru céder ni à la nécessité ni à la crainte. Encore revêtus de toute leur autorité, ils auraient pu satisfaire au vœu de toute l'église, en abolissant ou en régénérant les anciennes institutions, sans secousse et sans précipiter leurs mesures. Étaient-ils trop attachés à leurs maximes, et trop intéressés aux abus pour les redresser, il fallait faire des sacrifices aux circonstances. On devait du moins redoubler de circonspection et de prudence, et user de toutes les ressources du pouvoir et de l'adresse, pour prévenir une explosion violente. Par un heureux tempérament de fermeté et de justice,

il était possible de modérer l'effervescence générale et de contenir les novateurs. Les germes de révolution auraient été étouffés, ou seraient demeurés inactifs et stériles. Les matières combustibles étaient préparées ; mais tout était sauvé, si l'on avait eu l'art d'en écarter l'étincelle. Les papes eux-mêmes l'y portèrent, et firent naître les causes directes et prochaines qui développèrent l'activité des causes générales.

Léon X occupait le trône pontifical. Il était fait pour gouverner l'église dans un temps calme et heureux ; mais son génie et son caractère n'étaient pas à l'unisson de la crise qui se préparait. Spirituel, instruit, bon, généreux, il eût été un particulier aimable ; il n'était qu'un souverain faible et inappliqué. Les lettres et les arts l'intéressaient et l'occupaient beaucoup plus que la grande administration dont il était chargé. Quoique sa conduite et ses mœurs ne fussent rien moins qu'exemplaires, il avait plus de moralité que ses deux prédécesseurs. Entièrement étranger aux vices et aux crimes d'Alexandre et de Jules, mais doué de moins d'énergie, il fut puni de leurs désordres ; et peut-être le fut-il uniquement parce qu'il n'avait pas leur fermeté ni leur audace. Libéral et magnifique, ses dépenses surpassaient encore ses revenus ; la ba-

silique de Saint-Pierre coûtait des sommes immenses. Léon, voulant se procurer de nouvelles ressources, eut recours à un moyen que les papes avaient souvent employé avec succès, la vente des indulgences. C'étaient des assignations sur l'inépuisable trésor des œuvres de surrogation faites par les saints, que les fideles, au moyen d'une rétribution pécuniaire, pouvaient acquérir et s'attribuer; et cette espèce de bons, d'un genre particulier, effaçaient tous les désordres, tenaient lieu de vertus, et assuraient le ciel à leur possesseur. Déjà, plus d'une fois, des hommes éclairés et vertueux s'étaient élevés au sein de l'église romaine contre cet indigne trafic; mais les papes n'avaient pas tenu compte de leurs réclamations. Léon, qui ne connaissait pas l'esprit de son siècle, et qui était trop léger pour le consulter, crut que cette spéculation de finances lui réussirait comme à ses prédécesseurs. C'était principalement l'Allemagne et les pays du Nord que l'on se proposait d'exploiter. L'ignorance et la docilité de ces peuples avaient été une veine de richesses pour la cour de Rome, et elle la croyait intarissable. Le pape intéresse à la vente des indulgences Albert, prince de la maison de Hohen-Zollern, qui occupait le siège de Mayence; il promet de lui remettre la somme

considérable qu'il doit à Rome pour le pallium. Albert, prodigue et fastueux comme Léon, et toujours dépourvu d'argent comme lui, épouse avec chaleur les intérêts du pape; il charge l'ordre des Dominicains de vendre les indulgences en Allemagne; et Jean Tetzel, moine ignorant et effronté, fait dans la Haute-Saxe ce commerce, déjà si révoltant par lui-même, de la manière la plus indécente. Les paysans, dupes de ses promesses, lui apportent leur argent et reçoivent ses billets.

Martin Luther, moine augustin, enseignait, à cette époque, la théologie dans l'université naissante de Wittemberg. Il était né à Eisleben, dans le comté de Mansfelden, de parents pauvres et honnêtes; son père était mineur. Dans son enfance il avait fréquenté l'école d'Erfurt, et annonça, de bonne heure, un esprit vif et une âme énergique. De fausses idées religieuses, et peut-être le goût des lettres, le déterminèrent à renoncer au monde; il entra, malgré ses parents, dans l'ordre des Augustins. La retraite et les devoirs monastiques exaltèrent sa tête ardente, et il tomba dans une sombre mélancolie qui ne lui permettait pas de fixer d'autre idée que celle des jugements célestes. Il ne fut guéri qu'en se livrant à l'étude des langues mortes;

qui, dirigeant son attention sur des objets réels et sérieux, modéra la fougue de son imagination, et le sauva des dangers d'une activité inquiète et vague. Le vicaire-général des Augustins, Staupitz, homme doux et éclairé, à qui Luther s'était ouvert, lui avait donné cet utile conseil. Il prit le jeune moine en affection, et, lui trouvant du talent, l'envoya à Rome pour
1510. les affaires de l'Ordre. Ce voyage fournit à Luther l'occasion d'observer de près la cour des papes; et il en remporta un mépris profond pour Rome; mépris que la corruption des mœurs régnantes et la licence des esprits devaient naturellement inspirer à un cœur droit et religieux. De retour en Saxe, ses connaissances, et la recommandation de Staupitz, lui firent obtenir une chaire de théologie à l'université de Wittemberg, fondée par l'électeur Frédéric-le-Sage. Il en remplissait les fonctions avec zèle; et, y bornant ses soins et ses desirs, il ne se doutait pas de la célébrité qui l'attendait, lorsque Tetzels vint vendre ses indulgences dans le voisinage de Wittemberg.

Luther portait dans un corps sain et robuste une ame d'une trempe forte et vigoureuse; son esprit était plus actif et plus prompt que fin, délié et pénétrant. Il saisissait facilement les

grands traits et s'attachait aux masses; les nuances et les détails lui échappaient. Instruit, sans être savant, il estimait l'érudition, et avait témoigné de bonne heure une aversion invincible pour la philosophie scolastique. Ses principes et ses idées étaient plutôt le résultat d'un premier aperçu juste et lumineux, que le fruit de réflexions profondes et d'un lent examen. Son génie lui faisait découvrir la vérité par un tact heureux. Il n'avait pas cette raison méthodique, analytique, sévère, qui procède avec plus de sûreté que de vitesse. Ses passions étaient ardentes, prononcées et durables, ou plutôt il n'en avait qu'une dominante, l'amour de ce qu'il croyait vrai, et le désir de faire triompher sa conviction. Une volonté droite, énergique, inébranlable, le rendait étranger aux demi-mesures, aux vacillations, aux incertitudes. Son esprit avait pris l'empreinte de son caractère; ses principes, une fois arrêtés, étaient invariables; de ce moment, il ne connaissait plus le doute, il ne le tolérait plus dans les autres; son tempérament fougueux et son humeur impétueuse, qui n'avaient pas été adoucis par l'éducation ni par l'usage du monde, ne lui permettaient pas de ménager ses expressions, dès qu'il croyait avoir pour lui la raison et le devoir. Infatigable au

travail, audacieux dans l'attaque, intrépide dans la résistance; il avait plus de caractère que de génie, plus de force de volonté que de force de tête, moins de richesse d'idées que d'unité dans la direction qu'il savait leur donner. Impérieux, comme le sont tous les hommes qui ne voient qu'un seul objet; dur pour les autres parce qu'il l'était pour lui-même; naturellement violent et passionné, il le devint encore plus par l'habitude de la lutte et de la guerre. Ses défauts servirent peut-être sa cause aussi bien que ses grandes qualités; et, s'il avait été plus modéré, plus calmé, plus voisin de la perfection morale, il n'eût jamais tenté sa grande entreprise, ou il l'eût tentée sans succès.

Tel était l'homme qui enseignait paisiblement la théologie à Wittenberg, lorsque la vente des indulgences vint l'arracher pour toujours à l'obscurité et au repos. Il vivait ignoré dans le monde, et il s'ignorait lui-même. Le caractère et les talents qu'il déploya dans la suite n'existaient encore qu'en puissance; les circonstances lui apprirent à se connaître, et développèrent en lui des ressources qui, dans tout autre temps, seraient restées ensevelies. Luther est indigné de voir qu'on déprave la moralité du peuple, tout en le dépouillant de son argent; l'étude

qu'il a faite des livres saints lui a donné des idées plus justes sur les conditions du salut, et il publie des thèses contre les indulgences. A 1517. cette époque, et même plus tard encore, il ne prévoyait pas où cette démarche le conduirait; il s'élevait simplement contre un abus; tant d'autres l'avaient fait avant lui! Tous ceux qui sont intéressés à défendre ce qu'il attaque, parlent et écrivent contre ce moine audacieux. Luther, provoqué par ses ennemis, leur oppose de nouveaux écrits plus hardis que les premiers, et la querelle s'engage. Les Dominicains, sûrs de la victoire, en appellent à Rome. Léon pouvait mettre fin à ce démêlé en imposant silence aux deux partis, et en rappelant Tetzels; ou, s'il voulait le soutenir, condamner et punir Luther, il fallait prononcer et faire exécuter l'arrêt sur-le-champ. Mais le pape, distrait par d'autres soins, et plein de mépris pour le moine allemand, laisse traîner l'affaire. Les écrits se multiplient, les idées circulent, les têtes s'échauffent, et Luther acquiert des partisans. En 1518, Léon charge enfin Thomas de Vio, de Gaète, d'obliger Luther à se rétracter, et de le punir s'il s'y refuse. Luther se rend à Augsbourg, paraît devant le légat, résiste également à ses caresses et à ses menaces, et le quitte sans

avoir cédé au vœu du pape. Il en appelle à Rome ; et lorsque Rome elle-même le condamne, il invoque l'autorité d'un concile.

Les circonstances le favorisent. Maximilien meurt ; et, pendant un interrègne de six mois, 1519. l'électeur, Frédéric-le-Sage, exerce le vicariat dans l'empire. Ce prince méritait le beau surnom que lui ont donné ses contemporains. Modéré dans ses principes et mesuré dans ses démarches, il répugnait aux partis extrêmes, et son esprit conciliateur ne lui permettait pas de condamner facilement les opinions des autres. Sincèrement religieux, il aimait la vérité, la cherchait de bonne foi, et se défiait de ses lumières. Il savait apprécier les talents de Luther et il estimait son caractère ; trop éclairé pour ne pas s'apercevoir, et trop pieux pour ne pas gémir des abus qui déshonoraient l'église, il en avait demandé la réforme avec empressement. L'éclat que la réputation de Luther répandait sur l'université de Wittemberg, que Frédéric chérissait avec toute la tendresse d'un père, lui faisait désirer de l'y conserver, et même voir avec plaisir le bruit qu'avaient fait les thèses sur les indulgences. Ainsi, bien loin d'inquiéter Luther, il le protégea ; et l'intervalle qui sépare la mort de Maximilien de l'avènement de Charles-Quint, fut très-favorable

aux progrès de la nouvelle doctrine. Les adversaires fougueux et maladroits de Luther, Jean Eck, théologien d'Ingolstadt, et Jacques Hogs-traten, dominicain, ne firent que lui donner le sentiment de sa supériorité, la mirent dans tout son jour aux yeux des autres, et lui procurèrent des amis précieux.

Parmi ces derniers, Carlostadt, et surtout Mé-lanchton, jouèrent le rôle le plus actif. Carlostadt, dont le zèle allait jusqu'à l'emportement, capable de tout hasarder et de tout braver, plus fait pour les coups de main que pour la discussion, était l'enfant perdu du parti. Mélancton était supérieur à Luther pour l'étendue de l'esprit et la profondeur des vues, les richesses de l'érudition et la perfection du style; mais timide, incertain, irrésolu, il manquait de cette hardiesse qui fait entreprendre des choses difficiles, de cette fermeté qui persévère dans les entreprises, et de ce courage d'esprit qui obéit à la vérité et au devoir sans s'attendrir sur les conséquences. Mélancton aurait pu faire le plan de la réformation, il ne l'aurait jamais exécuté. Il pesait encore, dans une balance impartiale, le pour et le contre des opinions, quand Luther prononçait impérieusement la sienne; il priait quand Luther combattait; il pleurait quand Lu-

ther menaçait et tonnait. C'était la tête et la pensée du parti dont l'autre était la volonté. Mélanchton était un principe de lumière; mais Luther était un principe de mouvement et d'action, tel qu'il le fallait pour le succès de la réforme.

1520. La guerre avait éclaté. Rome déclare Luther coupable d'hérésie; ses écrits sont brûlés publiquement à Louvain, à Cologne, à Mayence; et le pape ordonne, par une bulle, à Frédéric-le-Sage, d'exécuter la sentence lancée contre ce moine audacieux. Luther en appelle, avec plus de force, à un concile; et, opposant la violence à la violence, il brûle à Wittemberg le code du droit canonique. Léon X, après avoir montré trop d'insouciance; avait peut-être déployé trop de sévérité, et, comme tous les princes faibles, il n'avait su user à propos ni de rigueur ni de clémence. Luther s'était engagé trop avant pour reculer: la nécessité de se défendre l'avait mis dans le cas de chercher de nouvelles armes pour multiplier ses attaques. Déjà ses succès lui avaient donné, avec le secret de ses forces, la mesure de l'opinion générale; et ses vues de réforme s'étaient étendues avec ses idées et ses connaissances. Toute la religion catholique reposait sur l'autorité du pape et de l'église; l'édifice entier

devait crouler avec cette base. C'est sur elle qu'il dirige ses coups; au lieu de déterminer le sens des Écritures par la tradition et l'autorité, c'est par les Écritures interprétées suivant ses lumières, qu'il rejette la tradition, et qu'il proscrie l'autorité en matière de foi. Désormais la croyance doit reposer sur l'examen, et la religion n'avoir d'autre fondement que l'Évangile et la conviction de chaque individu; chacun est juge de sa foi, ne prend à cet égard des lois que de sa propre raison, et n'est responsable qu'à lui-même.

En brûlant publiquement le droit canonique, Luther changeait tout-à-fait la constitution de la grande société chrétienne; il avait détrôné le souverain spirituel dont le pouvoir semblait consacré par le ciel même, et l'était du moins par une haute antiquité et par le respect des peuples. Déjà il ne s'agit plus de réforme partielle, mais de révolution; non plus de quelques changements, mais d'une refonte totale. Ses principes le conduisaient à dire que l'état n'existe qu'autant qu'il y a un pouvoir souverain qui décide, ce qui, en fait d'actions, doit être regardé comme la volonté générale; mais qu'il ne peut point y avoir dans l'église de souveraineté qui détermine ce qui doit être la croyance générale; que, dans

l'ordre social, la liberté ne peut être sauvée que par des lois qui la restreignent, et que l'indépendance absolue de tous ne serait que la tyrannie de tous; mais que, dans l'ordre spirituel et dans le monde des idées, l'indépendance absolue sauve seule la liberté : que ce qui mériterait le nom d'anarchie dans l'un; est le seul régime qui convienne à l'autre; et que, dans l'explication de l'Évangile, nul ne doit prendre conseil que de lui-même. Mais, contraint par la force des choses, peut-être aussi entraîné par un caractère dominateur, il ne fit que déplacer la souveraineté sans l'abolir; et, devenant lui-même monarque, il conserva la monarchie dans l'église. Ces dogmes qu'il voyait et trouvait dans l'Évangile, devinrent pour ses partisans, sans autre examen, des articles de foi : il avait beau protester contre cette confiance aveugle dans sa personne et dans ses écrits; ce qu'il appelait une inconséquence, et qui en était une, en effet, d'après ses principes, pouvait seul prévenir des divergences d'opinions, qui seraient nées de bonne heure et auraient empêché les progrès de la réforme.

Cependant, après l'éclat qu'il avait fait à Wittemberg, il ne déclara pas d'abord qu'il ne voulait plus de ménagements, mais il demanda la

décision d'un concile, et Léon crut devoir revenir aux voies de conciliation. Charles-Quint était assez indifférent sur l'article de la religion. Plusieurs ont pensé qu'il inclinait pour la doctrine nouvelle, parce qu'il ne se montra pas zélé catholique; d'autres l'ont cru zélé catholique, parce qu'il a fini par combattre les novateurs. A cette époque Charles croyait devoir caresser l'opinion publique; la reconnaissance le liait à l'électeur de Saxe, protecteur secret de Luther, et il n'était pas pressé d'arrêter des événements qui donnaient à Rome de l'occupation et de l'inquiétude. Il cite l'ennemi du pape à la diète de Worms, Luther s'y rend, malgré les craintes de ses amis, 1521. y soutient avec courage ses principes, se refuse à toute espèce de rétractation. Ses formes àpres, son ton peu mesuré et ses discours violents lui aliènent l'empereur. A peine a-t-il quitté Worms, que la diète le condamne, défend de lire ses écrits, et ordonne à toutes les autorités de les poursuivre. Mais en même temps, pour le soustraire à ces persécutions, l'électeur de Saxe le fait arrêter, probablement du su de Charles, par quatre cavaliers masqués, et le fait conduire secrètement au château de Wartbourg près d'Eisenach. Dans cette retraite, qu'il appelait son Pathmos, il eut le temps d'étudier et de traduire

les livres qui pouvaient servir d'arsenal à ses sectateurs, de consolider et d'achever son système ébauché; et de là il répandit dans toute l'Allemagne des écrits propres à rassurer et à éclairer ses partisans, qui frappèrent d'autant plus qu'ils avaient quelque chose de mystérieux, et semblaient partir d'une main invisible.

- 1521 Pendant la captivité de Luther, sa doctrine
 1522 fait des progrès; l'enthousiasme se mêle à la conviction; l'amour du vrai et une inquiétude vague, le goût de la nouveauté, une vanité active, la haine des abus et l'intérêt qui compte gagner à leur ruine, comme il avait gagné autrefois à leur règne; les passions qui veulent s'élever sur leurs débris, enfantent à sa doctrine des apôtres et des disciples nombreux. Les uns y voient un objet respectable, et leur zèle mérite des éloges; les autres ne l'adoptent que comme un moyen de parvenir, et ils méritent le mépris. On prêché les nouveaux principes à Erfurt, à Worms, à Hälberstadt, à Strasbourg, en Autriche, en Bohême. Le respect pour des idées anciennes, le pouvoir de l'habitude, la paresse d'esprit qui rejette l'examen, l'orgueil qui repousse ce que la vanité veut faire admettre, le désir de perpétuer des abus lucratifs et des préjugés utiles, la crainte bien naturelle d'un bou-

leversement total et la hardiesse même des nouvelles opinions, suscitent à la doctrine de Luther des adversaires puissants. Une lutte sérieuse s'engage partout entre les idées consacrées par les siècles, enracinées dans les esprits, qu'on défend avec opiniâtreté, et des idées qui viennent de naître, pour lesquelles on s'échauffe d'autant plus qu'on les connaît moins, et qu'on propage avec ardeur : là on veut tout conserver; ici, l'on menace de tout détruire. Des deux côtés sont les mêmes passions, qui diffèrent de moyens sans différer d'objets; elles veulent de l'or, du pouvoir et des jouissances. Des deux côtés on confond l'essentiel avec l'accessoire, les personnes avec les choses, et, par cette association, on fait tort aux unes et aux autres. On garde pour soi et pour son parti la pureté des intentions, l'amour du bon et du vrai; on soupçonne la bonne foi des adversaires, ou on leur prête les motifs les plus odieux. Des deux côtés on fait arme de tout; les insultes, les exagérations, les calomnies remplacent les raisons ou les affaiblissent en voulant les appuyer. Conservera-t-on les formes et les institutions qui sont le patrimoine des peuples, les opinions qui sont devenues la conscience d'une grande partie de l'espèce humaine? ou tout sera-t-il jeté dans le

creuset, et refondu pour renaître sous de nouvelles formes? Tel est l'objet du procès important qui partage l'Allemagne, et qui bientôt partagera toute l'Europe.

On met plus de vivacité à l'attaque qu'à la défense; les partisans de Luther se laissent emporter par leur zèle, et Carlostadt abat les images à Wittemberg, sans attendre que la croyance
1522. en soit détruite ou affaiblie. Thomas Münzer,
1534. fanatique ou fourbe ambitieux, applique à l'ordre politique les principes que Luther veut établir dans les sociétés religieuses; confond, ou paraît confondre, l'égalité civile avec l'égalité morale; étend aux actions la liberté que le réformateur réclame pour les opinions; et, s'élevant contre toute espèce de souveraineté, soulève les paysans ignorants et crédules, que la misère, la vengeance, l'avidité, peuvent porter aux plus funestes excès. Luther sort de sa retraite, condamne et réprime le zèle de Carlostadt, et tonne contre Münzer, avec d'autant plus de force qu'on pourrait imputer à la nouvelle doctrine les fausses et dangereuses conséquences qu'on tire de ses principes, et que de pareils désordres lui porteraient un coup mortel. Il publie successivement les livres de la bible qu'il a traduits dans sa retraite. Ce sont les pièces du

procès qu'il met entre les mains de tout le monde. On pourra comparer la religion qu'on enseigne, avec son prototype, et ce rapprochement ne sera pas favorable à la foi catholique. Cependant, malgré les exhortations et les menaces de Luther, Münzer continue à répandre l'esprit de révolte et le feu de la sédition dans les campagnes; les paysans égarés croient remplir des devoirs en commettant des crimes, obéir au ciel en désobéissant à leurs supérieurs, et, dupes d'eux-mêmes, s'imaginent suivre leur conscience en ne suivant que leurs passions. Ils parcourent la Thuringe, la Hesse, la Westphalie, et laissent partout des traces sanglantes de leur passage. Il faut que la force s'arme pour combattre les progrès d'une opinion subversive de l'ordre social. La Saxe, la Hesse, Brunschwic, se réunissent pour étouffer ce fléau. L'armée de Münzer est battue à Frankenhauseu; d'autres corps éprouvent ailleurs le même sort; près de cinquante mille hommes périssent victimes de la frénésie ou des passions de leur chef, et son sang justement versé ne peut ni expier ces malheurs ni en prévenir de nouveaux.

Durant ces scènes tragiques, qui prouvent, par de sanglants exemples, qu'il est toujours dangereux d'ébranler les idées et les habitudes

des peuples, et que toute commotion violente des esprits est une espèce de défi donné au hasard, dont les effets sont incalculables, Luther, séparant la part de la vérité de celle de l'erreur, et distinguant ses principes des abus qu'on peut en faire, poursuit avec zèle le grand ouvrage qu'il a entrepris, et la réformation fait des progrès. Frédéric-le-Sage meurt. Il s'était contenté de favoriser la propagation de la doctrine nouvelle; Jean-le-Constant croit les esprits assez préparés, et abolit l'ancien culte. Ernest, duc de 1525. Lunébourg, suit son exemple; Philippe-le-Magnanime, landgrave de Hesse, prince ferme et entreprenant, avait déjà introduit les mêmes rites dans ses états. Dans la plupart de ces pays, l'opinion avait devancé l'action de l'autorité souveraine, et elle ne fit qu'énoncer le vœu des peuples en ordonnant l'établissement du nouveau culte; et là où elle parut décider de la croyance par un acte de souveraineté, défendre et commander ce qui ne saurait être soumis à une volonté extérieure; peut-être était-ce le seul moyen de sauver les idées religieuses du naufrage, et de prévenir une véritable anarchie morale.

Dans tous les endroits où la réforme pénétrait, on reniait l'autorité des papes, on abolis-

sait la messe, la confession auriculaire, l'adoration des saints, on permettait le mariage des prêtres, on libérait les religieux des vœux monastiques, on fermait les couvents, on attachait des idées nouvelles au sacrement de la sainte Cène. Partout le clergé était grand propriétaire; ses biens tentaient l'avidité des princes, qui avaient beaucoup de besoins et peu de revenus; de la noblesse, qui comptait augmenter ses domaines et devenir le premier ordre de l'état; des villes, qui voulaient affecter le produit des terres ecclésiastiques à des objets d'utilité publique. Les biens du clergé furent sécularisés, avec plus ou moins de rapidité, plus ou moins d'humanité et de justice envers les usufruitiers, et appliqués, avec plus ou moins de sagesse, à l'entretien du culte, des pauvres et des instituts d'éducation publique (*). Mais ces opérations,

(*) Toutes les associations particulières doivent leur origine à la volonté, ou du moins au consentement des souverains. Les petites corporations religieuses qui existent dans la grande société politique, ne s'organisent, ne peuvent posséder, acquérir et vendre, qu'avec l'agrément de l'état qui les protège. L'état peut, par conséquent, les détruire, en vertu du même droit qui lui avait permis de les créer. Les corporations religieuses dissoutes, la personne morale qui était propriétaire n'existe plus; les propriétés ne peuvent

presque toujours injustes par la forme, lors même qu'elles peuvent, pour le fond, être conciliées avec les principes, excitèrent des récla-
1524. mations nombreuses. On tint plusieurs diètes à
1529. Nuremberg et à Spire; mais ces assemblées étaient mal soutenues par l'empereur, tout entier à ses propres affaires, et absorbé par ses guerres contre la France. Elles étaient composées de princes partisans de la réforme, et de princes catholiques qui, craignant la puissance toujours croissante de Charles, ne voulaient pas provoquer des mesures trop rigoureuses, et elles ne firent toutes qu'insister vaguement sur la nécessité de se soumettre à la diète de Worms, et de convoquer un concile qui décidât définitivement les points litigieux. Cependant on essaya

retomber aux membres qui composaient ces sociétés; et qui n'en avaient que l'usufruit; elles ne sauraient être restituées aux donateurs le plus souvent morts ou ignorés; ainsi l'État peut légitimement s'en emparer; mais il est de stricte justice qu'il indemnise ceux qui étaient entrés dans ces corporations sous la foi publique; et qu'il assure aux usufruitiers actuels tous les avantages sur lesquels ils avaient pu raisonnablement compter en entrant dans les ordres abolis. Voilà pour le droit général et strict des états de dissoudre les corporations; mais de là à l'application de ce principe à l'Église et au clergé, à l'utilité, à la nécessité, à la sagesse d'une mesure pareille, il y a bien loin.

d'arrêter les progrès de la doctrine de Luther, en défendant d'introduire les innovations dans les parties de l'Allemagne où elles n'avaient pas encore pénétré, et d'en faire de nouvelles dans les états où la réformation s'était établie. Mais les princes qui l'avaient embrassée, croyant que la conscience les obligeait à répandre la vérité, ou trouvant leur propre sûreté à semer chez leurs voisins le germe des troubles qui les travaillaient eux-mêmes, protestèrent solennellement contre cette résolution, et envoyèrent une députation à Plaisance pour remettre leur protestation à Charles-Quint, protestation célèbre puisqu'elle a donné son nom à tous les sectateurs de la réforme.

A cette époque, la paix de Cambrai permettait à Charles de donner un moment d'attention aux affaires de l'Allemagne. Il convoqua une diète à Augsbourg, et ordonna aux protestants d'y ¹⁵³⁰ présenter leur confession de foi, afin que le procès fût jugé. Ce travail n'était pas facile; il s'agissait d'exposer les nouveaux principes dans toute leur intégrité, en les offrant sous le point de vue le plus favorable, et en se servant d'expressions mitigées qui les rapprochassent, le plus qu'il était possible, de la religion dominante. Luther, étranger à toute espèce de ménagements,

n'était pas propre à ce travail. Mélancthon, plus adroit et doué d'un esprit plus conciliateur, en fut chargé. Cet écrit était une pièce de circonstance: il contenait les idées des réformateurs; il ne pouvait pas être érigé en règle de foi pour leurs disciples, sans contredire le principe fondamental de la nouvelle doctrine; cependant, par une de ces inconséquences si familières à l'esprit humain, les chefs de la réforme en firent l'évangile de leur parti, et l'indiquèrent à leurs nombreux sectateurs comme la seule loi qui pût les sauver de la licence des opinions, et comme un point de ralliement qui les préserverait de l'anarchie. Soit paresse, soit besoin de croire et de fixer leurs esprits incertains, les sectateurs de Luther jurèrent fidélité à ce nouveau code, et substituèrent son autorité à celle du pape. C'est ainsi que pendant long-temps les Luthériens, tout en proclamant la liberté de l'examen, ne firent que changer une servitude contre l'autre, et l'opinion de leur chef devint la mesure de leur propre croyance.

Ce fut à Augsbourg qu'éclata la première scission entre les Luthériens et les Zwingliens. La prédication des indulgences avait aussi armé en Suisse, contre les abus dominants, le zèle de Zwingle, curé catholique, né à Wildenhau-

sen, dans le comté de Toggenbourg. Cet homme joignait à des mœurs austères un esprit juste, une raison lumineuse et un caractère plus doux, peut-être même des motifs plus dégagés de toutes passions personnelles, que le réformateur allemand. Il avait adopté les idées principales de Luther; mais il avait séparé toute idée mystique du sacrement de la Cène, et n'y voyait qu'un signe commémoratif de la mort de Jésus. Une philosophie plus saine que celle de Luther, et un cœur plus sensible, lui faisaient attribuer aux œuvres plus de mérite qu'à la foi, et il accordait plus à la liberté de l'homme qu'à la prédestination. Sa doctrine, prêchée d'abord à Zurich, avait été adoptée dans ce canton et dans ceux de Berne, de Bâle, de Schaffouse, par l'avis et l'ordre des magistrats; c'était la partie la plus riche, la plus éclairée de la Suisse, et par conséquent la plus mobile et la plus portée aux innovations. Les habitants paisibles des Hautes-Alpes, plus attachés à leurs anciennes habitudes, regardant leur foi comme un héritage sacré, restèrent fidèles à la religion de leurs pères. La doctrine de Zwingle compta peu de partisans dans ces petits cantons, où les idées et les principes, invariables comme la nature, changent rarement, parce que les communications

y sont rares et difficiles; mais les opinions de Zwingle avaient gagné du terrain en Allemagne, et à la diète d'Augsbourg on en eut la preuve certaine.

Ces aberrations de la route qu'ils avaient tracée, irritaient Luther et ses sectateurs; on tenta un de ces rapprochements, qui sont impraticables quand il s'agit d'opinions et non d'intérêts, et quand la force de la conviction, réelle ou prétendue, ne permet pas de composer avec la vérité. Des conférences infructueuses, où chaque parti se fortifia dans sa croyance, ne firent que rendre les animosités plus vives et les différences plus marquées. Déjà des deux côtés on s'attaquait, on s'insultait, on se permettait les récriminations les plus odieuses; et, à la satisfaction de l'ennemi commun, les Luthériens et les Zwingliens se haïssaient d'autant plus qu'ils n'étaient séparés que par des nuances légères, et paraissaient plus acharnés les uns contre les autres que contre les catholiques.

Zwingle ne survécut pas long-temps à ces divisions. La guerre civile éclata en Suisse. Les cantons protestants voulurent contraindre les autres à passer au nouveau culte, en leur refusant des vivres. Les cantons catholiques, justement irrités, prirent les armes. Zwingle, pré-

mier ecclésiastique de Zurich, s'était vu forcé de s'armer avec les autres. Il ne voulut pas qu'on pût l'accuser d'avoir attiré sur ses compatriotes des dangers qu'il refusait de partager; ardent et brave, il périt glorieusement, en défendant sa patrie, à la bataille de Cappel, où les catholiques furent vainqueurs.

Pendant que les Zwingliens, faisant des conquêtes sur les disciples de Luther, excitaient son indignation; et semblaient justifier le reproche d'instabilité, fait, dès leur origine, aux principes de la réformation, une nouvelle secte, professant aussi la liberté d'examen, prenait des accroissemens rapides qu'elle devait au zèle de Calvin, son fondateur. Cet homme célèbre, né à Noyon, 1509. en Picardie, avait adopté les bases fondamentales de la doctrine du réformateur Allemand; mais son génie ne lui permettant pas d'être partisan servile de la doctrine d'un autre, il avait modifié celle de Luther. Se rapprochant de Zwingle dans la manière d'envisager la Cène, il oubliait les principes de Luther sur la prédestination, et anéantissait presque entièrement la liberté morale et le mérite de l'homme. Sévère jusqu'à la dureté pour lui-même et pour les autres, désintéressé parce qu'il ne connaissait d'autre besoin que celui du pouvoir, ni d'autre plaisir que

le travail, son caractère était despotique, son humeur austère, son esprit pénétrant, ses connaissances vastes, son activité infatigable. Ennemi de toute autorité et jaloux de la sienne, plus ami de l'ordre et de la règle que de la liberté, il était moins emporté et moins fougueux que Luther, plus ambitieux que Zwingle, plus impérieux que Mélanchton. Protégé par la reine Marguerite de Navarre, qui inclinait secrètement aux idées nouvelles, il avait répandu ses principes en France avec succès. Mais le zèle de François I s'allumant contre les novateurs, Calvin s'était sauvé en Suisse, et ce fut à Bâle qu'il publia son *Institution chrétienne*, qu'il dédia au roi de France. Guillaume Farel l'avait engagé à se fixer à Genève, pour y achever la réforme déjà commencée. Calvin était non-seulement un théologien profond, mais encore un habile législateur; la part qu'il eut aux lois civiles et religieuses qui, pendant plusieurs siècles, ont fait le bonheur de la république de Genève, est peut-être un plus beau titre à la gloire que ses ouvrages théologiques; et cette république, célèbre malgré sa petitesse, qui sut allier les mœurs aux lumières, la richesse à la simplicité, la simplicité au goût, la liberté à l'ordre, et qui a été long-temps un foyer de ta-

lents et de vertus, a prouvé que Calvin connaissait les hommes, et savait les gouverner. Son esprit dominateur, et impatient de toute espèce de contradiction, le rendit, comme la plupart des réformateurs, infidèle à ses propres principes. Il réclamait pour lui-même l'indépendance des opinions, et voulait asservir celles des autres aux siennes. On le vit faire condamner et brûler Servet, lui qui s'était élevé avec tant de force contre les persécutions que François I faisait essuyer à ses disciples. Il avait tellement lié la religion dominante avec l'ordre politique, que la liberté des cultes ne put jamais devenir une loi de la république. Ces mesures n'étaient pas uniquement chez lui l'effet d'un caractère intolérant, mais elles lui étaient dictées par la situation de Genève, qui, ayant secoué le joug des ducs de Savoie, devait, entre autres barrières, leur opposer celle de la différence des cultes, et qui, en proscrivant de son enceinte la religion catholique, assurait son indépendance. Si la tolérance n'a pas existé dans les lois de Genève, elle a toujours existé dans le cœur de ses habitants.

CHAPITRE XIV.

Ligue de Smalkalde. Guerre de Charles-Quint contre les protestants. Ses conséquences. Maurice de Saxe sauve l'Allemagne. Paix de Passau.

LES sectes se multipliaient; et plus elles devenaient nombreuses et agressives, plus il paraissait nécessaire aux princes catholiques de l'Allemagne que l'empereur sévit contre les novateurs. Les mêmes raisons qui le pressaient d'agir avec vigueur furent encore renforcées, à cette époque, par l'attitude menaçante que prit la ligue de Smalkalde. La réformation avait rompu les liens de la grande société chrétienne, mais elle-même était devenue le lien d'une nouvelle association. De bonne heure, les états protestants, prévoyant les dangers auxquels ils pourraient être exposés, sentirent qu'il n'y avait de sûreté pour eux que dans l'union de leurs forces, et ils formèrent la ligue de Smalkalde, dont le but était de défendre la réforme contre toute espèce de mesure violente. Quelques années après, la confédération acquit de nouveaux membres, et

reçut une organisation moins imparfaite. A la tête de l'association, se trouvaient Jean-Frédéric, électeur de Saxe, qui avait succédé à Jean-le-Constant, et Philippe-le-Magnanime, landgrave de Hesse. L'électeur n'avait pas le degré d'énergie nécessaire pour jouer le premier rôle avec succès, et il avait trop d'orgueil pour le céder à un autre. Plus religieux que politique, il ne savait rien prévoir, supposait que les combinaisons de ses ennemis ne s'étendaient pas plus loin que les siennes, et ne se doutait pas que dans une tête comme celle de l'empereur, la religion pouvait facilement servir de masque à des entreprises ambitieuses. Philippe, gendre de l'électeur, était plus actif et plus pénétrant que lui, mais son impétuosité le rendait peu propre à concilier les intérêts et à ménager les passions des princes coalisés; d'ailleurs toutes sortes de considérations l'obligeaient à céder la prééminence à son beau-père. Tous deux avaient une erreur commune; ils croyaient que Charles n'en viendrait jamais à une rupture ouverte avec les protestants et qu'il suffirait de montrer la guerre pour l'éviter; fermant les yeux à l'évidence, ils ne voyaient pas que l'empereur n'avait usé de ménagements et de mesures de conciliation en Allemagne, que pour gagner du temps et em-

pécher la ligue de Smalkalde de faire cause commune avec le roi de France.

Désormais, Charles pouvait sans danger abandonner ce système. Les circonstances lui permettaient d'agir avec vigueur et de se montrer à découvert. Le moment de frapper un grand coup est arrivé. Dans les idées des catholiques, le mal augmente, et appelle un remède violent. Déjà la réformation s'étend dans les états ecclésiastiques de l'Allemagne. Les évêques et les archevêques, cédant au désir de fixer dans leurs familles leur souveraineté élective, désertent les autels; et ceux qui auraient dû s'opposer aux progrès de la nouvelle doctrine, l'adoptent eux-mêmes. Elle gagne du terrain dans les évêchés de Lübeck, de Schwerin, de Ratzebourg, de Halberstadt, de Magdebourg. D'un autre côté les protestants, qui ont souvent invoqué l'autorité d'un concile pour décider les points litigieux, ne paraissent pas disposés à se soumettre aux arrêts de celui qui vient de s'ouvrir à Trente, et qui, en effet, ne montre pas assez d'impartialité pour mériter leur confiance. Déjà la guerre a éclaté entre les protestants et les catholiques, et Philippe-le-Magnanime a combattu avec avantage Henri-le-Jeune, duc de Brunswick-Wolfenbüttel. Charles veut profiter de ces divisions reli-

gienses, pour devenir le souverain absolu de l'Allemagne; il espère écraser les protestants avec le secours des catholiques, asservir les catholiques affaiblis par l'ascendant que lui donneront ses victoires, et asseoir sa domination sur la ruine des deux partis. Voilant son ambition de mots pompeux, invoquant, en apparence, les idées les plus chères au cœur humain, il parlera des sacrifices qu'il fait au bien général, tout en l'immolant à son intérêt particulier; de la sûreté de l'empire, tout en l'exposant au plus grand danger; de l'ordre social, tout en bouleversant la constitution germanique; et, étouffant la liberté religieuse, afin d'anéantir la liberté politique de l'Allemagne, il marchera d'autant plus sûrement à son but que les maximes les plus saintes couvriront les motifs honteux de son zèle.

Il dissimule encore, et paraît attendre la fin du schisme uniquement des travaux du concile de Trente. Cette assemblée, demandée par tous les partis, et qui devait guérir tous les maux de l'église, avait commencé ses séances. Mais le petit nombre d'évêques et de prélats qui s'y étaient rendus, les lenteurs du pape qui différait de donner les instructions que sollicitaient ses légats, l'ordre même de la discussion qui paraissait n'avoir d'autre but que d'éloigner les points

essentiels et les matières importantes, tout inspirait une juste défiance aux protestants, qui voyaient clairement qu'ils seraient condamnés sans avoir été entendus. Les catholiques éclairés sentaient eux-mêmes qu'au lieu de réformer les abus, on ne ferait que proscrire la réformation. Personne ne voulait sincèrement que le concile, procédant avec rapidité, amenât un résultat décisif et pacifiât les troubles de l'Allemagne. Le pape Paul III aurait souhaité qu'il eût été convoqué dans une ville d'Italie; à Trente, il le trouvait trop dans la dépendance de l'empereur; d'ailleurs, il ne voulait pas que ce fût en examinant les dogmes, en corrigeant la discipline et le gouvernement de l'Église, qu'on fit cesser le schisme; il préférait qu'il fût étouffé par la guerre et que les protestants fussent punis comme rebelles. Charles les connaissait trop bien pour croire qu'ils se soumettraient aux arrêts du concile; il voulait la guerre, il la prévoyait; mais il désirait mettre les apparences de la justice de son côté. Dans les entretiens qu'il eut à Spire avec le landgrave, il montra encore de la modération; cependant, à l'exception des chefs de la ligue de Smalkalde, tout le monde regardait la guerre comme inévitable. L'empereur voulait

avoir le temps de se fortifier par des alliances et de tirer à lui ses troupes d'Italie.

Durant ce calme perfide qui préparait et présageait même à l'Allemagne les plus cruels malheurs, Luther était mort à Eisleben, où il avait été appelé par les comtes de Mansfeld pour régler des affaires de succession et de partage. Il avait imprimé à l'esprit humain un grand mouvement dont il était bien éloigné de pressentir tous les effets; il laissa des partisans et des ennemis également prononcés, un nom célèbre en vénération à une partie de l'Europe, en horreur à l'autre, et déposa, sans le savoir, dans le sein de l'empire germanique, le germe des plus sanglantes catastrophes et des plus brillants développements. Pendant toute sa vie il avait recommandé la paix; il craignait avec raison que l'épée ne décidât les questions importantes qui s'agitaient, et une guerre de religion lui paraissait le comble de l'infortune. Il fut assez heureux pour ne pas être témoin de celle qui se préparait; mais sa mort en devint en quelque sorte le signal.

Charles, cachant toujours ses véritables intentions, paraissait disposé à terminer à l'amiable tous les différends de l'Allemagne; mais il donna

secrètement à ses troupes d'Italie l'ordre de venir le joindre, et en leva de nouvelles. La paix glorieuse qu'il venait de conclure à Crespy avec la France, lui permettait d'agir dans l'empire avec une entière liberté. François I, affaibli par la maladie, ne pouvait lui donner de l'inquiétude, et ne demandait que le repos. Charles 1538. pouvait compter sur le secours de la ligue catholique, formée, pour contre-balancer la puissance de celle de Smalkalde, par les états qui étaient restés fideles à l'ancienne doctrine. Paul III, perdant de vue les maximes qui avaient si longtemps dirigé la cour de Rome, et ne consultant que sa haine contre les protestants, conclut avec l'empereur une alliance étroite qui devait assurer sa domination en Allemagne, et l'armée du pape allait concourir à établir le despotisme impérial sur les débris de l'autorité des états. Cependant, quelque favorables que fussent toutes ces circonstances aux projets de Charles, les dispositions de Maurice de Saxe étaient l'événement le plus heureux et le plus décisif. Ce prince protestant négociait sa défection avec l'empereur, et s'engageait à combattre contre sa famille, sa religion et la liberté de l'Allemagne.

Maurice, souverain de la Misnie et d'une partie des provinces qui forment aujourd'hui l'élec-

torat de Saxe ; était arrière-petit-fils de l'électeur Frédéric II, et descendait d'Albert, son second fils ; l'aîné, Ernest, était la souche de la branche qui occupait le trône électoral. Ce prince était né quelques années après le commencement de 1521. la réformation. Sa jeunesse avait été négligée. Le mauvais état de la fortune de son père ne lui permettait pas de donner à son fils une éducation brillante, ni même soignée ; mais le naturel heureux du jeune Maurice dispensait ses instituteurs de soins assidus, et il annonça de bonne heure des talents distingués. Élevé dans la religion protestante, il paraît que l'opposition qu'il y avait sur cet objet entre son père et son oncle, lui donna de bonne heure des doutes, ou plutôt une sorte d'indifférence religieuse. Le séjour qu'il fit à la cour de l'archevêque de Mayence, et plus tard à celle de Charles, ne l'avait pas rendu catholique, mais l'avait conduit à regarder les disputes de religion qui agitaient l'Allemagne comme des circonstances heureuses, qui pouvaient le conduire au pouvoir et à la fortune. A l'imagination nécessaire pour former des plans il joignait cette raison froide qui modère l'imagination et juge sévèrement les combinaisons qu'elle enfante ; au feu et à l'ardeur de la jeunesse il unissait ce courage calme

qui contient ou dirige la vivacité du tempérament. Long-temps il mûrissait ses projets dans le silence et les couvrait d'un voile impénétrable. Hardi dans ses desseins, mesuré dans ses démarches, il savait attendre et saisir le moment de développer ses vues; alors il se montrait actif et entreprenant; autant qu'il avait paru lent et timide. Son esprit était ouvert à toutes les idées, son cœur fermé au sentiment. Capable de se servir de toutes sortes de moyens pour arriver à un but utile à lui-même ou aux autres, il avait assez d'indépendance de caractère pour se mettre au-dessus des jugemens de l'opinion, sûr de pouvoir se passer d'elle, ou de la ramener à lui par l'éclat et le succès de ses actions.

Tel était l'homme qui devait combattre la cause des protestants, pour la servir ensuite avec d'autant plus de gloire, et devenir l'instrument docile du despotisme de l'empereur, pour assurer finalement la liberté de l'Allemagne. Charles et lui étaient faits l'un pour l'autre. Les conformités frappantes de leurs caractères devaient les rapprocher et les unir. L'empereur avait eu occasion de connaître Maurice dans la dernière guerre contre la France. Ce jeune prince avait fixé son attention; pénétrant son ambition et son indifférentisme religieux, et devinant ses talents, il

sentit que Maurice pourrait seconder ses projets contre les protestants, et lui fit des ouvertures. Maurice n'était attaché ni à ses parents ni à son culte; il convoitait depuis long-temps l'héritage de Jean-Frédéric, à qui il se croyait, avec raison, fort supérieur, et qui n'avait pas eu l'art de se faire aimer de lui. Il ne vit dans les propositions de Charles que la route de la fortune, et, par un traité formel, il lui promit de faire en sa faveur une diversion puissante. 19 juin
1549.

Les dangers qui menaçaient les protestants d'Allemagne, devenaient de jour en jour plus alarmants; et, pour les conjurer, la ligue de Smalkalde était réduite à ses propres forces. Le Danemarck et la Suède avaient, comme nous le verrons, embrassé la nouvelle doctrine; mais Frédéric I^{er} et Gustave Wasa, occupés de leurs propres affaires et dénués de ressources, ne pouvaient donner des secours aux protestants de l'Allemagne sans compromettre leur propre sûreté. François I^{er}, dégoûté de la guerre, appesanti par la maladie, et sacrifiant son intérêt politique à un faux zèle religieux, refuse de saisir cette occasion de venger ses anciennes injures, et ne fait passer à la ligue de Smalkalde qu'une somme d'argent insuffisante. La ligue ne peut rien espérer de Henri VIII. Ce prince emporté

et fougueux a rompu les liens de dépendance qui l'attachaient à la cour de Rome ; mais il a conservé les anciens dogmes et les anciens rites ; et s'il s'est écarté de la doctrine de l'église sur l'article de l'unité, il est encore bien plus éloigné de la doctrine nouvelle. Les Suisses, qui sortent des horreurs de la guerre civile, ont reconnu qu'il n'y a de salut pour leur pays que dans la neutralité. Une cruelle expérience les a attachés à ce système, et ils résistent aux pressantes sollicitations de la ligue. Les princes protestants eux-mêmes sont divisés entre eux, et ne se déclarent pas tous pour des mesures hostiles. Charles-Quint a détaché de leur parti Maurice de Saxe et le margrave Albert de Brandebourg-Culmbach, esprit inquiet et turbulent, qu'il est facile d'égarer en lui présentant l'appât du mouvement, de la gloire et du butin. Joachim II, électeur de Brandebourg, a introduit le luthéranisme dans ses états, mais avec des modifications qui n'annoncent pas un luthérien zélé. Doux jusqu'à la faiblesse, la crainte et le respect le lient à l'empereur et l'empêchent de se prononcer contre lui. Généreux jusqu'à la prodigalité, ses dépenses, qui surpassent ses revenus, le mettraient d'ailleurs hors d'état de faire des sacrifices à la cause commune. Le margrave Jean,

frère de l'électeur et souverain de la Nouvelle-Marche, à les défauts opposés à ceux de son frère; sa fermeté et sa justice inflexible dégénérent en roideur, et son économie touche de près à l'avarice; mais il croit la guerre illégale et craint les dépenses auxquelles elle pourrait l'entraîner. Ces deux princes restent neutres, et veulent attendre l'issue de la lutte qui va s'engager. Ils ne prévoient pas que, quel que soit le parti vainqueur, la neutralité les expose à perdre leur indépendance ou leur considération, et qu'ils seront dominés par l'empereur ou par les chefs de l'union de Smalkalde. La ligue des états catholiques n'aperçoit que l'intérêt de la religion où Charles ne voit que la politique; ils croient assurer le repos de l'Allemagne, et ils préparent son asservissement. Dupes de l'empereur, qui invoque les lois pour les violer impunément, ils travaillent à le mettre au-dessus de toutes, et, perdant de vue la liberté générale qui devrait les unir aux confédérés, de Smalkalde, ils arment en faveur de leur ennemi commun.

Pendant, réduite à ses propres forces, la ligue était encore formidable; elle pouvait même espérer de triompher de l'empereur, en se hâtant de frapper un coup décisif. L'essentiel était

d'empêcher que la guerre ne trainât en longueur : l'armée des confédérés perdait tout en perdant du temps ; on pouvait prévoir que si elle restait long-temps en campagne, la désertion lui enlèverait beaucoup de monde ; que bientôt elle manquerait d'argent et se dissoudrait sans avoir rien entrepris : mais des deux chefs qui la commandaient, l'un, l'électeur de Saxe, était lent et irrésolu ; il aimait les délais et les demi-mesures, et voulait encore négocier lorsqu'il ne fallait plus songer qu'à combattre ; l'autre, Philippe-le-Magnanime, subordonné à son beau-père, ne pouvait agir librement et déplorait en secret son inaction forcée. Le défaut de caractère de Jean-Frédéric causa sa ruine et fut sur le point d'entraîner celle de la religion protestante.

Les forces des confédérés étaient imposantes : quatre-vingt mille fantassins, neuf mille chevaux, cent pièces d'artillerie, formaient une armée bien plus redoutable que celles qui avaient agi dans les guerres de François I et de Charles-Quint. L'empereur comptait à peine quatre mille hommes dans la position qu'il occupait près de Ratisbonne, et où il avait résolu d'attendre les renforts qui devaient lui arriver d'Italie et d'Espagne. Au mépris des formes prescrites par la constitution germanique, les confédérés avaient

été mis au ban de l'empire et y avaient répondu par une déclaration de guerre. Il fallait se hâter d'agir, et la victoire paraissait certaine; Charles aurait été battu avant que ses troupes eussent pu le joindre. C'était l'avis de Philippe; ce ne fut pas celui de l'électeur, et son avis l'emporta. Profitant de ces fluctuations, Charles marche sur Ingolstadt où Octave Farnèse, neveu de Paul III, lui amène l'armée pontificale, forte de dix mille hommes. Déjà il était plus difficile d'attaquer Charles avec avantage; cependant le moment était encore favorable. Les confédérés le négligent. L'empereur acquiert de nouvelles forces, et le comte de Büren, à la tête d'un corps d'élite tiré de la Flandre et du Brabant, opère sa jonction avec lui.

Dans le même temps, Maurice, fidèle aux engagements qu'il a contractés avec l'empereur, mais infidèle à la nature et à la conscience, et n'écoutant que son ambition, envahit les états de l'électeur, tandis que Ferdinand, frère de Charles, fait une irruption en Saxe, du côté de la Bohême. Ces nouvelles, aussi affligéantes qu'imprévues, arrivent dans le camp des confédérés, et aussitôt cette brillante armée est dissoute. L'électeur et le landgrave volent défendre leurs états; les autres princes, intimidés ou affaiblis,

nov.
1546.nov.
1546.

se retirent chez eux. Charles ne rencontre point d'obstacles dans sa marche; les villes lui ouvrent leurs portes, il les rançonne; les souverains se soumettent et demandent leur grâce, il la leur fait acheter par de fortes amendes. L'électeur palatin et le duc de Wurtemberg posent les armes, et se détachent de la confédération. Charles marche en Saxe au secours de Maurice, à qui l'électeur a non-seulement repris ses conquêtes, mais qui est même menacé de perdre
1547. ses propres états. Déjà il ne lui reste plus que Dresde et Leipsick. Bientôt l'empereur pénètre en Saxe par la Bohême. Jean-Frédéric, toujours imprévoyant, partage ses troupes, et, mal servi par ses agents, il ignore long-temps que son ennemi s'avance à marches rapides. A cette nouvelle il prend une forte position à Mühlberg sur l'Elbe. Un paysan saxon indique à Charles un gué où il passe le fleuve avec son armée. Jean-Frédéric lève son camp, et veut se retirer sur Wittemberg; mais se voyant sur le point d'être coupé dans sa retraite, il prend le parti de faire tête, et de combattre l'ennemi. La bataille s'engage. L'électeur paie de sa personne dans cette journée célèbre; ses troupes, animées par sa présence et son exemple, font des prodiges de valeur. Mais le génie du duc d'Albe

et la supériorité de l'infanterie espagnole, décident la victoire en faveur de Charles. Jean-Frédéric lui-même tombe au pouvoir de son superbe vainqueur, qui ne lui épargne ni les humiliations ni les ironies les plus amères, et qui lui demande s'il reconnaît maintenant l'empereur, ou s'il ne voit encore en lui que Charles de Gand.

Il est des ames qui ont plutôt le courage de la patience que celui de l'action, et qui, sans énergie dans la prospérité, montrent de la noblesse et de la fermeté dans le malheur. Tel était Jean-Frédéric. A la tête des armées et des affaires, il avait paru faible; dans les fers il eut de la dignité. Charles, qui savait se roidir contre les revers, ne savait pas se préserver de l'ivresse des succès. Il avait été peu généreux dans sa conduite envers François I, prisonnier à Madrid; il le fut encore moins envers le malheureux électeur de Saxe. Jean-Frédéric, supérieur à sa fortune, inspire un tendre respect; Charles, au-dessous de la sienne, excite l'indignation générale.

Après la victoire de Mühlberg, l'empereur se hâte de marcher sur Wittemberg et assiège la ville. Sibylle de Clèves, épouse de Jean-Frédéric, s'y était enfermée avec ses trésors et ses enfants. Cette femme, d'un rare mérite, affligée des

24 avril
1547.

malheurs de son époux sans en être abattue, met l'intérêt de l'état avant celui de son cœur; sa raison maîtrise sa sensibilité, et ses principes l'emportent sur ses affections. La garnison, enflammée par ses discours et par son exemple, fait une vigoureuse résistance. Charles s'irrite d'être arrêté dans l'exécution de ses projets et de perdre un temps précieux; il veut, en effrayant l'électeur, le forcer à rendre la place. Contre les lois de l'Empire et les lois plus saintes de l'humanité, il fait condamner à mort l'infortuné Jean-Frédéric. L'électeur reçut cette nouvelle avec un calme héroïque. Il jouait aux échecs quand il apprit qu'on venait de porter contre lui un arrêt de sang; il continua tranquillement son jeu. Les malheurs l'avaient rendu indifférent à la vie, et il ne craignait pas de la perdre. Il sentait sans doute qu'il valait mieux pour lui périr victime d'un jugement inique, que de vivre déshonoré et d'épargner un crime à Charles en signant lui-même l'acte de sa destitution; mais la tendresse paternelle, et la crainte d'exposer Wittemberg, à être pris d'assaut, eurent plus d'empire sur lui que n'en avaient eu des considérations purement personnelles. Son amour pour ses enfants et ses sujets lui fit accepter une capitulation ignominieuse, par laquelle il

abdiqua le trône et consentit à rester prisonnier tant qu'il plairait à l'empereur. Wittemberg ouvrit ses portes. Maurice reçut le prix de sa trahison; Charles lui adjugea la dépouille de son malheureux parent, en l'investissant de la dignité électorale.

Philippe-le-Magnanime restait encore à soumettre, ou, dans le langage impérial, à punir. Ce prince n'était pas assez puissant pour résister seul aux armes victorieuses de Charles; cependant les revers de son beau-père ne l'avaient pas abattu. Il entama des négociations; mais il déclara qu'il ne souscrirait point à des conditions humiliantes; et l'empereur exigeait qu'il se rendit à discrétion. Maurice, gendre du landgrave de Hesse, sentit qu'en abandonnant ce prince il se couvrirait d'opprobre aux yeux de l'Europe entière; Joachim II, électeur de Brandebourg, commençait à se repentir de sa neutralité, dont il entrevoyait déjà les suites funestes. Tous deux se réunissent pour sauver Philippe, et sollicitent sa grace. Charles consent à laisser la liberté au landgrave, à condition qu'il vienne demander pardon à genoux de sa révolte, qu'il licencie ses troupes, démolisse ses forteresses, et paie une amende considérable. Maurice et Joachim garantissent ces engagements réciproques. Sur

la foi des promesses de Charles, Philippe arrive dans son camp; il se soumet en frémissant à la démarche honteuse qui doit être le prix de sa liberté et de ses états; mais l'empereur, aussi perfide que superbe, ajoutant la mauvaise foi aux hauteurs de l'orgueil, se joue de ses serments, et fait, malgré sa parole, arrêter le malheureux landgrave au milieu d'un festin que lui donne le duc d'Albe, et en présence de l'électeur de Brandebourg qui était lui-même un des convives. Dans le premier mouvement d'une indignation bien légitime, Joachim veut percer le duc d'Albe de son épée; on l'en empêche. Maurice et lui, qui se sont rendus garants du traité conclu avec Philippe, réclament contre cette insigne trahison. Charles et Granvelle son ministre emploient le sophisme pour pallier le crime, et joignent la dérision à la violence. La force impose silence à la faiblesse; mais elle ne peut intimider ni corrompre la conscience universelle de l'espèce humaine; la voix publique fit justice de cet attentat, et la postérité a confirmé cet arrêt. Pour la consolation des opprimés, nous devons croire que le cœur de Charles lui-même prononça sa condamnation, et que le mépris que lui inspira son action vengea dans son ame la sainteté de la loi.

Pour le moment, le succès parut couronner la perfidie de l'empereur. Tous les esprits étaient révoltés de son audace; mais en voyant ce qu'il ose, ils lui supposent une puissance irrésistible, et perdent le courage de la résistance. Charles traîne Jean-Frédéric et Philippe à sa suite; un souverain traite comme de vils malfaiteurs ou comme des sujets rebelles, deux autres souverains, intéressants par leurs qualités personnelles, plus intéressants encore par leurs malheurs. A la vue de ces preuves de son pouvoir, et de ces exemples de sa vengeance, la crainte glace tous les cœurs. L'empereur parcourt l'Allemagne en maître absolu, imposant des contributions, et enlevant leurs privilèges aux princes et aux villes qu'il veut trouver coupables. Dans une diète solennelle convoquée à Augsbourg, il paraît environné de tout l'éclat de la puissance souveraine; et dicte des lois qui sont adoptées sans réclamation. Les états de l'Allemagne sont obligés de payer une somme considérable pour les frais de la guerre; les provinces du cercle de Bourgogne sont liées plus étroitement à l'Empire, afin de pouvoir au besoin le charger de les défendre; les protestants sont exclus de la chambre impériale; sous le titre d'*Interim*, Charles fait dresser un formulaire de foi qui doit servir de

1548

règle aux deux partis, jusqu'à ce que le concile de Trente ait prononcé. L'intérim ne laisse aux protestants que la communion sous les deux espèces, et le droit d'avoir des prêtres mariés. D'ailleurs, il est dirigé tout entier contre la religion luthérienne, et, sous un faux air d'impartialité, il juge définitivement le grand procès qui s'agite, et le juge au désavantage des protestants. Ce formulaire, dressé par Pflug, Helling et Agricola, théologiens plus complaisants que consciencieux, doit être adopté et signé par tous les dissidents, et les armées feront justice des réfractaires.

L'Allemagne était asservie, et la liberté paraissait perdue sans retour. Charles avait triomphé de la ligue de Smalkalde, grâce au secours d'une partie des états de l'Empire et à l'inertie des autres. Trop indifférent à la religion pour attacher un grand prix à des dogmes quelconques; trop habile pour annoncer que c'était à des opinions qu'il faisait la guerre, il n'avait parlé que de son respect pour les lois et de son zèle pour le maintien de la constitution. Vainqueur d'une confédération qui, en combattant pour la liberté religieuse, combattait en même temps pour la liberté et l'indépendance politique des états de l'Allemagne, il proscrivit des opinions qui lui

paraissaient incompatibles avec l'autorité impériale, et appesantit le joug sur les catholiques comme sur les protestants. Voulant régner dans l'Empire à la manière des Othons, et réduire les princes de l'Allemagne à être des instruments dociles de sa volonté, de simples exécuteurs de ses ordres, il attaqua le parti dont les principes étaient le plus opposés à ses vues, et triompha de sa résistance. Alors, ne cachant plus ses desseins, il parla en maître aux états intimidés, et les catholiques reconnurent, trop tard, qu'en concourant à la chute des protestants ils avaient préparé leur propre servitude. L'équilibre entre l'empereur et les états de l'Empire était rompu; quelques mois avaient suffi pour détruire un ouvrage que les circonstances avaient fait naître; que la politique des papes avait perfectionné avec autant de persévérance que d'art, et que les siècles avaient consolidé.

Le pouvoir despotique d'un seul homme avait remplacé ce système sagement combiné. La liberté de toute l'Europe courait le plus grand danger: Charles devenant, de simple chef titulaire, véritable souverain de l'Empire germanique, et joignant ces nouveaux moyens de domination à toutes ses autres ressources, acquerrait une puissance supérieure à celle de tous les

autres états, menaçait leur indépendance, et, pouvant, d'un moment à l'autre, les attaquer avec avantage, ne leur laissait qu'une existence précaire.

L'Allemagne était abattue, l'Europe attentive et inquiète; elles paraissaient perdues, elles furent sauvées par ce même Maurice qui avait contribué aux malheurs de sa patrie et à la ruine du culte qu'il professait. Cet homme extraordinaire n'avait qu'un but, la puissance, et il ne le perdait jamais de vue; mais il savait varier ses moyens, et changer de marche avec les circonstances. Arrivé à l'électorat, il sentit que les armes dont il s'était servi pour se procurer le trône étaient des armes illégales et dangereuses qu'on pouvait employer avec un égal succès pour le perdre, et que bientôt le pouvoir de l'empereur, ne rencontrant plus d'obstacles, ne respecterait plus rien, et ne l'épargnerait pas plus que les autres. La reconnaissance n'était pas faite pour arrêter un homme du caractère de Maurice; d'ailleurs, les bienfaits intéressés qu'il avait reçus ne pouvaient pas le lier au point de lui faire négliger l'intérêt de sa sûreté personnelle. Il avait servi la cause de l'empereur pour s'élever; il reconnut qu'il fallait s'opposer à lui, et le combattre même, pour

conserver l'élevation qu'il lui devait. Ce ne furent probablement ni les regrets, ni les remords, ni même un retour d'attachement pour la religion qu'il avait trahie, qui déterminèrent Maurice à épouser de nouveaux principes; ce fut uniquement le désir de sauver son indépendance, qui était inséparable de celle des protestants, et de l'Allemagne tout entière.

Sa résolution était prise, mais le moment de l'exécution était encore éloigné. De bonne heure, Maurice aperçut le danger et forma le dessein de le conjurer; mais pour réussir il fallait de longues préparations, de l'habileté, du temps, et surtout un profond secret. On ne pouvait espérer le succès qu'en inspirant à Charles une entière sécurité, en joignant à des forces imposantes le pouvoir de l'opinion, de l'étonnement et de la surprise, enfin en se ménageant, par des négociations adroites, des alliés qui n'attendissent que le signal pour agir. Maurice, également exercé à dissimuler et à feindre, ne parut occupé que des intérêts de l'empereur; continuant à caresser ses passions, et affectant de lui témoigner une déférence parfaite, il conserva toute sa confiance: Charles crut être d'autant plus sûr de l'Allemagne qu'il l'était de l'électeur de Saxe; et dupé de son dévouement apparent,

il ne voyait que par ses yeux. Les années s'écou-
lent, et les projets de Maurice se consolident;
il ne fixe qu'un seul objet, lors même qu'il paraît
suivre des objets différents; il agit sans relâche,
et on dirait, à le voir, que content de sa fortune
il cherche le repos dans l'indifférence. Des agents
secrets, répandus dans toutes les cours qu'il
veut attacher à sa cause, travaillent à lui pro-
curer des amis. La France devient l'objet prin-
cipal de ses négociations silencieuses. François I
était mort des suites de ses désordres, et son
fils Henri II lui avait succédé. Ce jeune prince,
plus actif et plus entreprenant que son père ne
l'avait été dans les dernières années de sa vie,
donne de justes espérances à Maurice. Le con-
nêtable Anne de Montmorency, qui regne en
France sous le nom de son maître, hait la per-
sonne de Charles et redoute les progrès de sa
puissance. Maurice fait sentir à Henri et à ses
ministres que la France est l'alliée naturelle des
protestants, et il éclaire cette cour sur ses vrais
intérêts, malgré le fanatisme qui commence à y
répandre sourdement ses poisons et ses fureurs.
1551. La France conclut avec lui un traité secret à
Friedewald dans la Hesse, et ce traité est ratifié
par Henri II à Chambord. Maurice, assuré de
ce secours, fait des préparatifs, leve des troupes

et amasse de l'argent. Ces préparatifs auraient pu le trahir; mais Charles lui-même lui fournit les moyens de les continuer sans danger. La ville de Magdebourg avait refusé d'adopter et de signer l'interim. L'empereur ordonne à l'électeur de Saxe de châtier cette ville rebelle. Les bourgeois, animés par le zèle de la religion, font une belle et longue résistance; Maurice ne pousse pas le siège avec vivacité et profite de cette circonstance pour continuer ses armemens. A la fin, la ville se rend. A peine cette expédition est terminée, que Maurice publie contre Charles un manifeste dans lequel il lui reproche avec force une longue suite de mesures arbitraires, et retrace à l'Europe entière les violations multipliées des lois constitutionnelles de l'Empire. En même temps il s'avance à grandes journées par la Franconie pour surprendre Charles à Inspruck. Ce prince ne pouvait plus ignorer les projets de Maurice, ni se déguiser à lui-même le danger de sa situation. Il n'avait point de forces à opposer à celles de ses ennemis; ses troupes étaient éloignées; l'argent lui manquait, et de violentes attaques de goutte lui ôtaient une partie de son activité naturelle. A l'électeur de Saxe s'était joint, près de Rotheubourg, Albert margrave de Brandebourg-Culmbach; esprit

hardi et entreprenant, soldat intrépide, capitaine médiocre, il haïssait le repos, aimait la guerre avec passion, et la faisait en barbare; inconstant et léger, il était toujours prêt à changer de parti, au gré de son inquiétude. Dans ce moment il épousait la cause de Maurice, parce qu'il voyait dans son entreprise une occasion de mouvement et de butin, dont il espérait profiter pour terminer ses différends avec les évêques de Bamberg et de Würzburg. Albert et Maurice ayant réuni leurs troupes s'emparent d'Augsbourg, se saisissent des défilés d'Ehrenberg, la clé du Tyrol, et déjà ils menacent Inspruck. L'empereur, retenu par la maladie, étonné de cette attaque subite, et confus d'avoir été joué, était sur le point d'être fait prisonnier. Il n'y avait de salut pour lui que dans une prompte fuite. On vit le superbe Charles, qui venait de dicter des lois à l'Allemagne, que la fortune avait toujours favorisé, qui traînait à sa suite des souverains captifs, et qui n'avait encore jamais cédé à la force, fuir, tourmenté de douleurs aiguës, dans une nuit orageuse, devant un jeune homme dont l'élévation était son ouvrage. Il se retire avec précipitation à Willach en Carinthie, et rend la liberté au malheureux Frédéric, afin de l'opposer à Maurice. Mais cette mesure est inu-

tile. Déjà les ennemis de Charles se multiplient. La France se déclare contre lui; Henri II s'empare des évêchés de Metz, de Toul et de Verdun, et s'avance vers le Rhin. Albert rançonne toute la Franconie; les Turcs font une invasion dans la Transylvanie que Ferdinand, frère de Charles-Quint, venait d'acquérir. A toute autre époque, Charles eût fait tête à l'orage. L'Europe croyait qu'il allait fondre sur Maurice avec l'armée qui se formait insensiblement près de lui, et qu'il vengerait son orgueil humilié. Au grand étonnement de tous les partis, il montre des intentions pacifiques, et condescend à négocier. Ferdinand, déjà roi des Romains, craignait de nuire à sa fortune, si une guerre sérieuse s'allumait en Allemagne, et d'ailleurs son caractère inclinait toujours aux voies de conciliation; ses discours et ses instances triomphent de la colère de Charles, et lui font préférer le parti de la douceur. Il réussit d'autant mieux, que Charles, plus irrité contre Henri que contre Maurice, brûle de se venger du premier, et veut diriger toutes ses forces contre la France. Les conférences s'ouvrent à Passau, et l'on y conclut un ^{1552.} traité provisoire, jusqu'à ce que les rapports des protestants et des catholiques, soient définitivement fixés. En vertu de cette convention,

Philippe, landgrave de Hesse, recotyra sa liberté; il fut convenu que dans l'espace de six mois on tiendrait une diète solennelle pour décider la grande affaire de la religion; que durant cet intervalle aucun des états protestants ne pourrait être inquiété, et qu'ils resteraient en possession, pour le moment, de tous les avantages dont ils jouissaient.

Charles, plus libre et plus tranquille du côté de l'Allemagne, se hâte d'en profiter pour attaquer la France. L'âge semble avoir fortifié sa haine contre cette puissance rivale. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes, il court assiéger Metz. La saison était fort avancée, on était au mois de décembre. Les obstacles que l'hiver lui oppose n'arrêtent pas sa vengeance impatiente; mais c'est trop d'avoir à lutter en même temps contre la nature et contre le génie de François, duc de Guise, qui défend Metz avec autant d'habileté que de succès. En vain Charles s'opiniâtre à continuer le siège; son armée diminue tous les jours; la rigueur du froid, le défaut de vivres, les maladies, les fatigues lui enlèvent l'éclat de ses troupes; il est obligé de céder à sa mauvaise fortune, et se retire, avec les débris

JANV.
1553. de ses troupes, dans les Pays-Bas.

Cependant Albert de Brandebourg continuait

à rançonner et à ravager l'Allemagne. Il avait refusé de souscrire à la convention de Passau. Aimant la guerre pour elle-même, et voulant se ménager les moyens d'entretenir et de payer son armée, il répugnait à toute mesure qui, lui enlevant ses ressources et ses plaisirs, le condamnait à l'inaction. Charles, qui estimait sa bravoure, eut l'idée d'employer ses talents et ses forces, et de diriger contre la France son activité turbulente. Albert, qui ne demandait que des occasions d'agir et de se rendre nécessaire, ne rejeta pas les ouvertures de l'empereur; il se servit de la circonstance pour obtenir de lui un arrêt contre les évêques de Bamberg et de Würzburg, ses anciens ennemis, et les négociations continuèrent; mais il n'interrompait pas ses déprédations. Le fer et la flamme à la main, il portait la désolation et la terreur dans la Westphalie, en Franconie et sur les bords du Rhin. Il était temps de délivrer l'Allemagne de ce fléau. A la fin, la chambre impériale, s'armant contre lui d'une juste rigueur, le mit au ban de l'empire, et chargea l'électeur Maurice de Saxe d'exécuter la sentence. A lui s'associèrent pour cette entreprise difficile les électeurs de Mayence et de Trèves, et le duc Henri de Brunswick, prince actif et vaillant. Toutes les troupes mar-

9 juillet
1553.

chèrent réunies sous les ordres de Maurice, du côté du Weser, où Albert exerçait alors ses fureurs. Les deux armées se rencontrèrent près de Sievertshausen, dans le duché de Lunebourg. La bataille fut sanglante. Albert combattait pour son existence, Maurice pour sa gloire, les autres princes pour leur sûreté. Albert vaincu est obligé de fuir; mais en fuyant il eut la consolation d'apprendre que Maurice payait chèrement sa victoire. Ce prince avait été blessé mortellement dans le combat; il expira deux jours après, à l'âge de trente-deux ans. La fortune, qui se joue des espérances des hommes, lui permit d'arriver au pouvoir et à la gloire, sans lui permettre d'en jouir. Il périt dans la force de l'âge, au moment où il avait expié son élévation par les services qu'il venait de rendre à la cause générale; avec lui furent probablement ensevelis de vastes projets. L'Allemagne, qui avait abhorré sa déloyauté, admiré ses succès et son audace, commençait à lui rendre son estime. Elle attendait encore de lui de grandes choses et pleura sa mort. La fin tragique de Maurice n'améliora pas la situation d'Albert: il fut battu, peu de temps après, une seconde fois, aux environs de Schweinfurt, par le duc Henri de Brunswick. Chassé de ses propres états,

dénué de ressources et de forces, il chercha un asyle en France et mourut, quelques années après sa défaite, emportant la réputation d'un aventurier qui avait fait beaucoup de mal et de bruit dans le monde; et qui n'avait laissé que des traces sanglantes de son passage. 157.

La guerre contre Albert, la mort de Maurice et les événements qui la suivirent, avaient empêché la convocation de la diète qui devait, suivant la convention de Passau, mettre fin aux troubles de l'Allemagne. Elle s'ouvrit à Augsbourg, par les soins et l'activité de Ferdinand. Ce prince, d'un caractère doux et d'un esprit conciliateur, était fait pour assoupir les haines, calmer les défiances et rapprocher les partis divisés. Il gagnait, par son affabilité, ceux que Charles, son frère, aliénait par sa hauteur. Nommé roi des Romains, il était personnellement intéressé au rétablissement de l'harmonie et de l'ordre dans l'empire: il n'avait pas, pour se faire craindre, les mêmes moyens que l'empereur; il ne lui restait qu'à se faire aimer. Instruit des vues secrètes de Charles, qui aurait voulu placer la couronne impériale sur la tête de son fils Philippe, il importait beaucoup à Ferdinand de se concilier l'opinion publique en Allemagne; afin qu'elle se déclarât pour lui. D'ailleurs, ses

états héréditaires, toujours attaqués ou menacés par les Turcs, lui rendaient nécessaires la bienveillance des princes de l'empire; et il était jaloux de leur attachement, qui pouvait seul lui assurer leurs secours.

Ce fut uniquement à lui que l'on dut la pacification de l'Allemagne. Sans le zèle de Ferdinand, la diète d'Augsbourg aurait été infructueuse, comme tant d'autres. Des deux parts les esprits étaient aigris, les prétentions excessives, les craintes et les espérances également exagérées; rien de plus difficile pour un prince catholique que d'inspirer de la confiance aux protestants, sans donner des soupçons sur la pureté de sa foi, et de prendre toutes les précautions nécessaires pour le maintien de sa religion, sans encourir le reproche de partialité. Ferdinand tâcha d'éviter ces deux écueils; et s'il ne réussit pas complètement, il faut l'attribuer au pouvoir des circonstances. A mesure qu'il se présentait de nouveaux incidents, il imaginait de nouveaux moyens d'en triompher; il opposait la patience aux délais multipliés, la douceur à l'emportement, la fermeté de la sagesse à la violence des passions, et la persévérance aux obstacles. Rien n'alterait son calme, rien ne lassait son activité. A la fin il vit le résultat de ses travaux, et ce ré-

sulfat eût été encore plus satisfaisant si ses lumières avaient égalé son zèle ; ou plutôt s'il était donné à la prudence humaine de mesurer la profondeur des passions, de prévoir et de prévenir tous leurs funestes effets. La paix de la religion conclue à Augsbourg assoupit les divisions intestines de l'Allemagne ; mais bien loin de les étouffer, elle contenait elle-même les germes de nouveaux troubles. A cette époque on ne se doutait pas de leur existence. Les événements les firent connaître, en les développant. A la vérité, dans le temps où la diète publia son ouvrage, les deux partis se plaignirent ; mais les hommes sages croyaient voir, dans leur mécontentement même, la preuve qu'aucun des deux n'avait été sacrifié et n'avait lieu de se plaindre. Le traité d'Augsbourg statua que les protestants professeraient librement leur religion et leur culte ; qu'ils conserveraient les biens ecclésiastiques dont ils étaient en possession avant la convention de Passau, et que les évêques ne pourraient s'attribuer sur eux aucune espèce de juridiction. On décida qu'ils pourraient entrer dans la chambre impériale ; mais on ne les y appela pas formellement, bien moins encore leur accorda-t-on le droit d'y siéger en nombre égal avec les catholiques. Ceût été cependant le

1555.

seul moyen de leur donner une garantie politique de leur liberté civile et religieuse, de prévenir les injustices. Les réformés n'obtinrent pas les mêmes avantages que la paix de Passau assurait aux luthériens. L'animosité de ces derniers, contre une société qui ne se distinguait d'eux que par des nuances, fut la principale cause de cette mesure, aussi contraire aux principes de la justice qu'aux maximes de la politique. C'était faire le bien à demi, laisser dans l'Allemagne un levain de division, et s'exposer à la triste nécessité de recommencer tôt ou tard. La *réserve ecclésiastique* que Ferdinand inséra dans la paix de religion, était la clause la plus insidieuse ou la plus imprudente, et devait empêcher que la paix ne fût solide et durable; il l'accorda aux catholiques pour dissiper leurs inquiétudes sur les progrès ultérieurs de la religion protestante. En vertu de cet article, les princes ecclésiastiques qui embrasseraient la réforme, devaient renoncer à leurs bénéfices, et perdre leur fortune ou leurs états.

Ainsi se termina la première partie du grand drame de la réformation. Les événements que fit naître cette révolution religieuse, amenèrent des changements remarquables dans le système politique de l'Europe. Separant l'Allemagne en

deux partis, elle opposa un contre-poids utile à la puissance de l'Autriche; et créant un nouveau principe de résistance contre cette maison ambitieuse, elle sauva non-seulement la liberté de l'empire, mais encore celle de l'Europe. Les états protestants trouverent des alliés dans les états qui craignaient pour leur indépendance politique, et ces derniers invoquèrent souvent le secours des autres, qui agirent avec vigueur lors même qu'il ne couraient pour le moment aucun danger personnel. La religion devint un point de ralliement pour tous les ennemis de l'Autriche. Les partisans du système de l'équilibre furent charmés de voir non-seulement l'Allemagne, mais l'Europe tout entière, partagée en deux masses de puissance, plus intéressées que jamais à s'observer et à se contre-balancer réciproquement. Depuis cette époque jusqu'à la fin du dix-septième siècle, le sort de la religion a tenu une grande place dans les combinaisons de la politique; durant toute cette période, la liberté des cultes, ou la domination d'un seul, a été le but secret ou le prétexte ostensible des négociations, des guerres et des traités, à peu près comme dans le siècle passé la question de la liberté ou de l'empire exclusif du commerce s'est mêlée, directement ou indirectement,

à toutes les transactions politiques. La liaison étroite qui s'établit en Europe entre les intérêts de la politique et ceux de la religion, a été souvent funeste à l'une et à l'autre; la religion a dérangé les calculs d'une saine politique; la politique a pris le masque de la religion, et s'est servie de son nom pour ensanglanter la terre. Mais nous ne parlerons pas encore des effets de cette union singulière; nous nous contenterons de constater sa naissance, et nous verrons qu'elle a donné une nouvelle direction aux idées, changé les rapports des états, influé sur les actions et sur les événements.



CHAPITRE XV

Changeement dans le Nord. La Suède se sépare du Danemarck. La réformation s'établit dans ces deux royaumes.

PENDANT que l'Espagne et la France occupaient le midi de l'Europe de leurs sanglants démêlés, le nord, tout-à-fait étranger à ces événements, avait été le théâtre de mouvements d'un autre genre, qui changèrent son existence politique et religieuse. La Suède et le Danemarck, séparant leurs destinées, étaient devenus des états indépendants, appelés à peser un jour dans la balance politique. En Allemagne, la réformation avait amené des changements dans la constitution de l'empire; ici, les changements arrivés dans l'ordre politique introduisirent la réformation, et il est intéressant de voir quelles formes et quelles modifications les idées nouvelles y reçurent des circonstances.

La Suède, le Danemarck et la Norwege se débattaient depuis long-temps dans les liens de l'union de Calmar; ces liens avaient été en partie rompus, mais leurs débris mêmes gênaient en-

core la liberté des Suédois; et les tentatives multipliées que les Danois avaient faites pour les replacer dans la dépendance, leur inspiraient des craintes légitimes. L'union de Calmar ne pouvait être durable. Elle était trop contraire à l'ambition de la haute noblesse et à l'orgueil national des Suédois. Les Sture, nommés administrateurs de la Suède par les états du royaume, s'étaient montrés tous trois dignes de la confiance de leurs concitoyens. Animés d'un même esprit et travaillant sur le même plan, ils avaient suivi, avec autant de constance que d'habileté, le projet de rendre à la Suède son indépendance. Le clergé, gagné par les rois de Danemarck, et séduit par l'espérance de régner sous leur nom, s'ils restaient maîtres de la Suède, combattait de tout son pouvoir les vues patriotiques des Sture. A l'exception de ceux qui enviaient leur crédit et jaloussaient leurs talents, les nobles les favorisaient. La grande masse du peuple haïssait les Danois, craignait les vexations des gouverneurs, attachait le bonheur à l'idée d'une existence nationale, et bénissait les efforts et les travaux des administrateurs dont l'autorité douce et tutélaire lui faisait redouter encore plus le joug de l'étranger. Sténon Sture avait donné aux classes inférieures des droits politiques. Il avait

eu le bon esprit d'introduire les paysans et les bourgeois dans l'assemblée des états, pour se ménager un appui, et opposer un contre-poids au pouvoir de la noblesse et du clergé. Ce grand homme avait senti que le vrai moyen de combattre et de réprimer les abus de la puissance du clergé, était de répandre des lumières dans tous les ordres de la société. Dans ce dessein il avait créé l'université d'Upsal et fixé dans les villes les imprimeurs, dont la profession avait été jusqu'alors ambulante. Sture avait de l'ambition; mais du moins il la plaçait dans la gloire de son pays, et ne voyait son intérêt que dans l'intérêt général. Il avait été un moment déposé de sa place par ses envieux, qui appelèrent en Suède Jean, roi de Danemarck, de la maison d'Oldenbourg; mais ce prince ayant été défait par les Dithmarses, les Suédois le chassèrent; et la voix publique, l'ascendant du génie, la nécessité des circonstances, replacèrent de nouveau Sture au timon des affaires. Ses successeurs, Suante Nicholson Sture et Sténon Sture, second du nom, fils de ce dernier, avaient non-seulement hérité de son nom et de son pouvoir, mais encore de ses vues, de ses talents et de son patriotisme; et à l'époque où Christiern II était monté sur le trône de Danemarck, Sténon Sture

administrait la Suède avec autant de fermeté que de sagesse.

Christiern II, fils du roi Jean, né en 1481, n'avait pas reçu de la nature une de ces âmes grandes et fortes qui suppléent au manque d'instruction, et son père ne lui avait pas donné une éducation soignée, plus nécessaire encore aux esprits d'une trempe commune qu'aux autres. Il avait annoncé de bonne heure le goût des plaisirs grossiers et des inclinations basses. On n'avait rien fait pour prévenir leur naissance ; on essaya trop tard de les réprimer. Inappliqué et ignorant, il paraissait croire que le pouvoir le dispensait d'instruction. Le sentiment confus de son incapacité, et le désir de vivre sans contrainte, lui faisaient rechercher les sociétés les moins propres à lui donner des lumières et des mœurs. Sans principes réfléchis et sans élévation naturelle, avec des sens impérieux et des passions ardentes, il était facile de prévoir qu'il abuserait de l'autorité ; que, sa personne inspirant le mépris, ces abus provoqueraient la résistance, et qu'il lui opposerait la cruauté ; enfin, que ne répugnant au mal ni par réflexion, ni par l'instinct d'un cœur généreux, il serait capable de commettre les plus grands crimes. Une Hollandaise nommée Dyveke, femme de basse

extraction, n'ayant pour elle qu'une figure agréable, le maîtrisait entièrement, de concert avec sa mère Sigebritte, qui ne manquait pas d'esprit ni d'une certaine habileté. Cette passion honteuse explique les désordres et les excès de Christiern; mais elle-même serait inexplicable, si de tout temps il n'avait pas incliné à la vileté et à la faiblesse. Deux ans après son avènement au trône, il avait contracté une alliance brillante, en épousant Isabelle, sœur de Charles-Quint, princesse aimable et digne d'un meilleur sort. 1515.

Ce caractère et ces mœurs n'annonçaient pas un règne prospère. Le sénat de Danemarck en augura mal dès le moment où Christiern prit le sceptre, et ses craintes furent bientôt justifiées. Le jeune roi établit de nouveaux impôts dans son royaume, afin d'entretenir des troupes soldées, et il employa ces troupes pour extorquer encore de l'argent au peuple. La noblesse danoise fut révoltée avec raison du supplice injuste et illégal de Torben-Oxe, gouverneur du château de Copenhague, que Christiern avait immolé à ses soupçons. Ce début n'était pas propre à faire désirer un changement aux Suédois, qui se trouvaient heureux sous l'administration paternelle de Sture; mais Christiern, avide de pouvoir et

d'argent, comme le sont toujours les hommes faibles et prodigués, espérait obtenir l'un et l'autre en Suède, et travaillait sourdement à s'y former un parti. L'ambition inquiète de Gustave Trolle, archevêque d'Upsal, lui en fournit les moyens. Ce prêtre, que Sturé avait élevé à la première dignité ecclésiastique dans l'espérance de se l'attacher par ses bienfaits, ne cherchait qu'une occasion de perdre son bienfaiteur. Jaloux des talents et de la réputation de l'administrateur, il ne voyait dans une révolution qui replacerait la Suède sous le joug du Danemarck, qu'une source de pouvoir pour le clergé, et dans le pouvoir de son ordre que sa propre élévation. Également indifférent aux devoirs de son état et à ceux de citoyen, intrigant par besoin, factieux par vanité, il prêta facilement l'oreille aux propositions de Christiern, qui lui promettait de le faire régner en Suède sous son nom, et il employa en effet toutes les ressources que lui fournissaient son crédit, sa place et son éloquence naturelle, pour susciter des obstacles et des ennemis à Sténon Sture. Ses menées long-temps secrètes ayant été dévoilées, et lui-même ayant en quelque sorte annoncé ses projets ambitieux en refusant de prêter serment aux états, l'administrateur l'avait assiégé dans

son château de Stéké. Christiern accusa Sténon à Rome de faire une guerre injuste à un prince de l'église. 1517.

Léon X voulait gagner le roi de Danemarck par ses complaisances, afin de placer beaucoup d'indulgences dans le Nord. Il fit juger l'administrateur et ses partisans par Birger, archevêque de Lund, et ils furent excommuniés. Sténon, sans être intimidé par les foudres de l'église, résolut d'employer la force pour soumettre et punir l'archevêque. Celui-ci invoqua le secours de Christiern. Les états assemblés à Stockholm ne virent plus dans Trolle qu'un traître qui appelait les étrangers dans son pays, et le déposèrent solennellement. La plupart des membres de la diète, ne croyant pas que les dignités ecclésiastiques pussent soustraire un coupable à la juste sévérité des lois, sans peur parce qu'ils étaient sans reproche, apposèrent leur sceau à l'arrêt qui condamnait l'archevêque. Brash, évêque de Linkœping, craignit seul que cette démarche ne devînt funeste aux signataires, et, afin de se mettre en sûreté, il cacha sous son sceau une courte et formelle protestation contre la sentence qui déposait l'archevêque. Artifice dicté par une prudence coupable, qui prouvait qu'il n'avait que des intérêts, et point de principes.

Trolle déposé, le roi de Danemarck, se regardant comme le vengeur de la dignité de l'église, saisit avec empressement cette occasion d'agiter
1518. et d'asservir la Suède, et parut devant Stockholm à la tête d'une armée et d'une flotte nombreuses. Les Danois ayant reçu un grand échec près de Brenkirka, Christiern feint de vouloir négocier, et, au mépris de ses serments, il enlève des seigneurs suédois de la plus haute distinction, qui lui avaient été donnés en ôtage; et fait voile avec eux pour le Danemarck. La Suède fut indignée de cette perfidie; mais les troubles excités par Trolle, dans son intérieur, l'obligèrent à différer sa vengeance.

Bientôt Christiern s'occupe de nouveaux préparatifs, et menace encore la Suède. Krumpen, son général, pénètre par la Hallande dans la Westrogothie. Les deux armées se rencontrent
1520. près de Bogesund. Sture, après avoir fait des prodiges de valeur, est mortellement blessé; il expire, et avec lui finit la résistance des Suédois. Sans chef et sans point de ralliement, ils sont battus en détail, et toutes les provinces se soumettent aux Danois. Stockholm seule se défend avec autant d'opiniâtreté que de succès. Une femme d'un courage héroïque, digne épouse de Sture, animée du désir de venger la mort de

son mari, et n'espérant rien de la générosité de Christiern, communique son intrépidité aux habitants de la ville. Les états assemblés à Upsal veulent faire cesser les maux de la patrie, et ne désespèrent pas d'intéresser Christiern lui-même au bonheur de la Suède. Présidés par ce même Gustave Trolle qui avait sacrifié la liberté publique à son ambition, ils capitulent avec le roi de Danemarck, s'engagent à lui conférer le sceptre, et renouvellent l'union de Calmar. Christiern, de son côté, promet une entière amnistie, s'engage à garantir toutes les propriétés, à rendre la liberté aux prisonniers, et à ne mettre aucun impôt sur le peuple que du consentement des états. Ce contrat, qui assure à Christiern tous les avantages qu'il avait désiré d'obtenir, et par lequel les états cèdent tout ce que, dans des temps plus heureux, ils eussent craint de lui accorder, est le résultat des circonstances, l'ouvrage de la prudence qui compose avec la force : mais c'est un contrat solennel ; on peut espérer qu'il sera respecté, et il paraît devoir apaiser les troubles de la Suède. Stockholm, menacée de la famine, et dont les habitants sont en partie gagnés ou intimidés par les émissaires de Christiern, lui ouvre ses portes. Vainqueur de la Suède et appelé au trône par les états, le roi de Danemarck

marck se fait couronner avec la plus grande magnificence; mais les Danois seuls jouent un rôle dans cette cérémonie imposante; les Suédois sont condamnés à en être les simples spectateurs; comme on n'a plus lieu de les craindre, on ne croit pas avoir besoin de les ménager; leur orgueil s'irrite de se voir négligés; l'indifférence qu'on leur témoigne les éclaire sur l'esprit de la cour, et leur fait redouter de nouveaux malheurs.

En effet, au milieu des cérémonies du couronnement, qui semblaient devoir donner plus de force à ses obligations, Christiern méditait des crimes. Une autorité librement consentie lui paraissait précaire, un pouvoir limité était à ses yeux un fardeau plutôt qu'un bienfait, et toute entrave légale une véritable insulte. Lié par les articles de la convention qui lui a procuré le trône, il se propose de les violer; mais afin de le faire impunément et d'appesantir un joug d'airain sur la Suède, sans avoir de vengeance à redouter, il veut glacer les esprits par la terreur, en leur donnant un spectacle sanglant qui leur ôte jusqu'à l'idée de la résistance. Un barbier nommé Slagheck, créature de Sigebritte, conseil ou confident de ce projet infernal, lui suggère de sacrifier à sa sûreté tous ceux qui ont osé

concourir à la déposition de l'archevêque Trolle. Selon lui, cet exemple étouffera tout germe de trouble, affranchira Christiern de toute espèce de contrôle, lui procurera l'argent qu'il désire; et en satisfaisant son avidité et sa vengeance, il paraîtra le défenseur de l'église, et ne fera qu'exécuter les arrêts du pape, qui n'a pas levé l'excommunication dont les juges de Trolle ont été frappés. Ce plan, qui flatte à la fois l'intempérance de pouvoir et la vengeance impatiente de Christiern, est adopté et suivi. Le roi trouve des hommes assez vils pour se faire les instrumens de sa barbarie, et qui, en même temps accusateurs et juges dans le procès qu'on intente aux sénateurs, s'abaissent à revêtir l'assassinat de formes légales. Des Suédois ne rougissent pas de se prêter à cet odieux ministère, et de servir de bourreaux au tyran de leur patrie. On accuse d'hérésie les victimes déjà dévouées à la mort, parce qu'elles ont prononcé un arrêt contre un archevêque, et on leur inflige la peine portée contre les hérétiques. Quatre-vingt-quatorze personnages aussi respectables que respectés sont enveloppés dans la même proscription. Un même jour voit tomber les têtes les plus illustres. Les fêtes du couronnement sont interrompues par cette scène atroce; ou plutôt elle-même est pour

Christiern la seule fête digne de lui. Des évêques irréprochables et purs qui prouvent leur religion par leurs vertus, des nobles plus distingués encore par leurs talents et leurs services que par leur naissance, des sénateurs blanchis dans des travaux honorables, et qui n'ont jamais obéi qu'à la voix de la patrie et du devoir, sont décapités sous les yeux d'un peuple immense, dont la juste fureur est contenue par de nombreux satellites; qui craint tout, n'espère plus rien, et lit l'arrêt de sa ruine dans le sang de ses généreux défenseurs. Les spectateurs ne hasardent pas même de donner à ces malheureuses victimes des signes de leur compassion. Les larmes seraient un crime, les gémissements même sont interdits; les émissaires de Christiern, répandus parmi la foule, épient avidement les paroles, les gestes, les regards, pour ménager à Christiern de nouvelles jouissances en lui dénonçant de nouveaux crimes; un silence profond, universel, plus effrayant que les discours, si les tyrans savaient l'entendre, exprime seul l'indignation et le désespoir qui oppriment tous les cœurs. Le féroce Christiern ne s'arrête pas à ces premiers forfaits; il paraît vouloir s'enivrer de sang pour s'étourdir. Les exécutions se succèdent à Stockholm avec rapidité. Après avoir

rempli la ville de ses attentats, il court promener ses fureurs dans les provinces. Des gibets dressés partout annoncent aux peuples l'arrivée de leur souverain. C'est en frappant indistinctement tout le monde, qu'il observe l'ammistie solennellement promise à ceux même qui pourraient avoir été criminels. Il s'était engagé à ne voir nulle part de coupables, et l'on dirait que personne n'est innocent. Plus de six cents victimes expirent dans les supplices. A la fin, fatigué de cruautés sans en être assouvi, il quitte la Suède, et court ensevelir dans son palais de Copenhague ses affreuses jouissances et ses sanglants souvenirs.

Christiern avait cru étouffer dans les Suédois cet esprit d'indépendance et cette fierté nationale, qui luttaient depuis un siècle contre l'union de Calmar; mais il n'avait fait qu'effacer pour toujours, dans le sang, les titres de cette union. Il avait commis assez de forfaits pour soulever tous les partis, et leur inspirer contre lui une haine invincible; il n'en avait pas commis assez pour jouir des fruits de son crime, et dans chaque Suédois il devait voir un ennemi. La souveraineté était partagée, en Suède, entre le prince et les états du royaume. Christiern, infidèle à ses serments, avait violé la constitution,

et agissait en souverain absolu. La force avait renversé les barrières légales du pouvoir. Suivant l'esprit des gouvernements mixtes, les états de Suède avaient le droit d'employer la force pour refouler le prince dans les limites de la constitution, et sauver leur part à la souveraineté. Tels étaient les principes de tout ce qu'il y avait d'éclairé en Suède. C'était Christiern qui avait fait le premier une révolution aussi sanglante qu'injuste. Les Suédois pouvaient combattre pour défendre leurs lois. D'ailleurs, le roi n'avait employé son pouvoir usurpé qu'à immoler ceux qu'il devait couvrir de sa protection, et ses crimes avaient mis le peuple dans une de ces situations désespérées où l'on ne prend conseil que de son désespoir, et où, les excès de la tyrannie bouleversant l'ordre social, le frein des lois se brise, et l'on en appelle à la force, des abus de la force.

Les mêmes causes ont produit partout les mêmes effets; l'histoire tout entière prouve qu'il est un terme à la patience des hommes; mais, entre tous les peuples, les Suédois étaient moins faits que les autres pour supporter tranquillement le comble de l'oppression et de la barbarie. Cette nation fière, généreuse et brave, savait aimer et haïr avec une égale force; susceptible

des impressions les plus vives, passionnée pour le sol qu'elle habitait, quoique la nature y fût plutôt grande et pittoresque que féconde et libérale, elle puisait dans sa pauvreté même l'amour de ses lois et le courage de tout sacrifier pour elles; la gloire et le patriotisme pouvaient lui faire tout entreprendre, et la consoler de tout. Des âmes saines et énergiques, des corps vigoureux et bien constitués formaient l'empreinte nationale. Un tel peuple sait beaucoup pardonner à qui commande son admiration, et ne pardonne rien à qui excite à la fois son indignation et son mépris. Aussi les crimes de Christiern réunissent tous les Suédois dans un même sentiment. Un intérêt commun fait taire tous les intérêts particuliers; les haines et les animosités qui divisent les familles, cessent pour se porter toutes sur un même objet; les partis oublient ou ajournent leurs anciens démêlés; la fermentation est générale, mais elle est secrète et sourde; on ne peut ni se parler, ni se concerter librement; on est réduit à se deviner, et à désirer qu'il paraisse un homme capable de produire et de diriger un grand mouvement.

Le libérateur que le ciel destinait à la Suède, venait d'échapper aux fers, et déjà il avait revu sa terre natale: c'était Gustave Vasa. Il était né 1490.

à Lindholm, dans l'Upland; fils d'Eric Johanson, arrière-neveu du grand Sture, il tenait à la maison des Folkungen, anciens rois de Suède. Elevé à la cour de l'administrateur et entouré de grands exemples, il y avait reçu une éducation simple et mâle. Le génie de Sture avait deviné celui de Gustave. Ce jeune homme avait reçu de la nature une constitution robuste, une figure noble, une physionomie expressive et caractéristique. Il excellait dans tous les exercices du corps : de bonne heure, il avait annoncé un esprit vif et pénétrant, de l'élévation et de l'énergie. Le sentiment confus de ces avantages et un instinct de supériorité lui avaient fait prendre de l'ascendant sur tous les compagnons de sa jeunesse, et dans ses jeux il préludait en quelque sorte au grand rôle qu'il devait jouer un jour. A l'âge de vingt-quatre ans il avait paru à la cour de Sténon Sture le jeune, où il avait gagné tous les cœurs par ses grâces et ses vertus. La lecture de l'histoire de son pays était son occupation favorite, et nourrissait dans son âme le patriotisme, l'amour de l'indépendance de la Suède et la haine des étrangers. La conversation du savant évêque de Linkœping, Hemming Gaden, l'attirait plus fortement que les plaisirs et les distractions de son âge. Dans les guerres

contre Christiern il avait combattu à côté de l'administrateur, et s'était distingué par sa bravoure. Il était un des six otages que Christiern enleva et retint en prison contre la foi des serments. Comme si Christiern eût pressenti de quelle importance il était pour lui que ce jeune homme ne retournât pas en Suède, il l'avait mis sous la garde d'Eric Baner, gentilhomme jutlandais, en exigeant de lui une caution de six mille écus. Gustave ayant obtenu de Baner la permission de se promener dans les environs du château de Kallo où il était détenu, en avait profité pour s'évader; arrivé à Lübeck, il fut réclamé par Baner. Mais le sénat de Lübeck respectant les droits de l'hospitalité, touché de l'éloquence de Gustave, qui plaida lui-même sa cause, et voyant en lui un homme capable de combattre Christiern, dont la puissance commençait à donner de l'ombrage aux villes de la Hanse, refusa de le livrer au roi de Danemarck, et lui fournit même des secours pour retourner en Suède. Gustave n'avait désiré et recouvré la liberté que dans le dessein de la rendre à sa patrie. Plein de ces grandes pensées il avait débarqué à Calmar, saluant avec des transports mêlés de douleur cette terre ensanglantée et asservie, qu'il se proposait de purifier et d'af-

franchir d'un joug odieux ; sans autres moyens que ses qualités personnelles et le courage d'une ame forte , il espère communiquer sa généreuse ardeur à ses concitoyens et les armer contre le tyran.

Gustave réunissait au plus haut degré tout ce qu'il fallait pour réussir dans une entreprise de ce genre , chez un peuple tel que les Suédois. A un extérieur imposant , véritable sceau dont la nature marque ses favoris , et auquel les peuples ont plus d'une fois reconnu ceux qu'ils devaient suivre , Gustave joignait une éloquence entraînant , et s'énonçait dans sa langue maternelle avec autant de facilité que de force. Il était encore dans cet âge heureux de l'enthousiasme , le temps de la floraison du génie ; enthousiasme qu'il faut avoir pour en inspirer aux autres , et sans lequel on manque toujours de l'audace d'action : il avait déjà acquis cette puissance de raison qui fait combiner avec sagesse ce que l'enthousiasme inspire et exécute , et qui seule sait diriger ce levier moral. Son esprit était juste et réfléchi. A défaut d'une grande richesse d'idées , il avait une idée dominante , ce qui vaut peut-être mieux pour l'action ; et comme tous les hommes qui ont décidé le sort des nations , il avait plutôt un grand caractère qu'un esprit

vaste et profond. Tourmenté des malheurs de son pays et du projet d'y mettre fin, il apprend la mort tragique de son père, qui a péri dans le massacre de Stockholm. Cette terrible nouvelle, loin de l'abattre, augmente son ardeur, et il marche à l'exécution de son plan, au milieu des images de sa patrie éplorée et de l'ombre de son père, qui l'animent à la vengeance. La violation du contrat formel qui liait la Suède à Christiern, l'usurpation de la souveraineté et l'usage qu'il a fait d'un pouvoir usurpé pour commettre des crimes atroces, sont les droits de Gustave à cette grande entreprise; ses motifs sont le patriotisme, la tendresse filiale et la gloire, plus que l'ambition; ses vues, d'expulser les Danois et de donner aux états de Suède la liberté de s'assembler pour régler le gouvernement; ses moyens, la conscience qu'il a de ses forces et de ses talents, le mépris de la vie et la connaissance du caractère et du malheur de ses concitoyens. Il part de Galmar pour sonder les dispositions du peuple; mais, dans cette partie de la Suède, la crainte glace tous les esprits; son beau-frère, Joachim Brahé, qu'il va voir dans son château, en Sudermanie, et à qui il dévoile ses desseins, refuse de s'associer à lui; sa soeur emploie même tout ce que la tendresse peut

dicter de plus pressant pour le détourner de son entreprise : il la quitte, et dirige sa route vers la Dalécarlie. Cette province, située au nord-ouest de la Suède, est habitée par un peuple simple et pauvre, brave et ardent, facile à enflammer, ennemi de la servitude, et qui, vivant isolé, a mieux conservé les traits primitifs de la physiologie nationale. Les Dalécarliens tiennent d'autant plus fortement à leur pays qu'ils n'en connaissent point d'autre ; plus énergiques qu'éclairés, ils sont capables de tout. Leur nourriture est simple et frugale ; ils ne boivent que de l'eau ; mais s'ils ont peu à perdre, ils sont d'autant plus indifférents à la vie et plus prêts à la sacrifier. C'est vers eux que Gustave dirige ses pas. Pour mieux leur plaire, il adopte leur costume. Les cheveux coupés à leur manière, couvert d'un chapeau rond, revêtu d'un habit grossier, et la hache sur le dos, il erre dans les forêts, et se met au service d'un paysan. Son air noble perce à travers son déguisement : il est reconnu, et il se voit au moment d'être livré aux émissaires de Christiern. Poursuivi par ses ennemis, trahi par des amis perfides, caché tantôt dans une grange (*), tantôt dans une charrette, ses

1520.

(*) Tous les endroits où Gustave a séjourné et où il a été

dangers se succèdent, ses aventures se multiplient, et donnent à cette partie de sa vie la couleur et l'intérêt d'un roman. Aux fêtes de Noël 1526. il arrive à Mora, chef-lieu de la Dalécarlie, au milieu des paysans de la contrée, que la solennité rassemble; il se découvre à eux, il les harangue; son éloquence agreste et fière, comme la nature qui l'environne, les enflamme. Deux cents Dalécarliens prennent les armes, et le suivent. C'est avec eux qu'il commence sa grande entreprise.

A peine a-t-il levé l'étendard, que son armée augmente. Il suffisait de donner le signal aux Suédois. La révolution était déjà faite dans tous les cœurs. Trolle oppose des troupes à Gustave, qui les bat avec le secours d'Olof Bonde, le com-

recueilli dans sa fuite, ou plutôt dans sa marche glorieuse, ont été religieusement conservés en Suède comme autant de monuments nationaux; les pères les montraient avec respect aux enfans. Le gouvernement a même consacré une rente annuelle pour leur entretien. Charles X, dans son voyage à Falhun, assigna une somme pour la grange où Gustave avait travaillé. La couronne paie annuellement encore pour l'entretien d'une maison à Ornay, où il a demeuré. Cette espèce de culte fait l'éloge de l'homme qui a mérité d'en être l'objet, du peuple sensible qui le lui rend, des rois qui ne craignent pas ces grands souvenirs; et il doit répandre sur toute la contrée une sorte de charme poétique.

pagnon de ses travaux; cet avantage, qu'il remporte sur un corps de six mille hommes, accroît encore le nombre de ses partisans: alors il publie un manifeste contre Christiern, dans lequel, après lui avoir reproché l'usurpation du trône, la violation du contrat par lequel il a voulu sanctionner son pouvoir, et le massacre de Stockholm; il lui rappelle que, ne lui ayant jamais prêté serment, il peut et doit être l'organe de l'indignation générale et du vœu de la nation. La victoire de Westeras donne à cet écrit une force entraînante et des succès rapides. Mais Gustave, plein de respect pour la constitution et les lois de son pays, veut d'autres titres que ceux que lui procurent ses talents et son zèle; il sait que les états de Suède peuvent seuls lui donner une autorité légale, et légitimer son entreprise, et il se hâte de les consulter. Les États s'assemblent à Wadstena: il leur expose avec chaleur les malheurs de la patrie, les dangers qu'elle court, les ressources qu'elle peut trouver dans leur courage; il parle avec modestie de ce qu'il a fait, s'étend sur les mesures qu'il faut prendre, et ouvre à la Suède des perspectives de bonheur et de gloire. Les États l'écoutent en silence, et ne rompent ce silence que pour le remercier de ses services et lui en demander de nouveaux. La reconnais-

Année
1521.

sance et l'admiration font taire les petites passions de la vanité et de l'envie; elles cèdent elles-mêmes au mouvement général, et la voix unanime nomme Gustave administrateur du royaume. Bientôt il justifie cette confiance par de nouveaux exploits, et fait le siège de Stockholm. Lubeck lui envoie des secours; mais la politique de cette ville puissante ne lui permet pas de favoriser de tout son pouvoir l'entreprise de Gustave; elle voudrait prolonger les troubles de la Suède, et tenir le commerce de la Baltique dans sa dépendance, en éternisant dans le Nord les factions et les partis. Cependant la bonne cause triomphe partout : les places fortes se rendent successivement à Gustave; les Danois ne sont pas assez nombreux pour se soutenir dans une contrée où ils rencontrent des ennemis à chaque pas; la Suède tout entière reconnaît l'autorité de l'administrateur; déjà il attaque le roi de Danemarck dans ses propres états : Stockholm seule résiste encore.

Christiern aurait peut-être opposé plus d'obstacles aux progrès toujours croissans de Gustave, si le Danemarck était resté tranquille et soumis; mais l'avidité et la barbarie de Christiern y avaient aussi produit un mécontentement général. A l'exception des créatures et des suppôts

du roi, toute la nation, en apprenant le massacre de Stockholm, avait partagé l'indignation des Suédois, et gémi de l'opprobre que cet attentat pouvait faire rejaillir sur le nom danois. Ce peuple, naturellement calme et réfléchi, irrité de tant de crimes, supportait avec peine l'administration tyrannique de Christiern. Ce forcené avait violé en Danemarck la constitution du royaume, et y avait, comme en Suède, usurpé la souveraineté tout entière, qu'il devait partager avec les états. Le sénat, encouragé par l'exemple des

1523. Suédois, s'assemble à Wybourg en Jutland, dépose solennellement Christiern, lui fait signifier cet arrêt par Magnus Munck, juge du pays, et place sur le trône Frédéric, duc de Holstein. Dans ce moment terrible, où on le dépouille de ses couronnes et où les peuples le repoussent de leur sein, Christiern se montre aussi lâche qu'il avait été cruel. Poursuivi par la haine de ses sujets, il n'essaie pas même de défendre ce pouvoir qu'il a augmenté par les mesures les plus illégales; il se hâte de charger sur une flotte ce qu'il a de plus précieux, ses trésors et l'indigne Sigebritte, et se sauve dans les Pays-Bas, avec l'espérance trompeuse d'armer Charles-Quint, son beau-frère, en sa faveur.

Cet événement heureux consomme le grand

ouvrage que Gustave a commencé. Stockholm capitule et lui ouvre ses portes; la Suède est purgée des étrangers qui l'opprimaient. Désormais elle n'a plus lieu de craindre le Danemarck. Frédéric, mal affermi sur le trône, ne songe qu'à s'y maintenir. Les états de Suède, assemblés à Strengnaess, déferent solennellement la couronne au libérateur de la patrie : l'intérêt général, ^{1523.} qui veut que la première place soit fixée irrévocablement, et que, pour rétablir l'ordre public, l'autorité soit forte et concentrée, attache les Suédois à la monarchie, comme la reconnaissance les attache à Gustave. Content d'avoir affranchi son pays, il ne voit dans cet honneur qu'un fardeau, et refuse de l'accepter. Cette modération n'était pas feinte. Gustave était ambitieux; mais il ne connaissait pas cette ambition hypocrite qui veut réunir les jouissances du pouvoir à l'honneur d'une modération apparente, et qui joue le désintéressement. Le refus qu'il fit du trône fut dicté par la crainte des factions, des jalousies et des haines que son élévation pouvait faire naître, ou ne fut peut-être qu'un hommage involontaire, rendu par une ame noble et pure, aux devoirs difficiles de la première place. Vaincu par les larmes et les sollicitations de ses concitoyens, il céda aux desirs des états.

de Suède ; et reçut le sceptre de leurs mains. Au défaut de l'ambition, le patriotisme lui faisait une loi de ne pas persévérer dans sa résistance. Lui seul pouvait empêcher que la Suède ne tombât dans les convulsions où dans la servitude dont il l'avait glorieusement tirée ; lui seul pouvait consolider son bel ouvrage. Pendant un règne de trente-sept ans, il justifia les espérances des Suédois ; et, par un heureux mélange d'activité et de prudence, de force et de mesure, de clémence et de sévérité, il se montra toujours à l'unisson des circonstances. Elles furent souvent critiques ; les intrigues du clergé, les menées du roi détrôné, la jalousie de quelques nobles, le caractère inflammable des Dalécarliens, qu'il était facile d'égarer, entretenirent long-temps en Suède une fermentation sourde, et amenèrent même des conspirations et des révoltes ; mais le génie et la vertu de Gustave triomphèrent de tous ces dangers ; et, malgré tous les obstacles, fidèle à son plan, et marchant à son but avec une sage lenteur, il établit en Suède la Réformation.

La paix avait été conclue avec le Danemarck à Malmœ, et l'union de Calmar formellement
1524. annulée. Les talents de Gustave purent s'exercer dans une nouvelle sphère, et y jetèrent un éclat

plus durable et plus doux. Tant qu'il porta le titre d'administrateur, il ne fut que guerrier; devenu roi, il prouva qu'il savait faire la guerre, sans l'aimer, et développa toutes les qualités d'un grand administrateur. Tout avait déperî en Suède au milieu des guerres civiles et sous le sceptre de fer de Christiern; il fallait tout reproduire et tout régénérer. Autant Gustave avait montré d'enthousiasme et de vivacité en délivrant la Suède du joug de l'oppression, autant il montra de réflexion et de prudence dans la marche qu'il suivit pour lui faire trouver le bonheur dans la liberté. Ici la précipitation aurait été aussi dangereuse que la lenteur l'eût été dans la première partie de sa vie publique. On vit avec étonnement ce héros, naturellement ardent et impétueux, préparer de loin les changements qu'il méditait, et amener les réformes par des gradations insensibles. Le clergé, toujours factieux, entretenait des intelligences avec l'étranger; plus riche que les autres ordres de l'état, il ne portait pas avec eux le fardeau des dépenses publiques. Gustave voulait lui donner une organisation qui ne lui permit pas de troubler la tranquillité du pays, qui le soumit à l'autorité royale, et fit servir ses trésors à payer les dettes de la Suède. Le moyen le plus expéditif était d'établir la re-

ligion luthérienne dans le royaume. Mais on ne commande pas l'opinion; un législateur sage l'éclaire. Gustave connaissait trop sa nation pour toucher sans ménagement aux idées reçues. Il avait appris à connaître la doctrine des réformateurs pendant son séjour en Jutland; il tenait aux nouveaux principes par conviction et par politique; ils lui paraissaient vrais, et ils pouvaient lui être utiles; c'était plus qu'il ne fallait pour désirer de les répandre. Cependant, il se contenta d'abord de favoriser la propagation de la religion luthérienne, attira des prédicateurs de cette communion en Suède, et fit traduire la Bible dans la langue du pays. La haine que le peuple portait au clergé, qui avait toujours été l'ennemi de son indépendance; avait réjailli sur la doctrine qu'il professait, et les esprits se détachaient de la religion catholique par éloignement pour ses ministres. Les idées des réformateurs plaisaient par leur simplicité à cette nation d'un sens droit et simple: d'ailleurs, le pouvoir des papes n'avait jamais été en Suède aussi grand qu'ailleurs; la distance rendait les communications plus difficiles; la pauvreté même du pays ne pouvant exciter l'avidité ni l'attention de la cour de Rome, elle était plus indifférente à son sort. Toutes ces circonstances fa-

cilitaient l'exécution du plan de Gustave. En attendant le moment de frapper un coup décisif, il oblige le clergé à contribuer à l'acquittement des dettes de l'État. Les dépenses annuelles (*) dépassaient considérablement les revenus. On devait de fortes sommes aux Lubeckois. Les ecclésiastiques, prévoyant le danger qui les menace, espèrent l'éloigner en faisant des sacrifices, et concourent à couvrir les besoins publics. A la diète de Westeras, Gustave fait un pas de plus. 1527. Bien loin de s'opposer à l'abaissement du clergé, la noblesse le souhaite : elle compte s'enrichir à ses dépens, et augmenter son influence politique en lui faisant perdre la sienne. Les paysans et les bourgeois, plus dépendants du trône, lui sont entièrement dévoués. Les terres des églises et des cloîtres sont incorporées aux domaines de la couronne. La religion luthérienne est formellement introduite en Suède; mais Gustave conserve la hiérarchie, par ménagement pour les anciennes habitudes, et afin de donner à la religion des formes plus imposantes. Laurent Pétri, 1531. disciple de Luther, occupe le siège d'Upsal, et devient primat du royaume.

(*) Les dépenses montaient à 77,000 marcs d'argent, la recette à 24,000. On en devait aux Lubeckois 77,000.

Ce grand ouvrage terminé, Gustave dirigea son attention sur les moyens d'accroître la richesse nationale de la Suède. Les mines furent exploitées avec plus d'activité et de succès. Des directions éclairées, des encouragements distribués avec sagesse développèrent des germes d'industrie. La stabilité de l'ordre public excitait aux entreprises utiles. Sûr de jouir des fruits de son travail, on travailla avec plus d'ardeur. Le commerce de la Suède n'enrichissait que les villes de la Hanse. Lubeck surtout dominait dans la Baltique, et dictait des lois aux Suédois. Ils lui vendaient les productions de leur sol, ils n'achetaient que d'elle les objets de leurs besoins, et, faute de concurrence, ils achetaient et vendaient avec perte. Gustave affranchit son pays de ces entraves; il créa la marine, et apprit aux Suédois à gagner eux-mêmes ce qu'ils faisaient gagner à leurs avides voisins; en mettant des impôts sur les spéculations des Lubeckois, il fournit à ses sujets les moyens de former des entreprises de commerce lucratives et brillantes. Bientôt le pavillon suédois fut respecté dans la Baltique, et se montra avec succès dans les mers voisines. La Suède fut moins pauvre, et devint une véritable puissance. Ses accroissements fixèrent l'attention des autres états. On rechercha son al-

liance. La France s'unit avec elle. Cette union faisait honneur à la sagacité politique de François I^{er}; la Suède offrait un débouché précieux à l'industrie et au commerce des Français : elle pouvait un jour inquiéter la maison d'Autriche en Allemagne. Cette alliance devait être durable; car elle reposait sur les vrais intérêts des puissances contractantes et sur des rapports permanents et fixes. La Suède n'avait rien à craindre de la France, trop éloignée pour lui nuire, et pouvait attendre d'elle, au besoin, de l'appui et du secours. Gustave avait justifié les espérances des Suédois; ils jouissaient sous son sceptre de tous les avantages de l'ordre social, sûreté et protection dans l'intérieur, considération au dehors. Les Etats, solennellement assemblés à Westeras, acquittèrent la dette de la reconnaissance nationale; et rendant un nouvel hommage à Gustave, ils déclarèrent la couronne héréditaire, et fixèrent le sceptre dans sa maison. C'était donner une garantie solide à la liberté publique, assurer l'indépendance de la Suède, éteindre les anciennes factions, en prévenir de nouvelles, et imposer à la famille de Wasa l'obligation sainte de ne pas dégénérer, et de conserver avec le pouvoir suprême ses titres originaux à cette haute élévation.

La Suède fut heureuse et tranquille sous l'administration de Gustave, à quelques légers mouvements près, qui furent presque aussitôt apaisés qu'excités. Le Danemarck n'eut pas le même bonheur. Frédéric I^{er}, duc de Holstein, oncle de Christiern, avait accepté la couronne, que les états lui avaient offerte, après la fuite de son indigne neveu. La noblesse avait profité des circonstances pour augmenter son pouvoir. Les classes inférieures avaient été oubliées dans la capitulation conclue entre Frédéric et les seigneurs; aussi les avantages que les nobles obtinrent furent un principe de malheur pour eux-mêmes, pour le roi, pour les paysans, et pour l'état tout entier. Les amis de Christiern en prirent occasion de soulever les esprits en sa faveur et de lui procurer des partisans. La tyrannie avait pesé sur tous les individus, ou les avait du moins tous indistinctement menacés; mais il fut facile de persuader au peuple, toujours à la fois défiant et crédule, que Christiern n'avait eu d'autres vues que celles d'adoucir son sort, en sévissant contre la noblesse. Ces idées se répandant de plus en plus dans la Norwège et le Danemarck, donnèrent de justes inquiétudes au roi Frédéric, et à Christiern les moyens de troubler son règne. Il n'avait jamais abandonné

le projet de remonter sur le trône : c'était sur le Danemarck et sur la Norwège qu'il avait porté ses espérances ; soit qu'il désespérât de triompher du génie de Gustave, soit qu'il pensât, avec raison, qu'un peuple tel que les Suédois ne se réconciliait pas avec son bourreau. Il avait fait une première tentative sur le Danemarck avec une armée qui pénétra dans le Jutland ; mais le défaut d'argent et l'activité de Frédéric l'avaient 1523. obligé de renoncer à son entreprise. Réfugié dans les Pays-Bas, il entretenait des intelligences avec ses anciens sujets, ne cessait de solliciter des secours de Charles-Quint, et faisait tous les préparatifs que les emprunts qu'il avait ouverts lui permettaient de faire. Frédéric inclinait à la doctrine des réformateurs. Augmenter leur pouvoir en abaissant celui du clergé, accroître leurs revenus en confisquant ses biens, tel était, à cette époque, le dessein plus ou moins prononcé de tous les souverains. Frédéric ne pouvait pas hasarder un changement subit et total. Il s'était contenté d'accorder aux protestants la liberté 1527. du culte ; c'était un moyen à la fois sûr et doux de propager la nouvelle doctrine. Quelque mesurées que fussent ses démarches, elles auraient servi la cause de Christiern, si lui-même ne s'était pas déclaré assez hautement pour la réfor-

mation, et n'avait pas contribué même à ses progrès lorsqu'il était sur le trône. Cependant, malgré la connaissance qu'on avait de sa façon de penser, les Norwégiens, s'imaginant qu'il était plus attaché à l'ancienne religion que Frédéric, favorisaient ses projets de descente, et lui avaient même fait passer de l'argent. Avec ces secours, et ceux que lui avait donnés Charles-Quint, il lève une armée de dix mille hommes, et l'embarque en Hollande. Une tempête disperse et brise une grande partie de ses vaisseaux sur les côtes de la Norwège, et il arrive avec les débris de sa flotte à Oplslo. Les premiers moments qui suivirent ce malheur furent assez brillants pour l'effacer, et de nature à donner à Christiern des espérances flatteuses. Les Norwégiens accourent en foule sous ses drapeaux; les nobles et le clergé le reconnaissent pour leur souverain légitime, lui prêtent hommage et lui accordent des subsides. Christiern fait le siège d'Aggerhuus. Gylleustierna défend avec succès cette citadelle importante, et donne le temps à Frédéric d'armer pour la secourir. Les secours que reçoit la place obligent Christiern à se retirer; et une malheureuse expédition qu'il tente en Suède, ne lui laisse plus d'autres ressources que de s'enfermer dans Oplslo. Bientôt réduit à ne pouvoir plus

se défendre, ni s'évader, il se voit dans la nécessité de négocier avec ses ennemis. Gyllenstierna ^{1532.} et les autres généraux Danois lui promettent de lui procurer une entrevue avec le roi Frédéric, et, dans tous les cas, lui garantissent la liberté de se retirer en Norwège. Christiern, qui a si souvent trahi sa foi, ne soupçonne pas que les autres puissent manquer à la leur : se croyant à l'abri de tout danger, il s'embarque sur la flotte danoise et fait voile vers Copenhague ; mais Frédéric condamne la précipitation de ses généraux, désavoue leur conduite, refuse de ratifier leurs engagements, et ordonne d'enfermer Christiern dans le château de Sonderbourg, sur les côtes de Schlegwig. Ce prince, resserré dans une étroite prison, y consuma ses jours dans les regrets et dans les remords ; sa captivité fut longue. Il vécut encore vingt-sept ans après sa détention. Frédéric et Gyllenstierna furent absous dans l'opinion publique par la haine profonde que l'on portait à Christiern. Il avait tellement outragé l'humanité, qu'il n'obtint pas même de pitié, et ses malheurs parurent au-dessous de ses forfaits.

Frédéric mourut l'année de la détention de 1533. Christiern. Ce prince n'avait eu ni de grands vices, ni de grandes vertus. Sa douceur et sa

modération étaient plutôt des qualités de tempérament que des habitudes réfléchies. Les nobles lui avaient fait espérer que son fils Chrétien lui succéderait ; mais la noblesse préférait choisir un prince qui n'eût aucune espèce de droit au trône, et à qui elle pût faire la loi. Le clergé, qui craignait pour son existence, voulait un prince catholique. La monarchie élective est de toutes les formes la plus vicieuse. Le Danemarck en fit la triste expérience. La première place de l'État étant vacante, toutes les ambitions se réveillèrent ; le royaume fut agité par les intrigues, déchiré par les factions que l'étranger y entretenait, et, au milieu de tous ces maux, il courut encore la chance de faire un mauvais choix. Ce fut une ville peu importante dans la balance des intérêts de l'Europe, qui joua le premier rôle dans les troubles du Danemarck. Lubeck, la plus puissante des villes hanséatiques, voyait avec douleur les entraves que la Suède avait mises à son commerce ; elle redoutait l'ascendant que les Flamands commençaient à prendre dans la Baltique. Craignant d'essuyer de nouvelles pertes si un gouvernement ferme et stable s'établissait en Danemarck, elle avait résolu d'y perpétuer les divisions, et de tâcher de démembrer le royaume. Ce projet était né

dans la tête active et inquiète de Georges Wullenwever, bourgmestre de la république. C'était lui de ces hommes d'une immoralité hardie, qui jouent au hasard l'existence et le bonheur des peuples, et s'imaginent que la supériorité de leur esprit leur donne le droit de ne voir dans les hommes que des éléments de combinaisons et de calcul dont ils peuvent disposer en maîtres absolus. Ce démagogue ambitieux avait substitué des formes plus démocratiques à l'ancienne aristocratie de Lubeck, afin de gouverner la république avec plus de facilité. En effet, il avait acquis un crédit sans bornes sur ses concitoyens, qui suivaient aveuglément ses conseils. Un étranger, nommé Marc-Meier, naturalisé à Lubeck, homme entreprenant, plein de talents et de courage, était devenu le confident et l'instrument des projets de Wullenwever. Ces deux mauvais génies conspirent contre la tranquillité du Nord, et jurent la ruine du Danemarck.

Le sénat gouvernait le Danemarck pendant l'inter règne qui avait suivi la mort de Frédéric, et paraissait vouloir le prolonger. Chrétien, duc de Holstein, fils de Frédéric, pressait son élection; mais on le payait d'espérances vagues. Wullenwever se fait députer à Copenhague, pour assurer, par ses négociations, le commerce des

Lubeckois dans la Baltique, ou plutôt pour observer de près les dispositions des esprits, et se former un parti dans le Danemarck même. Il vit que la nation était divisée. La noblesse, dont le pouvoir s'est accru, et qui en a déjà abusé, veut encore l'augmenter. Les paysans et les bourgeois, jaloux de sa puissance, irrités de ses vexations, peu éclairés sur leurs véritables intérêts, sont prêts à saisir et à suivre toutes ces idées de liberté et d'égalité, toujours séduisantes pour un peuple mécontent, et qui égarent même quelquefois les peuples qui ne sont pas malheureux. Les plans de Wullenwever s'étendent avec ses espérances. Déjà il veut morceler le Danemarck en plusieurs petits états; et présentant aux villes l'appât de la souveraineté, les faire entrer dans la ligne hanséatique, où Lubeck les dominera. Georges Mynter, bourgmestre de Malmöe, et Ambroise Bogbinder, bourgmestre de Copenhague, entrent dans ses vues; les perspectives que Wullenwever leur ouvre flattent leur ambition, et ils le secondent de tout leur pouvoir. Ces ennemis de leur patrie avaient plus d'ambition que de talents et d'habileté, et encore moins de moyens de puissance que d'habileté; mais ils se proposent de les multiplier en bouleversant tous les rapports de l'ordre social, et ils y réussissent.

Lubeck suit l'impulsion que son premier magistrat lui donne. Ne pouvant obtenir du sénat de Danemarck ce qu'il désire, ce factieux allumé la guerre. Les républiques aiment la guerre autant que les autres états, dès qu'elles se sentent des forces. Le pouvoir d'entreprendre a toujours allumé le désir de faire des conquêtes. Le commerce avait tellement enrichi Lubeck, et les états voisins avaient si peu de ressources, que la république pouvait espérer de grands succès. Les armemens qu'elle fait sortir de son port, les entreprises qu'elle forme, les troupes qu'elle prend à sa solde, prouvent mieux que tous les raisonnemens, que la richesse nationale est une des bases principales de la puissance, et que le travail est la véritable source de la richesse. La république met à la tête de ses troupes Christophe, comte d'Oldenbourg, parent du duc Chrétien. Brave et sans fortune, il ne peut que gagner aux expéditions hasardeuses, et il doit les aimer. Les Lubeckois comptent que son impuissance leur garantit sa docilité, et qu'il sera dans leurs mains un instrument utile. Christophe porte ses vues plus loin; il espère acquérir par ses services assez d'ascendant pour mettre le sénat dans la nécessité de lui obéir. Wullenwever, afin de cacher ses projets ambitieux et

de rallier à lui un parti considérable, annonce que Lübeck veut replacer Christiern II sur le trône; en même temps il soulève le peuple contre la noblesse, et lui permet la licence et le pillage; comme des gages de sa liberté. L'autorité du sénat expire. La Norwège, les îles danoises et la Scanie se soumettent à Christophe, et proclament Christiern II. Partout les paysans se portent aux plus funestes excès. Égarés par des ambitieux, qui veulent allumer toutes leurs passions pour en profiter, ils ne voient dans les grandes propriétés qu'une inégalité injuste et oppressive. Cette doctrine légitime à leurs yeux tous les crimes, et ils font aux propriétaires une guerre active et cruelle. Le Danemarck, qui se déchire lui-même, devient la proie facile de Christophe. Copenhague elle-même ouvre ses portes, et il ne reste plus que le Jutland à conquérir.

Le sénat, qui s'y est réfugié, sent que le seul moyen de sauver le Danemarck est de nommer un roi, dont le pouvoir légitime rassure les propriétaires tremblants, calme ou contienne le peuple, protège tous les ordres de l'état, et prévienne le démembrément du royaume, en créant un centre d'action. On offre la couronne à Chrétien, fils du roi Frédéric, qui l'accepte et prend

le nom de Chrétien III. Ce prince inspirait la 1534.
confiance par ses vertus et par ses talents. Son
activité et sa modération justifient le choix du
sénat. L'existence d'un souverain légitime donne
un point de ralliement aux forces divergentes,
à tous les amis de l'ordre et des lois. Chrétien III
travaille à reconquérir ses états, secondé par
Gustave, qui craint également le nom de Chris-
tiern II, les projets de domination des villes
de la Hanse, et la contagion de la révolte. Les
flottes de Lubeck reçoivent des échecs multi-
pliés. Les Suédois remportent sur une partie de
l'armée de Christophe, à Helsingbourg, un avan- 1535.
tage décisif. Les Danois eux-mêmes le battent
complètement, près d'Assens en Fionie, et cette
victoire permet à Chrétien III d'assiéger Copen-
hague, qui fait une longue résistance. Animés
par les discours et l'exemple des chefs de l'in-
surrection, qui leur persuadent que le roi médite
de terribles vengeances, les bourgeois se sou-
mettent à toutes les privations plutôt que de se
rendre. Cependant Lubeck, éclairée par l'évé-
nement sur la folie des projets et l'atrocité des
moyens de Wullenwever, lui ôte sa confiance,
regrette ses sacrifices, et refuse d'en faire de nou-
veaux. Elle entame des négociations avec Chré-
tien; la paix se conclut durant le siège de Co-

penhague, paix avantageuse au roi de Danemarck, et qui replace ses ennemis dans l'état où ils étaient avant la guerre. A la fin, la famine, qui devient tous les jours plus pressante et plus cruelle, oblige Copenhague elle-même à ouvrir ses portes et à reconnaître son souverain. La clémence de Chrétien lui gagne tous les cœurs; il sait pardonner à des sujets égares, et la vue de ce qu'ils ont souffert lui fait oublier tout ce qu'ils ont pu commettre. Christophe, et Albert de Mecklenbourg qui a partagé avec lui le commandement des armées, se retirent en Allemagne, couverts de honte et chargés des malédictions des peuples. Les auteurs de ce grand mouvement, qui menaçait de bouleverser tout le Nord, périrent tous de mort violente : faible expiation des larmes et du sang qu'ils avaient fait répandre ! Marc-Meier expira à Elseneur dans le supplice de la roue. Le sénat de Lübeck prononça l'arrêt de mort contre Wullenwever, absent et fugitif, et l'archevêque de Brême le fit exécuter. Bogbinder, prévoyant sa condamnation, s'empoisonna. Mynter seul échappa à la peine par le repentir, et conserva même sa place de bourgmestre. Il s'était rangé du parti de Chrétien III, avant la fin de la guerre, et il lui avait même rendu des services aux sièges de Malmœ et de Copenhague.

Ainsi se termina une guerre sanglante qui, sans la sage fermeté de Chrétien III, et la prévoyance active de Gustave Wasa, aurait pu changer entièrement les rapports politiques du Nord, et créer un essaim de petites républiques faibles et dépendantes, à la place de royaumes libres et puissants, capables de se défendre et de protéger les autres états. Peut-être même que les maximes subversives de l'ordre légal, dont Wullenwever et ses complices enivraient les paysans, relâchant tous les liens de la société, rompant les habitudes, et armant les classes inférieures contre les autres, auraient amené des siècles de crimes et d'anarchie. Les projets de Wullenwever n'étaient pas ceux d'un esprit ordinaire, et il ne lui a peut-être manqué que de réussir, pour obtenir un brevet de génie, et se faire pardonner la profonde immoralité de ses vues et de ses moyens, par tous ceux qui n'ont d'autre mesure de leurs jugements que le succès, et qui voient toujours un grand bien dans un grand mouvement.

Les troubles du Danemarck étant apaisés, Chrétien III songea aux moyens de consolider son pouvoir et d'assurer la tranquillité publique. Les évêques, oubliant leurs devoirs, et ne consultant que leurs passions, avaient soufflé le feu

de la discorde, au lieu de travailler à l'éteindre. Chrétien crut que son autorité ne serait affermie, et le Danemarck heureux, qu'après l'abaissement de cet ordre, redoutable par sa puissance, ses richesses, son crédit, et l'abus qu'il en faisait. Les principes des réformateurs, déjà adoptés secrètement par la grande majorité de ses sujets, lui fournissaient des facilités précieuses pour réaliser ses vues: Il convoqua les
1536. États à Copenhague. Le clergé y avait peu d'amis; on y prit des mesures décisives contre lui. Par le recès que les États publièrent, les évêques furent dépouillés de leurs biens, les revenus ecclésiastiques appliqués à des objets d'utilité générale; pour l'organisation de l'église, on se rapprocha de celle de Suède, et c'est de cette époque qu'on peut dater l'établissement de la religion protestante dans le Danemarck.

Les événements que nous venons de retracer ont assuré au Danemarck et à la Suède l'indépendance nationale; et, depuis ce temps, ces deux états ont fait partie de la grande république européenne. L'identité de religion et de culte les unit de bonne heure aux protestants d'Allemagne; nous les verrons bientôt mettre un grand poids dans la balance qui porte les intérêts politiques et religieux. Le voisinage et la

mesure presque égale de leurs forces devaient donner à ces deux puissances des craintes réciproques, et leur dicter des mesures de prévoyance qui pouvaient aisément dégénérer en mesures hostiles. En effet, quelquefois réunies par un danger commun ou des raisons d'état d'une importance majeure, elles ont presque toujours été ennemies naturelles l'une de l'autre.

CHAPITRE XVI.

Fluctuations religieuses de l'Angleterre. Elle se sépare de Rome. Mort de Henri VIII; son fils Édouard VI prépare les voies à la réformation; Marie rétablit la religion catholique dans son intégrité.

LA cour de Rome avait perdu la Suède et le Danemarck; elle perdit encore l'Angleterre. Cette contrée rompit les liens de dépendance qui l'attachaient au pape, et secoua son autorité, sans abjurer la doctrine de l'église; bientôt elle abjura cette doctrine elle-même, la reprit, la quitta de nouveau. Ces changements continuels dans le système religieux amenèrent des vacillations fréquentes dans le système politique de l'Angleterre. Selon qu'elle s'éloignait ou se rapprochait du pape et de l'ancienne doctrine, elle se rapprochait des états protestants ou s'éloignait d'eux; et alternativement amie ou ennemie de la maison d'Autriche, la première des puissances catholiques, elle secondait ses projets ou s'opposait à ses desseins.

Ce fut un prince qui s'était toujours déclaré le champion et le défenseur de la cour de

Rome, et qui l'avait servie de ses armes et de sa plume, qui prépara les révolutions religieuses de l'Angleterre, révolutions beaucoup plus importantes par leurs suites qu'elles ne le parurent dans leur principe, et qui frayèrent la route à de grandes innovations politiques.

Henri VIII tenait à la religion catholique par conviction, par habitude et par orgueil. Instruit sur les matières de controverse, plus que des souverains ne doivent l'être, il se croyait un théologien profond, et n'avait pas dédaigné de combattre Luther à armes égales. Il avait publié contre lui un traité sur les sacrements, qui n'est pas sans mérite, si l'on considère le temps où il parut, le rang de l'auteur et la nature du sujet. Luther, qui ne ménageait personne, avait répondu à Henri avec sa violence ordinaire, et ne l'avait pas traité avec le respect dû aux souverains. Cette circonstance avait augmenté l'éloignement du roi d'Angleterre pour les principes des réformateurs. Léon X l'avait lié plus fortement au Saint-Siège en lui donnant, après la publication de cet écrit, le titre glorieux de défenseur de la foi. Henri, jaloux de le mériter par de nouveaux services, avait toujours été l'allié fidèle de la cour de Rome, malgré les mécontentements de Wolsey. Lorsque la

dignité pontificale fut outragée, dans la personne de Clément VII, par l'armée impériale, le roi d'Angleterre réclama la liberté du pape, et renonça même à ses anciennes relations politiques avec Charles-Quint, pour venger l'honneur du chef de l'église. Mais Henri, qui agissait toujours par passion, et qui n'avait d'autre règle de conduite que celle de suivre ses penchans, rompit avec la cour de Rome, peu de temps après avoir fait en sa faveur des démarches éclatantes.

L'amour amena cette rupture. Henri avait épousé Catherine d'Aragou, tante de Charles-Quint, qui avait été mariée avec son frère, le prince Artus, mort à la fleur de son âge. Tant que Catherine conserva la fraîcheur et les graces de la jeunesse, et qu'elle lui donna des enfans, il n'eut aucun doute sur la légalité d'une union contraire, à la vérité, aux lois de l'église; mais qu'une bulle du pape avait formellement autorisée. A mesure que Catherine perdait de ses charmes, les scrupules s'élevèrent et se fortifièrent dans le cœur de Henri, et il paraît que, pour calmer sa conscience timorée, il songea de bonne heure au divorce. La passion que lui inspira la brillante et spirituelle Anne de Boleyn, acheva de le déterminer à cette mesure

d'éclat. Anne était trop sage, ou trop ambitieuse, pour céder aux désirs de Henri; elle voulait devenir reine: elle le devint. Le roi d'Angleterre écrivit au pape pour demander le divorce. Clément VII craignait, en l'accordant, de provoquer la colère de Charles-Quint, et celle de Henri en s'y refusant. Il crut tout gagner en gagnant du temps, et il chargea Wolsey et le cardinal Campège d'examiner cette affaire. Wolsey, qui redoutait le crédit et l'ascendant d'Anne de Boleyn, devint tout-à-coup scrupuleux, et, couvrant les craintes de son ambition du masque de la conscience, il se montra peu disposé à servir les vues de son maître. L'amour l'emporta dans l'âme de Henri sur le pouvoir de l'habitude et de l'amitié. Wolsey, disgracié, perdit successivement la confiance du roi, ses titres, son immense fortune, sa liberté, et mourut au moment où l'on se préparait à lui faire son procès; précipité du faite de la fortune dans le malheur, il tomba sans dignité; déshonorant ses cheveux blancs par sa faiblesse, il n'emporta au tombeau ni les regrets de son roi, ni l'amour du peuple, ni l'estime de lui-même. Les sceaux furent donnés à Thomas Morus, et l'affaire du divorce fut portée à Rome. Clément, incertain et timide, fatiguait Henri

par ses lenteurs, ses faux-fuyants et ses artifices ; Anne de Boleyn, voyant que le pape serait un obstacle éternel à ses vûes, pressait le roi de se porter à quelque mesure extrême et de rompre avec Rome. Le docteur Thomas Cranmer, d'un esprit éclairé et d'un caractère souple, espérait aller à la fortune en tenant un langage qui flattât la passion de Henri ; il lui donna le conseil de se déclarer chef suprême de l'église et du clergé en Angleterre, et de s'accorder à lui-même la dispense qu'il sollicitait inutilement à Rome. Henri adopta ce moyen de lever ses scrupules, moyen plus singulier et plus bizarre que les scrupules eux-mêmes, et il convoqua le parlement pour se faire attribuer la suprématie.

Sous ce règne, comme sous les précédents, le parlement avait toujours été soumis servilement aux caprices et aux volontés des rois ; il ne connaissait encore ni l'étendue de son pouvoir, ni les limites de la prérogative royale ; légalisant en quelque sorte, par son consentement, les excès du despotisme, il nuisait à la cause de la liberté bien loin de la servir, déchargeait le roi de sa responsabilité, lui ôtait le frein de la crainte et lui épargnait même les remords. Henri, accoutumé à sa soumission, s'attendait bien à ne pas rencontrer de résistance au changement qu'il

méditait, en effet, le parlement obéit, et le roi d'Angleterre fut proclamé chef-suprême de l'Église. Affranchi de toute entrave, sa vie n'offrit plus qu'un enchaînement de violences et de crimes.

Henri avait déjà épousé secrètement Anne de Boleyn. Thomas Cranmer est nommé archevêque de Cantorbéry; il prononce la sentence de divorce, et Anne est solennellement reconnue et couronnée. Cette nouvelle, portée à Rome, excite la plus vive indignation dans le sacré collège. Le pape et les cardinaux, écoutant plus la passion que la politique, se hâtent de lancer contre Henri la bulle d'excommunication, dans un temps où il eût peut-être encore été possible d'opérer un rapprochement. Cette mesure imprudente enlève l'Angleterre au pape. Le parlement brise tous les liens qui attachent le royaume à la cour de Rome, et prononce formellement la séparation. 1534.

Ici s'ouvre une longue suite de scènes sanglantes et tragiques. Désormais Henri se croyant maître des opinions comme des actions, va punir avec une égale cruauté les unes comme les autres. Il ne reconnaît plus l'autorité de la cour de Rome, mais, afin d'expier en quelque sorte la démarche hardie qu'il vient de faire, il n'en

tient que plus fortement aux dogmes et aux rites de la religion catholique. Les vrais catholiques ne peuvent ni ne veulent admettre sa suprématie; ils craignent que, l'autorité du pape une fois abolie, ce premier pas ne conduise l'Angleterre à embrasser les principes des réformateurs. Les protestants espèrent ce que les autres redoutent, et croient pouvoir exprimer hautement des sentiments et des opinions auxquels ils rendent, depuis long-temps, un hommage secret. Les deux partis se trompent également. Henri sévit contre les premiers comme réfractaires; il punit les autres comme hérétiques. Les prisons se remplissent d'hommes jugés coupables par des raisons directement opposées, et l'on voit monter sur le même échafaud les partisans du pape et ses adversaires. Thomas Morus, qui n'avait accepté la place de chancelier que par devoir, et qui s'en démit par le même motif, jurisconsulte habile, savant profond, magistrat incorruptible, à la fois sensible et ferme, pauvre et désintéressé, grand dans les affaires publiques et dans les détails des relations domestiques, porte sa tête vénérable sous la hache de l'exécuteur, et la gaieté d'une âme forte et pure embellit encore ses derniers moments. Fisher, évêque de Rochester, qui n'a d'autre tort que de préférer

la vérité à l'intérêt, et la conscience à la vie, meurt aussi tragiquement que Morus, et expire dans les supplices. L'un périt parce qu'il est trop attaché aux idées anciennes, l'autre parce qu'il incline pour la doctrine nouvelle.

Déjà Henri porte dans l'intérieur de sa famille la même tyrannie que dans sa vie publique. Anne de Boleyn a été aimée tant que l'amour de Henri a rencontré des obstacles; ce sentiment s'éteint dans la possession. Elle lui avait donné une fille, qui fut dans la suite la célèbre Elisabeth; mais ce nouveau lien ne resserre pas leur union.

Jeanne Seymour, dame d'honneur de la reine, a touché le cœur de Henri. Des courtisans, ingénieux à trouver des crimes à ceux qu'ils veulent perdre, caressent sa passion naissante, en lui donnant des doutes sur la fidélité d'Anne de Boleyn. Ses manières aisées, sa gaieté naturelle, la vivacité de son esprit, deviennent autant de preuves de la licence de ses mœurs. On corrompt des témoins pour la perdre. Elle est accusée, jugée, condamnée à mort, et subit son arrêt avec tout le calme de l'innocence. Jeanne Seymour meurt en donnant la vie au prince Édouard; et la nature, se hâtant de trancher le fil de ses jours, avant que Henri ait eu le temps de se lasser

d'elle, la soustrait à la cruelle inconstance de son époux. Sur un portrait de Holbein, il épouse un moment Anne de Clèves; mais sa présence efface l'idée que le pinceau lui avait donnée de ses charmes; il passe de l'amour au dégoût et du dégoût au divorce. Thomas Cromwell, qui lui a conseillé ce mariage, est accusé d'hérésie, et
1540. exécuté dans la tour de Londres. La belle Catherine Howard remplace Anne de Clèves; mais on découvre qu'elle a eu d'autres attachements avant d'obtenir la main de Henri; et ce tyran, qui punit sur de simples soupçons, fait passer l'infortunée Howard de la couche royale sur l'échafaud. Catherine Parr, veuve du lord Latimer, lui succède. Cette femme intéressante aurait eu le même sort, sans son adresse à flatter l'orgueil théologique de Henri, et à lui persuader qu'elle pouvait dans son commerce des connaissances précieuses. Cet artifice innocent n'eût peut-être même pas suffi pour sauver ses jours; mais la mort la délivra de ses craintes, et délivra l'Angleterre d'un roi voluptueux et cruel, qui, familiarisé avec l'effusion du sang, se jouait de la vie des hommes, marchait de crimes en crimes, et en commettait tous les jours de nouveaux, afin de s'étourdir sur les premiers. Le ciel eût
1547. pitié de la terre, et arrêta cette effrayante progression.

Édouard VI succéda à son père. Ce prince, encore enfant, devait être soumis à un conseil de régence, composé de seize personnes que Henri lui-même avait nommées. Seymour, l'oncle du jeune roi, obtint, par ses intrigues et son crédit, que l'on conférât à lui seul l'administration du royaume; il prit le titre de duc de Somerset, et gouverna l'Angleterre sous le nom de son pupille. Cranmer était attaché depuis longtemps aux principes des réformateurs; mais la tyrannie de Henri VIII l'avait obligé à dissimuler ses sentiments. Il jugea le moment favorable pour achever une révolution déjà préparée dans l'opinion publique, et commencée par le schisme qui avait séparé le royaume de la cour de Rome. Le régent inclinait en secret pour la doctrine nouvelle. Ne croyant pas qu'un ordre de choses qui mécontentait à la fois les protestants et les catholiques, convînt à ses intérêts, il voulait du moins s'attacher un des partis en opérant une réforme entière de l'église. L'archevêque en organisa le plan. Il laissa subsister les rites qui 1548. pouvaient ajouter à la majesté du culte, parler aux sens et à l'imagination du peuple; il respecta les formes de gouvernement qui, en augmentant la considération des ecclésiastiques, rendaient la religion plus imposante et la disci-

plaine plus sévère : la hiérarchie fut conservée. Mais on abolit la messe, la confession, le célibat des prêtres, les vœux monastiques et l'adoration des reliques. Les biens des églises et des couvents, qui avaient échappé à l'avidité de Henri, furent affectés aux frais du culte et à l'entretien des ecclésiastiques. Le parlement toujours docile sanctionna la nouvelle liturgie. L'Écosse attira ensuite l'attention du duc de Sommerset. Ce royaume, qui de tout temps a regardé l'Angleterre comme son ennemie naturelle et a vu dans la France une utile alliée, était sur le point de s'unir à l'Angleterre par le mariage de Marie, unique héritière de la maison des Stuarts, avec le jeune Édouard. Cette union, projetée par Henri VIII, devait terminer les longues et sanglantes guerres qui avaient déchiré les deux États. Conforme à leurs vrais intérêts, elle assurait leur tranquillité, augmentait leurs moyens de puissance, et eût prévenu de terribles catastrophes. Mais le cardinal Beatoun, primat d'Écosse, prélat ambitieux et entreprenant, était également attaché à l'ancienne constitution du royaume et à l'ancien culte; il craignait le renversement de l'une et de l'autre, si l'Écosse s'unissait à l'Angleterre; il employa tout l'ascendant que lui donnaient son rang, ses talents, ses richesses, pour

empêcher cet événement, et poursuivit avec un zèle cruel les partisans de la réforme, qui l'étaient aussi de l'union. Ce prélat tombe assassiné par le fanatisme de ceux qu'il persécute, et qui viennent sur lui la mort de Wishart, prédicateur adoré du peuple, que le cardinal a fait périr dans les supplices. La fin tragique de Beaton n'éteint pas les troubles. La noblesse écossaise jouit encore d'une indépendance et d'un pouvoir incompatibles avec la liberté générale et l'autorité du prince; elle prévoit que l'union avec l'Angleterre lui fera perdre ses prérogatives, et, sous la conduite du comte d'Arran, arme pour s'y opposer. Sommerset, qui veut contraindre les Écossais à marier leur jeune reine avec Édouard, entre en Écosse avec des forces considérables; mais le mauvais succès de ses armes l'oblige à se retirer; et le parlement d'Écosse envoie Marie Stuart en France, pour ôter tout espoir aux amis 1548. de l'Angleterre. Sommerset, de retour à Londres, tombe dans un labyrinthe de dangers et de malheurs, qui sont l'ouvrage secret de l'homme à qui il a donné toute sa confiance. Dudley, son favori, prépare de loin, par des moyens artistement combinés, la ruine de son bienfaiteur. A une ambition sans bornes il joint une imagination aussi déréglée que féconde, qui lui fait

juger possible tout ce qu'il désire, et une audace que rien n'intimidé ni n'étonné.

Ce perfide souffle dans l'ame du frere de Sommerset la haine et la jalousie. Lorsque Seymour, fidèle à ses conseils, travaille à perdre Sommerset; Dudley engage ce dernier à punir le coupable sans ménagement; et par cette sévérité, qu'il a rendue nécessaire, il espere perdre le protecteur dans l'opinion publique. Les biens ecclésiastiques, qui ont été sécularisés, amènent de nouveaux troubles. Généralement, les chapitres et les couvents traitaient les paysans de leurs terres avec beaucoup d'humanité, et, dépensant leurs revenus dans les lieux mêmes qui les produisaient, enrichissaient la contrée. Les cultivateurs qui, de cette administration douce et paternelle, ont passé sous l'autorité de seigneurs dissipateurs et avides, supportent avec impatience les vexations de leurs maîtres, et en murmurent hautement. Sommerset, qui connaît la justice de leurs plaintes, paraît les favoriser. Cette protection sourde mécontente la noblesse, et enhardit le peuple aux plus funestes excès. Dudley flatte les ressentiments de l'une, encourage l'autre à de nouvelles violences; et le désordre augmente au point qu'il s'élève une réclamation générale des classes supérieures, contre

Sommerset. On l'oblige de se démettre de ses places, on l'arrête, on lui prête les projets les plus odieux; et après être tombé du plus haut degré de crédit et de faveur, il expie sur l'échafaud des crimes imaginaires. La nation désabusée par son malheur même, regrette en lui un honnête homme, qui ne manquait pas de lumières, et qui a peu abusé de son pouvoir. Dudley a su gagner l'amitié et la confiance du jeune roi, en affectant l'amour du bien public. Il prend le titre et les armes du duc de Northumberland, mort sans héritiers mâles, et développe les projets les plus extraordinaires.

Édouard donnait à l'Angleterre les plus belles espérances, excepté celle de le posséder longtemps. Un esprit ouvert et facile, un caractère doux et humain, joints à un goût très-vif pour l'instruction, se trouvaient malheureusement liés chez lui à une complexion délicate et à une santé chancelante. Northumberland prévoyait le moment où le trône pouvait venir à vaquer, et il forma le plan d'y placer son fils. Dans ce dessein il détermina le jeune Édouard à exclure de la succession ses deux sœurs, Marie, fille de Catherine d'Aragon, Elisabeth, fille d'Anne de Boleyn, et même la reine d'Écosse, qui, à leur défaut, avait les premiers droits à la couronne.

Le roi était fort attaché à la réformation; Dudley lui présente le rétablissement de l'ancien culte comme inévitable, dans le cas où l'une de ces princesses lui succéderait, et cet ambitieux fait tomber son choix sur Jeanne Gray. Cette femme, l'une des plus intéressantes dont l'histoire nous ait conservé le souvenir, était dans la fleur de la jeunesse et de la beauté. Aux graces d'une figure enchanteresse elle joignait la séduction des talents agréables, les ressources d'un esprit fin et délicat, des connaissances étonnantes pour son âge et pour son sexe, et ces vertus douces et touchantes, moins réfléchies que senties, qui paraissent être les inspirations d'une âme noble, l'instinct moral d'un cœur aimant et sensible. Edouard, qui avait été élevé avec Jeanne Gray, l'aimait avec toute la tendresse d'un frère, et connaissait son attachement pour le nouveau culte. Il se prêta avec empressement au projet de son favori. Jeanne était la petite-fille de Marie, sœur de Henri VIII, femme de Louis XII, qui avait épousé un simple particulier, après avoir occupé un des premiers trônes du monde. La mère de Jeanne Gray renonça, en sa faveur, à ses droits, et Jeanne fut proclamée héritière de la couronne. Northumberland lui fit épouser son fils, et le jeune Dudley parut digne de sa fortune.

Au milieu de ces événements, Édouard est enlevé à l'amour d'une nation qui le regarde comme le gage de son bonheur; il meurt à l'âge de seize ans, et sa mort livre l'Angleterre aux plus affreuses calamités. Northumberland se voit au moment de recueillir le fruit de ses crimes et de ses travaux. Il invite Marie et Elisabeth à venir auprès de leur frère, pour recevoir ses derniers soupirs; il ne veut que se rendre maître de leurs personnes; mais Marie est instruite de la mort d'Édouard; elle assemble ses amis; la jalousie et la haine contre les Dudley augmentent le nombre de ses partisans: elle est reçue partout avec des transports de joie. Les catholiques comptent sur des triomphes éclatants. Elisabeth vient la joindre à la tête de mille chevaux. Leurs ennemis, effrayés et découragés, se soumettent presque sans résistance. Jeanne Gray voit sans regret s'échapper de ses mains le sceptre qu'elle a tenu quelques jours; elle quitte facilement une grandeur empruntée dont elle n'a besoin ni pour son bonheur, ni pour sa gloire. Sa grandeur personnelle lui demeure; son génie et sa tendresse pour son époux suffisent à ses desirs. Northumberland perd dans un moment toutes ses espérances; il passe, avec une effrayante rapidité, de la plus brillante for-

1553.

tune sur l'échafaud, et l'Angleterre applaudit à son supplice. Mais cette nation frémit d'indignation et de douleur en apprenant que les jours de Jeanne Gray et du fils de Northumberland sont menacés, et que l'obscurité dans laquelle ils ont enseveli leurs vertus et leurs souvenirs ne les soustrait pas aux dangers. On les accuse d'avoir pris part à une conjuration qui doit les replacer sur le trône. D'autres pouvaient en avoir formé le projet, eux-mêmes y étaient étrangers par leurs sentiments et par leurs actions. Ils sont condamnés à mort par des juges qui ne savent pas voir un innocent où le souverain veut trouver un coupable. On leur refuse même la consolation de mourir ensemble. La conscience des bourreaux leur fait craindre l'impression que ce spectacle saisissant pourrait produire sur le peuple. Jeanne fut exécutée dans la prison. Elle parut encore supérieure à elle-même dans les derniers instants de sa vie. Déployant une fermeté héroïque, en même temps qu'une sensibilité profonde, elle séchait d'un regard noble et calme les larmes que son sort tragique faisait couler. On voudrait la plaindre, on ne peut que l'admirer.

Telles furent les prémices de Marie. Tout son règne répondit à ce début sanglant. Fille de

Henri VIII et de Catherine d'Aragon, depuis le divorce de sa mère, elle avait passé sa jeunesse dans les rebuts, les humiliations et les larmes. Née sans les dons extérieurs de la figure, elle avait senti de bonne heure qu'elle n'était pas faite pour plaire; et ce sentiment, ne lui en ayant pas ôté le désir, donna à son humeur un caractère chagrin, sévère et sombre. Les malheurs de sa mère avaient fortifié son penchant naturel à la tristesse. Pour se consoler des injustices du sort, elle s'était fortement attachée à la religion catholique, dont les principes auraient prévenu ses revers, et lui eussent assuré une existence brillante, si Henri les avait suivis fidèlement. Elevée par des prêtres fanatiques dans le mépris de la doctrine des protestants, et la regardant comme la cause unique de ses infortunes, elle lui avait juré une haine éternelle. Les maximes qui défendent de pardonner aux hérétiques, et ordonnent de les poursuivre avec le fer et le feu, assorties à son tempérament et à ses passions, à sa position et à son caractère, se gravèrent profondément dans son cœur. Superstitieuse et défiante, toujours tourmentée de craintes et de soupçons, elle n'avait pas cette élévation de sentiments qui, au défaut du génie, peut inspirer de grandes choses, et elle manquait de cette

étendue d'intelligence qui, au défaut des grandes pensées, donne du moins des vues étendues et une marche bien calculée : elle joignait un esprit étroit à une âme commune et petite.

A son avènement au trône, les catholiques levèrent la tête, et annoncèrent hautement leurs espérances; les protestants tremblèrent et se turent. Leurs craintes furent bientôt justifiées; Marie renversa dans un moment l'ouvrage d'Édouard. Elle rétablit l'ancien culte, proscrivit le nouveau, demanda des chaînes à Rome; et le cardinal de la Pole, légat du pape, vint remettre l'Angleterre dans une dépendance honteuse. La nation était le jouet et la victime de ces innovations perpétuelles. Dans l'espace de vingt ans, on vit trois souverains donner trois fois leur opinion pour règle de l'opinion générale, essayer d'asservir ce qu'il y a de plus indépendant, la pensée; et agir comme s'il suffisait d'un édit pour changer la croyance et le culte de tout un peuple. L'organe de la nation applaudissait à ces révolutions multipliées; le parlement, qui aurait dû protester contre ce despotisme, ou garder du moins le silence de la terreur et de la honte, condamnait à chaque changement ce qu'il venait d'approuver, et approuvait ce qu'il avait condamné. Non-seule-

ment, il sanctionne le rétablissement du culte catholique; il permet qu'on poursuive comme criminels de lèse-majesté ceux dont les principes inflexibles refusaient de se prêter à ces fluctuations continuelles. Non-seulement il punit des erreurs comme des crimes, mais il traite d'erreurs des dogmes et des maximes que naguère il proclamait comme autant de vérités éternelles. Les hommes d'un esprit élevé et d'un caractère énergique, qui sont attachés à leur religion par conviction, y tiennent d'autant plus qu'on semble vouloir se jouer de ce qu'il y a de plus sacré dans le monde; mais la multitude, qui reçoit ses idées de l'autorité et de l'habitude, ne sait quel parti prendre, ni où trouver un fil directeur. Les notions les plus simples s'obscurcissent et se confondent; les principes s'ébranlent; les limites qui séparent la vertu du vice, et l'erreur de la vérité, se déplacent ou s'effacent; on dirait qu'il dépend du gouvernement de déterminer la valeur des idées comme celle des espèces; que ce tarif peut varier d'un jour à l'autre, et qu'il n'y a plus rien de fixe ni de certain.

Cependant l'incertitude est dangereuse, l'indécision peut coûter la vie. Déjà la sanguinaire Marie fait dresser les échafauds et les bûchers,

pour opérer des conversions, et assurer le triomphe de son culte. Tous les rangs, tous les âges, tous les états sont confondus dans les supplices. Des hommes d'une vertu obscure, mais irréprochable, des citoyens distingués par leurs services, des vieillards presque éteints, des jeunes gens pleins de vigueur et d'espérances, périssent dans les flammes. Dans l'espace de quelques mois, près de trois cents personnes sont immolées, sans pitié comme sans remords. Bonner et Gardiner, les conseils et les directeurs de Marie, repaissent leurs yeux de cet affreux spectacle : mais au défaut de la résistance, de grands dangers demandent et provoquent le courage de la patience : des crimes atroces enfantent des vertus sublimes : plus on comprime le ressort de la conscience, plus elle se relève avec force. La fermeté héroïque des martyrs inspire une telle admiration qu'on ne désire que de partager leur sort. Familiarisés avec la mort, à force de la voir sous toutes les formes, tout entiers à l'idée de l'éternité, les protestants en viennent à se réjouir du coup qui termine leur vie. Pour la consolation et la gloire de l'humanité, dans ces temps sinistres où l'on a vu le comble de la dégradation, du crime et de l'infamie, la nature humaine a effacé cette tache, et sauvé sa dignité par des

exemples multipliés de force d'ame, de résignation réfléchie et de véritable grandeur.

A l'époque où Marie portait ainsi dans toute l'Angleterre la consternation et l'effroi, elle sacrifiait les intérêts de son royaume à son attachement pour la religion catholique, et s'unissait étroitement avec l'Espagne. Ce fut sa haine contre les protestants, qui lui fit former et resserrer une alliance aussi contraire à l'indépendance de l'Angleterre, qu'à la sûreté générale de l'Europe. Son zèle religieux la rendit infidèle aux maximes d'une saine politique, et l'aveugla tellement que nous la verrons épouser la cause de l'Espagne, armer en sa faveur, et concourir de tout son pouvoir à rendre cette puissance, déjà formidable, l'arbitre unique de la destinée de tous les états. L'Angleterre protestante eût opposé un contre-poids à la prépondérance menaçante de la maison d'Autriche; l'Angleterre catholique servit l'ambition de son ennemie, et perdit un moment de vue toute idée d'équilibre.

TROISIÈME PÉRIODE. 1556 — 1598.

CHAPITRE XVII.

Abdication de Charles-Quint. Son fils Philippe lui succède.
Caractère de ce prince.

LE traité de Passau avait pacifié l'Allemagne, lorsque Charles-Quint annonça le dessein qu'il avait formé depuis long-temps, d'abdiquer toutes les couronnes qu'il portait, de les placer sur la tête de Philippe son fils, et de s'ensevelir dans la retraite. Une constitution usée par le travail et par les plaisirs, une santé chancelante, des douleurs fréquentes et cruelles, lui faisaient désirer le repos, et il aimait mieux cesser de régner, que de régner sans activité et sans gloire. Les revers qu'il avait essayés, sa fuite ignominieuse devant les armes triomphantes de Maurice, les sacrifices auxquels l'avaient forcé les succès brillants de ce prince, la guerre malheureuse faite à Henri II, et surtout le siège meur-

trier de Metz, qui n'avait abouti qu'à la ruine de son armée, lui avaient arraché la réflexion douloureuse, que la fortune ne favorisait pas les vieillards. Croyant que ses forces et le bonheur allaient le quitter en même temps, il voulait abandonner le théâtre du monde, de crainte de compromettre sa gloire. L'ambition ardente et sombre de son fils, la crainte de son impatience, peut-être même l'idée de lui épargner un crime, peuvent avoir influé sur sa résolution; mais de tous les motifs qui le déterminèrent, la religion et la philosophie eurent sûrement le moins de part à cette singulière démarche.

Depuis quelques années, elle était l'objet principal de la correspondance qu'il entretenait avec sa sœur Marie, reine douairière de Hongrie et gouvernante des Pays-Bas, qui le fortifiait dans son projet, et s'offrait même à partager sa solitude. Déjà il avait choisi le lieu de sa retraite; c'était le convent des Hiéronymites de Saint-Just, situé dans un vallon délicieux, sur les confins de l'Estramadure. Il avait vu ce beau lieu dans sa jeunesse, et en avait conservé une impression si agréable, qu'il s'y était fait préparer une demeure modeste, dans le dessein d'y terminer en paix sa vie laborieuse et agitée.

Charles avait déjà cédé à Philippe le royaume de Naples et le Milanez. Il lui remit, en présence des États assemblés, la souveraineté des Pays-Bas, après avoir retracé à ses sujets, avec une noble simplicité, ses nombreux travaux, et à son fils les devoirs et les principes qui devaient le guider dans sa nouvelle carrière. Encore ambitieux pour sa maison, quoiqu'il ne le fût plus pour lui-même, et jaloux d'augmenter la puissance de Philippe, il aurait voulu engager son frère Ferdinand, roi des Romains, à se désister du trône impérial en faveur de son neveu. L'Allemagne redoutait cet événement. Ferdinand était accoutumé à céder aux volontés de son frère; mais, malgré son caractère doux et facile, il repoussa cette proposition avec fermeté, et déclara formellement qu'il ne voulait pas sacrifier ses intérêts ni ceux de sa famille à l'agrandissement de Philippe. Ce refus prononcé fut le salut de l'empire germanique. Sans lui la liberté était perdue, la religion protestante opprimée, et l'équilibre de l'Europe entièrement détruit. Ferdinand était aimé des princes de l'Allemagne, et méritait de l'être par les soins éclairés qu'il avait pris pour la pacifier. Il conserva les états héréditaires de la maison d'Autriche et les droits de cette maison sur la Bohême et la Hongrie, et

forma une nouvelle masse de puissance. La séparation des deux branches de la famille de Habsbourg préserva l'Europe du danger de la monarchie universelle. Les liens du sang et la conformité des intérêts les ont quelquefois rapprochées; mais plus souvent des intérêts opposés les ont éloignées l'une de l'autre, et leur ont dicté des mesures qui ont servi la cause générale de l'indépendance des états.

Après un règne actif et une vie orageuse, Charles quitta la scène du monde, sans pouvoir emporter le sentiment consolateur d'avoir conduit les peuples confiés à son sceptre; à un plus haut degré de richesse, de développement, de culture et de bonheur. Tout entier aux négociations et à la guerre, comme un prince qui aurait eu sa fortune à faire, ou qui aurait pu craindre de la perdre, s'il n'avait toujours eu recours à l'épée et à la plume, il parut oublier qu'il était assez puissant pour n'avoir rien à craindre ni à désirer; qu'au lieu d'une activité ambitieuse et inquiète, il ne lui fallait que de la justice et de la fermeté pour assurer la tranquillité de ses provinces, et qu'il pouvait être impunément pacifique et modéré. Les relations extérieures avaient absorbé toute son attention, sans lui laisser le temps d'encourager le travail,

de perfectionner l'administration et les lois, et d'exploiter les richesses que la nature libérale avait répandues dans ses vastes états. Indifférent ou étranger aux différentes branches de l'économie politique, il n'avait jamais vu dans le bien-être de ses sujets, que le moyen de jouer un grand rôle sur le théâtre de l'Europe, et non le premier de ses devoirs, le but suprême et unique du gouvernement. Il avait changé la constitution de plusieurs de ses provinces, entre autres celle de la Castille; mais dans ces changements, il avait plus consulté l'intérêt de son pouvoir que celui de l'ordre public; et même, le plus souvent, il fut dirigé par les convenances du moment, beaucoup plus que par des principes fixes et réfléchis. Il avait profité des entreprises hardies, des découvertes heureuses, et des crimes lucratifs des Espagnols dans le Nouveau-Monde; mais il n'avait pas favorisé les premières, ni réprimé vigoureusement les autres, et n'avait pas même soupçonné le système qu'il eût fallu suivre pour enrichir l'Espagne, sans appauvrir les colonies. L'ami de l'humanité ne peut se défendre d'une juste douleur, en comparant ce que Charles a fait pendant un demi-siècle, comme administrateur d'un grand empire, avec ce qu'un prince d'un esprit aussi actif et

d'une volonté aussi énergique que la sienne, eût pu faire dans ce genre pour le bonheur de ses états, et l'instruction du monde. Dans la retraite où il alla cacher ses infirmités et sa gloire, où il vécut en homme et pensa en sage, il revint des erreurs de la vanité, et fut désabusé des maximes qui avaient dirigé sa vie ; mais, à cette époque, la sagesse ne lui servit qu'à condamner une grande partie de son règne, et deux sentiments durent souvent troubler son repos : le regret tardif et inutile d'avoir étonné et fatigué ses peuples, au lieu de les rendre heureux, et la crainte de l'avenir que le caractère de son fils, qui ne pouvait avoir échappé à son œil pénétrant, préparait à ses états.

Philippe II était âgé de vingt-huit ans, quand son père lui remit les rênes de la monarchie. Il était né à Valladolid, d'Isabelle, fille d'Emmanuel-le-Grand, roi de Portugal. 1527. Élevé en Espagne par des prêtres superstitieux et fanatiques, son tempérament bilieux, son humeur grave et sombre, avaient été renforcés par le genre de travaux et d'idées, de plaisirs et de privations dont on avait rempli son enfance et sa jeunesse. Il y avait une analogie secrète entre son caractère et le caractère national des Espagnols ; mais, en outrant les qualités de ce peuple estimable, il en

avait fait des défauts révoltants. Cette fierté naturelle qui, chez eux, tient de si près à la grandeur d'ame, était chez lui un orgueil froid et méprisant. Ce peuple a les passions vives; les siennes étaient ardentes à raison de ce qu'elles étaient plus concentrées, et il les fortifiait en les dissimulant. L'Espagnol est sérieux et réservé; Philippe était sombre et impénétrable; il renfermait tous ses sentiments au fond de son cœur, et ne se permettait jamais un sourire. L'Espagnol est attaché à sa religion et fidèle observateur de ses rites; Philippe poussait à cet égard l'exactitude jusqu'à la minutie, et l'attachement jusqu'au fanatisme. Il serait difficile de décider si son caractère a saisi, par une affinité secrète, les maximes d'intolérance qu'il a suivies avec une affreuse constance, ou si ces maximes, modifiant son caractère, l'ont rendu impérieux, dur et cruel. Caligula souhaitait dans son délire que le genre humain n'eût qu'une tête; Philippe aurait voulu que le genre humain n'eût qu'une pensée, que cette pensée fût la sienne, et qu'elle fût adoptée, non par conviction, mais par obéissance. Il méprisait les hommes, mais il respectait les prêtres; il ne craignait pas Dieu, mais il en avait peur, et il redoutait l'enfer. Son esprit était actif, pénétrant, même profond; mais il

s'embarrassait souvent dans des combinaisons trop savantes, et il manquait de justesse parce qu'il manquait de simplicité. Sa volonté était invariable comme le destin; on ne lui faisait pas abandonner son plan, on ne changeait jamais ses résolutions, et souvent il a échoué dans ses projets en s'opiniâtrant contre les circonstances, et même contre la nature. Capable d'un travail soutenu, il ne connaissait d'autres jouissances que celles des affaires. Son ambition s'étendait à tout; elle allait même au-delà de ses moyens, quoique ses moyens fussent immenses, et il ne visait à rien moins qu'à la monarchie universelle des forces, des actions et des sentiments. Implacable dans ses haines et dans ses vengeances, impassible dans la bonne et dans la mauvaise fortune, sévère, silencieux, fermé à toutes les expressions de bienveillance, rien ne rassurait sur l'abus qu'il pouvait faire de son pouvoir. L'homme était en lui encore plus redoutable que le monarque. Du sein de son palais, pendant quarante-quatre ans, ce génie invisible et mal-faisant a troublé tous les états, ensanglanté toutes les contrées, et s'est ruiné lui-même en ruinant les autres. On l'a appelé à juste titre le démon du Midi, et il n'y a peut-être jamais eu d'homme plus étranger à l'humanité.

CHAPITRE XVIII.

De la puissance de l'Espagne à cette époque. Guerre contre la France. Paix de Câteau-Cambresis.

A l'avènement de Philippe II au trône, la puissance de l'Espagne était colossale. Sa force absolue avait augmenté sous le règne de Charles-Quint; et celle des autres états n'ayant pas suivi la même progression, sa force relative s'était accrue dans des proportions plus grandes encore. Quoique Charles n'eût presque rien fait pour accélérer ou diriger le développement interne du vaste corps de la monarchie espagnole, la nature et les circonstances l'avaient admirablement servi, et leurs bienfaits avaient réparé ses torts. De nouvelles acquisitions dans les deux hémisphères, une population plus forte dans quelques provinces, une industrie plus active, des troupes nombreuses et excellentes, les trésors que l'Amérique allait verser en Europe, de grands talents dans le cabinet et dans les armées, une haute considération, formaient une masse de puissance imposante, quand on isolait, par la pensée,

l'Espagne des autres états, et qu'on l'examinait en elle-même. La rapprochait-on des autres puissances, leur faiblesse ajoutait encore à sa force, la rendait plus menaçante et plus terrible, et cette comparaison faisait ressortir toute sa grandeur. Il faut la considérer sous ce double rapport, pour bien apprécier, d'un côté, l'étendue de ses moyens et l'abus qu'elle en fit ; de l'autre, les dangers imminents que courut la liberté de l'Europe, et la nature des évènements qui la sauvèrent de la servitude.

Avec les Espagnes, les Pays-Bas, le Milanais et le royaume de Naples, Charles-Quint avait laissé à son fils des troupes expérimentées, des généraux célèbres par leurs victoires, des ministres formés à son école et rompus dans les affaires, et une puissance d'opinion qui doublait sa puissance réelle, et tenait à l'éclat de son règne et à l'ascendant dominateur qu'il avait eu en Europe, pendant un demi-siècle. L'armée espagnole, composée en grande partie de vétérans qui avaient servi dans les guerres d'Italie, était familiarisée avec le danger, accoutumée aux fatigues, animée par le souvenir de ses victoires, et soumise à une discipline vraiment romaine. Le duc d'Albe était craint et estimé du soldat, qui marchait avec confiance sous ses ordres. Cet

homme, marqué en caractères de sang dans l'histoire, était fait pour servir Philippe : fier avec ses égaux, impérieux, dur, inexorable envers ses inférieurs, il était docile, humble, soumis dans ses relations avec son maître; et son obéissance flattait d'autant plus l'orgueil de Philippe, qu'il était le seul qui sût plier ce caractère altier et inflexible. Les lois de la justice et de l'humanité, toujours peu de chose aux yeux du duc d'Albe, n'étaient comptées pour rien, du moment où elles se trouvaient en conflit avec la volonté de Philippe; se glorifiant d'être l'exécuteur des arrêts sanguinaires de son maître, il mesurait son crédit sur la préférence qu'on lui donnait pour commettre des crimes. Refuser une commission, eût été un attentat contre la majesté du souverain; balancer, un délit; examiner même, une raison de disgrâce. Le devoir d'un bon serviteur était d'agir contre sa conviction, et de n'avoir d'autre conscience que les ordres de son roi. Le comte d'Egmont, Flamand d'origine, partageait avec d'Albe l'honneur de commander les armées de l'Espagne. Brave sans férocité, il savait peut-être mieux que son rival de gloire combiner de vastes opérations militaires. Plus attaché à sa patrie qu'à Philippe, et plus citoyen que sujet, il ne voyait dans ses services

que des devoirs, et non des moyens de plaire à son maître. Philippe l'employait sans l'aimer. Il haïssait en lui sa qualité de Flamand, et cette noble fierté qui ne lui permettait pas d'être un simple instrument dans les mains d'un autre. Guillaume, prince d'Orange, Philibert de Savoie, Don Juan d'Autriche, entouraient déjà le trône de Philippe, et répandaient sur lui l'éclat de leurs victoires ou celui des brillantes espérances que leur jeunesse faisait concevoir. Guillaume, cachant sous un extérieur simple une ame grande, froid, profond et taciturne, capable de tout entreprendre, de tout supporter, hormis le crime et la honte, joignait à une mémoire vaste et sûre une pénétration à laquelle rien n'échappait, une raison mâle et sévère, une persévérance à l'épreuve de tous les obstacles, et ensevelissait tous ces dons de la nature dans le secret de sa pensée, sous les voiles de la dissimulation et de la réserve. Philibert de Savoie, plus guerrier qu'homme d'état, avait une conception brillante et un caractère hardi; il ressemblait à César par son activité de feu, sa confiance audacieuse, sa manière large et facile de diriger les événements, et par une magnanimité naturelle. Le jeune don Juan, fils naturel de Charles-Quint, se formait à l'école de ces grands capitaines, et cultivait en

silence ce génie qui devait être un jour si redoutable aux ennemis de l'Espagne et si funeste à lui-même.

L'administration intérieure et la direction des affaires politiques étaient confiées à Antoine Perenot, Bourguignon d'origine. Ce ministre, plus connu dans l'histoire sous le nom du cardinal Granvelle, jouissait du plus grand crédit auprès de Philippe, et le méritait par ses basses adulations, son dévouement servile à tous les caprices de son maître, ses connaissances variées et son immoralité profonde. Il ne montrait pas tout ce qu'il avait d'habileté et de finesse, et employait une partie de son esprit à le cacher aux yeux de Philippe qui ne pardonnait aucune espèce de supériorité, et se défiait des hommes de mérite. Il avait l'art de paraître suivre les idées de son maître lorsqu'il lui donnait adroitement les siennes, et de lui faire croire qu'il ne pouvait ni ne voulait le juger. Granvelle, déjà employé par Charles-Quint, surtout dans les occasions où il fallait plus de souplesse que de probité, connaissait à fond les ressources de la monarchie, la situation de l'Europe, et les rapports de l'Espagne avec toutes les autres puissances.

Les ressources de l'Espagne étaient plus considérables qu'elles ne l'avaient été sous le règne

de Charles-Quint. A l'époque de l'avènement de son fils au trône, les immenses possessions de l'Espagne en Amérique acquirent du poids dans la balance politique, et les trésors du Nouveau-Monde payèrent les guerres et les entreprises ruineuses de Philippe. Les Espagnols avaient eu, dans l'autre hémisphère, des succès qui tiennent du prodige; et dans le récit de leurs conquêtes rapides, brillantes, faites avec de faibles moyens, la vérité aura toujours la vraisemblance contre elle. La surprise et l'étonnement leur soumièrent plus de pays que les armes; leur couleur, leurs habits, leur discipline, leurs chevaux surtout et leur artillerie, frappèrent, par la nouveauté du spectacle, l'imagination des peuples simples et ignorants de l'Amérique, et leur inspirèrent pour ces redoutables étrangers un respect mêlé de crainte, qui les disposait à l'obéissance. La bonne foi, la religion de l'hospitalité, le défaut de lumières et d'union avaient empêché les Américains de conjurer l'orage qui les menaçait, et de repousser de leurs bords les brigands qui venaient les désoler. Au contraire, ils les avaient accueillis avec une bonté touchante; mais leurs bienfaits et leurs présents, donnant une haute idée de leur richesse, s'étaient tournés contre eux, et n'avaient fait qu'allumer l'avidité de leurs

opresseurs. Les crimes épouvantables des Espagnols provoquèrent à la fin la résistance de ces malheureuses peuplades ; mais, tardive et faible, elle ne fit que hâter leur destruction, et des flots de sang marquèrent la route des Espagnols dans le Nouveau-Monde épouventé. Barthélemi de las Casas, le défenseur courageux des infortunés Indiens, qui parut être un ange ; parce que seul il eut les traits et le cœur d'un homme au milieu des démons qui l'entouraient ; fait monter à dix millions le nombre des victimes que, dans l'espace de quarante ans, les Espagnols immolèrent à leur avidité et à leur vengeance. Il y a sans doute de l'exagération dans ce calcul, qu'il était impossible de faire avec exactitude ; mais à quelque degré qu'on le réduise, il paraîtra toujours exorbitant, et cette page sanglante de l'histoire de l'espèce humaine fera toujours reculer d'effroi l'humanité.

On ne peut concevoir ces forfaits inutiles, atroces, répétés, qui furent commis par des individus d'une nation généreuse, qu'en se rappelant qu'ils appartenaient tous à l'écume de cette nation qui se débordait sur ces malheureux rivages. C'étaient des hommes perdus de principes et de mœurs, que la misère et le désespoir rendaient audacieux, des malfaiteurs déjà condam-

nés, et qui échappaient au supplice en passant en Amérique, en un mot les sauvages de la civilisation, bien plus terribles que les sauvages de la nature, qui formaient les armées des Cortez et des Pizarre. La religion, qui aurait dû contenir leurs passions brutales et féroces, les légitimait à leurs yeux et les exaltait même; leur fanatisme persécuteur ne leur permettait pas de voir des frères dans des hommes qui n'étaient pas chrétiens; mais il faut convenir qu'ils suivaient ces maximes, parce qu'elles étaient d'intelligence avec leurs vices, et que tout autre langage que celui des Valverdes n'aurait fait aucune impression sur eux. Ceux même qui n'avaient jamais commis de crimes en Europe, en commettaient sans remords loin de leur patrie; transplantés sous un nouveau ciel et sur un sol inconnu, ils changeaient de mœurs comme d'usages; et ce qu'ils avaient paru avoir de moralité, tenant à d'anciennes habitudes ou à la crainte de l'opinion, les quittait du moment où ils avaient rompu les unes, et où ils se trouvaient à une grande distance du regard de l'autre. La crainte des lois ne pouvait pas les arrêter. Ces aventuriers, dégouttants de sang et de crimes, n'étaient soumis à aucun pouvoir civil ni militaire capable de les réprimer. Leurs chefs

aimaient mieux partager les profits de leurs forfaits que de les prévenir. Les découvertes et les conquêtes ne furent jamais dirigées par le gouvernement espagnol, et marchèrent au hasard, sans principes et sans plan. Charles, ne contribuant pas aux frais des armements, n'exerçait aucune espèce de contrôle sur les armateurs. Il ne donnait à ces objets qu'une attention fugitive, soit qu'il ne sentit pas l'importance de ces découvertes, soit que l'éloignement des lieux ou la multiplicité des affaires le rendissent indifférent au sort de l'Amérique; et ce sera une tache ineffaçable à sa mémoire, d'avoir, au mépris de la justice et de la politique, abandonné un monde entier à la lie de l'espèce humaine.

Aussi les fruits de ces découvertes furent à peu près perdus pour lui. A la vérité, les possessions des Espagnols en Amérique étaient déjà, sous son règne, aussi vastes qu'elles le furent sous Philippe II; mais la conquête avait enrichi les particuliers, sans enrichir le trésor de l'état. Le génie audacieux de Cortez, la patience inébranlable de ses troupes, la lâcheté de Montézume, la stupeur et la désunion de ses sujets, avaient, en peu d'années, amené la ruine de
1519. l'empire du Mexique, et fait passer ses nom-
1522. breuses provinces sous le joug espagnol. Fran-

çois et Gonzalez Pizarre, deux frères égaux en cruauté et en hardiesse, mais dont l'aîné seul était, par ses talents, capable de diriger une grande entreprise, avaient renversé le trône des Incas, et détruit l'antique et singulier royaume du Pérou, en employant l'argent d'un prêtre, Fernand de Luques, le bras de Diégué d'Almagre, et en profitant des divisions qui agitaient l'empire. Le sang ne cessa pas de couler, et cette malheureuse terre en fut abreuvée pendant vingt ans. Ce ne fut qu'après ce long espace de ¹⁵²⁵ temps, que, sous les ordres de Don Pèdre de ¹⁵⁴⁵ la Gasca, s'établit dans ces contrées une espèce d'ordre social, et que, la force protégeant les propriétés et les personnes, on commença à les respecter. Mais Charles n'avait pas joui des heureux effets de cette organisation nouvelle. Ils étaient destinés à fournir des aliments à l'activité inquiète et dévorante de Philippe.

A cette époque, l'Espagne possédait en Amérique tout le vaste territoire qui s'étend depuis le trente-cinquième degré de latitude septentrionale jusqu'au quarante-cinquième de latitude méridionale. Sur cette surface de douze cents milles géographiques de longueur, la nature, plus énergique et plus puissante, dessine tous ses ouvrages d'une main fière et hardie, et

donne à tous les objets de plus grandes proportions; aussi féconde et riche que forte et sublime, elle élabore dans le sein de la terre les métaux les plus précieux, pare le sol encore vierge d'une verdure immortelle, et le couvre d'une végétation immense, d'une foule de productions bien plus précieuses que l'or. Quelle masse de trésors, de moyens de culture et de puissance pour l'Espagne, si elle avait connu les vrais principes de l'économie politique, qui sont en même temps des maximes de justice et d'humanité, et qui enrichissent la nation qui les adopte, sans appauvrir les autres états! Il fallait cultiver la terre, et ne pas uniquement exploiter les mines; multiplier le travail, au lieu de se contenter d'en multiplier le signe; encourager au travail par la sûreté des choses et des personnes; préparer le peuple à la liberté par la justice; favoriser la population en Amérique, afin de vivifier l'activité de l'Europe; exciter l'industrie des habitants du Nouveau-Monde, en les rendant témoins des avantages qu'elle procure; leur ouvrir des sources de richesses, afin d'augmenter le nombre de leurs besoins et de leur fournir les moyens d'acheter dans tous les marchés de l'Europe, et créer des relations de commerce fondées sur des intérêts réciproques. Mais le gouvernement es-

pagnol était trop ignorant et trop avide pour suivre cette marche. On ne voulait que des conquêtes; il était facile de les faire, mais difficile de les conserver. On bâtissait des forts, au lieu de fonder des comptoirs; on égorgeait les hommes, au lieu de les multiplier; on les abrutissait, au lieu de les éclairer: il semblait qu'il fût nécessaire d'appauvrir l'Amérique pour enrichir l'Espagne; et loin de permettre aux indigènes d'acheter, de vendre et de jouir à leur gré, on les soumit à un régime prohibitif, sévère et jaloux, aussi injuste qu'impolitique. Philippe ne plaçait la richesse que dans l'or, et ne voyait pas qu'en multipliant le numéraire en Europe, sans accélérer dans ses états les progrès de l'industrie, il ne faisait que hausser le prix de toutes les marchandises; et se mettait dans la nécessité de payer plus cher sur tous les marchés les objets de ses demandes. Incapable de saisir une idée libérale, il paralysa, par ses réglemens, l'activité des colonies de l'Amérique, et celle de l'Espagne, en donnant aux Espagnols ses propres erreurs sur la richesse nationale. Le gouvernement n'accorda son attention et ses soins qu'à l'exploitation des mines du Nouveau-Monde. Elles versèrent, sous son règne, des sommes immenses dans les trésors de l'état. Ce fut le

principe de la prépondérance politique que l'Espagne acquit et conserva pendant un demi-siècle, et le moyen dont Philippe se servit pour ébranler les trônes et pour agiter les peuples. Plus tard, la nature même de ce moyen devait amener la décadence de la monarchie; mais à cette époque, l'or du Mexique et celui du Pérou mirent un poids décisif dans la balance générale des forces, et l'inclinèrent pour Philippe.

A son avènement au trône, l'Europe n'offrait aucune puissance qui pût le combattre avec succès, arrêter ou déjouer ses projets ambitieux; et lutter avec lui à forces égales.

Le Portugal, étranger aux intrigues de la politique européenne, avait marché, depuis un siècle, à la puissance par la richesse, à la richesse par une navigation active et un commerce immense. Content d'approvisionner tous les états, et d'imposer à volonté leurs besoins et leurs fantaisies de luxe, il s'occupait peu des mouvements et des projets des autres peuples. Il observait l'Espagne d'un œil défiant, et redoutait l'accroissement de sa marine et de son commerce; mais, ne pouvant l'empêcher, il tâchait de conserver, par ses caresses et ses complaisances, l'amitié de ce voisin dangereux, et de resserrer les liens du sang qui unissaient les souverains des deux royaumes.

La mort de Jean III avait fait passer le sceptre au jeune Sébastien. Ce prince annonçait des dispositions heureuses ; mais son imagination romanesque , enflammée par le fanatisme de la religion et de la gloire , donnait aux Portugais des craintes légitimes pour l'avenir.

L'Italie était partagée entre plusieurs états faibles et désunis , dont les uns tenaient à l'Espagne par intérêt ou par affection , les autres étaient intimidés et contenus par les forces que Philippe entretenait dans le royaume de Naples et dans le Milanéz. La révolution qui s'était faite dans le commerce avait enlevé à Venise une grande partie de sa puissance , en lui fermant la source de ses richesses. Cette république tâchait de suppléer à la puissance par la prévoyance , l'habileté et la lenteur ; elle craignait le voisinage de l'Espagne , et recherchait la France , sans se prononcer hautement ni contre l'une ni pour l'autre. Les Médicis régnaient à Florence par les bienfaits de Charles-Quint , qui en avait assuré la souveraineté au duc Alexandre , et la reconnaissance les attachait à l'Espagne. Gènes suivait le même système , depuis les changements que Doria avait faits à sa constitution et à ses lois. Le Piémont et la Savoie ne se resentaient pas encore assez de l'administration

éclairée d'Emmanuel Philibert, pour oser substituer des mesures vigoureuses à des ménagements forcés. Paul IV occupait le trône pontifical. Vieillard inquiet et ambitieux, plus instruit du passé que du présent, il voulait faire revivre d'anciens exemples, et conserver un langage peu approprié à la révolution générale des esprits.

Après un règne de trente-six ans, le vainqueur de Rhodes, Soliman II, occupait encore le trône ottoman; mais l'âge avait ralenti son activité, et les intrigues du sérail lui avaient fait perdre une partie de sa considération. Les Turcs menaçaient plus la Hongrie que l'Espagne, et Philippe ne s'intéressait que faiblement au patrimoine de son oncle. Sa marine, fort supérieure à celle des Turcs, le rassurait sur leurs projets, et couvrait les côtes de l'Espagne.

Ferdinand, empereur d'Allemagne, n'avait pas un caractère entreprenant. Ce prince était plus occupé à défendre ses états héréditaires contre les ennemis du nom chrétien, qu'à combattre les projets ambitieux de son neveu. Son autorité en Bohême et en Hongrie n'était que précaire; ses ressources pécuniaires étaient faibles et insuffisantes, et l'Allemagne avait besoin de repos après les secousses violentes que lui avaient données les opinions et les armes. Il ne fallait

pas moins que la modération et la douceur de Ferdinand pour empêcher les haines, plutôt assoupies qu'éteintes, de produire de nouvelles explosions. Les protestants, qui se défiaient de Philippe, et qui craignaient sa puissance, eussent volontiers concouru à l'affaiblir; mais les catholiques observaient les protestants d'un œil inquiet, et voyaient avec un plaisir secret, dans la prépondérance toujours croissante de l'Espagne, la garantie de leur religion et de leur culte.

La Suisse, où la pauvreté et la valeur ont de tout temps enfanté des soldats, permettait à ses braves habitants de vendre leurs bras et leur vie; mais elle-même trouvait son salut dans l'inaction. Placée entre la France et l'Autriche, trop faible pour les attaquer, assez forte pour se défendre, elle bornait sa politique à ménager ses puissants voisins, et faisait des vœux pour la conservation de l'un et de l'autre.

La France, qui seule avait fait échouer une partie des plans de Charles-Quint, pouvait encore s'opposer avec succès à ceux de son fils. Elle venait de s'agrandir par la conquête des Trois Evêchés; et la trêve de Vauxcelles, que l'empereur avait conclue avant sa retraite, afin de ne pas léguer la guerre à son fils, était un faible lieu qui ne pro-

mettait pas de rapprocher long-temps les deux puissances. Mais les prodigalités de Henri II avaient consommé le désordre des finances, et déjà l'état ne vivait plus que d'expédients qui multipliaient ses embarras. La cour était le théâtre des intrigues, où les partis se disputaient l'autorité. Montmorenci, connétable de France, meilleur soldat que capitaine, sévère jusqu'à la dureté, à la fois avide et avare, jouissait de la confiance du roi, et en abusait pour s'enrichir. Diane de Poitiers exerçait sur le roi un empire absolu, qu'elle devait plus à son adresse qu'à ses charmes, déjà flétris par l'âge; elle avait l'art de lui épargner l'ennui de l'oisiveté et la fatigue du travail, et lui faisait oublier, dans la voluptueuse retraite d'Anet, ses chagrins et ses devoirs.

La reine Catherine de Médicis, humiliée du crédit de sa rivale, supportait les dégoûts de sa situation avec une indifférence apparente, et, ajoutant la fausseté à la dissimulation, donnait à Diane des marques de faveur et d'amitié; mais, élevée au sein des artifices et des intrigues, elle concentrait dans son cœur les passions qui la dominaient, les vengeances et les projets qu'elle mûrissait en silence. Elle ne sortira que trop tôt pour le bonheur de la France, de cette inaction forcée.

Les Guises et les princes du sang, jaloux les uns des autres, se défiaient tous de Médicis, suivaient ses démarches d'un œil inquiet, et tâchaient de deviner ses pensées. Au milieu de tous ces ambitieux qui se disputaient son pouvoir, Henri se laissait gouverner par quiconque voulait bien en prendre la peine. Avec de la valeur et de la bonté, ce prince n'avait aucune de ces qualités qui commandent l'estime, maîtrisent les esprits, et imposent aux factieux.

Le Nord n'avait encore aucune espèce d'influence sur les événements du Midi. Gustave Wasa, sur le trône de Suède, et Chrétien III, sur celui de Danemarck, étaient uniquement occupés à consolider leur pouvoir, en l'employant à éteindre les dissensions politiques et religieuses. Tout entiers à leurs devoirs et à la sûreté de leurs états, ils étaient assez indifférents aux dangers dont la grandeur toujours croissante de l'Espagne menaçait les nations. Iwan Wasiliéwitsch gouvernait la Russie avec plus de sagesse que de gloire, ignoré de l'Europe et l'ignorant à son tour. La Russie n'était pas encore comptée au nombre des puissances. Sigismond Auguste avait incorporé la Livonie à la Pologne. La Courlande lui rendait hommage : le règne du dernier des Jagellons avait assez d'éclat pour attacher les Po-

lonais à la monarchie héréditaire; et cependant ils étaient sur le point de l'échanger contre la monarchie élective. La Prusse avait secoué le joug de l'ordre Teutonique, sans acquérir une liberté entière; elle était devenue un état séculier, et la religion luthérienne y avait été introduite pour la soustraire à l'autorité des chevaliers et à celle du pape; mais le prince qui la gouvernait, sous le titre de duc, relevait encore de la Pologne.

1554. L'Angleterre obéissait à Marie; et le mariage de cette princesse avec Philippe, avait mis les forces de ce royaume dans la dépendance de l'Espagne. Philippe lui avait demandé sa main, au milieu des horreurs que le faux zèle lui faisait commettre; le fanatisme persécuteur de Marie annonçait à ce prince une épouse digne de lui. Philippe, qui n'avait d'autres jouissances que celles de l'ambition, et qui ne croyait pas qu'on pût payer trop chèrement une couronne, oubliant la personne de Marie, n'avait vu en elle que la reine d'Angleterre. De son côté, Marie avait été flattée d'être recherchée par un prince aussi puissant, et s'était fait illusion sur les motifs secrets de l'empressement de Philippe. Ne désespérant pas d'être aimée de lui, elle n'avait pas craint, en l'épousant, de se donner un mai-

tre, et de soulever contre elle toute sa nation, qui devait redouter cet étranger. Dans cette occasion le parlement sortit de son sommeil. Il avait vu tomber sous le despotisme de Marie la liberté civile et la liberté religieuse, sans opposer la moindre résistance à ces abus de l'autorité; mais il empêcha de tout son pouvoir que Philippe, devenant maître du royaume, n'augmentât et ne prolongeât cette servitude. A peine ce prince fut-il arrivé en Angleterre, qu'il prodigua l'argent pour partager le trône avec Marie, et pour obtenir du parlement des espérances de succession. La reine l'appuya de tout son crédit, mais la hauteur et les dédains de Philippe apprirent aux Anglais ce qu'ils pouvaient attendre de lui, et la nation ne prit pas le change sur ses vrais intérêts. C'était en multipliant les supplices, que Marie tâchait de se concilier un époux qui ne connaissait pas d'autres spectacles que des auto-da-fé : c'était en encourageant les bourreaux par sa présence, que Philippe lui témoignait sa reconnaissance. Depuis que ses projets ambitieux avaient échoué, il ne répondait à l'amour de Marie que par une indifférence profonde qui ressemblait au mépris. Rappelé par Charles-Quint pour prendre possession de ses états, il avait quitté avec empressement une

épouse qui le fatiguait par sa tendresse. Placé sur le trône d'Espagne, il pouvait compter, pour l'exécution de ses plans, sur le secours de l'Angleterre. A la vérité il n'y avait aucune espèce de pouvoir légal, mais il exerçait un ascendant absolu sur l'infortunée Marie. Elle ne savait rien lui refuser, et elle était prête à tout sacrifier pour plaire à son ingrat époux.

1555. Bientôt l'occasion se présente. Paul IV, de la maison de Caraffe, occupe le trône pontifical. A l'exemple de ses prédécesseurs, il veut créer à son neveu un état indépendant. Pour réussir, il se propose de bouleverser l'Italie et d'allumer la guerre entre la France et l'Espagne. Paul présente en perspective à Henri II la conquête du royaume de Naples, conquête souvent entreprise, jamais faite avec un succès durable, et qui ne convient pas à la France. Les agents du pape gagnent Diane de Poitiers et les Guises. La guerre est résolue, malgré les conseils de Montmorenci, qui veut qu'on respecte la trêve de Vauxcelles, dans un moment où la France ne peut compter sur aucun allié, où ses finances sont en désordre, et ses forces militaires mal organisées. Le pape, sûr du secours du roi de France, n'écoute plus que sa haine contre Philippe, qui l'empêche de disposer des états

de l'Italie en faveur de sa famille, et s'abandonne à des emportemens puérils. Le roi d'Espagne, serviteur religieux de l'Église, tire à regret l'épée contre le pontife; mais la politique triomphe de ses scrupules. Le duc d'Albe menace Rome. Paul, incapable de résister aux troupes espagnoles, cède à la nécessité, et conclut avec leur général une trêve de quarante jours. Bientôt l'arrivée de François de Guise, 1557. qui marche à son secours à la tête de vingt mille hommes, lui rend son humeur guerrière. La trêve est rompue. Mais Guise est arrêté dans sa marche par le duc d'Albe; son impétuosité vient se briser contre l'attitude calme, froide et réfléchie du général espagnol. Albe refuse la bataille; et, fatiguant son ennemi par des manœuvres savantes, il voit l'armée française, qui sait tout supporter hors l'inaction, se fondre par le découragement et les maladies. Guise, l'auteur de la rupture avec l'Espagne, qui n'a vu dans cette guerre qu'un enchaînement de victoires faciles, et qui a préféré l'intérêt de sa gloire aux intérêts de la France, se trouve déçu dans ses espérances, et demande son rappel. On le lui accorde sans peine, car déjà Philippe 1557. menace l'intérieur de la France, et elle a besoin de toutes ses forces pour se défendre.

Le roi d'Espagne, qui sent toute sa supériorité sur Henri, veut frapper un coup décisif; il rassemble une armée puissante sur les frontières de la Flandre, et la confie à Philibert de Savoie. Sous lui commande Egmont. L'Angleterre, qui redoute l'ascendant dominateur de Philippe, voudrait soutenir la France dans cette querelle, ou du moins rester neutre; mais Marie ne le lui permet pas; elle ne désire que les succès et la satisfaction de Philippe, et oublie tout le reste. Au mépris des conseils de la politique, le parlement, intimidé ou gagné, résout la guerre; et huit mille Anglais, sous les ordres du comte de Pembroke, débarquent dans les Pays-Bas.

Philibert de Savoie, par de fausses démonstrations, persuade aux Français qu'il veut pénétrer en France par la Champagne. Ils y portent toutes leurs forces. Aussitôt il marche en Picardie, et vient mettre le siège devant Saint-Quentin. Cette place mal fortifiée n'annonce pas une longue résistance; mais Coligni, déjà connu par un esprit fécond en ressources, un courage opiniâtre et une sérénité d'ame qui le met à l'abri de l'ivresse des succès et de l'abatement des revers, se jette dans la forteresse, et fait une superbe défense. Montmorenci accourt

pour sauver la place. L'infériorité de ses forces, ses mauvaises dispositions et l'activité de Philibert font échouer cette entreprise. La bataille s'engage près de Saint-Quentin. Le connétable est battu et fait prisonnier. Philippe, à qui la nature avait refusé le courage du temperament, et qui n'avait pas su se donner à lui-même, par la force de sa volonté, le courage réfléchi, s'était tenu loin du champ de bataille, et avait prié pendant que les autres combattaient. C'était le jour de la Saint-Laurent. Pendant l'ardeur de la mêlée, il avait fait vœu, si ses armes étaient victorieuses, d'élever un cloître et un palais en l'honneur du saint; et il devait en coûter des sommes immenses à l'Espagne, pour construire, dans un désert, l'Escorial, vaste et triste edifice, que des moines partagent avec le souverain, monument digne de Philippe et qui porte l'empreinte de son caractère.

Non-seulement le roi d'Espagne n'a pas su vaincre lui-même, et il doit uniquement son triomphe à Philibert; sa timidité naturelle et sa basse jalousie arrêtent ce général au milieu de ses succès. Déjà Saint-Quentin et le Catelet se sont rendus; la terreur se répand dans Paris menacé. Charles-Quint aurait pénétré dans la capitale; Philippe sauve lui-même

la France, et la bataille de Saint-Quentin demeure sans aucune suite importante. Au milieu de la consternation générale, au sein d'un hiver rigoureux, Guise rend la confiance aux Français, et s'empare par surprise de Calais, la clé du royaume. Les Anglais possédaient, depuis plus de deux cents ans, cette ville qui leur avait souvent ouvert la France. Dans la campagne suivante, Guise assiége Thionville et veut porter la guerre dans les états de Philippe; mais la défaite du maréchal de Thermes, vaincu par le comte d'Egmont, près de Gravelines, oblige le héros lorrain à revenir couvrir les frontières de la France.

13 juil.
1558.

Malgré ses victoires, Philippe songe à la paix. Son orgueil souffre de la gloire de ses généraux, et il ne voit dans leurs services et leurs succès, que des preuves humiliantes de sa dépendance et de sa nullité militaire. D'ailleurs, sa conscience est alarmée de ce qu'il fait la guerre au pape, et les triomphes qu'il remporte sont à ses yeux de véritables crimes. Paul IV profite de ces heureuses dispositions; il conclut une paix honorable avec le roi d'Espagne, et abandonne son allié. Le superbe duc d'Albe est obligé d'aller demander pardon à genoux au Saint-Père de ce qu'il a repoussé une injuste

agression. Montmorenci, prisonnier chez les Espagnols, qui a toujours été contraire à la guerre et qui désire de recouvrer sa liberté, presse Henri de tout sacrifier à la paix. Le roi de France y consent; on entame des conférences à Cercamp, et la paix est signée à Câteau-Cambresis. Philippe rend à la France toutes 1559. les conquêtes qu'il a faites en Picardie. Henri restitue au duc de Savoie ses états dont il s'est emparé au commencement de la guerre et cede en tout à Philippe et à ses alliés cent quatre-vingt-cinq places ouvertes ou fortifiées. On conclut un double mariage pour sceller la pacification générale. Emmanuel Philibert épouse Marguerite, sœur de Henri; Elisabeth, sa fille, s'unit au roi d'Espagne.

La paix de Câteau-Cambresis est l'époque de la plus haute élévation de l'Espagne; Philippe, à l'apogée de sa puissance, pouvait dicter des lois à l'Europe. L'épuisement ou la faiblesse des autres états formait un contraste frappant avec ses immenses moyens et ne permettait pas aux autres puissances de contre-balancer son ascendant. Ses projets vont s'étendre avec ses succès, et la mesure de ses forces deviendra celle de ses prétentions et de ses droits. Tous les états sont asservis ou craignent de l'être, et le ca-

ractère de Philippe, bien loin de rassurer sur l'usage qu'il pourra faire de ses forces, n'est lui-même qu'un danger de plus.

Dans ces circonstances critiques, la France a le malheur de perdre son roi. Henri II meurt des suites d'une blessure qu'il reçoit dans un tournoi, dont l'objet est de célébrer le double mariage, et un coup de lance de Montgomeri amène pour les Français un demi-siècle de calamités. Henri, incapable de suivre en administration une marche ferme et sûre, n'eût jamais fait le bonheur de son royaume; mais il l'aurait préservé de l'excès du malheur, et son existence seule eût prévenu les factions, et arrêté les projets des ambitieux qui vont couvrir la France de sang et de ruines.

La mort de Henri II donne à Philippe de grandes espérances, hâte le développement de ses plans, et lui fait présumer qu'ils ne rencontreront de résistance nulle part. Ce prince connaissait à fond la corruption de la cour de France, les vues secrètes de Médicis, les vastes desirs des Guises, l'orgueil et la jalousie des partis, la haine réciproque des catholiques et des protestants. Ces divisions naissantes le réjouissent; il prévoit que la France, tournant ses forces contre elle-même, perdra toute espèce

d'influence politique et ne sera bientôt plus qu'un champ de bataille où toutes les passions déchainées se livreront de cruels combats. Il se propose de hâter l'explosion dont elle est menacée, d'allumer et de prolonger la guerre civile, de prendre le fanatisme et le crime à sa solde, de détruire les factions l'une par l'autre, et d'amener, par toutes sortes de moyens, le démembrement de la France, ou d'ajouter cette couronne brillante à toutes celles qui chargent déjà sa tête.

L'Angleterre lui échappe et cesse d'être l'instrument docile de son ambition. Marie, consumée de chagrin, de douleur et de remords, a terminé sa triste et coupable vie. Sa sœur Elisabeth lui a succédé. Philippe, qui la connaît mal, espère encore l'épouser et conserver l'Angleterre dans sa dépendance; au défaut de ce mariage, il veut semer la désunion et le trouble dans le royaume, afin de l'empêcher de se mêler des affaires de l'Europe, et d'entraver de toutes manières le commerce de l'Angleterre, qui pourrait la conduire à la richesse et à la puissance.

Pendant qu'il naturalisera chez ses voisins la discorde et la guerre, il compte établir dans ses propres états l'uniformité de croyance, de constitution et de lois. Une seule volonté doit am-

mer le vaste corps de la monarchie; supérieure à toutes les formes, elle doit ne rencontrer d'obstacles ni d'opposition nulle part et agir partout avec la même promptitude et la même énergie. Les Pays-Bas, qu'il hait, parce que le peuple y est quelque chose et que les caprices du prince n'y font pas la loi, doivent être dépouillés de leurs privilèges et subir le joug. Maître absolu dans ses états, il pourra d'autant plus facilement le devenir chez les autres et exiger d'eux une soumission servile. Ce plan est vaste, mais les circonstances paraissent le favoriser; il est vague, mais les passions n'en forment pas d'autres, et il faut donner quelque chose aux événements. L'Europe est menacée d'un despotisme sans bornes et sans mesure. Henri IV, Guillaume de Nassau, Elisabeth la sauveront de la servitude; tout en régénérant leur patrie; et ce colosse de puissance ne sera plus qu'un grand fantôme.

CHAPITRE XIX.

État de la France, à l'époque de la naissance des troubles civils. Considérations générales sur ces troubles. Caractères des principaux acteurs.

A la paix de Câteau-Cambresis, la France avait déjà perdu de son crédit politique, et avait trahi elle-même le secret de sa faiblesse. Les guerres civiles qui la désolèrent pendant trente-huit ans, acheverent de lui enlever son influence. Occupée à se déchirer de ses propres mains, elle ne joua pendant long-temps aucune espèce de rôle sur le grand théâtre de l'Europe; sans forces, sans activité, sans considération, elle fut agitée dans l'intérieur et nulle au dehors. En y fomentant les troubles par son or, ses agents et ses armes, Philippe se délivra d'une rivale incommode dont il redoutait la surveillance; mais ce ne fut pas pour toujours. Au moment où il croyait que la France allait être démembrée ou qu'elle tomberait sous son pouvoir, le génie de Henri IV l'arrêta sur le penchant de l'abyme, et, la relevant avec force, lui rendit sa vigueur première.

Les guerres dont nous allons présenter l'esquisse, offrent un enchaînement de crimes et de fureurs, qui paraîtraient inexplicables si l'on ne jetait d'abord un coup-d'œil sur l'état de la France, à l'époque malheureuse où commencèrent les discordes civiles.

Depuis le règne de Louis XI, l'aristocratie féodale avait perdu de son pouvoir; mais il était facile de prévoir que sous un règne faible elle pourrait encore devenir redoutable. Les guerres extérieures avaient occupé au-dehors l'activité inquiète de la noblesse. Les expéditions brillantes et stériles de Charles VIII, de Louis XII et de François I, en Italie, avaient fourni des aliments à la valeur bouillante de la nation et à son amour pour la gloire. Impatiente du repos, elle désirait de nouveaux événements, et l'état avait tout à craindre de cette disposition des esprits. Les vertus de Louis XII avaient commandé le respect; les qualités brillantes et les défauts aimables de son successeur lui avaient gagné les cœurs; la France leur avait pardonné les fautes et les malheurs de leur règne; et au milieu des crises les plus terribles, tout était resté tranquille et soumis. Mais les anciennes habitudes n'étaient pas détruites; les maximes dominantes étaient toujours les mêmes, et devaient amener des

troubles sous des princes qui n'inspireraient ni l'estime ni l'amour. La noblesse conservait encore des moyens de résistance et même des moyens d'agression qui pouvaient au besoin lui faire espérer de combattre avec succès l'autorité royale. Les esprits avaient plutôt été distraits de la révolte qu'accoutumés à l'obéissance. Le goût des plaisirs tranquilles et délicats ne l'emportait pas encore sur le besoin du mouvement, du bruit et de l'agitation. Les seigneurs riches vivaient beaucoup plus dans leurs terres qu'à la cour, et y jouissaient d'un grand pouvoir et d'une entière indépendance. Ceux même qui s'étaient engagés dans le tourbillon des intrigues, désiraient plus la puissance que la faveur, et, employant pour réussir à la cour les moyens qu'ils avaient de se faire craindre, ils aimaient mieux intimider et menacer le souverain et ses ministres que de les flatter. Déjà sous le règne de Henri II les partis avaient pris naissance, et sous celui de son successeur ils devaient se prononcer plus fortement.

La puissance de la noblesse et son esprit factieux ne trouvaient pas encore dans le tiers-état le contre-poids nécessaire pour les arrêter. Cette classe avait acquis du crédit et de la considération à mesure que l'industrie et le commerce

avait fait des progrès ; mais elle n'était ni assez riche ni assez nombreuse pour contre-balancer l'ascendant des propriétaires terriens. Les bourgeois, peu éclairés sur leurs vrais intérêts, ne savaient rien refuser à l'éclat d'une haute naissance ou d'un nom illustre. Familiarisés avec les exercices militaires et encore étrangers aux douceurs d'une vie pacifique et molle, ils aimaient le métier des armes, et il était facile de les engager dans des entreprises hasardeuses. Les gentilshommes sans propriété, placés dans la dépendance des seigneurs opulents et ne vivant que de leurs bienfaits, épousaient toutes leurs passions. Le paysan était serf et obéissait.

A la vérité, le roi entretenait une armée permanente, qui devait protéger tous les ordres de l'état et les contenir tous dans de justes limites ; mais cette armée était petite et faible. En temps de guerre on soldait des troupes étrangères, et l'on comptait sur l'empressement des volontaires. Sous les régnes précédents, les revenus n'avaient pas suffi pour couvrir les dépenses ; l'état se trouvait endetté de quarante-deux millions de livres ; le produit des domaines et de la taille avait été porté au plus haut degré possible. L'assemblée des états du royaume aurait pu prévenir ces désordres ou les corriger, si la constitution

avait été organisée avec plus de sagesse ; mais les trois ordres, presque toujours divisés, ne faisaient que s'accuser les uns les autres, ou se défendre contre leurs entreprises réciproques. Tout le monde gémissait des maux qui affligeaient le royaume, et personne ne voulait se prêter aux sacrifices nécessaires pour les guérir.

Dans un tel état de choses, la tranquillité publique n'était rien moins qu'affermie, et il ne devait pas être difficile à des ambitieux de profiter d'un règne faible pour amener de grands mouvements : il ne leur fallait qu'une occasion ou un prétexte, la religion le leur fournit.

La réforme avait déposé en France des germes funestes de désunion et de troubles. Les opinions nouvelles avaient pénétré dans le royaume dès les premières années du règne de François I. Une nation active, qui aime la nouveauté, parce qu'elle a le besoin d'exercer ses forces, et qui hait l'uniformité, parce qu'elle redoute l'ennui, devait bien accueillir les idées des réformateurs : aussi la doctrine des protestants se répandit de bonne heure en France et y compta bientôt de nombreux partisans. Les censures de la Sorbonne, le zèle peu éclairé du chancelier Duprat et de l'archevêque Tournon, ne firent qu'irriter les esprits et réveiller l'attention générale. Fran-

çois, qui croyait avec son siècle qu'il fallait punir ceux qui s'écartaient des opinions reçues, comme ceux qui violaient les lois civiles, permit que les bûchers s'allumassent, et les persécutions multiplièrent les sectaires. Marguerite de Navarre, sœur du roi, qui joignait à des mœurs peu sévères un esprit avide d'instruction, tempérât la rigueur de son frère. La doctrine des protestants lui inspirait un intérêt de curiosité, et ce fut elle qui protégea Calvin. Les principes de ce réformateur avaient fait en France une fortune prodigieuse. Son origine française, la langue qu'il parlait et dans laquelle il écrivait, la proximité du lieu où il établit le siège de la religion nouvelle, ses connaissances et son activité disposaient les Français à le suivre préféralement à Luther; aussi le calvinisme prit racine dans toutes les provinces du royaume. Une tolérance éclairée eût prévenu tous les malheurs. Avec de la fermeté et de la justice, le gouvernement eût assuré la liberté des particuliers et le repos de l'état : mais les cruautés affreuses que le baron d'Oppède, président au parlement d'Aix, exerça sur les malheureux Vaudois, peuplade innocente et simple, qui jusqu'alors avait vécu ignorée et heureuse au sein de ses montagnes, révolterent tous ceux qui n'avaient pas

abjuré toute humanité, et de la haine des persécuteurs beaucoup de gens passèrent à la haine de leur culte. Les églises réformées prirent des accroissements. On en vit naître à Lyon, à Bordeaux, à Angers, à Paris même. Des hommes distingués par leur rang, leurs richesses et leur crédit, se faisaient un honneur d'être comptés au nombre des sectateurs de la doctrine nouvelle. Henri II, aussi cruel que son père envers les réformés et plus inconséquent que lui, s'alliait avec les protestants d'Allemagne et se vissait contre ceux de France. On les traitait comme des malfaiteurs; les prisons étaient remplies de victimes du faux zèle; souvent on les punissait du dernier supplice. Anne du Bourg, neveu du chancelier de France, d'une des plus illustres maisons d'Auvergne, fut arrêté à Paris avec quatre autres personnes considérées dans l'église calviniste. Malgré ces rigueurs, les idées nouvelles circulaient en France avec la plus grande rapidité. Beaucoup de gens croyaient qu'il fallait n'avoir que des raisons bien faibles à leur opposer, puisqu'on employait contre elles le fer et le feu. Il y avait une sorte de hardiesse à professer le calvinisme; ce fut un motif pour les esprits ardents et fiers de l'adopter avec empressement. Le devoir défendait de composer avec

la vérité; la résistance aux lois parut un acte de vertu; et chaque exemple de courage, inspirant de l'admiration, multipliait les sectaires et provoquait des oppositions nouvelles.

Telle était en France la disposition des esprits, lorsque Henri II, qu'on pleura sincèrement, sans l'avoir estimé pendant sa vie, laissa le trône à un prince encore enfant. Les têtes étaient exaltées, les cœurs exaspérés et aigris; il y avait dans toutes les provinces un levain de fermentation et de troubles, dont les ambitieux pouvaient habilement profiter.

Ce serait à tort qu'on accuserait la religion des forfaits inouis et des longues infortunes dont la France fut le théâtre dans ce siècle. Le fanatisme, cette affreuse maladie de l'esprit humain, qui naît de la corruption des principes les plus salutaires, se montre partout où, sur des objets importants, un peuple vif et impétueux n'a que des idées vagues et confuses. Les sciences, les arts, la politique, ont eu leurs fanatiques comme la religion; et s'ils avaient toujours disposé de la force, ils en auraient tous abusé. Tous les fanatiques indifféremment, ne voyant qu'un seul objet, croient que le but légitime les moyens, et qu'on peut tout se permettre pour le succès de la cause qu'on défend. Du moment où les

hommes se persuadent qu'il y a quelque chose de plus impérieux et de plus nécessaire que les obligations saintes de la loi de Dieu, et où l'ivresse est telle que les idées du juste s'effacent et se confondent, l'espèce humaine doit trembler; car la sauve-garde du droit une fois enlevée, elle est menacée des plus grands malheurs. D'ailleurs, le fanatisme religieux fut plutôt le moyen que le motif des guerres civiles de France. Dans cette sauglante période de l'histoire, les vrais fanatiques furent les instruments ou les victimes et les dupes de l'ambition de leurs chefs, qui jouèrent le fanatisme; les têtes froides employèrent les esprits ardents à leurs vues personnelles. Il en est de même dans tous les siècles. Les passions se ressemblent toujours; elles ne changent que de masques et de moyens. A cette époque elles trouvèrent l'arme de la religion toute préparée, elles s'en servirent.

On pourra s'étonner de voir tous les partis combattre sans scrupule leur souverain légitime; mais dans les commencements des troubles, la masse des protestants croyait qu'un souverain qui refuse à ses sujets la liberté de culte, est lui-même en révolte contre l'Être-Suprême; et ils étaient persuadés que les lois de la religion doi-

vent l'emporter sur les lois civiles, et des intérêts éternels sur des intérêts temporaires. Les chefs des protestants et des catholiques n'avaient pas sur l'autorité royale les idées qui devinrent dominantes en France depuis Henri IV, et surtout pendant le règne de Louis XIV; ils regardaient comme une maxime incontestable que, dans certaines occasions, la noblesse pouvait défendre ses droits à main armée. D'ailleurs, dans tous les temps et dans tous les pays du monde, le plus petit nombre obéit au souverain par principe et par devoir; l'opinion, la force et l'habitude sont les trois grands ressorts de l'obéissance. Or, il n'y en avait aucun qui, à la naissance des guerres civiles, ne fût usé ou détruit en France. L'opinion était pervertie, et, marchant en sens contraire à la soumission, approuvait et honorait même les réfractaires. La force était pour le moins partagée également entre le roi et ses sujets rebelles. Le plus puissant de tous les liens, le plus lent à se former, celui qui demande le plus de ménagements, l'habitude, fut brisé dès que l'exemple de la révolte eut été une fois donné avec succès.

Peu de guerres ont été plus sanglantes et plus cruelles. Les deux partis se sont rendus coupables d'inhumanité, et souvent les protestants

ont été aussi barbares que les catholiques. La Saint-Barthélemi met sans contredit un terrible poids dans le bassin qui porte les crimes des catholiques; mais des deux côtés on s'est baigné dans le sang, quelquefois même avec une cruauté froide et gratuite. Ce caractère est commun à toutes les guerres civiles : elles sont toujours plus atroces que les autres. Leur naissance seule suppose déjà la plus grande force des passions haineuses et malfaisantes; il n'est donc pas étonnant que ces passions y déploient une activité plus effrayante que dans les guerres ordinaires. Les citoyens d'un même état ne se pardonnent pas de s'attaquer réciproquement, et par conséquent ils s'attaquent avec plus de fureur. Plus l'union a été intime, plus les animosités sont profondes et durables. D'ailleurs, les guerres de peuple à peuple se font selon certaines règles, sur quelques points d'un pays et pendant une partie de l'année; au contraire, la guerre civile fait de toute une contrée un vaste champ de bataille; comme les ennemis se touchent par tous les points, les combats, les incendies, les assassinats se multiplient et s'exercent en même temps dans mille endroits différents. Le crime et la violence promènent partout leurs fureurs et ne se reposent jamais. On sacrifie tout au dé-

sir de vaincre. Chaque individu se dépouille et se ruine volontairement pour satisfaire la passion qui l'anime. Une nation fait la guerre, non-seulement avec son revenu, mais avec son capital. Durant cette malheureuse époque, la France a mis quelquefois sur pied, en même temps, quatorze armées différentes. Sous François I, deux campagnes la mettaient hors d'état d'en faire une troisième, et elle a suffi aux dépenses de la guerre civile pendant trente-huit ans.

Il est extrêmement difficile, dans l'histoire des troubles religieux de la France, de découvrir la vérité au milieu des récits contradictoires des écrivains de tous les partis, et de décider, dans chaque cas particulier, qui, des catholiques ou des protestants, ont été les agresseurs. Des deux côtés, on veut persuader qu'on ne fait que se défendre lorsqu'on attaque; on prête des complots à son adversaire pour justifier ceux que l'on forme soi-même, et l'on paraît céder à la nécessité des circonstances, quand on a préparé de loin, et avec beaucoup d'art, de nouvelles ruptures.

Les prétextes des troubles ont toujours été les mêmes, pendant toute la durée des guerres civiles, et l'on a toujours invoqué la religion, la patrie, l'intérêt général, pendant qu'on sa-

rifiait, dans le fait, aux passions; mais l'objet réel des dissensions a changé trois fois de nature. Sous le règne de François II, et durant la minorité de Charles IX, il s'agissait de savoir qui, des Guises, des princes du sang, ou de Catherine de Médicis, serait maître du royaume. Depuis la mort de Condé jusqu'à la naissance de la ligue, on s'est battu pour décider si la France serait catholique ou protestante; ce fut un combat à mort entre les deux religions; toutes deux voulaient asseoir leur domination sur la ruine totale de leur ennemie. Lorsqu'on vit que la maison de Valois allait s'éteindre et que le sceptre passerait aux Bourbons, surtout depuis l'assassinat de Henri III, on se divisa sur la grande question de la succession au trône; et le bon génie de la France, qui voulait assurer le sceptre à l'héritier légitime, au roi de Navarre, lutta pendant quatorze ans contre le mauvais génie de ceux qui demandaient un changement de dynastie, et qui combattaient pour l'Espagne et pour les Guises. La paix de Vervins termina cette longue et pénible lutte; la cause des lois fut victorieuse; les vrais principes de la monarchie triomphèrent, et Henri IV vengea la France et l'Europe de l'ambition de l'Espagne.

Après ces réflexions générales, nécessaires

pour faire saisir l'ensemble des événements, et qui nous dispenseront d'entrer dans beaucoup de détails, considérons les principaux traits de ce demi-siècle de sang et de larmes.

La mort de Henri II fut le signal des troubles et des divisions. Les partis qui avaient existé à la cour sous son règne, devinrent de véritables factions sous celui de son successeur. François II, que les lois appelaient au trône, sortait de l'enfance, et devait gouverner un état sourdement agité, dans l'âge où l'on sait à peine se gouverner soi-même. Faible de corps et d'esprit, il était incapable de dévoiler les intrigues des courtisans, et de résister à l'ascendant de ceux qui convoitaient son autorité. Il ne voulut jamais le mal, mais il ne savait pas voir le bien, moins encore le vouloir avec force, et l'exécuter avec succès.

Les Guises et les princes du sang, jaloux les uns des autres, brûlaient également de s'emparer du pouvoir. François, duc de Guise, le chef de sa maison, en était le membre le plus habile et le plus illustre. Capitaine distingué, il joignait à ses talents militaires une connaissance profonde des affaires de l'état, et une activité infatigable. Son ambition était vaste et franche. Au-dessus des artifices des petites ames, il ne dissimulait

pas ses désirs ni ses espérances. Il aspirait à une haute élévation ; il la méritait par ses services, et ne voulait y parvenir que pour faire de grandes choses. Capable de commettre des violences utiles à ses vues, il était incapable d'une bassesse. Désintéressé, généreux, magnanime, il se faisait estimer de ses ennemis même ; la belle défense de Metz et la prise de Calais lui avaient acquis l'admiration et l'amour des Français, et son nom se présentait le premier dès qu'il s'agissait d'une entreprise difficile et glorieuse.

Son frère, le cardinal de Lorraine, avait tous ses défauts, sans les qualités brillantes qui les faisaient oublier. Soit vice de caractère, soit vice d'état, il couvrait ses passions ardentes du masque de la religion, et préférait le mensonge, la ruse, la perfidie, à tous les autres moyens de réussir. Son esprit dégénérait souvent en subtilité, et il avait beaucoup moins d'instruction qu'il ne croyait en avoir. Toujours prêt à sanctionner toutes les démarches utiles à l'élévation de sa famille, on le consultait comme la conscience du parti. Cette conscience corrompue rassurait et endormait celle des autres. En conseillant ou ordonnant le crime, il paraissait le légitimer. Le crédit des Guises s'appuyait sur

celui de la jeune reine. Ils avaient eu l'adresse de faire épouser à François II leur nièce Marie Stuart, reine d'Écosse, fille de Marie de Guise et de Jacques V. Cette princesse régnait sur son époux par les grâces de sa figure et les charmes de son esprit; ses oncles régnaient sur elle, et faisaient servir l'amour aux succès de leur ambition.

Catherine de Médicis, jalouse du pouvoir de Marie et de celui des Guises, cachait sa haine sous de feintes caresses, et cherchait à enchaîner ses rivaux même à ses desseins ambitieux. Elle avait de l'ascendant sur l'esprit de son fils; elle le devait à l'habitude autant qu'à son habileté. Ne pouvant encore se flatter de dominer François seule et sans partage, elle s'était rapprochée des Guises, bien résolue de les perdre dès qu'elle le pourrait sans danger. Née avec une grande activité, des sens impérieux et des passions ardentes, on lui avait persuadé de bonne heure que la morale n'était faite que pour le vulgaire; que, pour les princes, l'art de tromper était le premier des talents, la fausseté une mesure de prudence, et le succès l'unique règle de la conduite. Contrariée et toujours dans un état de contrainte, durant la vie de Henri II, ce ne fut qu'après sa mort qu'elle développa, dans

toute son étendue, son génie malfaisant. Faite pour vivre dans le chaos des intérêts, des factions et des partis, l'intrigue était son élément. Sans pudeur dans ses voluptés, sans pitié dans ses vengeances, sans honte et sans remords dans le choix de ses moyens, elle arrangeait des forfaits comme elle arrangeait des parties de plaisir, de sang-froid et avec raffinement. Le crime n'était à ses yeux qu'un expédient plus ou moins bon suivant les circonstances; la débauche la plus effrénée une combinaison bizarre de l'imagination; le scandale un plaisir de plus; et la religion une invention excellente pour faire des dupes; tout au plus, dans certains moments de ferveur, un accommodement avec le ciel. Dans sa profonde corruption, elle ne connut d'autre sentiment que le regret d'avoir quelquefois manqué son coup, plus intrépide encore quand le crime était consommé qu'audacieuse à l'entreprendre. Elle avait de l'esprit et de la pénétration; mais elle manquait de cette force de tête qui enchaîne l'avenir au présent, prévoit tous les cas possibles, et saisit un grand ensemble. Dans le moment de l'embarras et du danger, tout lui paraissait bon pour en sortir; et faute de bien calculer les suites de ses actions, elle multipliait ses embarras et ses dangers. Connaissant beau-

Digitized by Google

coup mieux les hommes que les choses, et plus au fait des intrigues que des affaires, elle ne pouvait pas gouverner seule, quelque envie qu'elle en eût, et elle fut toujours obligée de partager son pouvoir avec des hommes capables de porter le fardeau d'une grande administration. A la mort de Henri II, la nécessité avait opéré une coalition momentanée entre elle et les Guises; elle sentait qu'elle ne pouvait ni se passer d'eux, ni les écarter; leur autorité l'emportait encore sur la sienne, et ils étaient les véritables maîtres du royaume.

Les princes du sang, de la branche de Bourbon; héritiers du trône si les Valois venaient à s'éteindre, voyaient avec indignation des étrangers jouir d'une confiance et d'un pouvoir qui, suivant les lois, ne devaient pas leur appartenir. Antoine de Bourbon, l'ainé de la maison, roi de Navarre, du chef de sa femme Jeanne d'Albret, aurait supporté l'élévation des Guises avec assez d'indifférence, s'il avait pu recouvrer la partie de son royaume dont l'Espagne s'était injustement emparée; mais sa femme et son frère l'animaient contre les Lorrains. Il était plus jaloux des décorations du pouvoir, que du pouvoir même; confiant et crédule comme un enfant, dupe de tous ceux qui lui faisaient des promesses, sans volonté et sans moyens.

Son frère, Louis de Condé, joignait à une ambition qui prétendait à tout, des talents qui lui permettaient d'arriver à tout, et ses titres égalaient ses prétentions. Il avait l'audace d'un conspirateur, la légèreté d'un homme du monde, et les vues d'un homme d'état. Son goût pour les plaisirs ne prenait rien sur son activité; la frivolité de ses manières ne le rendait pas incapable du sérieux des affaires; et bien que ses mœurs fussent peu sévères, ses habitudes n'étaient ni molles, ni efféminées. Sa naissance et son mérite auraient dû le porter aux premières places; et il s'indignait de l'obscurité où on le laissait languir, tandis que les Guises gouvernaient l'État. Protestant par politique, au moins autant que par conviction, il serait difficile de déterminer à quelle époque il résolut de se servir de la religion pour perdre ses ennemis et arriver au pouvoir. Eut-il le premier l'idée de fomenter les troubles religieux, ou ne l'eut-il qu'après que les Guises se furent mis à la tête du parti catholique? ce sera toujours un problème.

Dans le parti protestant, dont Louis de Condé allait devenir le chef, se trouvait un homme fait pour les grandes entreprises, et qui semblait né pour briller au milieu des orages; c'était l'amiral de Coligni, de l'illustre maison des Châtillon.

Il avait porté les armes de bonne heure, et s'était fait une réputation par la belle défense de Saint-Quentin. Combinant long-temps ses projets dans les profondeurs de sa pensée, il ne permettait pas qu'on les soupçonnât avant le moment où il les déployait dans toute leur étendue. Instruit à fond des ressources et des forces des protestants, de la position des lieux et de l'état des provinces, il n'était jamais étonné des événements, jamais découragé par les revers. Il avait prévu avant que d'agir, et savait corriger ce qu'il n'avait pu ni prévoir ni prévenir. Sa froide intrépidité ranimait ou modérait l'ardeur des autres; sa fermeté persévérante inspirait la confiance, et sa simplicité désarmait l'envie. Il était grand sans effort, et trop sûr de sa gloire pour en être inquiet. Rarement vainqueur dans les guerres de religion, il ne paraissait jamais plus admirable que dans ses défaites; et ses retraites savantes d'une extrémité de la France à l'autre, furent plus glorieuses que les victoires de ses ennemis. Tout en combattant, il négociait pour son parti, en Allemagne, en Angleterre, dans les Pays-Bas. Tour à tour insinuant et impérieux, il obtenait ou commandait les sacrifices, et savait rester calme en allumant l'enthousiasme de son armée. Ses mœurs étaient

simples et même austères. Le peu de temps que les affaires n'emportaient pas, était donné à l'économie rurale. Dans les intervalles de repos que lui laissaient les guerres civiles, il cultivait sa vigne de la même main qui signait des traités. L'ambition des grandes places et celle de la fortune lui étaient étrangères; mais il avait celle de former et de réaliser de vastes combinaisons; ambition plus honorable, mais non moins dangereuse que l'autre. D'Andelot et le cardinal de Châtillon, frères de Coligni, servaient ses desseins avec succès; le premier par son intrépidité, le second par son esprit adroit et conciliateur.

Ainsi, du côté des catholiques et de celui des protestants, se trouvaient, pour le malheur de la France, des hommes d'un mérite rare, qui joignaient la puissance du caractère à celle du génie, et à qui il ne manquait, pour être de grands hommes, que de préférer le devoir à l'ambition; et des principes purs à des maximes intéressées. Il semblait que la nature eût prodigué, pour la ruine du royaume; ce dont elle est le plus avare, le talent et l'énergie. Si les caractères mâles et vigoureux que présente cette époque malheureuse, ne la sauvent pas d'une juste horreur, ils la sauvent du moins du mé-

pris de la postérité. On y voit plus de passions que de vices, et de ces passions fières et franches, familiarisées avec la violence, étrangères à la bassesse, qui ne germent que dans des âmes pleines de sève et de force, et qui, par leurs explosions volcaniques, peuvent faire frémir le spectateur, mais lui épargnent l'affreux dégoût que, dans la nature morale, comme dans la nature physique, donnent toujours les signes de la putréfaction.

Au milieu de toutes ces formes imposantes et prononcées, qui arrachent encore l'admiration, lors même qu'elles repoussent l'estime, L'hospital seul est véritablement grand : placé entre les Guises et les princes du sang, et ne connaissant d'autre parti que celui de l'État, lui seul se montre citoyen. Un savoir profond, un esprit vaste et lumineux, sont relevés en lui par une probité réfléchie, constante, inaltérable. Toujours modéré dans le choc de toutes les passions, tolérant au milieu des fureurs du fanatisme; occupé de projets utiles à l'État, tandis qu'autour de lui chacun n'est occupé que de son intérêt particulier; jaloux de la perfection des lois, dans un temps où tous les partis invoquent la force, il paraît un être supérieur chargé d'arbitrer les divisions. Ne séparant, ni

dans son cœur, ni dans ses travaux, l'autorité royale de la liberté publique, parce qu'il sait que l'une ne peut exister sans l'autre, il voudrait assurer la tranquillité de l'État, en accordant à tous les Français l'exercice d'un droit sacré, et concilier le maintien de la religion catholique et l'existence du calvinisme. Son éloquence serrée et pressante confond les subtilités du cardinal de Lorraine; sa vigilance et sa sévère économie commencent à rétablir l'ordre dans les finances; et tel est l'empire de la vertu, qu'il se fait écouter au sein d'une cour corrompue, et que ceux même qui s'opposent à ses vues bienfaisantes sont forcés de leur rendre hommage.

CHAPITRE XX.

Commencement des guerres civiles. Conspiration de La Renaudie. Mort de François II. Régence de Catherine de Medicis. Première, seconde, troisième guerre de religion.

TEL était l'état de la France, tels étaient les hommes qui tenaient ses destinées dans leurs mains et se disputaient l'autorité. François de Guise et le cardinal de Lorraine avaient été nommés ministres par le jeune roi, dès son avènement au trône. Le connétable de Montmorenci, tout-puissant sous le règne de Henri II, odieux aux Guises et à Catherine, avait été éloigné de la cour, et vivait à Chantilly. Les Guises, ayant déjà formé le projet de faire de leur cause la cause de la religion catholique, commencèrent à persécuter les protestants. Anne du Bourg, arrêté sous le règne précédent, fut une des premières victimes qu'ils immolèrent. Les mécontents, le prince de Condé à leur tête, tinrent une assemblée secrète à la Ferté pour y concer-

1560. ter leurs mesures contre les Guises. Ce fut là

que l'amiral de Coligni, développant aux yeux du prince les ressources et les forces des réformés, lui montra qu'il pouvait les servir en les employant au succès de ses propres desseins; et qu'en épousant leurs intérêts, il assurerait son triomphe et celui de leur culte. Ce plan flattait trop les passions de Condé pour ne pas lui plaire. Il donnait à son ambition les couleurs du désintéressement et du bien public, lui fournissait les moyens d'agir et des prétextes plausibles; tout en travaillant pour lui-même, il paraissait le protecteur des opprimés. L'essentiel était de soustraire la personne du roi à l'autorité des Guises. On forme le projet de l'enlever à Blois, où il devait aller passer le printemps. Les mécontents, dans leurs discours, séparant le roi de ceux à qui il accorde sa confiance, prétendaient pouvoir concilier avec le respect qu'ils doivent à leur souverain, les mesures illégales qu'ils prennent contre ses ministres. Par une distinction absurde, ils voudraient faire croire qu'ils ne conspirent pas contre leur maître, en conspirant contre les dépositaires de son pouvoir. On jette les yeux sur La Renaudie pour exécuter le complot. Ce gentilhomme, issu d'une bonne famille du Périgord, était très-attaché à la religion nouvelle; son audace et son activité

lui faisaient aimer les hasards des entreprises. S'il réussit, on profitera de ses succès; s'il manque son coup, on peut le désavouer. Les conjurés se rassemblent à Nantes; on ne parle aux mécontents que de la majesté du trône compromise par les Lorrains, et de la servitude du roi; on ne présente aux réformés que les dangers de leur religion, et l'oppression dans laquelle ils languissent. Tous marchent au même but par des motifs différents. Les Guises soupçonnent un dessein secret; et la cour est transférée à Amboise. Bientôt ces soupçons se changent en certitude par l'indiscrétion de La Renaudie. Les Guises persuadent au roi, qui un moment paraît douter du fait, que c'est lui qu'on attaque, et que la conjuration menace son autorité. Ils font tous les préparatifs nécessaires pour la défense de la ville, et ont l'adresse de confier les postes les plus importants aux prince de Condé et aux partisans secrets de La Renaudie, en les faisant surveiller de près. Les conjurés s'avancent et se présentent sous les murs d'Amboise, mais ils sont repoussés. La Renaudie est tué dans le combat; et les Guises, n'écoutant que leur vengeance, multiplient les exécutions. Ils n'ont pas osé accuser le prince de Condé, quelque fortes que soient les preuves de sa complicité; mais ils ne font qu'ajourner sa perte.

Le duc de Guise est nommé lieutenant-général du royaume. Les échafauds s'élèvent; Amboise est inondée de sang. Beaucoup d'innocents périssent, et les coupables eux-mêmes sont condamnés par des voies illégales et injustes. Olivier, chancelier du royaume, homme honnête et bon, mais trop faible pour résister au despotisme des Guises, meurt de chagrin de ne pouvoir empêcher ces exécutions sanglantes. L'hospital le remplace. Il doit son élévation à la duchesse de Montpensier, qui connaît sa tolérance, et à Médicis elle-même, qui lui pardonne sa vertu en faveur de ses talents. Elle compte s'en servir contre les Guises, qui marchent à grands pas à une domination absolue. L'hospital, qui s'oublie lui-même dès que le devoir parle, et qui ne voit que la patrie, accepte le poste éminent et difficile qu'on lui offre. Il ne se déguise ni le travail immense qui va peser sur lui, ni les dangers de sa position, ni les malheurs qui menacent la France; il prévoit qu'il ne pourra pas faire tout le bien qu'il désire, mais il espère empêcher une partie des maux qu'il redoute; et c'est beaucoup pour une âme telle que la sienne.

Par une manœuvre habile, L'hospital déjoue les projets sanguinaires du cardinal de Lorraine,

1560. qui veut introduire dans le royaume les horreurs de l'inquisition, et fait attribuer aux seuls évêques le droit de juger les protestants. Bientôt il propose de convoquer les États-généraux, pour décider définitivement la grande affaire de la religion. Il espère y faire entendre la voix de la raison et les maximes de la tolérance, s'environner des lumières de la nation dans un procès où il s'agit de l'opinion générale, et s'appuyer de son autorité contre le crédit des Guises. L'assemblée des notables, tenue à Fontainebleau, décide la convocation. Les Guises ne s'y refusent pas. Ils savent que la plupart des députés, intimidés par leur pouvoir, asservis à leur volonté par l'espérance ou la crainte, seront leurs créatures et leurs esclaves. Ils se proposent de les faire servir à leurs vengeances, et de sanctionner leur despotisme par le silence des représentants de la nation. Avec de la sagesse et de la vigueur, cette assemblée aurait pu sauver la France; mais étrangère à l'esprit public, infectée de l'esprit de parti, mal organisée, composée d'éléments vicieux, elle ne fit, comme toutes celles qui furent convoquées dans ce siècle malheureux, que se déshonorer par sa faiblesse, et tromper les vœux des bons citoyens.

Malgré le mauvais succès de la conspiration d'Amboise, le prince de Condé n'avait pas cessé de fomenter le mécontentement des protestants, et il avait engagé son frère, le roi de Navarre, à épouser sa cause. Les Guises se proposent de les perdre. Le prince et son frère sont invités à se rendre à la cour. Ils sont arrêtés au moment de leur arrivée; on se contente de donner des gardes au roi de Navarre. Condé est traité en criminel d'état, et on lui fait son procès. En vain il réclame le privilège de son rang, de n'être jugé que par ses pairs; il est jugé par une commission. Le roi de Navarre est sur le point d'être assassiné dans les appartements du roi. Ce crime atroce a été conseillé par les Guises; mais l'ame de François ne s'est pas trouvée à l'unisson d'un projet pareil. L'arrêt de mort du prince de Condé était dressé. Le roi, gouverné par ses oncles, allait le signer; mais il meurt subitement, et Condé est sauvé.

5 dec.
1560.

Sans la mort prématurée de François II, le parti des Guises triomphait; le supplice de Condé ôtait à leurs ennemis toute espérance de succès; les protestants étaient perdus sans ressource; la France n'échappait à l'anarchie que par le despotisme, et la paix de la servitude la sauvait des horreurs de la guerre civile. Mais la mort

prématurée du jeune roi multiplie les semences de troubles et de divisions. Le trône appartient à son frère Charles, mais Charles est mineur ; c'était aux états du royaume à décider la grande question de la régence. Catherine l'exerce sans en prendre le titre et sans les consulter. Condé est relâché ; la reine a trop souffert du pouvoir des Guises, pour le leur laisser dans un moment où ils perdent l'appui de leur nièce. La sensible et faible Marie Stuart, dont les malheurs ensuite ont expié les torts et les ont fait oublier, retourne en Écosse ; et, par de sombres et trop justes pressentiments, elle paraît renoncer pour toujours au bonheur en quittant la France. Cependant le crédit personnel des Guises leur donne encore une grande autorité. Catherine croit que le seul moyen de diminuer leur ascendant est de se rapprocher de leurs ennemis ; elle prend pour système d'opposer les partis les uns aux autres, de les caresser et de les combattre tour-à-tour ; et cette politique, à laquelle elle restera fidèle, ne fera que prolonger les maux et les douleurs de la France. Conformément à ce plan de conduite, elle offre au faible roi de Navarre, qu'elle est sûre de diriger à son gré, la place de lieutenant-général du royaume, et il l'accepte. Elle rappelle Montmo-

réenci; ce vieillard, qui aime sincèrement son roi et sa religion, mais qui s'aime encore plus lui-même, se hâte d'abandonner sa retraite; il a besoin de la cour, et il croit céder au besoin de servir sa patrie. Les États confirment la reine dans la régence. Le vertueux Lhospital veut qu'ils établissent, par une loi sage et positive, les droits des deux cultes, qu'ils paient les dettes de l'état, qu'ils remettent l'ordre dans les finances; mais Lhospital est le seul qui pense au bien public. Les divisions de la noblesse, du clergé et du tiers empêchent les États d'arriver à des résultats fixes et utiles, et l'assemblée se sépare sans avoir rempli les espérances de la nation.

Cependant les Guises, craignant que le pouvoir ne leur échappe, tâchent de former une nouvelle coalition. François de Guise gagne le connétable, en lui montrant les dangers que court la religion catholique. Ils s'associent le maréchal de Saint-André, courtisan avide, qui avait profité de la faveur de Henri II pour amasser des richesses considérables, et qui, par ses richesses mêmes et sa haine contre les calvinistes, peut être utile au parti; ils forment ensemble le fameux triumvirat.

1561.

Philippe II, avec qui Guise négocie secrètement, promet du secours et attise les feux qui.

vont incendier la France. Aux États de Saint-Germain, le chancelier ne parvient pas à étouffer les troubles par des mesures vigoureuses, et il n'obtient d'autre succès que celui d'intimider le clergé, et de l'amener à payer une partie des dettes publiques. Dans le dessein de terminer les dissensions religieuses, on donne lieu au colloque de Poissy, où, en présence de la reine et du roi, les théologiens des deux cultes exposent leur doctrine : moyen mal imaginé, qui ne tendait qu'à répandre les idées nouvelles, à multiplier les doutes, à augmenter l'animosité et à confirmer chaque parti dans son opinion. Mais le cardinal de Lorraine est jaloux d'étaler dans ce colloque son éloquence et son savoir; de son côté l'avocat des protestants, Théodore de Bèze, y déploie une logique pressante, une mémoire intarissable, une éloquence simple et mâle, qui fait regretter aux catholiques d'avoir engagé la lutte. Le colloque n'aboutit qu'à irriter les esprits. Les Guises s'en consolent en attirant dans leur parti le faible roi de Navarre, qui se laisse séduire par l'espérance de la restitution de son patrimoine, et devient, par indolence, l'allié des plus mortels ennemis de sa maison.

Le chancelier se flatte encore de prévenir la

guerre civile; il engage Catherine, qui redoute le triumvirat, à convoquer les notables à Saint-Germain, et on y donne l'édit de janvier, qui accorde aux calvinistes la liberté du culte, et leur défend seulement de tenir des assemblées dans l'enceinte des villes. Mais les triumvirs ne voient dans cette paix qu'une nouvelle preuve de la préférence que la reine-mère accorde aux protestants, et ils se proposent de troubler leur bonne intelligence. Soit hasard malheureux, soit dessein prémédité, les gens du duc prennent querelle avec des religionnaires à Vassy. Le sang coule; ce fut le signal des malheurs de la France. Les triumvirs, qui ont gagné le roi de Navarre, veulent légitimer leurs démarches en empruntant le nom du souverain; ils préviennent leurs ennemis en enlevant Charles et sa mère à Fontainebleau, et les amènent à Paris.

A cette nouvelle, le prince de Condé et Coligni ne gardent plus de mesure; ils font d'Orléans leur place d'armes, et publient des manifestes dans lesquels ils assurent qu'ils ne menacent pas les catholiques; ceux-ci, pour égayer à leur tour l'opinion publique, se défendent de tout projet contre les protestants. Des deux côtés on s'arme au nom du roi, et l'on ne parle que de la liberté du royaume. La

première guerre de religion éclate ; l'Allemagne, riche en soldats, envoie ses habitants combattre en faveur des deux partis qui déchirent la France ; la conformité de religion et d'intérêts assure aux réformés le secours des princes protestants ; l'argent de l'Espagne, que les catholiques répandent avec profusion dans l'empire, attire sous leurs drapeaux beaucoup de volontaires. Catherine, qui redoute également les victoires des deux partis, essaie de rapprocher les esprits aux conférences de Talsy. Le prince de Condé est sur le point de promettre qu'il sortira du royaume avec tous les réformés ; mais l'indignation de l'armée éclate contre ce projet ; trop singulier pour avoir été formé de bonne foi, et les négociations se rompent. Condé, Coligni et leurs adhérents sont déclarés coupables de lèse-majesté, et persévèrent dans leur révolte, sous prétexte que le roi n'est pas libre. L'habile Elisabeth leur donne des secours ; mais ils sont obligés de les acheter à haut prix ; et en lui permettant de prendre possession du Hayre, ils n'obtiennent d'elle que ce qu'il faut pour ne pas succomber sous leurs ennemis. Philippe et Elisabeth suivent la même politique, alimentent les troubles, et empêchent que l'un des deux partis ne les termine en acquérant une prépondérance décisive.

L'armée royale assiége Rouen, que Montgomery défend avec vigueur. La ville est prise; mais Antoine de Navarre, blessé pendant le siège, meurt des suites de sa blessure : aucun parti ne le regrette. Les deux armées se rencontrent près de Dreux; long-temps elles restent immobiles en présence l'une de l'autre, et paraissent craindre de s'attaquer; le crime qu'elles vont commettre les glace d'effroi; les liens qui les unissent les frappent plus, dans ce moment, que les intérêts qui les divisent; un reste de honte arrête les plus violents; pendant deux heures la voix de la patrie combat contre le fanatisme; mais le mauvais génie l'emporte; on surmonte cette sainte répugnance, et l'on se bat pendant sept heures avec le plus grand acharnement. Le maréchal de Saint-André est tué; le connétable est pris par les soldats de Condé; Condé l'est à son tour par le fils du connétable. Coligni sauve les débris de ses troupes, et se retire à Orléans. Le duc François de Guise, enorgueilli de sa victoire, seul debout de tous les chefs de son parti; écrit à la reine sur le ton d'un maître. Elle frémit en se voyant à la discrétion de cet ambitieux; mais ses craintes sont bientôt dissipées. Guise, qui assiége Orléans, est assassiné par Poltrot de Méré, gentilhomme au-

19 déc.
1562.

goumois. Les assassinats, rares dans les troubles allumés par le fanatisme politique, où chacun ne commet que les crimes dont il peut espérer de recueillir les fruits, sont plus communs dans les guerres religieuses, où l'on attache à des actes de ce genre la certitude de grandes récompenses. La mort du duc de Guise, qui expira en pardonnant à son assassin, fut digne de sa vie : elle causa plus de joie à Catherine de Médicis qu'aux protestants qui, tout en le haïssant, ne pouvaient se défendre d'estimer ce héros.

La reine, délivrée, par la bataille de Dreux, de tous ceux du parti catholique dont elle redoutait le pouvoir, ne craint plus que les protestants. Depuis cette époque, moins jalouse de les conserver, ne croyant plus avoir besoin d'eux, elle travaille à leur ruine, tantôt par des caresses perfides, tantôt par des violences atroces. Pour le moment, elle veut la paix, et engage le prince de Condé à signer la convention d'Amboise, qui modifie l'édit de janvier, et ne défend aux protestants que de célébrer leur culte dans l'arrondissement de Paris. Coligni condamne ce traité, et l'accepte faute de moyens de résistance. Mais il est facile de prévoir que ce prétendu remède n'est qu'un palliatif; l'existence des protestants restait toujours

précaire ; ils n'en avaient point de garantie légale , et les passions des chefs exagéraient leurs dangers. Peut-être même qu'à cette époque une parfaite égalité avec les catholiques n'eût pas satisfait les religionnaires. Non-seulement ils ne voulaient pas être asservis ; ils voulaient être les maîtres , et ne voyaient la liberté que dans la domination de leur culte et la ruine de leurs ennemis.

Peu après la convention d'Amboise, la reine fait déclarer son fils majeur au parlement de Rouen ; sa minorité donnait des prétextes et des espérances aux mécontents ; ils la voient finir à regret ; Catherine règne avec plus d'assurance et de pouvoir. Charles IX, qui fut encore plus malheureux que coupable pendant son règne court et sanglant , était né avec les plus heureuses dispositions. Sa figure était noble , son esprit vif et pénétrant , son caractère franc et ouvert : le célèbre Amyot, son précepteur , lui avait donné le goût de l'instruction ; mais sa mère mit tout son art à le pervertir , et, bâtissant sur les vices de son fils la durée de son pouvoir , elle employa tous les moyens imaginables pour le corrompre et l'avilir. Il était vif , elle le rendit emporté et cruel ; il était communicatif , il devint , à son école , défiant et dissi-

mulé; il aimait les exercices violents, elle fortifia cette passion, au lieu de la modérer en lui inspirant des goûts plus délicats; il était actif, elle lui donna l'habitude de l'indolence, et tâcha de lui faire oublier ses devoirs au sein des plaisirs.

Au commencement de son règne, elle parut vouloir le former au grand art de régner, et il fut résolu que le jeune roi voyagerait dans l'intérieur de son royaume, pour apprendre à le connaître, et pour étouffer, par sa présence, jusqu'aux germes des anciennes divisions; mais ce voyage, qui aurait pu guérir, ou du moins adoucir, les maux de la France, ne servit qu'à lui en préparer de nouveaux. Médicis eut à Bayonne des conférences avec le duc d'Albe, qui passait de l'Espagne dans les Pays-Bas pour y éteindre dans le sang les feux de la révolte que le despotisme de Philippe y avait allumés. Cet Espagnol, intolérant par principe et cruel par tempérament, souffla dans l'âme de Catherine l'esprit persécuteur qui l'animait. Elle conjura avec lui la ruine de ses sujets, et le ministre de Philippe crut bien servir son maître, en donnant à la reine des conseils atroces, qu'elle ne suivit que trop fidèlement.

Ces conférences de Bayonne ne purent être

tellement secrètes que les protestants ne fussent vaguement instruits des projets qu'on y avait formés contre eux. Justement alarmés, et animés par Condé et Coligni, ils prennent le parti de prévenir leurs ennemis. La seconde guerre de religion commence. Les feux de la révolte se répandent avec rapidité; rien n'était plus facile que d'amener en même temps l'insurrection dans toutes les provinces. Les assemblées synodales faisaient des protestants, répandus dans toute l'étendue du royaume, un seul corps dont les ministres étaient l'ame; c'étaient eux qui se concertaient avec les chefs, et qui demandaient ensuite et obtenaient partout, au nom de la religion, des hommes et de l'argent. Graces à cette organisation, Condé et Coligni ont bientôt réuni sous leurs ordres des forces considérables; ils forment le dessein hardi de surprendre le roi à Meaux et de l'enlever; mais la valeur et la fidélité des Suisses sauvent Charles et sa mère; et formant autour d'eux un bataillon carré, ils les conduisent en sûreté à Paris. Le jeune roi, ardent et fier, fut indigné de l'audace des protestants, et la retraite de Meaux déposa dans son cœur un levain de haine et de vengeance. Condé veut effacer le mauvais succès de son entreprise; il va se présenter devant les murs de

Paris; et le connétable, à la tête d'une armée nombreuse, vient lui offrir la bataille dans la plaine de Saint-Denis. Elle s'engage; les protestants
1567. sont battus; mais le vieux Montmorency est tué d'un coup de pistolet, par un Écossais nommé Robert Stuart. Les Allemands accourent de tous côtés en France, les uns au secours du roi, les autres au secours des religionnaires. Le prince palatin, Jean Casimir, est à la tête de ces derniers; son beau-frère, Guillaume de Saxe, commande les autres. La reine, effrayée des désordres que commettent les rêtres des deux partis, se hâte, pour les éloigner, de conclure la paix à
1568. Lonjumeau : ce traité confirme la convention d'Amboise, et y ajoute quelques légères modifications à l'avantage des protestants.

Ces traités n'étaient que des trêves momentanées, dictées aux deux partis par le défaut de ressources, le besoin de se refaire et le désir de se tromper réciproquement. Au bout de six mois la guerre éclate de nouveau. Tous ceux qui sont mécontents de l'administration de Catherine, et qui conseillent des mesures modérées, sont éloignés de la cour et marqués du nom de *Politiques*. Médicis veut faire enlever le prince de Condé et Coligni à Noyers, en Bourgogne; ils n'échappent qu'avec peine aux embûches qu'elle

leur dresse , et se retirent à la Rochelle ; de là ils reparaisent en forces et entrent en campagne. La reine nomme Henri, duc d'Anjou, lieutenant-général du royaume. Ce prince était son favori. Il aimait comme elle les plaisirs raffinés, les fêtes brillantes et bizarres, les intrigues d'amour et de politique ; savait mêler aux crimes une sorte de légèreté, et conserver de l'insouciance au milieu des événements les plus tragiques. Médicis se voyait renaître en lui. Il ne manquait pas d'esprit ; mais sa frivolité ne lui permettait pas de développer, de suivre, d'exécuter les idées heureuses que son esprit lui suggérait. Il ne tenait à la religion que par les spectacles qu'elle offre. Superstitieux et incrédule, libertin et dévot, nous le verrons convertir les processions en orgies, et associer aux objets les plus graves les plaisanteries les plus indécentes. Dans sa jeunesse, il donnait des espérances aux Français. Brave et hardi, mais sans connaissances militaires, il avait besoin d'être dirigé ; et sa mère, en lui confiant le commandement de son armée ; lui donna le maréchal de Tavannes, qui prépara ses victoires et lui arrangea ses triomphes. Condé et Coligni voulaient gagner le centre de la France pour se joindre aux renforts qu'ils attendaient d'Allemagne ; mais Tavannes les resserre et les

atteint à Jarnac, petite ville sur les bords de la Charente. La fortune, toujours contraire aux protestants quand ils combattent en bataille rangée, se déclare de nouveau contre eux. Condé, blessé, combat encore à genoux, lorsque Moftesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou, le tue d'un coup de pistolet. La mort de cet ambitieux ne change rien à l'état des affaires. Coligni, toujours grand dans les moments critiques, rallie les restes de l'armée et se retire; mais la jalousie divise les chefs des protestants, et leur orgueil souffre d'obéir à l'amiral. Le parti est menacé des plus terribles malheurs, lorsque Jeanne d'Albret, veuve d'Antoine de Bourbon, arrive dans le camp, avec son fils, le jeune roi de Navarre, et le jeune Condé. Elle parcourt les rangs, harangue les troupes et leur présente Henri. A sa vue, toutes les passions se calment ou se taisent; il est proclamé chef des protestants; et Coligni, qui commandera désormais en son nom, est sûr d'être obéi.

CHAPITRE XXI.

Henri de Navarre paraît à la tête des protestants. Fin de la troisième guerre. Paix simulée. La cour veut l'extinction des réformés. Massacre de la Saint-Barthélemy. Mort de Charles IX.

HENRI, destiné à faire, après vingt ans de combats et d'infortunes, le bonheur de la France; était dans cet âge où les grâces de l'esprit et de la figure ont toute la fraîcheur et tout l'attrait de la jeunesse. Il avait à peine seize ans. Élevé dans le château de Pau, en Béarn, il y avait reçu une éducation mâle, simple et vigoureuse. Loin de la mollesse et de la contrainte des cours, il avait pris, au sein des montagnes, parmi les enfants du pays; une force de tempérament, une gaieté de caractère et un ton de cordialité et de franchise qui le soutinrent dans les situations les plus épineuses. Son précepteur, le savant et vertueux La Gaucherie, avait cultivé son esprit et son cœur; mais la nature le servit toujours mieux que l'art; elle lui avait fait de riches avances de culture; il s'abandonna à elle avec

confiance et avec succès. L'école du malheur développa ses heureuses dispositions. Jamais le caractère national des Français, sans ses taches et ses imperfections, n'a paru avec plus d'éclat que dans ce prince; et les Français durent adorer en lui le représentant, ou plutôt l'idéal des qualités aimables et brillantes qui les distinguent des autres peuples; en l'aimant ils paraissaient s'aimer eux-mêmes. Intarissable en saillies qui touchent par leur naïve simplicité, encore plus qu'elles ne charment par ce qu'elles ont de fin et de spirituel, ses bons mots furent souvent sa seule richesse; il les employait pour consoler, pour punir, pour récompenser ceux qui le servaient. Patient et sobre dans le besoin, ami du plaisir et de la dépense dans l'occasion, brave et prévoyant, se ménageant peu lui-même et ménageant beaucoup ses serviteurs, ferme par principe, clément et facile par penchant, populaire avec dignité, il vivait familièrement avec ceux qui s'attachaient à sa fortune, et paraissait descendre de son rang pour donner du prix à cette familiarité. Hardi, actif, entreprenant, multipliant ses moyens par la rapidité de ses marches, il avait toutes les qualités nécessaires pour faire la guerre avec succès, comme chef d'un parti dont on ne pouvait se faire obéir qu'autant qu'on

avait du mérite personnel. Ses faiblesses firent quelquefois tort à ses affaires; mais le plus souvent il savait s'arracher au plaisir pour voler à la gloire et au devoir. Ses défauts ne le rendirent jamais méprisable, parce que son cœur ne fut jamais étranger à ses relations avec les femmes, et qu'elles eurent toutes cette teinte de sentiment et de galanterie chevaleresque, qui sauve de l'avilissement.

Son cousin, le prince de Condé, plus grave, plus réfléchi, plus ambitieux pour son âge, était son camarade et son ami. Ils parurent ensemble sur la scène, et connurent l'émulation sans connaître la jalousie. Coligni veut profiter du courage et de la confiance que l'arrivée des deux princes a répandus dans son armée, et reprend de nouveau l'offensive. Le combat de Roche-l'Abeille se termine à son avantage; mais les protestants souillent leur victoire par leur cruauté. Coligni met le siège devant Poitiers; la ville fait une belle défense; le duc d'Anjou s'avance pour la délivrer; l'amiral abandonne le siège et marche à sa rencontre; la bataille s'engage près de Montcontour, et, malgré les renforts que lui a amenés le duc des Deux-Ponts, Coligni est battu. Après cette victoire, la France croit que le duc d'Anjou va poursuivre les restes des protestants;

mais son indolence et son goût pour le plaisir l'empêchent de profiter de ses avantages. La prudence et l'activité de l'amiral lui fournissent les moyens de réparer ses pertes, et de livrer, près d'Arnai-le-Duc, un combat dont le succès reste indécis. Cependant, Charles IX, jaloux de la gloire de son frère, incline pour la paix, afin de n'avoir plus besoin de ses services. Catherine veut employer de nouveaux moyens pour détruire les protestants; et, dans ce dessein, il faut les endormir en leur accordant une paix
1570. avantageuse. Elle est conclue à Saint-Germain-en-Laye. On accorde aux Calvinistes une amnistie générale, le libre exercice de leur religion, le droit de parvenir à toutes les charges de l'État, la permission de récuser six juges dans les parlements, et quatre villes de sûreté. La paix paraît satisfaire les protestants; mais les catholiques murmurent : Médicis les flatte, les caresse, en attendant que les circonstances lui permettent de découvrir ses artifices, et que le moment soit venu de frapper un coup décisif.

Dans le traité de Saint-Germain, on avait arrêté le mariage du jeune roi de Navarre avec Marguerite de Valois, sœur de Charles IX. Le temps des noces est fixé; les préparatifs se font avec toute la pompe imaginable. Cette union

doit terminer tous les troubles, et prévenir toutes les guerres. La noblesse protestante est invitée à se rendre aux solennités du mariage. Elle accourt de toutes les parties du royaume, et, pour honorer le roi de Navarre, elle paraît avec éclat à Paris, et y déploie la plus grande magnificence : Coligni lui-même vient dans la capitale; Charles témoigne du respect et même de la confiance à ce vieillard, qui, jaloux d'assurer la tranquillité de la France, propose au roi de diriger au dehors l'inquiétude des Français, et de tourner ses armes contre la maison d'Autriche. Charles adopte ce projet avec chaleur. Catherine, qui craint l'ascendant de la vertu, emploie le crime pour la perdre; la reine de Navarre meurt subitement, et c'est le poison qui termine ses jours; Coligni est blessé par un assassin. Henri, duc de Guise, qui reproduit les vertus de son père avec des vices qui étaient étrangers à ce grand homme, qui lui est égal pour le génie, supérieur en ambition, et qui brûle de venger sa mort, est l'âme des projets de Médicis. Elle assiège son fils de vaines terreurs; elle lui persuade que les réformés ont conspiré contre lui et contre toute la maison royale; qu'ils ne se sont rendus en si grand nombre à Paris, que pour exercer d'horribles

vengeances, et qu'il est perdu s'il ne se hâte de les prévenir. Agité par les fantômes qu'elle lui présente, Charles ne se possède plus lui-même, et signe l'ordre de massacrer tous les protestants. A minuit, la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois donne le signal du carnage. Là commence une longue suite de crimes épouvantables, dont les siècles n'ont pu affaiblir l'horreur, et que l'imagination, succombant sous le poids de la réalité, ne peut ni se représenter ni peindre dignement. Soixante-dix mille Français périssent égorgés par les ordres de leur roi, qui ne dédaigne pas de se ranger lui-même parmi les assassins : c'est un de ces moments, trop communs dans l'histoire, où l'on croirait que les lois morales sont effacées de toutes les consciences ; et pour se réconcilier avec l'espèce humaine, il faut se rappeler des traits de vertu qui prouvent que la nature morale vivait encore dans le cœur des Français, et reposer ses regards fatigués sur la généreuse désobéissance de Hennuyer, de Jannin, d'Aspremont, de Tendes, et de quelques autres, qui servirent Charles malgré lui-même, et refusèrent d'être les bourreaux de leurs concitoyens.

Le grand crime qui venait de se commettre en France, remplit l'Europe entière d'indigna-

tion et d'effroi. Rome et l'Espagne seules firent des feux de joie et remercièrent le ciel de cet heureux événement; mais les peuples mêmes de ces contrées ne partagèrent pas l'affreuse satisfaction de leurs souverains. Partout ailleurs il s'éleva un cri général contre cette exécrationnable action. Elisabeth et sa cour en portèrent le deuil: Charles, qui avait osé tirer sur ses propres sujets fuyant ses ordres cruels, eut horreur de son délire quand le moment de la fièvre fut passé; et, dans les lettres qu'il écrivit, il rejeta le massacre sur les Guises; mais sa mère lui fit sentir les conséquences de cette démarche; et huit jours après il tint un lit de justice dans le parlement; et, ne rougissant pas de parler de ces forfaits dans le sanctuaire même de la loi, il prêta aux réformés les projets les plus odieux, et prétendit que tout ce qui s'était fait, n'avait été qu'une mesure nécessaire contre une conspiration qui menaçait de tout abîmer. Rien ne prouve mieux la fausseté de ces accusations que le peu de résistance que les réformés opposèrent à leurs assassins; il n'y en eut que deux qui se défendirent.

Le roi de Navarre et le prince de Condé n'avaient sauvé leur vie qu'en déclarant vouloir se faire instruire. Charles, entouré de ses gardes,

leur avait crié dans le moment du massacre : *La messe ou la mort!* et ces jeunes princes intimidés avaient cédé à ses menaces. Dans le premier effroi, les réformés crurent qu'on allait les poursuivre à extinction, et qu'ils ne se releveraient jamais de ce coup. Les uns essayèrent de sortir de France, les autres se sauvèrent dans les marais du Poitou et dans les défilés des Cévennes. Après ces scènes sanglantes, on pensait que la cour profiterait de la circonstance pour exterminer le parti; heureusement elle fut inconséquente, et ne fit pas tout le mal qu'on avait droit d'attendre d'elle. Au mois d'août, elle avait massacré les réformés; au mois d'octobre de la même année, elle promit de les protéger et de leur rendre leurs biens. Mais, en même temps, elle ordonne d'assiéger la Rochelle, Nîmes, Montauban, Sancerre, les derniers asiles des religionnaires, qui se préparent à les défendre, et invoquent le secours de l'Angleterre. La Rochelle est menacée la première; le brave La Noue y commande; vrai citoyen, attaché également à sa religion et à sa patrie, zélé sans fanatisme et modéré sans faiblesse, La Noue jouit de la confiance des deux partis. Charles l'avait nommé gouverneur de la Rochelle, et cependant les Rochellois lui abandonnent le soin

de défendre la place contre l'armée de Charles, qui s'avance sous les ordres du duc d'Anjou. La ville fait une belle résistance. La Noue répond à la confiance des calvinistes par les mesures sages et vigoureuses qu'il prend, à celle du roi en exhortant les calvinistes à la paix. Le duc d'Anjou presse mollement le siège, et son indolence l'empêche de réussir. Bientôt il apprend que l'argent prodigué par Médicis en Pologne, et l'habileté de Montluc, chargé de conduire cette négociation, lui ont procuré le trône de Pologne. Pressé d'aller prendre possession de sa nouvelle couronne, et voulant terminer la guerre avant son départ, il se hâte de conclure la paix avec les religionnaires; ils obtiennent le droit de célébrer librement leur 1573. culte à la Rochelle, à Nîmes, à Montauban. La ville de Sancerre abandonnée, soutint encore un siège de deux mois, et fut ensuite démantelée.

Henri quitte la France; Médicis se sépare à regret de son fils chéri; Charles éprouve une joie secrète en voyant son successeur s'éloigner. Le roi de Pologne recueille, sur son passage en Allemagne, des expressions non équivoques de l'horreur que la Saint-Barthélemi a excitée dans tous les pays, et il va dans ses nouveaux États,

vivre avec les Français qui l'ont accompagné, manquer aux serments qui le lient aux Polonais, s'ennuyer avec eux et s'en faire mépriser. A peine est-il sorti de France, que la cour devient le théâtre d'intrigues nouvelles. Le parti des Montmorenci avait été contraire aux projets homicides qu'on avait exécutés; mécontents de l'administration, ou plutôt irrités de ce qu'elle ne leur était pas confiée, ils s'étaient rapprochés des huguenots. Confondant leurs plaintes et leurs désirs, ils demandent hautement la convocation des États-Généraux, pour réformer tous les abus. Voulant se distinguer des autres partis, ils prennent le titre de *Politiques*, et gagnent le duc d'Alençon, le plus jeune des fils de Catherine. Ce prince avait plus d'inquiétude que d'ambition, et peu de moyens. Jaloux de tous les genres de succès, il avait envié à son frère, le roi de Pologne, ceux qu'il avait eus auprès des femmes, comme ceux qu'il avait obtenus à la tête des armées; mais la nature lui avait refusé les grâces de la figure et les talents de l'esprit. Il avait assez d'activité pour craindre le repos, sans avoir assez de force et de tenue pour supporter une vie active; assez de vanité pour désirer de jouer un rôle dans les affaires, et trop de légèreté et d'inconséquence pour

s'acquitter de celui que les circonstances lui présentaient. Il entreprenait beaucoup et n'achevait rien. Son zèle se refroidissait plus promptement encore qu'il ne s'était allumé. Tel était l'homme que les mécontents voulaient mettre à leur tête, ils comptaient le créer lieutenant-général du royaume. Le rang du duc d'Alençon légitimait en quelque sorte les vues de leur ambition, et on lui persuada facilement qu'il était fait pour sauver l'Etat. Ses favoris, La Môle et Coconas, l'enivraient des fumées de l'espérance et de l'orgueil. Il devait quitter la cour où il était surveillé pour se mettre à la tête des protestants. Le projet manqua parce que les mesures avaient été mal concertées. Catherine fit juger, condamner et mourir La Môle et Coconas, garder à vue le roi de Navarre et le duc d'Alençon, mettre à la Bastille les maréchaux de Montmorenci et de Cossé; et les complots qui devaient la perdre ne servirent qu'à augmenter son pouvoir.

Encore, s'ils avaient attendu ma mort ! s'écria douloureusement le jeune roi, en se sauvant de Saint-Germain à Paris, au premier bruit de la conjuration. Entouré de dangers et d'ennemis, il s'était de nouveau entièrement abandonné à sa mère, dont il avait commencé à se défier.

Depuis le massacre de la Saint-Barthélemi, ce malheureux prince n'avait fait que languir. Agité de remords et de craintes, inquiet sur le passé et sur l'avenir, son imagination frappée lui présentait sans cesse les crimes qu'il avait ordonnés. Le jour et la nuit il se croyait environné des victimes sanglantes de ses fureurs, et d'ennemis qui se préparaient à venger sur lui le sang innocent. Sa vie ne fut plus qu'une longue agonie.

1574. Il mourut dans l'état le plus déplorable. Ses cruelles angoisses prouvent qu'il n'était pas familiarisé avec le crime, et que ceux qu'il a fait commettre appartiennent tous à sa mère. Avant de s'éteindre, il confia la régence du royaume à sa plus grande ennemie. Médicis en fut chargée jusqu'à l'arrivée du roi de Pologne.

CHAPITRE XXII.

État de la France à la mort de Charles IX. Henri III monte sur le trône. Caractère de son administration. Naissance de la Ligue dirigée contre les Bourbons. États de Blois. Mort de Guise. Assassinat de Henri III. Henri IV triomphe de la Ligue et de l'Espagne. Paix de Vervins.

À la mort de Charles IX, la France paraissait calme, mais c'était un calme perfide, avant-coureur de longues et terribles tempêtes; tous les éléments de discorde, de crime et d'infortune y étaient réunis dans un même foyer. Les dispositions du peuple, l'animosité des partis, les intrigues des grands, les mœurs publiques, et la corruption de la cour, annonçaient à l'État les plus grands malheurs, et le menaçaient d'une désorganisation entière. Quatorze années de troubles et de guerres civiles avaient rompu toutes les habitudes de travail, de repos et d'obéissance dans les classes inférieures de la société. Des révolutions continuelles avaient donné le besoin des mouvements et des troubles. On les avait désirées comme moyen; beaucoup de

gens avaient fini par les aimer, et ne voyaient rien au-delà. Nombre d'individus, dans toutes les provinces, aimaient mieux vivre de butin que de travail; profiter des troubles que les prévenir, et employer leur force à désobéir impunément aux lois que de s'en servir pour les protéger; ceux qui n'avaient jamais rien eu à perdre, comptaient refaire leur fortune dans le bouleversement général. Les catholiques avaient commis trop de crimes pour s'arrêter dans le plan de détruire les protestants, et pour se refuser à quelques-uns de plus qui semblaient devoir leur assurer un triomphe complet sur leurs adversaires. Les protestants avaient trop souffert pour ne pas désirer la vengeance, et ils étaient encore assez puissants pour l'espérer. Les partis de Montmorenci et des Guises existaient toujours. Les premiers avaient fait avec le roi de Navarre et le duc d'Alençon une coalition dictée par la nécessité seule; les autres, dirigés par un jeune homme qui avait hérité du génie, de l'ambition et des projets de son père, étaient regardés comme les auteurs de la Saint-Barthélemi, et ce grand crime donnait la mesure de leur audace, de leur crédit et de leur attachement à la religion catholique. Dans le fond, les deux sectes suivaient des chefs indif-

férents sur la doctrine et sur le culte; les guerres, les massacres, les querelles, les débats, les écrits polémiques qui avaient allumé ou nourri le fanatisme du peuple, avaient éteint celui des hommes considérés, qui avaient passé de la conviction au doute, et du doute à l'incrédulité; mais ils n'en étaient que plus dangereux, parce qu'ils en devenaient plus propres à diriger le fanatisme de leurs partisans, et que, sous le masque de l'hypocrisie, ils allaient plus sûrement à leur but. La cour était une véritable sentine de corruption et de désordres. Les étrangers les plus dépravés y accouraient de toutes parts offrir à Médicis les ressources de leur esprit et le secours de leur bras, et naturalisaient en France l'empoisonnement et l'assassinat. La reine employait les charmes et les mœurs faciles des femmes de sa cour, pour séduire et captiver ses ennemis. Ses dames la suivaient partout, et elle ne marchait jamais sans cet escadron volant. Le commerce journalier et intime des deux sexes avait ôté à l'amour le caractère tendre, respectueux, moral, que lui avait donné la chevalerie; et l'on n'y avait pas encore substitué cette galanterie décente, ni cette politesse délicate qui sauvent du moins les dehors des mœurs. La férocité des hommes rendait les

femmes violentes et cruelles, et la hardiesse éfrenée des femmes rendait les hommes étrangers au sentiment. Il ne restait de l'ancienne chevalerie que le goût des choses extraordinaires; mais on le portait dans le désordre et le crime, et il y multipliait les raffinements et les excès. Dans ces temps de troubles, les confraternités d'armes devenaient des confraternités d'intrigues et de conspirations. La manie de mêler à tout la dévotion, subsistait encore; mais, bien loin d'épurer l'amour, elle ne faisait qu'ajouter l'impiété au dérèglement, et enfantait les superstitions les plus bizarres. On consultait les astrologues pour prévoir les succès; on employait les philtres pour s'en assurer, et l'on avait recours aux sortilèges pour se débarrasser de ses rivaux.

Telles étaient les mœurs générales à l'époque où Henri fut appelé au trône de France par la mort de son frère. Il ressemblait trop à son siècle pour le changer. Bien loin d'avoir cette énergie de caractère qui donne à un souverain les moyens de régénérer les mœurs publiques par ses lois, par ses leçons et par son exemple, il réunissait au plus haut degré dans sa personne les défauts et les vices de la cour la plus corrompue. Son séjour en Pologne n'avait fait que développer ses mauvais penchants. Il était brave

mais il ne l'était que dans les moments critiques et décisifs. Enclin à l'indolence et à la mollesse, il n'avait pris dans les camps ni une humeur belliqueuse, ni des habitudes guerrières. Le vœu des Polonais l'avait transplanté dans un pays étranger aux arts et à la culture du midi de l'Europe, et entouré de voisins plus barbares; parmi une nation qui ne connaissait qu'un luxe grossier, où il régnait plus de magnificence que de goût, et où les plaisirs et les désordres de la cour de France étaient également inconnus. Après avoir donné quelque temps à la représentation, qu'il aimait, et pour laquelle il était fait, Henri s'était enfermé dans son palais avec les favoris qu'il avait amenés, et avait tâché d'y retracer l'image des fêtes bruyantes et licencieuses auxquelles il était accoutumé. Ce fut là que les jeunes gens qui étaient à sa suite, acquirent sur lui cet empire absolu qui fut si funeste à la France, qu'il s'abandonna à une entière oisiveté, que l'ennui, déréglant son imagination, le pervertit, qu'il prit l'habitude de ne tenir aucun compte de l'opinion, et de ne pas plus respecter la décence que la morale.

Sa mère se hâta de lui annoncer la mort de son frère. Cette nouvelle lui parvint dans l'espace de quatorze jours. Transporté de joie de

cet événement, qui le tirait de son exil, il ne consulta que son impatience et celle de ses favoris. Sans penser à ce qu'il devait à la nation qui l'avait honoré de la couronne, ni à ce qu'il se devait à lui-même, il se déroba la nuit de son palais, à l'insu de tout le monde, de crainte que son départ ne fût retardé. A leur réveil, les Polonais apprirent que leur roi avait déserté son trône. Ils le poursuivent, et l'atteignent en Silésie; Henri les berce d'espérances vagues, et continue sa route. La manière indigne dont il quitte le trône de Pologne, annonce à l'Europe comment il remplira celui de France.

Il avait été plus pressé de partir qu'il n'était pressé d'arriver. Les plaisirs et les fêtes l'arrêtèrent à Vienne et à Venise. Partout on lui donna le conseil de maintenir la paix en France, et d'empêcher la naissance de nouveaux troubles, en accordant aux calvinistes protection et sûreté. Il aurait fallu, pour cet effet, se faire estimer et craindre des protestants et des catholiques, gagner les honnêtes gens par une administration sage et paternelle, contenir les factieux par la fermeté et la justice, et suivre avec constance et vigueur un plan uniforme. A peine Henri eut-il pris possession du sceptre, qu'il devint le jouet de tous les partis. La France le revit plus

frivole, plus incapable, plus corrompu qu'il ne l'avait été. L'éclat qu'avaient répandu sur sa jeunesse quelques actions brillantes, s'était effacé. Le Français, toujours l'ennemi secret de ceux qui le gouvernent; qui reconnaît difficilement une supériorité quelconque, et lui obéit plus difficilement encore, le Français, toujours prêt à passer le niveau du ridicule sur tous les objets, devait couvrir de ses mépris un prince qui passait sa journée à jouer avec de petits chiens ou bien à arranger des diamants; qui, croyant devoir s'occuper d'actes de religion, et ne pouvant renoncer à ses frivolités, tâchait de les allier ensemble, et faisait du culte un spectacle, de la pénitence une farce, et des processions autant de mascarades.

Le parti des *politiques* ou des mécontents, né la dernière année du règne de Charles IX, subsistait toujours; et ses liaisons avec les protestants étaient devenues plus intimes. Cette coalition était redoutable. Elle ne se contentait plus de demander la liberté des cultes; elle paraissait vouloir qu'on réformât les abus de l'administration; et sollicitait hautement la convocation des États-Généraux; mais, dans le fait, plusieurs des chefs se proposaient de démembrer la France; et d'y former des souverainetés indé-

pendantes, ou d'y établir des formes démocratiques et de faire du tout une espèce de république fédérative. L'opposition des vues et des intérêts des chefs, la naissance de la ligue, le génie et les vertus de Henri IV, éloignèrent de la France une révolution qui l'eût rendue impuissante au-dehors, et qui, dans l'intérieur, l'eût fait passer du despotisme à l'anarchie, pour la ramener au despotisme.

Cependant la coalition était menaçante. Le duc d'Alençon, mécontent de son frère, qui l'observe, le soupçonne, et le fatigue par ses plaisanteries, échappe à sa surveillance, se sauve, et va se mettre à la tête des coalisés. Le roi de Navarre suit son exemple, se retire dans la Guienne, sert la cause des mécontents, et s'attachant à l'inaction et à la mollesse, entre dans la carrière de la vie active, pour ne plus la quitter. Le comte palatin, Jean Casimir, amène au secours de la coalition une forte armée, et les étrangers viennent de nouveau se mêler des querelles domestiques des Français. Henri, intimidé par les forces des mécontents, et craignant tout ce qui peut troubler ses plaisirs, charge sa mère de négocier la paix à tout prix. Médicis se présente, à la tête des femmes de la cour, au duc
1576. d'Alençon. Le prince est ébranlé; elle le presse,

et couclut, avec la coalition, un traité déshonorant pour le roi, contraire au bonheur de la France, et dans lequel les intérêts du trône et ceux de la religion catholique sont également sacrifiés. On cède au duc d'Alençon l'Anjou, la Touraine, le Berry, avec tous leurs revenus; les protestants obtiennent la liberté de célébrer leur culte dans toute l'étendue du royaume, à l'exception de Paris; on leur accorde dans chaque parlement, une chambre mi-partie, qui doit prononcer sur les points litigieux, et huit villes de sûreté, où il leur est permis de mettre garnison, et qui doivent garantir à la coalition tous les autres avantages que le traité lui assure.

Ce traité de paix donna naissance à la ligue, 1576 et la ligue enfanta dix-huit années d'infortunes et de guerres. On avait déjà fait quelquefois des associations partielles et faibles pour le maintien de la religion catholique. Celle-ci fut une association générale qui étendit ses rameaux par toute la France. L'objet ostensible en était la défense de l'ancienne religion contre tous ses ennemis; l'occasion fut la paix honteuse conclue à l'avantage des protestants; le but secret était l'expulsion des Valois et un changement de dynastie; mais ce but n'était connu que des chefs. Les moyens de la ligue consistaient dans les sa-

crificés des fanatiques qui n'épargnaient rien pour la cause qu'ils défendaient; les prédications et les écrits incendiaires qui enflammaient et égaraient les esprits, l'influence des prêtres, qui dans le confessionnal exerçaient un empire absolu sur les consciences, et leur ordonnaient le crime; les bulles du pape, l'argent et les troupes de Philippe II, qui voulait combattre en France les insurgés des Pays-Bas, et se flattait qu'en attirant de nouveaux malheurs sur le royaume, il amènerait le moment où les Français, las de leurs agitations et de leurs peines, chercheraient le repos dans ses bras, et se donneraient à lui. L'ame de la ligue était Henri duc de Guise, fils de François. Dans la dernière guerre contre les protestants, où le roi n'avait montré que de la faiblesse, ce jeune héros avait été blessé à Langres, en combattant les ennemis de l'état, et en avait remporté le surnom du Balafré. Il réunissait toutes les qualités nécessaires à un chef de parti dans cette époque malheureuse : une naissance illustre, un nom cher à la France et à la religion catholique, un extérieur imposant et majestueux, des manières prévenantes, des résolutions promptes, prononcées et durables, de la bravoure et du talent pour l'intrigue, un esprit fécond et un tempé-

raiment actif, de l'audace et de la mesure, une ambition que rien ne satisfait et que rien n'étonne. On a dit que le cardinal de Lorraine, son oncle, avait formé le projet de la ligue après la bataille de Dreux. Henri de Guise réalisa cette funeste idée, de concert avec le légat du pape et l'envoyé d'Espagne. Son plan ne fut pas d'abord aussi vaste qu'il le devint dans la suite ; il s'étendit avec ses succès. A la naissance de la ligue, il ne voulait que se rendre redoutable au roi, et parvenir à régner sous son nom.

Dans le dernier traité conclu avec les protestants, on avait résolu de convoquer les États-Généraux. Ils furent assemblés à Blois. Bodin, 1576. qui, dans ce siècle de désordres, avait réfléchi sur les principes constitutifs des gouvernements, célèbre encore aujourd'hui par ses écrits, et qui mérite surtout de l'être par son patriotisme incorruptible, fit entendre la voix de la raison au milieu des clameurs de la violence et du délire. Les états de Blois voulaient limiter l'autorité royale, en créant un comité permanent de députés pris dans leur propre sein. Cette mesure aurait été aussi funeste à la liberté nationale qu'à l'autorité du prince ; sans guérir les maux du moment, elle aurait affaibli pour toujours le pouvoir royal, qui devait un jour régénérer la

France, substitué à un roi faible plusieurs tyrans, et fait de la monarchie une aristocratie turbulente. Bodin combattit ce plan avec autant de sagesse que de vigueur : cependant la proposition eût peut-être passé malgré sa résistance, si les États, divisés sur la conduite à tenir envers les protestants, ne s'étaient pas séparés sans être arrivés à des conclusions fixes et générales. Dans ces temps de troubles, les assemblées nationales, étrangères à tout esprit public, n'étaient elles-mêmes que des instruments dans la main des divers partis.

Henri III, que la naissance de la ligue avait tiré un moment de son apathie, s'était flatté d'opposer la volonté nationale à la puissance de cette faction. Il avait paru aux États avec tout l'éclat d'une grande représentation, et y avait employé toutes les ressources de son éloquence naturelle, pour rallier les esprits autour du trône; mais ce fut sans effet. Il vit clairement que la plupart des membres de l'assemblée avaient signé l'acte de l'union, ou se préparaient à le faire. Trop faible pour combattre la ligue à force ouverte, trop pénétrant pour ne pas mesurer toute l'étendue du danger qui le menaçait, il prit une résolution qui étonna tous les partis. Ce fut de se mettre lui-même à la tête de

la ligue, et d'accéder à une confédération qui secrètement était dirigée contre lui. Ce moyen de déjouer les projets de ses ennemis, était plutôt singulier que sage. A la vérité, il paraissait propre à reconcilier avec le roi les catholiques zélés, mais il équivalait à une déclaration de guerre contre les protestants. Comme les chefs de la ligue ne pouvaient pas croire à la bonne foi de Henri, cette mesure hasardée devait être à leurs yeux un aveu formel de son impuissance, et il était facile de prévoir qu'ils ne présenteraient aux fanatiques du parti, son accession à la ligue, que comme une ruse de guerre et une nouvelle preuve de son hypocrisie.

Après cette démarche décisive, qui ne reconciliait pas les ligueurs avec le roi, et qui leur donnait le secret de sa faiblesse, il fallait du moins qu'il épousât avec chaleur les affections de la ligue, et qu'il évitât ces demi-mesures qui, dans les orages des guerres civiles, irritent tous les partis. Henri en sentit un moment la nécessité : il rompit la paix conclue avec les protestants, et les hostilités recommencèrent. Elles se firent mollement. Le roi manquait de troupes, d'argent, et surtout d'une volonté bien prononcée. Il craignait d'augmenter les prétentions des ligueurs, en agissant avec sévérité contre

les calvinistes. L'édit de Bergerac, qui laisse aux réformés leurs places fortes et les chambres mi-parties, soulève les catholiques. Guise, le Pape, l'Espagne emploient, pour enflammer les passions des zélateurs, leurs armes ordinaires, les prédications et les pamphlets incendiaires. Cependant le défaut de moyens, des ménagements politiques, la conduite ferme et habile du roi de Navarre et du prince de Condé, arrêtent encore l'impétuosité des ligueurs; mais la mort du duc d'Alençon, frère unique du roi, 1584. devient le signal de nouveaux désastres. Ce prince entreprenant et mobile, se mêlant de tout, et ne conduisant rien à terme, mourut subitement, après avoir joué dans les Pays-Bas un rôle digne de son caractère. Tant qu'il avait vécu, l'ambition de Guise n'avait pas employé ouvertement contre le roi les grandes ressources dont il pouvait disposer. Que lui aurait-il servi de détrôner Henri? son frère le remplaçait; mais la mort du duc d'Alençon ouvre à Guise des perspectives aussi vastes qu'imprévues; son imagination s'en saisit, et il s'empresse de les réaliser. La ligue n'avait été qu'un moyen préparé avec art, pour produire un grand bouleversement, dans un but quelconque. Maintenant le but est déterminé. Le roi n'a point d'enfants.

Henri de Navarre est un hérétique qui ne saurait lui succéder. Le duc de Guise se voit déjà sur le trône. Des généalogistes complaisants le font descendre en ligne directe de Charlemagne, et publient que la race de Capet et de Valois est une race d'usurpateurs. Le pape promet de lancer ses bulles et d'approuver toutes les démarches qui auront besoin d'être légitimées. L'Espagne applaudit à ce plan. L'ordre de la succession une fois bouleversé, et l'héritier naturel exclu du trône, Philippe ne désespère pas de voir porter le sceptre de France à un prince ou à une princesse de sa maison. Guise, aussi adroit qu'audacieux, se propose de se servir, pendant quelque temps, du nom du cardinal Charles de Bourbon, oncle du roi de Navarre, pour voiler ses projets ambitieux et ses vues personnelles.

Intimidé par la hardiesse des propos, des écrits et des actions des ligueurs, qui va toujours croissant, Henri voudrait employer la politique que sa mère a suivie dans le commencement des troubles civils, contenir les protestants et les catholiques, le parti des Guises et celui du roi de Navarre, en les abaissant et les élevant tour à tour. Mais cette marche artificieuse était moins que jamais adaptée aux

circonstances. Obligé de se déclarer pour ou contre les ligueurs, le roi conclut avec eux le traité de Nemours, leur accorde dix places de sûreté, et redemande aux huguenots celles qu'ils ont obtenues par les traités précédents.

La guerre était inévitable; elle éclate. Henri est forcé, malgré lui, de combattre les protestants, et il les combat avec désavantage. Le roi de Navarre, à la tête d'une armée peu nombreuse, mais qui adore son chef, remporte, près de Coutras, une victoire signalée sur celle du roi, commandée par Joyeuse. Ce favori de Henri III est tué dans la bataille. Guise, qui ne perd pas un moment de vue son plan, profite de cette défaite pour calomnier le roi dans l'esprit du peuple, et l'accuse d'entretenir des intelligences secrètes avec les protestants. Dans le même temps, il obtient de Rome une bulle qui déclare le roi de Navarre et le prince de Condé déchus de leurs droits à la couronne, et proclame le vieux cardinal premier prince du sang.

Cependant Paris devient le foyer des troubles et le centre des opérations de la ligue. Réunis sur un point, les esprits s'exaltent; les têtes s'échauffent; les factieux peuvent, avec la plus grande facilité, donner les ordres, répandre les

impressions, communiquer les idées dont ils ont besoin pour réussir. Une populace nombreuse, ignorante et pauvre, qu'il coûte peu d'acheter et de séduire; qui croit tout, convoite tout, ne peut que gagner au désordre; à qui ses chefs promettent du butin et les prêtres le ciel pour prix de ses crimes, devient une véritable armée, susceptible de se former et se séparer avec une égale promptitude. Des hommes plus éclairés et plus réfléchis dirigent cette multitude de bras. Les députés des seize quartiers de Paris composent un conseil qui gouverne la commune, et qui, par ses correspondances et ses écrits, étend son pouvoir sur toute la France, et pousse au loin ses rameaux. Les fourbes et les fanatiques se partagent l'autorité. Les citoyens probes et honnêtes souffrent, se taisent, et perdent la chose publique par leur silence et leur inaction. La religion et Guise ne sont plus séparés dans les discours et dans les cœurs. Le mépris et la haine pour le roi montent à leur comble. On lui prodigue les noms les plus odieux, on le menace ouvertement. Le duc de Guise, qui a taillé en pièces une armée d'Allemands, avec laquelle le roi de Navarre aurait pu opérer sa jonction, s'il n'avait pas perdu un temps précieux, fier de sa victoire, se met en

marche pour Paris, dans le dessein d'y dicter des lois. Le roi lui défend de s'y rendre. Cét ambitieux, qui ne respecte et ne craint plus rien, y paraît malgré ces ordres. Sa présence augmente l'effervescence générale. Henri ne se croit plus en sûreté, et fait entrer dans Paris un corps de troupes suisses. Il irrite le peuple par cette précaution; et, en différant d'employer ces forces, il tourne cette mesure contre lui-même. Le peuple, voyant que la force armée reste immobile, et paraît le craindre, l'attaque et l'oblige à reculer; les chaînes sont tendues dans les rues de Paris; on pousse les barricades jusqu'au Louvre, et Guise a besoin de tout son ascendant sur les esprits pour empêcher le massacre des Suisses. Ce service fait sentir au roi toute sa nullité et toute l'étendue du pouvoir de Guise. Il quitte furtivement Paris, tandis que Catherine de Médicis amuse son ennemi par de feintes négociations. Guise profite de cette évasion pour déployer dans la ville sa toute-puissance. Il déplace les magistrats et en nomme d'autres; il s'empare de la Bastille: tout lui obéit. Le moment est venu où il peut précipiter du trône le dernier des Valois, et y monter lui-même; mais il diffère l'exécution de son plan; soit pour donner à ses démarches une

sorte de légalité, soit que les caractères les plus audacieux aient des moments de timidité et de scrupule. Henri a de nouveau recours aux négociations ; il flatte et caresse ses sujets révoltés. Les protestants doivent être exterminés. Guise doit obtenir un degré de pouvoir qui le rende à peu près indépendant, et les États sont convoqués à Blois pour réformer tous les abus du royaume. Le roi espère trouver dans cette assemblée nationale de l'appui contre Guise, le combattre avec ses propres armes, gagner le peuple, en s'entourant des formes constitutionnelles, et perdre son ennemi en rivalisant avec lui de popularité. Les États s'ouvrent, et Henri voit avec effroi que la grande majorité des députés adopte les principes, et partage les affections des ligueurs. L'édit d'union est déclaré loi de l'état. Guise, parlant d'un ton de maître, fait des demandes et forme des prétentions qui tendent à dépouiller le roi de toute son autorité. Henri se réveille sur le bord du précipice. La peur lui donne un moment le courage de la résolution, mais il ne résout qu'un lâche assassinat. A la fois furieux contre Guise et impuissant dans sa fureur, il n'ose lutter de front contre un sujet rebelle ; il distribue lui-même les poignards aux assassins, et Guise

tombe percé de coups, dans le moment où il se rendait au conseil du roi.

Il fallait du moins recueillir le fruit de ce crime. Si le roi se fût rendu sur-le-champ à Paris, il aurait pu frapper un coup décisif, et profiter de la première consternation que la nouvelle de la mort de Guise y avait répandue, pour recouvrer son autorité; mais, toujours ami des demi-mesures, et fidèle à son caractère, Henri laisse à Paris le temps nécessaire pour se reconnaître. La fureur y succède bientôt à l'étonnement. L'ambassadeur d'Espagne et les Seize rallient les esprits. La duchesse de Moutpensier, sœur de Guise, ennemie personnelle de Henri III, souffle la vengeance dans tous les cœurs. Mayenne succède à son frère dans la direction de la ligue. Plus sage, plus modéré, avec moins d'éclat et moins d'audace, il a trop d'ambition pour se refuser aux dangereux honneurs qu'on lui prodigue; et il n'a pas assez de hardiesse pour tirer des circonstances tout le parti possible.

Les États assemblés à Blois nomment un comité de quarante personnes pour gérer les affaires générales du royaume. Henri est excommunié. On prêche ouvertement à Paris le régicide, on le recommande comme l'action la plus méritoire. Henri n'a plus d'autre asile que le camp

des protestants ; l'intérêt de sa sûreté lui dicté ce parti ; la politique conseille au roi de Navarre de le recevoir ; leur entrevue a lieu au château de Plessis-lès-Tours. Les deux rois marchent sur Paris pour y étouffer la révolte ; l'armée des calvinistes est renforcée par tous les royalistes purs, étrangers à tous les partis, et par les ennemis personnels des Guises ; les bons citoyens conçoivent de nouvelles espérances. Dans le moment où les affaires de Henri prennent une direction plus favorable, il est assassiné à Saint-Cloud, par 1589. un dominicain nommé Jacques Clément, dont le fanatisme a échauffé l'imagination. En plongeant le poignard dans le sein de son roi, il sait qu'il marche à une mort certaine, mais il croit recevoir, en même temps, la mort et l'immortalité.

Ainsi périt le dernier des Valois. Cette maison malheureuse s'éteignit par un crime, comme la plupart de celles qui ont régné en France (*). Henri de Navarre est désigné roi de France par Valois mourant, et bientôt après proclamé par l'armée tout entière. Il prend le nom de Henri IV ;

(*) Childéric III, le dernier des Mérovingiens, fut détrôné, rasé et jeté dans un cloître par l'ambitieux Pepin. Louis V, le dernier des Carlovingiens, fraya par sa mort

mais le royaume ne le reconnaît pas ; et il se voit dans la cruelle nécessité de reconquérir ses propres états. Les ligueurs se divisent. Ils se réunissent tous à ne pas vouloir un roi protestant ; mais les uns destinent la couronne à Mayenne , d'autres préfèrent le cardinal de Bourbon , vieillard faible de corps et d'esprit ; un troisième parti , moins nombreux , incline pour l'Espagne. Mayenne , trop faible ou trop scrupuleux pour déferer au vœu de la faction qui le porte sur le trône , proclame lui-même le cardinal de Bourbon , sous le nom de Charles X , et se contente du titre de lieutenant-général du royaume. Henri IV , abandonné d'une grande partie de son armée , qui refuse de s'attacher à sa mauvaise fortune , est forcé de se retirer en Normandie. Mayenne l'y suit. La bravoure de Henri et l'enthousiasme que ses qualités personnelles inspirent à ses troupes , triomphent , près d'Arques , des ligueurs et des Espagnols réunis. L'année suivante , une victoire plus décisive et plus com-

le chemin du trône à l'heureux Capet. Charles IV , le dernier de la branche de Capet , mourut aussi de sa mort naturelle ; mais les attentats du fanatisme religieux ont donné la couronne aux Bourbons , et le crime , sous le masque du fanatisme politique , la leur a enlevée.

plète que Henri remporte sur Mayenne, près d'Ivry, augmente la gloire de ce prince sans améliorer sa situation; et la France, aveuglée sur ses intérêts, s'obstine à repousser du trône celui qui doit faire son bonheur.

Le fantôme de roi qui a régné sous le nom de Charles X, meurt et disparaît. Mais la ligue refuse toujours de reconnaître le légitime souverain. Mayenne lui-même est dominé par les Seize, et, bien loin de lui permettre de reculer, ils l'entraînent en avant. Ces tyrans se permettent, durant son absence, les exécutions les plus sanglantes, et espèrent comprimer par la terreur les mouvements des bons citoyens. Au milieu du désordre général, les gouverneurs des provinces veulent démembler le royaume, et se créer des souverainetés indépendantes. Philippe prodigue plus que jamais ses troupes et ses trésors pour placer l'infante sa fille sur le trône. Par ses ordres, Alexandre de Parme entre en France, à la tête d'une armée redoutable, afin d'arrêter les succès de Henri IV. Obligé de lever le blocus de Paris, Henri voit avec douleur que la guerre se prolonge et que le dévouement s'éloigne; on lui persuade que le seul moyen d'écraser la ligue et de pacifier le royaume, est d'embrasser la religion catholique. Il cède, à la

fin, aux sollicitations pressantes de ses amis, et
1593. fait son abjuration solennelle à Saint-Denis(*)

(*) Henri agit-il dans cette occasion par conviction ou par calcul? Ce fait restera toujours douteux. Le cardinal du Perron, qui fut chargé de l'instruire, avait tout ce qu'il fallait pour l'éblouir et le persuader : un esprit subtil et brillant, des connaissances profondes, une éloquence facile, et même une éloquence entraînant. Cette réunion de qualités était plus que suffisante pour ramener à la religion catholique un prince qui l'avait déjà une fois embrassée, qui, pour concilier son intérêt et sa conscience, souhaitait secrètement d'être convaincu, et chez qui, plus que chez tout autre, l'esprit pouvait être la dupe du cœur. Le choix de du Perron était du moins très-propre à donner le change à l'opinion, et à faire croire que Henri n'avait cédé qu'à la force des preuves et des arguments. Mais les réflexions de Sully sur cette époque de la vie de son maître, et les plaisanteries qui échappèrent à Henri lui-même, peuvent faire douter de sa sincérité. Sous le point de vue de la morale, s'il ne fut pas convaincu, son action peut être excusée par les circonstances, mais elle ne saurait être justifiée. Sous le point de vue politique, la question a toujours paru décidée; et l'on a dit et répété qu'il n'y avait qu'un changement de religion qui pût assurer le trône à Henri IV, et pacifier la France. On pourrait peut-être en appeler de cette décision. La lassitude générale des esprits, et le désir du repos, qui ont toujours été les meilleurs alliés des usurpateurs dans les pays long-temps agités par les discordes civiles, et qui souvent ont attaché les peuples même à une autorité illégale, auraient ramené les Français à leur roi légitime, quand il serait resté protestant, et ses qualités personnelles l'au-

au milieu des transports et des bénédictions d'un peuple immense, qui voit dans cette cérémonie la fin de ses malheurs et l'époque du rétablissement de l'ordre et des lois.

On recueillit bientôt les heureux effets de cet événement. Paris ouvre ses portes au roi. Les chefs des ligueurs négocient leur paix particulière. Chacun d'eux tâche d'obtenir des conditions avantageuses, et vend chèrement son obéissance. Mayenne lui-même pose les armes. 1594. Le cardinal d'Ossat, envoyé de Henri à Rome, réconcilie son maître avec le pape, par un heureux mélange de souplesse et de fermeté, et obtient pour lui l'absolution. Philippe II voit échouer tous ses projets. Il a voulu démembrement la France, et elle existe encore dans toute son intégrité; il a espéré que l'état périrait, déchiré

raient fait triompher de toutes les préventions et de toutes les craintes. Sa conversion ne lui gagna pas les catholiques zélés, qui doutèrent toujours de sa sincérité; elle ne lui concilia pas les prêtres, qui ne demandaient pas moins que l'anéantissement des réformés; elle n'émoussa pas les poignards du fanatisme, et souleva les protestants, qui accusèrent Henri de légèreté et d'ingratitude. Pour les calmer, il fut obligé de donner le fameux édit de Nantes, et cet édit, mal calculé, devint un principe de troubles et de nouveaux malheurs.

par les guerres civiles, et, après de longs égaremens, la nation revient à elle-même, le trône est encore debout, et Henri IV promet de lui rendre tout son éclat; Philippe s'est flatté que les malheurs de la France assureraient en Europe la domination de l'Espagne, et qu'elle ne connaîtrait plus ni rival ni concurrent; il commence à craindre de nouveaux dangers. La France paraît épuisée, mais elle a de grandes ressources, et lui-même s'est affaibli en travaillant à la ruine des autres. Son orgueil s'indigne de l'inutilité de ses efforts; il ne veut pas avoir prodigué sans fruit ses trésors, et il s'obstine à ne pas quitter l'arène. La journée de Fontaine-

1598. Française, lui fait perdre toutes ses espérances, et les négociations s'ouvrent à Vervins entre l'Espagne et la France. Bellièvre et Sillery ne sacrifient rien de la puissance réelle de la France; et par le ton de dignité qu'ils prennent dans les conférences, ils préparent sa puissance dans l'opinion. Après vingt-huit années de combats et d'intrigues, de crimes et de malheurs, Philippe n'obtient d'autre avantage que le comté de Charolois, et ne remporte de cette sanglante lutte que le pressentiment du bonheur qui attend la France.

Les talents de Henri, et la désunion de ses

ennemis, leurs crimes et ses vertus devaient amener ce dénouement. Le fanatisme s'était usé par ses excès mêmes; les esprits étaient fatigués; le caractère et les qualités du roi firent le reste. Henri IV ne serait probablement jamais monté sur le trône, s'il avait suivi les conseils de ceux qui voulaient qu'il cherchât hors du royaume un asile et des secours. Il dut son triomphe tardif, mais éclatant, à son courage et à sa constance, qui l'empêchèrent de désespérer de sa propre cause. En restant dans le pays, et en exposant sa vie tous les jours, comme le moindre soldat, il provoqua les sacrifices des autres. Ses partisans eurent un point de ralliement; son exemple fortifia les hommes énergiques, encouragea les timides, décida les incertains; et le devoir, personnifié sous ses traits, donna aux gens de bien le courage de la vertu.

Henri était monté sur le trône, mais il était encore environné de dangers et entouré d'ennemis; il fallait intimider les uns, gagner les autres, et les attacher au nouvel ordre de choses, par des craintes ou des espérances. La France avait purgé son sol des étrangers qui l'infestaient; la masse de la nation était lasse des troubles, et augurait bien du règne de Henri; mais les ligueurs redoutaient de justes vengeances;

les esprits étaient tourmentés de défiances et de soupçons. Le vice ne croît pas facilement à la vertu : des hommes perdus de crimes, et qui avaient toujours été implacables, ne pouvaient pas s'abandonner avec confiance à la clémence du vainqueur. Ceux qui avaient combattu le roi, devaient naturellement s'attendre qu'il leur préférerait ceux qui l'avaient servi ; ils voyaient avec douleur, et même avec une fureur secrète, que le pouvoir, la considération, les richesses allaient leur échapper et passer en d'autres mains. Henri trompa toutes les craintes, et surpassa toutes les espérances, par une conduite vraiment magnanime. Il fit par un instinct du cœur ce que d'autres eussent fait par politique. Sa grande ame, au-dessus de toute espèce de ressentiment, pardonnait sans effort, car elle avait besoin d'oublier toutes les offenses. Il sentit que le seul moyen de prévenir la renaissance des troubles, était d'employer les hommes de tous les partis, d'opérer le rapprochement des Français en leur donnant l'exemple de la réconciliation, d'empêcher par sa douceur le désespoir du crime, et d'inspirer par sa générosité des sentiments généreux à ses adversaires les plus acharnés. Son ton loyal, ses manières sim-

ples, sa franchise chevaleresque ne permirent pas de douter long-temps de sa sincérité : aussi parvint-il à éteindre les haines et à calmer les passions qui menaçaient encore la tranquillité du royaume. Le désintéressement de ses amis lui facilita cette tâche difficile. Bien loin d'exercer sur le parti opposé des réactions toujours dangereuses, ils virent sans regret les chefs de la ligue obtenir les emplois, les distinctions, les titres auxquels eux-mêmes pouvaient prétendre légitimement. Contents d'avoir sauvé la France, en plaçant la couronne sur la tête de Henri, ce noble sentiment leur tenait lieu de toute autre récompense. L'amitié du roi suffisait à leur cœur, et ils étaient fiers de voir que Henri, assuré de leur fidélité, répandit ses faveurs sur ceux qui n'étaient pas assez heureux pour l'aimer.

Insensiblement, le souvenir du passé s'effaça ; de nouvelles habitudes prirent naissance ; les divisions cessèrent ; les Français apprirent à s'aimer, les différents partis formèrent un seul peuple : bientôt Henri put entreprendre avec succès de réparer les maux du royaume, et de faire disparaître toutes les traces des guerres civiles. A son avènement au trône, la France n'offrait que des ruines fumantes et des campa-

gnes incultes. Tout avait été détruit; l'agriculture, l'industrie, le commerce avaient dépéri, faute de bras, de capitaux, et surtout de sûreté publique. Dans l'espace de douze ans, toutes les branches de la richesse nationale reprirent une vie nouvelle, et la France renaquit de ses cendres, plus vigoureuse et plus brillante. Les intentions droites et pures de Henri IV, la tête et l'activité de Sully opérèrent ces prodiges, et montrèrent au monde ce que peuvent, pour le bonheur d'un grand peuple, un roi qui veut le bien, un ministre qui sait le faire, et ne vit que pour exécuter les vues bienfaisantes de son souverain.

Quelque intéressant qu'il fût de faire succéder le tableau des créations du génie et de la vertu au tableau des ravages des passions, l'ordre des faits nous demande d'ajourner encore nos plaisirs. Avant de voir la France acquérir, par le développement intérieur de ses forces, une puissance capable de menacer l'Espagne, il faut fixer nos regards sur les événements qui enlevèrent à l'Espagne une partie de ses provinces, et sur l'administration d'Élisabeth en Angleterre. Le despotisme de Philippe a échoué en France contre Henri IV; il échoua dans le même temps

contre ses propres sujets. Les troubles des Pays-Bas, où l'Espagne perdit ses troupes et ses trésors, firent une diversion forcée à son activité malfaisante dans les guerres civiles de la France, qui, à leur tour, favorisèrent les troubles des Pays-Bas et la naissance de la république des Provinces-Unies.

CHAPITRE XXIII.

Etat des Pays-Bas avant le règne de Philippe II. Situation de ces provinces lors de son avènement au trône. Ministère de Granvelle. Changements inconstitutionnels et imprudents. Origine des troubles. Leurs progrès sous Albe, Requesens et don Juan. Guillaume sépare les provinces du Nord de celles du Midi. Union d'Utrecht. Formation de la république de Hollande.

L'HISTOIRE du monde présente peu de spectacles plus imposants que la révolution qui détacha sept provinces de la monarchie espagnole, qui créa en Europe une nouvelle puissance, changea tous les rapports de la politique et du commerce, et força le possesseur des mines du Nouveau-monde à une banqueroute honteuse. Un peuple de pêcheurs et de pâtres, relégué dans des marais où il dispute son existence à la nature; qui, pendant une longue suite d'années, résiste à la première puissance de l'Europe, se donne à lui-même, au milieu des orages, un nouveau gouvernement, d'une main combat les Espagnols, et de l'autre repousse de ses ri-

vages la mer qui les menace, et fertilise, par un travail opiniâtre, le sol qu'il a conquis sur l'Océan; des villes florissantes et populeuses s'élevant du sein des eaux, et rivalisant d'industrie, d'audace et d'opulence avec les premières nations commerçantes; un état qui, dans le même temps où son existence en Europe est encore un problème, couvre les mers de flottes victorieuses, attaque dans les deux Indes la base de la puissance de ses ennemis, et, tandis que l'Espagne n'y voit que des sujets rebelles, acquiert lui-même des sujets et des provinces entières; qui, avec un sol suffisant à peine à sa subsistance, devient le pourvoyeur général de l'Europe, et, parvenant rapidement à une prospérité dont les causes sont aussi remarquables que les effets, donne à tous les autres états d'utiles leçons et de grands exemples; un tel phénomène a, sans contredit, de quoi surprendre, et devait exciter l'étonnement et l'admiration du monde. Entre le degré d'élévation auquel cette nation est parvenue, et son point de départ, l'intervalle paraît immense: il importe de voir comment elle l'a franchi, et quels événements ont décidé sa fortune.

Les peuples qui habitent entre l'Escaut, la Meuse, le Rhin et la mer du Nord, sont d'ori-

gine germanique. De tout temps braves et laborieux, flegmatiques et réfléchis, plus ennemis de la servitude que passionnés pour la liberté, ils n'ont eu ni les vices ni les vertus qui tiennent à une imagination vive et ardente. Les Romains estimèrent leur valeur; elle leur fut souvent utile, tant qu'ils surent les ménager; et lorsqu'ils essayèrent de les asservir, ils reconnurent qu'on n'opprimait pas les Bataves impunément. A la destruction de l'empire, ils passèrent sous la domination des Francs, ou plutôt ils s'associèrent à leurs victoires. Durant tout le moyen âge, ils partagèrent le sort du reste de l'Allemagne, et le gouvernement féodal s'y établit avec les modifications qu'il reçut des localités. Les provinces du Nord, moins propres à la culture, virent moins de grands propriétaires naître et s'élever dans leur sein que les provinces du Midi. A l'époque où les querelles du sacerdoce et de l'empire offrirent aux propriétaires terriens, et aux officiers qui, sous le nom de comtes et de ducs, administraient les provinces, les moyens de se rendre indépendants, et où tous en profitèrent, pour acquérir une souveraineté plus ou moins illimitée, on vit naître dans les Pays-Bas des comtes de Hainault, de Hollande, de Frise, de Malines, d'Artois, de

Flandre; il y eut autant d'états distincts et séparés qu'on a depuis compté de provinces. Des circonstances favorables créèrent dans ces contrées, plutôt que dans le reste de l'Europe, un tiers-état riche et puissant. Le voisinage de la mer et de grands fleuves navigables invitaient les Belges et les Bataves au commerce. Le commerce appela la liberté des personnes et des biens; la liberté étendit et vivifia le commerce. Dans un temps où partout ailleurs le clergé et la noblesse avaient seuls une existence politique, en Flandre et en Brabant un troisième ordre était déjà venu se placer à côté des deux autres, et jouissait du droit de délibérer sur les affaires publiques dans l'assemblée générale de la nation. Des mariages avantageux, des contrats et des achats avaient fait de toutes ces provinces, dans le quinzième siècle, l'héritage de la maison de Bourgogne. Philippe-le-Hardi, le plus jeune des fils de Jean-le-Bon, roi de France, ayant reçu de son père le fief de la Bourgogne, avait commencé la fortune de sa maison. Il épousa la comtesse Marguerite de Flandre, et obtint avec elle les comtés de Flandre, d'Artois; de Nevers, de Rhetel, de Salins et de Malines. Ses successeurs furent aussi heureux que lui. Philippe-le-Bon, son petit-fils, acquit Namur par un ar-

1369.

1428. rangement fait avec le dernier comte; les duchés de Brabant et de Limbourg, par la mort du duc
1430. Philippe, son cousin; les comtés de Hainault, de Hollande, de Zélande, de la Frise occidentale, par un contrat avec Jacqueline de Bavière, héritière de ces provinces; et le Luxembourg, par la cession que lui en fit la princesse Elisabeth, petite-fille de l'empereur Charles IV. La réunion de toutes ces provinces formait, avec la Bourgogne et la Franche-Comté, une masse de puissance à laquelle il ne manquait que le titre, pour se ranger avec les premières monarchies.

Les Pays-Bas étaient le centre d'un commerce immense qui liait le nord et le midi de l'Europe. Une industrie active y avait créé de belles manufactures de laine, dont les Belges échangeaient les productions contre les marchandises de l'Inde, qu'ils achetaient des Vénitiens, et qu'ils répandaient ensuite dans tous les pays du Nord. Anvers, grande, riche, populeuse, était, après Venise, la première ville commerçante de l'Europe. Gand, Bruges, Malines, Bruxelles la suivaient de près, et rivalisaient avec elle. Le travail y avait amené l'abondance; l'abondance enfanta le luxe; et les arts multiplièrent leurs créations, pour multiplier les besoins et les plai-

sirs de la vie. La cour des ducs de Bourgogne était la plus magnifique et la plus brillante de toutes les cours de l'Europe.

Les projets gigantesques de Charles-le-Téméraire, et sa mort qui les termina, furent un malheur pour les Pays-Bas et pour l'Europe entière. La fin tragique et prématurée de Charles fit disparaître de la carte du monde politique une puissance indépendante et respectable qui, dans la suite, eût pu prévenir les guerres sanglantes de la France et de l'Autriche, s'opposer avec succès aux projets de domination de l'une et de l'autre, assurer la liberté de l'Allemagne, et fixer l'équilibre de l'Europe. Au lieu de ces brillantes et utiles destinées, le duché de Bourgogne devint province d'un autre état, l'objet et le théâtre des dissensions de l'Autriche et de la France. Ce riche héritage passa à la maison de Hapsbourg, par le mariage de Marie, fille unique de Charles, avec Maximilien I^{er}. Philippe-le-Bel, leur fils, en épousant Jeanne de Castille, avait préparé la réunion de ces provinces à la monarchie espagnole, et Charles-Quint avait recueilli cette superbe succession.

Né et élevé en Flandre, il aimait ces provinces préférablement à tous ses autres états. Son caractère était analogue au caractère de la na-

tion. Il résidait le plus souvent au milieu d'elle, et la regardait comme le centre de sa sphère d'activité, et comme la source principale de sa puissance. Les Flamands le secondèrent avec zèle dans toutes ses entreprises. Ils estimaient les qualités personnelles de l'empereur; ils s'intéressaient à sa gloire, et faisaient tourner ses vastes projets à l'avantage de leur commerce. Ce commerce avait moins souffert que celui des Italiens par les découvertes de Vasco de Gama et de Colomb, car les Flamands n'avaient jamais pris une part directe au commerce de l'Inde, et l'argent de l'Espagne alimentait leurs spéculations. Charles possédait l'art de manier les esprits; connaissant les habitudes et les maximes favorites de ses compatriotes, il les employait à ses vues en respectant les formes consacrées par la constitution du pays. Il leur demandait de grands sacrifices, et les obtenait sans peine, parce qu'il avait le talent de leur persuader que ces sacrifices étaient volontaires. Charles arrondit ses possessions de ce côté, et il fut le premier qui réunit sous son sceptre les dix-sept provinces des Pays-Bas (*).

(*) Le duc George de Saxe vendit ses droits sur la Frise à Charles-Quint. L'Over-Yssel se soumit de lui-même en

Chacune de ces provinces avait des lois et une constitution particulières. Nulle part la souveraineté ne résidait uniquement dans la personne du prince. Partout elle était partagée entre le prince et les états, suivant des formes et des proportions différentes. L'organisation des états variait de province à province. Composés, comme dans la plus grande partie de l'Europe, du clergé, de la noblesse et des villes, le nombre des représentants de chaque ordre, leur degré d'influence et la mesure de leur pouvoir n'étaient pas les mêmes partout. Dans toutes, l'autorité du prince était limitée, et il ne pouvait rien décider d'important sans le concours des corps que la loi plaçait à côté de lui. Partout il rencontrait des barrières constitutionnelles dans l'exercice de sa puissance; ici, elles étaient peut-être trop rapprochées, et resserraient le prince dans un cercle trop étroit pour qu'il pût même faire le bien; là, elles étaient

1528. La même année, l'évêque d'Utrecht renonça, en faveur de l'empereur, à son pouvoir séculier. Le duc de Gueldre fut obligé de consentir à la réunion de Groningue en 1536; et, à la fin, le duc de Clèves se vit forcé de céder la Gueldre et le pays de Zutphen, qui lui étaient tombés en partage depuis la mort de Charles Egmont, et qu'il n'était pas en état de défendre ni de conserver.

trop faibles ou posées à une trop grande distance du centre d'action pour qu'elles pussent empêcher le mal et prévenir les abus de l'autorité. On avait senti la nécessité d'assujettir le gouvernement à une marche légale ; mais les lois politiques étaient imparfaites. L'art difficile de diviser les pouvoirs sans nuire à l'unité du corps social , et de les unir sans les confondre , était encore dans son enfance.

Ainsi les Pays-Bas formaient une masse homogène relativement à la langue , à l'origine , aux mœurs et aux habitudes du peuple ; mais , sous le rapport politique , ils ne formaient pas un véritable tout , et offraient des éléments fort hétérogènes. Les lois établies dans chaque province , et qui réglaient le partage et l'exercice de la souveraineté , ou qui déterminaient les principes de l'administration , entravaient souvent les affaires , et s'opposaient quelquefois à des réformes utiles. Charles n'avait pas la maladie de l'uniformité. Il connaissait trop bien les Flamands pour croire que le but de l'ordre social pût y être atteint par les mêmes moyens et les mêmes formes qu'en Espagne et en Italie ; il sentait surtout qu'il ne fallait pas introduire chez ce peuple , attaché à ses habitudes , des changements précipités ; qu'il se refuserait aux lois les plus

sages , si elles lui étaient imposées par la force ; et que , pour être utiles et durables , les réformes et les innovations devaient être préparées dans l'opinion générale. Cependant il désira toujours de pouvoir faire des dix-sept provinces un seul état qui ne fût plus composé de pièces de rapport , et de donner à l'administration une marche plus régulière , plus rapide et plus fixe. Il ne perdit jamais ce plan de vue , et il y travailla toujours sourdement. La réunion de ces provinces à l'empire germanique , dont elles 1548. formèrent un cercle particulier , devait préparer cette grande opération. La pragmatique-saïction qui établit l'indivisibilité des Pays-Bas et la loi de la primogéniture étaient un pas marqué vers l'accomplissement de ce but.

Lorsque Charles-Quint abdiqua les couronnes qu'il avait portées avec tant de gloire , et qu'il les remit à Philippe , il recommanda particulièrement les Pays-Bas à ses soins et à son amour , et ne se sépara qu'avec douleur des Flamands. De leur côté , sans prévoir encore tous les malheurs qui les menaçaient , ils sentirent qu'ils ne pouvaient que perdre à ce changement. Les larmes dont ils honorèrent la cérémonie de l'abdication de Charles , furent moins données au souvenir du passé qu'à la crainte de l'avenir. Déjà

ils auguraient mal du règne de Philippe, et le caractère de ce prince leur donnait des appréhensions légitimes.

En effet, Philippe n'aimait pas les Flamands. Leur caractère contrastait avec le sien. Leur franche gaité lui paraissait une familiarité offensante. La simplicité de leurs manières et de leur genre de vie choquait son goût pour l'étiquette et pour la représentation. L'attachement qu'ils avaient pour leur constitution et pour leur pays, n'était à ses yeux qu'une obstination qui révoltait son orgueil, ou un esprit d'indépendance incompatible avec ses principes despotiques. Il haïssait un pays où le prince n'était pas tout, et où les sujets étaient comptés pour quelque chose. Les Flamands étaient riches; ils savaient défendre leurs biens contre l'avidité du fisc, et se montraient d'autant plus jaloux de leur liberté politique, qu'ils y voyaient la garantie et la sauvegarde de leurs propriétés. Philippe convoitait leurs richesses, et s'indignait de ne pouvoir se les approprier en multipliant à volonté les impôts. Il y avait dans les Pays-Bas des formes consacrées pour les affaires, auxquelles il fallait se plier pour réussir. Philippe, lui-même inflexible, demandait des autres une soumission entière, et ne pouvait supporter qu'on osât lui opposer

des privilèges et des lois. Il ne voulait céder qu'à la nature, encore le faisait-il à regret, et son esprit altier s'irritait de cette invincible nécessité.

Les Flamands s'aperçurent bientôt que le roi d'Espagne était peu fait pour gouverner un pays tel que le leur. Jusqu'à son avènement au trône, des conseils composés d'hommes d'élite, pris du sein de la nation même, avaient conduit les relations extérieures, géré les finances et surveillé l'administration de la justice. Il était facile de prévoir que Philippe substituerait à cette autorité tutélaire celle de ses ministres, et que ses ministres seraient des étrangers. Il ne vivait qu'avec des Espagnols, ne consultait et n'employait qu'eux. Après la paix de Câteau-Cambresis, il prit le parti de quitter la Flandre, et d'établir sa résidence en Espagne. De là, sans être témoin de la publication de ses ordres, ni de la résistance qu'on leur opposerait, il se proposait de changer l'organisation des Pays-Bas, de provoquer des soulèvements pour les punir, et de les punir en ôtant aux peuples ces formes politiques qui leur étaient aussi chères qu'elles lui étaient odieuses. Dans ce projet, contraire à la politique autant qu'à la justice, il voyait un moyen sûr d'accroître sa puissance et d'affermir

sa domination en Europe. A son départ de Flandre, son plan était déjà arrêté irrévocablement, et la religion devait lui fournir l'occasion de le développer.

Les idées nouvelles des réformateurs avaient pénétré de bonne heure dans les Pays-Bas. Le commerce qui amène l'échange des marchandises, facilite aussi celui des opinions, et les Flamands étaient liés avec tous les peuples du Nord chez lesquels la réformation avait fait des progrès rapides. Déjà, sous le règne de Charles-Quint, la religion nouvelle compta dans ces provinces beaucoup de partisans. Cet appel solennel fait par la raison, de l'autorité à l'examen, devait plaire à des esprits réfléchis, chez qui le jugement dominait l'imagination. Des principes aussi hardis devaient trouver un accès facile auprès d'hommes que l'habitude de la liberté politique faisait pencher vers la liberté religieuse. Cependant, une tolérance éclairée eût prévenu les troubles, en prévenant l'effervescence des passions; et, pour empêcher la naissance du fanatisme, il eût suffi que le gouvernement montrât plus d'indifférence et moins de partialité. Dans le temps où Charles-Quint fit la guerre aux protestants d'Allemagne, il s'était cru obligé de sévir contre les novateurs dans les Pays-Bas.

Au lieu de laisser aux opinions un libre cours et aux esprits un mouvement salutaire, il avait persécuté avec violence ceux qui s'éloignaient de la doctrine de l'église. Plus tard, l'expérience l'avait éclairé sur le danger de ces moyens, et, dans les dernières années de sa vie, il était revenu à des remèdes plus doux et à des maximes plus libérales.

Philippe répugnait également aux uns et aux autres. Il haïssait toute espèce de liberté; il aurait voulu pouvoir exercer sur ses sujets tous les genres de contrainte. Pendant son séjour dans les Pays-Bas, il avait vu avec indignation les progrès de la doctrine nouvelle. Attaché à sa religion par tempérament et par principes, ce qu'il en aimait le mieux était l'autorité. Il y voyait un moyen de domination, et son esprit pénétrant fut frappé de l'appui réciproque que se prêtent le despotisme religieux et le despotisme politique. Voulant détruire la constitution qui assurait la liberté civile des Pays-Bas, il se proposa d'attaquer le culte qui favorisait la liberté religieuse et d'extirper les protestants, afin de préparer la servitude générale de tout le pays.

Tels étaient les desseins qu'il méditait lorsqu'il s'embarqua pour l'Espagne et quitta les Pays-Bas, leur disant, sans le savoir, un éternel

adieu. Les Flamands le virent partir sans regrets, mais avec des craintes trop légitimes. A la vérité, ils ne pouvaient imaginer toute l'étendue des projets sinistres qu'il roulait dans son esprit; mais ce qu'ils avaient vu de lui suffisait pour leur faire redouter les plus grands malheurs. Marguerite, fille de Charles-Quint, épouse d'Octave Farnèse, duc de Parme, fut nommée gouvernante des Pays-Bas. Ce choix semblait devoir rassurer les Flamands. Cette princesse avait le ton, la démarche, les manières et les goûts d'un homme; elle aimait avec passion la chasse et tous les exercices violents. Mais sous ces formes mâles et sévères elle portait un cœur humain et sensible; élevée par Marguerite d'Autriche, et, après sa mort, par Marie, reine de Hongrie, toutes deux tantes de Charles-Quint, elle avait reçu de ces femmes supérieures à leur sexe, une éducation soignée : exercée de bonne heure dans les travaux du gouvernement, formée à la politique dans les cours d'Italie, elle n'était pas étrangère à l'art de deviner et de conduire les hommes; son esprit actif, adroit, conciliateur, convenait à des temps difficiles; disciple de Loyola, elle était catholique zélée, sans incliner au fanatisme. Elle avait passé une partie de sa vie dans les Pays-Bas; elle connaissait le pays, elle l'aimait,

et l'on pouvait espérer de voir renaître sous son administration les beaux jours de Charles-Quint.

Mais Philippe, qui ne voit jamais dans la modération que de la faiblesse, et qui craint que Marguerite de Parme ne se prête difficilement à ses funestes projets, lui donne le cardinal de Granvelle pour conseiller, ou plutôt pour surveillant et pour maître. Ce ministre, qui a joui de la confiance de Charles, a eu le talent de gagner au plus haut degré celle de son successeur. Peu d'hommes ont été plus capables que lui de diriger de grandes affaires dans des circonstances critiques. Son esprit profond, ses vastes connaissances et surtout son infatigable activité étaient à l'unisson de sa haute fortune. Il ne connaissait d'autre délassement que celui de changer de travail; le jour et la nuit le trouvaient également appliqué. Il fatiguait en même temps plusieurs secrétaires, en leur dictant en différentes langues, ses ordres et ses instructions sur différents objets. Son éloquence était rapide, facile, brillante. Soumis aveuglément aux volontés de Philippe et dévoué à son service, il était l'homme du prince au lieu d'être celui de l'état. Confident de toutes les pensées de son maître, lui seul a son secret, lui seul connaît toute l'étendue du plan qu'il a formé contre les

Pays-Bas; il travaille à servir ses passions ardentés et sombres, et il ne désespère pas du succès.

Trois hommes, aussi distingués par leur mérite personnel que par leur naissance et leurs richesses, l'inquiètent par l'ascendant qu'ils ont sur les esprits, et l'irritent par la résistance qu'ils opposent à ses démarches. Exercé à porter sur ceux qui l'entourent un jugement aussi prompt que sûr, Granvelle ne prend pas le change sur le caractère, les principes et les moyens de ses ennemis. A leur tête est le prince d'Orange, de l'illustre maison de Nassau, qui a donné un empereur à l'Allemagne. Guillaume avait développé son génie près du trône de Charles et sous la puissante influence de l'exemple et des leçons de l'empereur, qui devina en lui le grand homme. Libéral et magnifique, il prodigue tout à ses amis, il n'est avare que de sa confiance; son esprit observateur pénètre les hommes et les choses; et lui-même est impénétrable. Froid, réservé, timide même en apparence, quand il parle, le feu et la hardiesse de ses discours persuadent, entraînent, subjuguent tous les esprits. Le comte d'Egmont partage avec lui l'amour et l'admiration des Flamands; l'illustration qu'il doit à ses victoires relève l'éclat de sa fortune; mais son

orgueil est encore au-dessus de ses talents, et l'habitude des armes lui a donné le goût des mesures violentes. Horn est plus riche et moins considéré que Guillaume et Egmont; cependant il n'a pas dégénéré de la vertu de ses ancêtres. Sorti d'une maison française, lié par le sang aux Montmorenci, il avait prouvé dans les guerres de Flandre qu'il était digne de son illustre origine. Inférieur en génie à Guillaume, en talents militaires à Egmont, comme eux il hait la tyrannie, et sait lui opposer le courage de la résistance et de l'action.

Tous trois avaient reçu de Philippe, au défaut de marques de confiance, des places distinguées qu'il avait plutôt accordées à la crainte qu'à l'estime. L'opinion publique ne lui permettait pas de laisser sans pouvoir et sans emploi des hommes aussi considérés. Guillaume avait obtenu le gouvernement de la Hollande, de la Zélande et d'Utrecht; Egmont celui de l'Artois, Horn la place d'amiral. Mais ces places, peu propres à les satisfaire, répondaient mal aux vœux de leur ambition. Ces faveurs prétendues ne les avaient pas attachés au trône, et n'avaient fait que leur fournir contre lui des moyens de résistance. Chacun d'eux croyait avoir des titres à la place de Marguerite, et ils

ne pouvaient supporter le crédit de Granvelle, qui exerçait une véritable toute-puissance sous le nom de la gouvernante, et dont la qualité d'étranger suffisait pour le leur rendre odieux.

Le cardinal désirait déguiser aux Flamands l'étendue de son influence, soit pour ménager l'orgueil de Marguerite, soit pour donner le change à la haine des grands et prévenir l'opposition qu'il redoutait. Plus jaloux du pouvoir que des signes extérieurs du pouvoir, et du succès de ses entreprises que de vaines décorations, Granvelle, dans l'espérance de cacher la main qui faisait jouer tous les ressorts de l'administration, correspondait avec Marguerite, au lieu de conférer avec elle, et ne la voyait que rarement. Mais les Flamands, intéressés à découvrir la vérité, surent bientôt, malgré toutes ses précautions, que rien ne se faisait que par lui, et cette idée augmenta leur éloignement pour les innovations projetées.

Entre toutes les institutions nouvelles, l'inquisition devait révolter le plus des esprits qui n'étaient pas encore façonnés à la servitude. Ce tribunal abhorré, qui punissait les erreurs comme des crimes, et qui regardait comme une erreur dangereuse la moindre déviation de la doctrine de l'église, était encore plus redoutable

par les moyens dont il se servait pour découvrir les hérétiques, que par les arrêts qu'il lançait contre eux. Non-seulement il atteignait partout sa victime, sans qu'elle pût lui échapper, il la frappait sans qu'elle pût se défendre; mais encore il employait l'espionnage, les délations domestiques, les interprétations absurdes ou malignes des choses les plus innocentes, pour pénétrer en quelque sorte dans l'intérieur de l'ame, deviner les pensées les plus secrètes, et s'assurer d'un prétendu délit dont l'auteur, l'objet et le théâtre sont également invisibles. Ce tribunal avait été dans l'origine établi contre les Maures d'Espagne, par des raisons plutôt politiques que religieuses; mais par la suite les progrès de la réformation avaient fait croire dans plusieurs pays à la nécessité de multiplier ces formes tyranniques. Afin de laisser moins d'espérance à ceux contre lesquels l'inquisition devait sévir, on l'avait ôtée aux évêques, pour la donner aux moines, plus dévoués au pape, plus étrangers aux relations sociales, et moins accessibles aux sentiments de l'humanité. Jamais on n'avait fait de conjuration plus inique ni plus active contre la raison et la liberté de l'espèce humaine. En Espagne, elle avait déjà ralenti l'activité des esprits, arrêté la circulation

des idées et substitué partout à l'abandon d'une franche gaieté le silence de la réserve, de la contrainte et de la défiance. La liberté avait été bannie des conversations, la confiance du sein des familles, et l'on en était venu à se défier de soi-même et à craindre ce qu'on ne saurait ni diriger ni prévenir, les combinaisons de la pensée et les jeux d'une imagination active, qui amènent toutes sortes d'idées. Les objections secrètes, les doutes timides qui s'élevaient quelquefois dans les esprits, y portaient la terreur. On les voyait déjà trahis, condamnés et punis.

Dans le plan de Philippe, les Flamands devaient éprouver le même sort, et déjà le fléau de l'inquisition menaçait ce qu'ils avaient de plus cher. La prospérité du commerce des Pays-Bas était inséparable d'une sage tolérance. Les lois, le caractère, les habitudes même des Flamands repoussaient cette institution redoutée. On ne pouvait l'introduire légalement chez eux sans le consentement des états; mais Philippe, qui voulait assurer la servitude de ses sujets par l'uniformité de la croyance et du culte, avait établi ce tribunal dans les Pays-Bas, avant de partir pour l'Espagne; et il l'avait fait de sa propre autorité, malgré les réclamations des Flamands. Granvelle animait le zèle de ce tri-

bunal, et provoquait son activité. C'était à ses yeux un excellent moyen de se défaire de toutes les personnes qui le gênaient dans l'exécution de ses plans. On les accusait d'hérésie, et cette accusation vague menait toujours à la mort. Les arrêts se multipliaient; chaque jour voyait tomber de nouvelles victimes. Les rigueurs de l'inquisition augmentaient le nombre des sectateurs de la doctrine nouvelle; le mécontentement général n'en était que plus prononcé, et, malgré les bourreaux, l'indignation s'exhalait en plaintes et en menaces.

A ces justes griefs des Flamands contre Granvelle et contre Philippe, s'en joignaient encore d'autres, qui tenaient aux mêmes causes que les premiers. Dans ce temps de troubles et d'innovations, le nombre des évêques des Pays-Bas avait paru trop petit pour surveiller les diocèses. Ces évêques ressortissaient des archevêques de Rheims et de Cologne, et cette dépendance étrangère déplaisait à Philippe. A son instigation, le pape Paul IV avait créé dans les Pays-Bas treize évêchés nouveaux, et l'archevêque de Malines avait été déclaré primat et juge suprême de toutes les affaires ecclésiastiques de ces provinces. Ce changement pouvait être utile; à une époque différente, il eût peut-être réuni tous

les suffrages, mais il avait été fait d'une manière arbitraire. Ce nouvel ordre de choses altérait tous les anciens rapports de la constitution du pays. Granvelle, qui l'avait conseillé, avait été chargé de l'introduire, et ce bouleversement des lois avait soulevé contre lui les citoyens de toutes les classes. Du moment où tant de créatures du roi prenaient séance dans les États, la noblesse craignit que la liberté publique ne fût bientôt plus qu'un vain nom; les abbés riches et puissants regrettaient les sacrifices qu'ils étaient obligés de faire pour doter les nouveaux évêques; le peuple ne les regardait que comme des suppôts de la tyrannie religieuse, et le jour où ils prirent possession de leurs sièges fut un jour de deuil pour la nation.

Afin d'appuyer par la force ces innovations, que proscrivait l'opinion publique, Philippe avait, au mépris des lois, laissé des troupes espagnoles dans ces provinces. Dans la crainte que la force, qui devait protéger l'ordre social, ne se tournât contre lui, la constitution de la Flandre ne confiait qu'aux indigènes le soin de la sûreté publique. Philippe le savait; les Flamands, le lui avaient rappelé; il avait solennellement promis de retirer ses satellites; mais il n'en avait rien fait, et ces troupes, assez nom-

breuses pour donner de l'inquiétude à la nation, ne l'étaient pas assez pour la contenir, ni pour prévenir les effets de son mécontentement.

Ainsi Philippe avait violé ses serments, et s'était joué des lois auxquelles il devait son autorité; mais le peuple, qui accuse toujours plutôt les ministres que le prince, rejetait tous ses griefs sur Granvelle seul; ce ministre portait tout le poids de l'indignation publique, et cependant il ne faisait qu'exécuter fidèlement les ordres cruels qu'il recevait de son maître. Le prince d'Orange, Egmont et Horn, qui le haïssent personnellement, mais qui persuadent aux Flamands que le patriotisme seul les fait agir, et se le persuadent peut-être à eux-mêmes, veulent profiter de ces dispositions pour le perdre. Ils écrivent à Philippe des lettres fortes et pressantes, afin d'obtenir son rappel. Philippe demande des faits et des preuves; il répugne à congédier un ministre qui ne peut avoir d'autre tort, à ses yeux, que celui d'avoir trop bien servi ses passions; mais Granvelle lui-même sent que l'animosité générale est parvenue à un tel degré, qu'il ne peut plus être utile à Philippe; il demande son congé, et on l'accorde à ses instances. Il perd sa place sans perdre la confiance de 1564.

son maître, qui emploie ailleurs ses talents et sa fidélité.

Les nobles, qui s'étaient éloignés du conseil pendant l'administration de Granvelle, y reparaissent de nouveau, et insistent sur la liberté des cultes. Philippe les berce de vaines espérances, dans le temps même où, dans les conférences de Baïonne, le duc d'Albe et Catherine de Médicis concertaient la ruine des protestants. Le comte 1565. d'Egmont fait le voyage d'Espagne pour tâcher de fléchir Philippe, et pour prévenir de plus grands malheurs, en l'engageant à se relâcher sur l'article de la religion. Guillaume adresse à Marguerite des représentations, d'autant plus fortes qu'elles sont plus mesurées. Philippe cache ses desseins secrets sous un masque de sincérité. Il paraît s'intéresser au sort des Flamands, et cependant il ordonne que les décrets du concile de Trente soient publiés dans les Pays-Bas, et exécutés avec la plus grande rigueur. Marguerite, qui peut mieux juger de l'exaspération des esprits, tâche d'adoucir dans l'application les maximes sévères qu'elle est obligée de professer en apparence; elle voudrait assurer la tranquillité des Pays-Bas, en composant avec les intérêts des Flamands et les passions de Philippe. Ce rôle est difficile: elle est

généée dans sa marche , et soumise à une surveillance continuelle. De là les incertitudes et les contradictions de sa conduite. Les protestants ne peuvent prendre confiance dans un gouvernement qui n'est pas d'accord avec lui-même , et dont les actions et le langage correspondent si mal ensemble. Dans le dessein de donner plus de force à leurs représentations , et de suite à leurs démarches , ils forment une association étroite. Louis de Nassau , frère de Guillaume , qui professe la doctrine nouvelle , dirige leurs mouvements. Les catholiques eux-mêmes approuvent cette mesure hardie , parce qu'ils ne voient , dans la résistance des protestants , qu'un moyen de sauver la constitution et la liberté publique. Les chefs de l'opposition y applaudissent également. Ceux d'entre eux qui s'intéressent au bien général , se flattent que la crainte ramènera Philippe à des sentiments plus modérés ; ceux qui ont des vues personnelles , se félicitent de trouver dans les troubles des moyens de satisfaire leur ambition et leur cupidité. Le roi d'Espagne pouvait encore d'un mot tout pacifier ; mais , étranger au caractère et au génie du peuple flamand , il ne connaissait pas la nature du mal , et méprisait ses ennemis. A ses yeux , toute résistance est un crime ; un

crime doit être réprimé ou puni par la force ; la modération paraîtrait impuissance ; la douceur ne serait qu'une faiblesse honteuse. Quatre cents gentilshommes lui présentent une adresse respectueuse, dans laquelle ils ne demandent que l'intégrité de la constitution et l'abolition de l'inquisition religieuse. Pour toute réponse, Philippe envoie le duc d'Albe gouverner les Pays-Bas, à la place de Marguerite.

1567. C'était déclarer que la force seule devait décider ce grand procès, et ôter toute espérance aux Flamands. Albe arrive à la tête de huit mille Espagnols éprouvés, qui seront de fidèles ministres de ses vengeances. Son caractère est connu : ferme jusqu'à la dureté, impérieux et inexorable, il aimait mieux briser les résistances que les fléchir. Accoutumé à prodiguer le sang dans les combats, il sera peu disposé à l'épargner dans les troubles civils. Au seul nom de cet homme redouté, la terreur et la consternation se répandent dans toutes les provinces, et il semble que toute la nation ait été mise sous le glaive. Guillaume, qui connaît d'Albe, et sait qu'il ne pardonne pas, ne voulant pas périr sans gloire et sans fruit pour son pays, soustrait sa tête aux dangers qui la menacent, et se retire en Allemagne. Egmont et Horn, moins prévoyants que

lui, restent dans le pays, et exposent leur vie en voulant sauver leur fortune. Guillaume est suivi dans sa fuite par beaucoup d'hommes puissants et considérés, qui ont montré assez de vertu pour mériter la haine ou les soupçons de Philippe, et qui ont trop de courage pour acheter leur sûreté par des bassesses. Une partie du peuple même abandonne ses foyers, et s'exile volontairement; la terreur du nom d'Albe fait quitter au laboureur sa charrue, à l'artisan son atelier, et nombre de citoyens de toutes les classes vont porter ailleurs leur activité et leur industrie. La cruauté d'Albe surpasse les craintes des malheureux Flamands. Les troupes sont réparties dans les villes principales; et des soldats espagnols, animés par la haine des Flamands, par le désir du butin et par le fanatisme de la religion, se prêtent avec joie aux ordres de leur général. Partout on dresse des échafauds. Un tribunal inique, composé de douze juges, tous étrangers aux Pays-Bas par leur naissance, ou vendus à l'Espagne, s'organise au mépris des lois du pays. Il prononce la peine de mort contre les délits les plus légers, sur des indices faibles ou équivoques, et même sans preuves quelconques. Tous ceux qui ont appuyé des réclamations légales contre les abus de l'autorité,

on qu'on peut soupçonner de les avoir approuvées secrètement, sont regardés et jugés comme autant de fauteurs de l'hérésie; et tous ceux qui professent la doctrine nouvelle ou qui y inclinent, sont condamnés et punis comme rebelles. La richesse, la naissance, les talents deviennent des crimes; les vertus et les services éclatants mènent à la mort; l'obscurité même ne sauve personne. Egmont et Horn, arrêtés et mis aux fers, invoquent en vain le privilège que les lois assurent aux accusés de leur rang, de n'être jugés que par leurs pairs; leur rang même est
1568. un titre de condamnation, et ils meurent dans les supplices sous les yeux d'un peuple immense. En voyant tomber ces têtes illustres, il semble que la liberté elle-même expire; on prévoit que la tyrannie qui ne les a pas respectés, ne respectera rien, et qu'elle sera sans pudeur et sans terme. Les nombreux satellites d'Albe, répandus parmi les spectateurs de cet attentat, contiennent leurs mouvements et leur murmures; mais ils ne peuvent empêcher la douleur publique de s'exhaler en gémissements; et les victimes généreuses que le despotisme s'immole, objets de culte pour leurs concitoyens, sont suivies de leurs regrets et de leurs larmes.

On confisque les biens de Guillaume, et ces

biens servent à payer les excès et les crimes des soldats. Albe parcourt tout le pays avec ses bourreaux, et partout de sanglantes exécutions annoncent au peuple son arrivée; la hache du bourreau est levée sur toutes les têtes. Plus il commet de meurtres juridiques, plus les provinces se dépeuplent. Le nombre de ceux qui s'exilent volontairement s'accroît tous les jours; mais ces exils multiplient les confiscations, et les confiscations procurent au duc d'Albe les moyens de multiplier les instruments de sa fureur, et de récompenser les suppôts de sa tyrannie.

Cependant Guillaume, retiré en Allemagne, n'oublie ni ce qu'il doit à sa patrie; ni ce qu'il se doit à lui-même. Les exilés le pressent de prendre les armes et de sauver la liberté mourante: Il ne s'agit pas pour lui de jouer le bonheur de toute une génération sur la table du hasard; dans l'espérance d'une perfection idéale, ni de sacrifier le présent à un avenir éloigné, incertain, chimérique; il s'agit de prévenir, par une mesure vigoureuse, la ruine de tout un peuple, de combattre pour le maintien de l'ordre social que la tyrannie attaque, ébranle et menace de renverser, de défendre enfin; par la force; des droits positifs que la force croit pouvoir violer

impunément. Les lois autorisent Guillaume à la défense de son pays. Allemand d'origine, il est Brabançon par les terres considérables qu'il possède dans le pays. Le contrat qui lie les États du Brabant à leur prince, libère les citoyens de toute obligation, du moment où le prince s'affranchit des siennes, et leur assure même le droit de le ramener au devoir par la contrainte. Cette constitution pouvait être vicieuse : elle plaçait la garantie des lois politiques dans la force physique des individus, au lieu de la placer dans le mode même d'organisation de la société, dans l'action et la réaction réciproques des éléments du pouvoir. C'était retomber dans l'état de nature pour sauver l'état social, en appeler aux passions des excès des passions, et leur fournir un moyen légal de bouleverser l'ordre public ; mais enfin, cette constitution existait ; elle avait été jurée par le prince et par les membres des États ; ils ne pouvaient et ne devaient pas avoir d'autre règle de la légitimité de leur conduite.

Guillaume développe ces principes dans un
1568. manifeste qu'il publie pour justifier ses démarches, et, les armes à la main, demande le redressement des griefs des Pays-Bas. Les puissances protestantes dont il implore le secours, se mon-

trent peu disposées à le secourir. La Suède et le Danemarck craignent l'Espagne, et espèrent que les troubles de la Flandre feront tomber son commerce et que le leur s'élèvera rapidement. La reine d'Angleterre, Élisabeth, nourrit les mêmes craintes et les mêmes espérances; mais, plus habile et plus voisiné du foyer des agitations, elle veut entretenir le mouvement dont elle compte profiter, et promet de favoriser secrètement les plans de Guillaume. Coligni et les protestants de France sentent combien il leur importe que Philippe, soutien de leurs ennemis, soit occupé dans ses propres États, et que les partisans de la nouvelle doctrine ne succombent pas sous ses efforts. Au défaut d'autres secours, Coligni éclaire Guillaume de ses conseils. Soit politique, soit conviction, soit peut-être l'une et l'autre, Guillaume prend de l'éloignement pour la religion des oppresseurs de son pays; sentant la nécessité de s'attacher fortement au parti, il embrasse la religion protestante, qui est déjà celle de son frère, et se flatte qu'une partie de l'Allemagne épousera sa cause. Mais l'esprit conciliateur, le caractère doux et tolérant de Maximilien II, étaient parvenus à calmer les animosités dans l'Empire, et la plupart des princes protestants lui avaient

promis de ne pas prendre de part directe et active à la querelle sanglante qui allait s'engager. Cependant ils favorisaient sourdement les mécontents des Pays-Bas. Sans se déclarer pour eux, plusieurs avaient fourni à Guillaume des troupes et de l'argent, et ce fut avec ces secours qu'il commença la guerre.

Ses premiers efforts furent malheureux. A la vérité, dans toutes les provinces, l'opinion publique était pour lui. Les catholiques et les protestants formaient également des vœux pour le succès de ses armes, car d'Albe avait irrité tous les partis. Il n'était plus question de l'autorité des États; tout se faisait sans eux et contre eux. Aux persécutions religieuses avaient succédé des impôts arbitraires, inconstitutionnels, excessifs, mal répartis, qui, pesant sur le commerce, avaient réveillé l'égoïsme et l'avaient attaché lui-même à la cause commune; mais les provinces et les villes étaient contenues par la terreur et par la force. Il ne fallait pas moins que des victoires pour leur donner le courage d'agir, et les premiers pas de Guillaume furent marqués par ses défaites. Trois fois il osa se mesurer avec d'Albe, et trois fois la supériorité du génie militaire de l'Espagnol, la discipline de ses troupes, triomphèrent de la valeur et de la généreuse

persévérance de Guillaume. La cause de la liberté politique des Pays-Bas paraissait perdue sans retour. Un événement aussi heureux qu'imprévu changea la face des affaires. 1572.

Des corsaires équipés par des émigrés belges et bataves ayant été obligés de quitter les ports d'Angleterre, et ne sachant où trouver un asyle, surprirent le port et la ville de la Brille, et y arborèrent l'étendard de l'insurrection. La conquête de cette ville fut le signal d'un grand mouvement dans les provinces du Nord. Cette partie du pays offre un terrain coupé dans tous les sens par des rivières, des canaux, et par la mer elle-même. Elle est singulièrement propre à une guerre défensive. Les victoires ne peuvent y être décisives ni les défaites fort désastreuses; on peut avec facilité s'y refaire de ses pertes. Les habitants de ces provinces, moins riches que ceux des provinces du Midi, endurcis aux fatigues et aux dangers par une vie difficile et un travail soutenu, étaient plus disposés aux sacrifices, parce qu'ils avaient moins à perdre, et ils n'attendaient qu'une occasion d'éclater. Presque tous protestants; ils étaient plus irrités que les autres des persécutions du duc d'Albe, quoiqu'ils en eussent moins souffert; et ce ne fut qu'à cette époque que l'insurrection prit

une marche fixe ; et un caractère redoutable. Guillaume arrive dans ces contrées, dont Philippe l'avait nommé autrefois gouverneur, et où il avait des biens considérables, des intelligences secrètes et beaucoup d'amis. Il fait de ces provinces le centre de ses opérations et le foyer de la liberté. Les Hollandais lui accordent de l'argent, et lui permettent de lever des troupes. Cependant ; quelque prononcées que fussent ces mesures, les mécontents n'accusaient et n'attaquaient encore que le duc d'Albe ; ils ne pensaient pas à rompre les liens qui les attachaient à leur prince, ou du moins les chefs ne trahissaient pas leur secret.

Leurs premières entreprises échouèrent ; celles du duc d'Albe furent presque toutes couronnées de succès. Les insurgés avaient plus d'ardeur que de moyens, plus d'énergie que de tactique, et leurs mouvements manquaient le but, faute d'unité et de direction. Au contraire d'Albe doublait ses forces par l'activité ; lui seul avait produit le mal, mais lui seul aussi paraissait capable de le combattre et de le conjurer.

1573. Il est rappelé au moment où il espérait de triompher de l'insurrection et de recueillir le prix de ses forfaits. Philippe, qui a long-temps approuvé sa conduite, cède aux insinuations de

ses ennemis. Ils lui persuadent que la haine personnelle des Flamands contre le duc les empêche de se soumettre, et que son rappel serait un bienfait qui les disposerait à l'obéissance. Le roi d'Espagne commence à envisager d'un autre œil les troubles des Pays-Bas, croit en effet qu'il faut changer de système ou d'instrument pour les réduire. Requesens, commandeur de l'ordre de Saint-Jacques, vient remplacer le duc d'Albe; c'était faire succéder la faiblesse à la férocité. Requesens, plus initié dans les secrets de la politique que dans ceux de l'art de la guerre, trop âgé pour être actif et entreprenant, naturellement doux, timide, irrésolu, adopte un système mitoyen, peu analogue aux circonstances. Il croit devoir mêler les voies de rigueur aux voies de conciliation, et par ce mélange, il détruit l'effet des unes, et s'ôte le mérite des autres. Les insurgés ne se contentent plus de promesses vagues, et, connaissant les avantages de leur position, ils demandent une garantie solennelle de leurs droits et de leur existence politique. Les propres soldats de Requesens servent leur cause. Malgré la richesse de l'Espagne, le prêt des troupes n'était pas assuré, et souvent les soldats se mutinant, se payaient eux-mêmes en commettant des brigandages af-

freux, ou refusant de marcher à l'ennemi, faisaient manquer les plans les mieux concertés. L'armée de Requesens, à laquelle il était dû des
 1576. arrérages considérables, se révolte, et les désordres qu'elle se permet, rendent le régime espagnol encore plus odieux. A peine ce mouvement est apaisé, que Requesens meurt, et Dou Juan
 1577. d'Autriche le remplace.

Ce jeune héros, digne rejeton de Charles-Quint, l'effroi des Ottomans, l'enfant chéri de l'Eglise, l'objet de la haine secrète de Philippe, arrive avec tout l'éclat que répand sur lui la victoire de Lépante, qu'il vient de remporter sur les infidèles. Les provinces du Nord et celles du Midi avaient conclu la pacification de Gand. Le danger commun auquel les exposaient les excès d'une soldatesque effrénée, avait rapproché les protestants et les catholiques. Durant l'intervalle qui s'était écoulé entre la mort de Requesens et l'arrivée de Don Juan d'Autriche, on avait suspendu l'activité des lois pénales contre les religieux; et afin de décider définitivement les points litigieux, on s'était réuni à demander la convocation de l'assemblée générale des états du pays. En arrivant dans les Pays-Bas, Don
 1577. Juan avait confirmé le traité de Gand par l'*édit perpétuel*, et ses premières démarches n'avaient

annoncé que des vues impartiales et des intentions pacifiques.

Bientôt les Belges remarquent qu'il ne veut que gagner du temps, flatter les esprits pour les endormir, promettre pour tromper plus sûrement, et diviser les partis pour les détruire l'un par l'autre. Comme les mécontents manquent d'un centre de direction, qu'ils savent bien ce qu'ils ne veulent pas, mais qu'ils ne savent pas distinctement ce qu'ils veulent, ils essaient de se ménager un appui dans un prince étranger. Sans former le dessein de se séparer à jamais de l'Espagne, ils appellent l'archiduc Matthias, 1577. pour le mettre à leur tête, et lui donner les décorations du pouvoir. Ce prince, sans moyens et sans énergie, manque de toutes les qualités propres à fixer la confiance, et bientôt il retourne en Allemagne. Les Belges espèrent plus de services de François, duc d'Anjou; ils se flattent qu'un prince du sang de France leur donnera de la puissance et de la considération, et le duc, inquiet et ambitieux, saisit avec empressement cette occasion de faire parler de lui. Les espérances des Belges sont encore trompées: imprudent, léger, élevé dans une cour despotique, le duc d'Anjou trahit trop tôt ses vues intéressées; il veut obtenir par la force ce qu'il

ne peut devoir qu'à l'adresse, au temps, à une soumission volontaire; il provoque la résistance par des entreprises hasardées; et, ses desseins contre Anvers ayant échoué, il va cacher sa

1583. honte en France, où le chagrin abrège ses jours.

1578. Don Juan était mort, accusé de projets ambitieux et contraires aux intérêts de l'Espagne. Sa mort subite avait fait soupçonner d'un nouveau forfait une cour qui ne s'était jamais refusé les crimes utiles. Alexandre Farnèse, prince de Parme, fils de Marguerite, avait remplacé don Juan. La victoire qu'il avait remportée sur les insurgés à Gemblours, l'avait désigné à Philippe pour ce poste difficile. Guerrier consommé, il joignait à une valeur brillante une imagination vaste et un esprit réfléchi; il concevait des plans hardis; ils les exécutait avec prudence. Autant homme d'état que capitaine, il savait également combattre et négocier. Exercé à dissimuler et à feindre, il espère beaucoup de la division qui règne entre les provinces du Midi et celles du Nord; il l'entretient avec art, il la nourrit avec soin, et, en semant adroitement la défiance et l'espérance dans les esprits, il parvient à son but. L'Artois, le Hainaut, la-Flandre française se séparent des autres provinces, et se déclarent pour l'Espagne; une grande partie

de la noblesse forme une alliance étroite avec le nouveau gouverneur, pour rétablir la soumission et l'ordre dans les Pays-Bas.

Guillaume mûrissait depuis long-temps dans le silence un projet hardi, mais sagement combiné, qui seul pouvait fixer la liberté dans la contrée qu'il avait arrachée à l'esclavage, et empêcher que le sang qu'on avait versé n'eût coulé sans fruit pour le bien de l'humanité; c'était de former des provinces du Nord une république indépendante, et d'abandonner les autres à leur destinée. Le prince d'Orange avait vu de bonne heure que l'union des dix-sept provinces serait toujours faible, incertaine et précaire; qu'il était difficile de resserrer leurs liens, et que, si elles conservaient les mêmes rapports, elles finiraient par subir toutes le joug également. La religion protestante dominait dans les provinces du Nord; celles du Midi étaient presque tout entières catholiques. Dans les premières, le clergé n'avait aucune espèce d'influence politique; dans les autres, les évêques et les abbés étaient tout-puissants. Dans celles-ci, le peuple plus riche, et par conséquent plus amolli, craignait les dangers et les sacrifices; dans celles-là, le peuple pauvre, robuste, entreprenant, familiarisé avec la mer, était plus jaloux d'acquérir

que de conserver. Guillaume ne voyait personne dans ces provinces qui pût lui disputer la naissance, le rang et les richesses, et le pouvoir qu'il y exerçait n'était ni partagé ni contesté. Au contraire, dans les autres il trouvait des rivaux d'ambition qui lui étaient inférieurs en mérite, mais qui pouvaient former les mêmes prétentions que lui, et dont le crédit était même supérieur au sien. Toutes ces considérations réunies avaient attaché fortement Guillaume au projet d'unir les provinces du Nord, et de les isoler des autres. Ramenant toutes ses pensées à ce plan favori, il préparait de loin les voies à ce grand événement. L'alliance étroite qu'une partie des provinces du Midi venait de former avec le duc de Parme et avec l'Espagne, lui parut une occasion favorable d'éclater, et il en profita avec autant d'habileté que de succès.

Les députés de la Hollande, de la Zélande, de la Gueldre, de la Frise et de Groningue s'assemblent à Utrecht. Guillaume leur développe son plan; il leur fait sentir la nécessité de cette mesure, leur en montre tous les avantages, prévoit les obstacles et les facilités de l'entreprise, combat les uns par les autres, calcule les résistances et les moyens de les vaincre, et fixe les esprits incertains en leur offrant en

perspective la liberté, la gloire et la puissance de la patrie commune. Son discours lumineux et profond semble dérouler à tous les yeux l'histoire future de la république, et, en parlant des suites heureuses de cette grande résolution, il parle avec tant d'assurance, de force et de clarté, que l'avenir paraît aussi certain que le passé, et que le doute fait place à une entière confiance. Convaincus par les raisons, ou persuadés par l'éloquence de Guillaume, les députés obéissent à son ascendant, et signent l'acte solennel de leur union. C'est de cette époque que date la création de la république et la naissance d'une puissance nouvelle. Dans ce moment, les liens qui attachaient l'existence des provinces du Nord à l'Espagne furent rompus pour toujours, et la révolution fut consommée. 1579.

En jugeant cette révolution, on ne doit pas oublier qu'elle ne mérite ce nom qu'improprement, si l'on entend par ce mot un bouleversement subit et total de la constitution, des lois, et de la situation politique, une dissolution complète de la souveraineté légitime, pour la placer sur d'autres têtes, ou l'asseoir sur d'autres bases. Ce fut insensiblement que celle dont nous parlons atteignit son terme. Des circonstances imprévues et incalculables y avaient

plus contribué que des préparations réfléchies. Elle fut plutôt le résultat de causes locales et accidentelles que de ces causes générales qui, déterminant de loin le sort des états, semblent agir avec une nécessité égale à celle des lois de la nature. La séparation des Pays-Bas de l'Espagne ne fut pas du tout l'effet d'une nouvelle direction des opinions ni des idées dominantes. Les formes établies y étaient appropriées aux besoins, aux vœux et aux habitudes de la nation, et bien loin que le peuple fût las de ce mode d'existence, il y tenait avec chaleur. Ce ne furent ni l'amour vague des innovations, ni la manie de réaliser des théories abstraites et de faire des expériences hasardées et sanglantes, qui amenèrent la fondation de la république. Le comble de la tyrannie inspira aux victimes de l'oppression le courage du désespoir. Ce furent des sentiments, bien plus que des idées, qui dictèrent les premières résolutions. Les Flamands, dans l'origine, ne voulaient pas changer leur constitution. Leur seul désir était de la conserver dans son intégrité, et les démarches que Philippe se permit contre leurs lois politiques, furent l'unique objet de leurs plaintes et le motif de leur insurrection.

Dans ces provinces, la souveraineté était par-

tagée entre le prince et les états. Leur concours était absolument nécessaire pour créer de véritables lois. Du moment où le prince essayait de substituer à ce concours salutaire, qui seul devait être l'organe de la volonté générale, sa volonté particulière, c'était lui proprement et lui seul, qui entreprenait une révolution. Dès ce moment, les états n'avaient plus l'obligation de lui obéir, et pouvaient lui résister légitimement, puisqu'il n'avait pas le droit de violer les formes constitutionnelles du pays. Partout où la souveraineté est composée de différents éléments et de plusieurs pouvoirs, celui d'entre eux qui tâche le premier de paralyser et d'anéantir les autres, dépasse le premier la ligne du droit : franchissant les limites qui seules rendent sa puissance légale, il donne aux autres le droit de le refouler dans sa sphère, et d'assurer le maintien de leurs lois politiques, en s'opposant à son usurpation. Ainsi, dans les Pays-Bas, non-seulement les états pouvaient, mais ils devaient même résister à Philippe. En exécutant leurs décrets et en appuyant leurs mesures, le peuple obéissait à une autorité légitime.

Au commencement des troubles, on ne voulait pas enlever au roi d'Espagne la part qu'il avait à la souveraineté; on voulait simplement

l'empêcher de s'attribuer un pouvoit qui ne lui appartenait pas, et, lorsque toutes les représentations eurent été inutiles, le ramener par la force aux termes du droit. Cette juste entreprise conduisit finalement à l'entier renversement de l'ancienne constitution et à la création d'un nouvel ordre de choses; mais ce grand changement ne s'opéra qu'au bout de vingt ans; il fut l'ouvrage de la nécessité et des circonstances. Lors des premières divisions et même des premières hostilités, aucun de ceux qui prirent les armes ne pensait à détacher les Pays-Bas de l'Espagne. Guillaume lui-même, quand il s'engagea dans la carrière qu'il a fournie avec tant de gloire, n'avait pas conçu un plan aussi vaste et aussi hardi. En supposant le contraire, on se ferait une fausse idée de ses principes, et l'on élèverait son génie aux dépens de son caractère. Si Philippe avait fait droit aux justes griefs des mécontents, ils seraient restés avec plaisir dans leurs anciens rapports, et se seraient rangés de nouveau sous les lois d'une dépendance à laquelle ils étaient accoutumés. Il ne fallait pas moins que les fautes multipliées du ministère espagnol, pour faire d'une insurrection, qui n'était pas dans ces contrées un phénomène extraordinaire, le premier anneau d'une révolution décisive.

L'acte d'union, signé à Utrecht, conservait à chaque province ses formes politiques, ses droits et ses usages. L'association n'avait d'autre but que le maintien de la liberté générale et la défense commune du pays contre l'ambition persévérante du roi d'Espagne. Chaque province devait former un état séparé, mais réunir ses forces et concerter ses mesures avec les autres, pour tout ce qui tenait à la sûreté extérieure. Les dépenses et les sacrifices devaient être répartis également par l'assemblée fédérative composée des députés des différentes provinces. Ce n'était qu'à l'unanimité que la guerre ou la paix devaient être résolues, et qu'on pouvait exiger des peuples de nouveaux impôts. Dans toutes les autres affaires, la majorité des voix était décisive. Les démêlés qui s'élevaient entre les provinces, devaient être jugés par les stadthouers ou capitaines-généraux. Les confédérés devaient s'assembler à Utrecht à des jours marqués, et on s'en remettait à eux pour éclaircir et interpréter les points litigieux ou obscurs de l'acte d'union.

Guillaume avait été l'ame des opérations de l'assemblée d'Utrecht. Des raisons politiques l'avaient empêché de se montrer entièrement à découvert ; mais peu de temps après que l'acte

d'union eût été conclu et publié, il y accéda ouvertement. Les imperfections et les défauts de ce gouvernement fédératif n'avaient sûrement pas échappé à son œil pénétrant. L'acte d'union était l'ouvrage de la nécessité des circonstances. On y avait calculé les rapports et les mesures pour le présent, et non pour un avenir éloigné. Cette fédération manquait d'ensemble et d'unité. On y avait sacrifié l'unité à la division des pouvoirs. Les ressorts n'étaient pas assez concentrés, pour que le mouvement fût rapide, uniforme et sûr (*). Le génie de Guillaume fut

(*) Quels que soient les défauts que les théoriciens politiques ont trouvés dans la constitution fédérative des Provinces-Unies, il est certain qu'elle a été le principe de leur puissance et de leur bonheur pendant plus de deux siècles. Durant cette période, la marche progressive de la population, du travail, de la richesse et de la culture dans cette république commerçante, dépose en faveur de la sagesse de ses lois politiques, ou plutôt prouve, par un exemple frappant, une vérité qu'on ne doit pas se lasser de répéter, parce qu'on ne se lasse pas de la perdre de vue : c'est que les mœurs, les habitudes, le caractère national d'un peuple servent de contre-poids ou de correctif à l'imperfection de ses lois ; que l'esprit de son gouvernement importe plus à son bien-être que les formes de sa constitution, et que l'étude des faits inspire une juste défiance contre les principes généraux de toutes ces théories politiques qui procèdent par voie d'exclusion.

maîtrisé par les événements. C'était beaucoup pour le moment d'avoir organisé cette union; ses vues s'étendaient plus loin. Dans ses idées cet acte devait être temporaire, et non servir de base fixe et durable à la constitution des Provinces-Unies. Il attendait beaucoup du temps, de ses services et d'une paix glorieuse. S'il avait été conservé à son pays, il lui aurait probablement donné une constitution où les pouvoirs eussent été partagés sans être isolés; et, conciliant l'intérêt général avec son intérêt particulier, il aurait assuré, par de nouveaux arrangements, la fortune de sa maison et la liberté publique.

Du moment où Philippe apprit que les provinces du Nord s'étaient formellement séparées de l'Espagne, et que Guillaume avait été le moteur secret de cette entreprise, et l'approuvait hautement, il ne déguisa plus sa haine; il annonça clairement ses projets de vengeance, et, déclarant le prince d'Orange hors la loi, il mit sa tête à prix. Les Provinces-Unies répondirent à cette démarche violente, en publiant que Philippe était un tyran, qui ne méritait aucune espèce d'obéissance, et qu'ils rompaient pour toujours les liens de dépendance qui les attachaient à lui. Guillaume n'opposa à l'arrêt qui le con- 1581.

damnait à mort, que l'indifférence du mépris et le calme du courage. Plus sa vie était en danger, plus il l'exposait avec une généreuse confiance.

La mort l'attendait à Delft. L'or de l'Espagne et les promesses des prêtres avaient déjà, plus d'une fois, armé contre lui le bras des assassins : Javignani et Salzedo avaient attenté à ses jours, sans succès. Balthasar Gérard fut plus heureux. Ce scélérat, bourguignon de naissance, tua Guillaume d'un coup de pistolet, au sortir de table. Arrêté et interrogé, il avoua qu'un franciscain de Tournai et un jésuite de Trèves l'avaient encouragé à ce meurtre; que l'idée de gagner en même temps le ciel et la récompense promise par l'Espagne avait été le motif de son action; qu'il en avait prévenu le prince de Parme, lequel l'avait adressé au conseiller d'état d'Assonville, pour se concerter avec lui. Il périt dans les supplices, faible expiation d'un si grand forfait, et porta sur l'échafaud la même audace que dans le crime.

1584. Guillaume mourut à cinquante-deux ans, dans toute la force de son génie, à l'époque où la reconnaissance des Provinces-Unies allait lui faire recueillir le fruit de ses travaux. On a prétendu qu'il était mort à propos pour sa gloire, et que

la puissance qu'il était sur le point d'acquérir aurait affaibli l'éclat de sa réputation : mais ce que nous connaissons de lui doit nous faire présumer que sa grande ame ne se serait pas démentie, et que, par un bel usage de la puissance, affermissant la liberté publique, il se serait fait pardonner son élévation.

Sa mort répandit le deuil et la consternation parmi les Bataves, et la joie à Madrid. Philippe se flatta que la nouvelle république expirerait avec son créateur, et que l'insurrection s'éteindrait d'elle-même. Les victoires du duc de Parme, la prise d'Ypres, de Bruges, de Gand, de Bruxelles, de Malines, qui fut suivie de celle d'Anvers, paraissaient justifier les espérances du roi d'Espagne. Elles furent trompées ; la nouvelle république supporta ce malheur sans faiblesse. Elle honora la mémoire de son fondateur, en prenant une attitude ferme et fière, et en persévérant dans ses principes. L'esprit de Guillaume lui survécut. L'impulsion qu'il avait donnée à ses concitoyens avait été trop forte pour se perdre dans le repos de la servitude.

Après la mort du prince d'Orange, la république crut avoir, plus que jamais, besoin du secours de l'Angleterre. Élisabeth le lui promit et le lui accorda ; mais les ports de Flessingue,

de Ramekens et de la Brille furent engagés à l'Angleterre pour payer sa protection, et ce prix pouvait paraître excessif. Le comte de Leicester, favori d'Élisabeth, qu'elle envoya en Hol-
1586. lande pour être gouverneur-général de la république, était peu fait pour cet emploi. Incapable de la défendre, il nuisit à ses intérêts par des fautes graves, l'agita par ses intrigues, et annonça le dessein de l'asservir. Ses inconséquences et sa légèreté le perdirent, et, en obligeant la reine à le rappeler, elles sauvèrent les
1588. Provinces-Unies. La guerre directe qui éclata bientôt après entre l'Angleterre et l'Espagne, devait entraîner la ruine de la république si l'Espagne triomphait; elle succomba, et la république acquit, durant cette lutte sanglante, un plus haut degré de consistance et de force. Nous ne nous arrêterons pas à ces événements; ils trouveront leur place dans le tableau du règne d'Élisabeth.

Les victoires de Henri IV, les défaites de la ligue, les efforts multipliés et inutiles de Philippe II, pour la soutenir, servirent puissamment la cause de l'indépendance des Provinces-Unies. La politique leur dictait impérieusement de s'attacher à la France et à l'Angleterre, qui obligeaient leur ennemi commun à partager ses

forces. Si Philippe avait pu réunir toutes les siennes contre la Hollande, la Hollande aurait subi le joug; mais l'Angleterre et la France sentaient que l'existence de la république nouvelle importait à leur propre sûreté, et elles favorisèrent l'établissement de cette puissance naissante. Cette union fut durable; elle reposait sur l'identité des intérêts.

Les circonstances assuraient des alliés aux Provinces-Unies; les événements conspiraient à leurs succès; mais elles se montraient dignes de leur bonheur, par une conduite réfléchie, sage, mesurée, qui n'excluait pas les entreprises hardies. Le duc de Parme trouva dans le jeune Maurice un rival, toujours brave et souvent heureux. Le génie de Guillaume revivait dans le second de ses fils. Après la mort du duc de Parme, l'Espagne n'eut plus à opposer à Maurice de général qui méritât de combattre contre lui. C'est à cette époque que les Hollandais jetaient les fondements de leur puissance dans l'Inde; leur amiral Corneille Hootman doublait le cap de Bonne-Espérance; le commerce et la marine des Bataves s'élevaient sur les ruines du commerce et de la marine de l'Espagne, et ils attaquaient cette puissance avec ses propres richesses.

L'époque des grands dangers de la république fut celle des grandes vertus. Le gouvernement montrait de la prudence sans timidité, de l'ardeur sans enthousiasme, de la persévérance sans obstination. Le même esprit avait passé dans les particuliers, et animait toute la nation. On ne composait point avec les besoins de l'état. Chacun voyait sa fortune dans la fortune publique; les sacrifices étaient les seules jouissances dont on fût avide et jaloux. Les mœurs étaient sévères et pures, la vie simple et mâle, les relations domestiques douces et saintes, la piété sincère et fervente. Ce peuple méritait d'être libre, car il craignait Dieu, respectait les lois, et plaçait la liberté dans la justice,

CHAPITRE XXIV.

Élisabeth monte sur le trône. Son caractère. Ses principes de gouvernement et d'administration. Sa politique extérieure. Progrès de la puissance et de la richesse nationale de l'Angleterre. Mort tragique de Marie, reine d'Écosse. La guerre éclate entre l'Espagne et l'Angleterre. L'Angleterre triomphe. Troubles d'Irlande. Faveur, disgrâce, mort d'Essex. Mort d'Élisabeth et de Philippe II. Épuisement de l'Espagne. Sa décadence politique.

LES passions et le fanatisme détruisaient en France l'ouvrage de plusieurs siècles, et y naturalisaient le désordre et le crime; l'Espagne s'affaiblissait en semant le trouble chez ses voisins; l'insurrection des Pays-Bas obligeait Philippe II à prodiguer ses troupes et son argent pour soumettre ses propres sujets; l'Angleterre seule, tranquille et heureuse, se félicitait des faux calculs du roi d'Espagne, profitait de ses fautes, et augmentait en silence ses forces, pendant qu'il consumait inutilement les siennes. Du sein de son île, Élisabeth suivait de l'œil les agitations du continent, les dirigeait par son active prévoyance, et jouait le rôle d'un spectateur paisi-

ble, tout en prenant une part indirecte aux événements. Son génie créa la puissance de l'Angleterre. Elle suscita des obstacles et des ennemis à l'Espagne, l'attaqua d'abord sourdement, puis avec éclat, et, par ses triomphes, sauva tous les états de l'Europe de l'esclavage qui les menaçait.

1533. Elisabeth, fille de Henri VIII et d'Anne de Boleyn, était née sous les plus heureux auspices. Bientôt le sort tragique de sa mère changea entièrement le sien, et elle connut de bonne heure l'infortune et les larmes. Le malheur, qui brise les âmes faibles, donne de la trempe aux esprits supérieurs; c'est la meilleure école des princes; ce fut celle d'Elisabeth. Elle ne trouvait à la cour de son père ni les plaisirs, ni les flatteries qui enivrent les jeunes cœurs; l'avenir ne lui offrait point de perspective riante ni assurée; elle sentit le besoin de se ménager d'autres ressources que celles de la fortune et de la faveur. Ses études, sérieuses et profondes, furent au-dessus de son âge et de son sexe. Elle apprit le français, l'italien, le latin et même le grec. Ou l'occupa beaucoup plus des langues mortes que des sciences; c'était l'esprit du siècle. Le commerce des grands écrivains de l'antiquité développa son caractère, lui donna le goût du beau

et une certaine élévation de pensée. Son esprit était juste et solide. Active sans inquiétude, elle savait s'assujettir à un travail réglé et uniforme. Dans les affaires, son jugement exercé préférait les partis sûrs aux projets vastes et incertains. Elle saisissait, par un tact heureux, dans tous les objets le point essentiel, et démêlait facilement la vérité au milieu de toutes les erreurs qui lui ressemblent. Maîtresse d'elle-même, elle ne donnait rien au hasard dans l'administration, et ne cédaît pas au premier mouvement ; calmé et réfléchi, elle mettait de la mesure dans ses discours et dans ses démarches, et réservait l'énergie pour les cas extrêmes. Sa politique n'était rien moins que généreuse, franche et noble ; la générosité qu'elle affectait quelquefois n'était elle-même qu'une politique déguisée. Tout chez elle était soumis au calcul ; comme il arrive à tous ceux qui ont plus d'esprit que de sensibilité et d'ame. Habile à deviner les hommes et à les employer, elle ne voyait dans la défiance qu'une précaution nécessaire pour ne pas mal placer sa confiance ; l'avait-elle une fois accordée, elle la retirait difficilement. Vainé de sa beauté, elle attachait plus de prix aux dons de la figure qu'elle croyait posséder et que la nature lui avait refusés, qu'à ses éminentes et grandes qualités.

Plus jalouse de plaire que d'être aimée, elle employa le pouvoir royal à punir les femmes qui effaçaient ses charmes, et les hommes qui les dédaignaient. Sur le trône, elle paraît grande et commande l'admiration; dans les relations domestiques et sociales, elle se montre puérole, petite, odieuse, et ne se ressemble plus à elle-même.

Les maximes uniformes d'administration qu'elle suivit pendant son règne, feraient croire, au premier coup-d'œil, qu'elle avait un système fortement conçu et lié dans toutes ses parties. Cette uniformité de principes tenait à la fermeté de son caractère, bien plus qu'à des réflexions profondes. Elle s'explique en partie par les circonstances où elle s'est trouvée; mais il faut principalement en attribuer l'honneur à Guillaume Cécil qui a eu une influence décisive dans toutes les affaires; ministre de confiance d'Élisabeth, il méritait son crédit et son élévation par la sagesse de ses conseils et par l'étendue de ses vues. Une partie des grandes choses qui se sont faites sous ce règne lui appartiennent; mais Élisabeth conserve toujours la gloire d'avoir su distinguer, interroger, comprendre et suivre cet esprit supérieur, qui n'était étranger à aucune branche de l'administration.

Élisabeth avait vingt-cinq ans lorsqu'elle monta sur le trône. Sous les règnes précédents sa vie avait été souvent en danger. Sommerset et Northumberland, les favoris de son frère Édouard, avaient craint l'ascendant qu'elle pourrait prendre sur l'esprit du jeune roi; et, l'éloignant d'elle, lui avaient suscité des persécutions secrètes. Marie, toujours défiante et sombre, la haïssait. Elle ne voyait dans sa sœur que la fille d'Anne de Boleyn, l'auteur de toutes les infortunes de sa mère. Jalouse de toute espèce de prééminence, elle ne pouvait pardonner à Élisabeth de lui être supérieure pour les conuissances et l'esprit. Elle soupçonnait les protestants d'attendre sa mort avec impatience, et de hâter par leurs vœux le règne de sa sœur. Cette idée suffisait pour provoquer ses vengeances. Élisabeth perdit la liberté, et fut détenue dans une étroite prison. Marie forma même le dessein de la faire mourir, et sans Philippe, qui soutenait Élisabeth dans des vues intéressées, et qui voulait acquérir des droits à sa reconnaissance, elle n'aurait probablement pas échappé au supplice. D'abord après la mort de Marie, elle fut proclamée reine 1558. par le parlement, et pendant quarante-quatre ans elle gouverna l'Angleterre avec autant d'habileté que de bonheur. Reposons nos regards fatigués

de crimes et de malheurs sur le spectacle d'une administration sage, longue et pacifique, dont nous ne pourrions saisir que les traits les plus saillants : nous verrons l'Angleterre prendre des accroissements rapides, augmenter sa puissance en augmentant sa richesse nationale, et déployer cette puissance avec succès, pour la défense de sa liberté et l'établissement de l'équilibre politique.

La religion sollicitait avant tout l'attention d'Élisabeth. Par des lois de sang et des exécutions multipliées, Marie avait détruit l'ouvrage d'Édouard; mais en remplaçant par des moyens violents la religion catholique sur le trône, elle n'avait fait qu'affermir dans leur opinion les sectateurs de la doctrine nouvelle, et qu'accroître le nombre de ses partisans. Déclarée illégitime par le pape, Élisabeth ne peut soutenir le parti qui attaque ses droits à la couronne; elle doit protéger l'autre. Élevée dans les principes contraires à la foi catholique, elle y tient par politique, encore plus que par conviction et par habitude. Son ame fière et indépendante répugne à l'idée d'être soumise à un souverain étranger. Son esprit éclairé sent que la religion protestante favorise la population et le travail; et ce motif suffirait pour la déterminer en sa faveur.

D'ailleurs, Philippe est à la tête du parti catholique en Europe; elle connaît ses vues ambitieuses, elle les redoute: il faut opposer un contre-poids à la puissance menaçante de l'Espagne; elle le trouve dans la réunion des états protestants contre l'ennemi commun, et elle espère jouer le premier rôle dans cette association à la fois politique et religieuse, et se servir d'elle pour combattre Philippe.

Rien n'était plus contraire au caractère d'Élisabeth que la précipitation: Elle observe pendant quelque temps les deux partis, puis elle fait succéder avec lenteur les changements les uns aux autres. On rétablit la suprématie; on célèbre le service divin en langue vulgaire; la messe est abolie, et les biens ecclésiastiques sont de nouveau enlevés à leurs premiers possesseurs. Le parlement, toujours docile et accoutumé à changer les lois relatives à la religion avec autant de facilité que des réglemens de police, sanctionne toutes les mesures d'Élisabeth. Cette révolution religieuse produit beaucoup de mécontents, et oblige la reine à une vigilance continuelle, qui prévienne ou déjoue tous les complots. Les catholiques, irrités des pertes qu'ils ont faites, enhardis par leurs principes, qui légitiment tous les moyens, conspirent contre Éli-

sabeth; ces conspirations n'échappent pas à sa surveillance, et elle les punit sévèrement. Philippe, qui n'espère plus l'épouser, est devenu son ennemi secret; son or et ses intrigues le rendent l'ame du parti catholique. Elle tâche d'écarter de l'Angleterre l'activité malfaisante de ce prince, en lui suscitant des affaires et des dangers dans ses propres états. Les protestants sont divisés entre eux. Les sectateurs rigides de la discipline et des dogmes de Calvin veulent les introduire dans le royaume, une réformation faite dans les principes mitigés de Cranmer, qui conserve la hiérarchie, et semble composer avec l'erreur, leur paraît inadmissible. Élisabeth, jalouse de son pouvoir, croit que le souverain doit avoir de l'autorité dans l'église, afin d'en avoir d'autant plus dans l'état, et s'oppose aux

1563. progrès du calvinisme. L'acte d'uniformité con-

1573. sacre l'ordre établi par Cranmer; on dresse même trente-neuf articles qui doivent être le symbole de la religion nouvelle, servir de règle, de loi et de point de ralliement aux opinions flottantes. Cette ligne de démarcation, invariable entre les deux partis, augmente leur animosité mutuelle. Sous le nom de presbytériens, de puritains, de non-conformistes, les calvinistes zélés se prononcent avec plus de force. La résistance qu'ils

opposent à l'autorité ne dérive pas essentiellement de leurs principes ; elle tient bien plus au sentiment de leur défaite et au désir du triomphe ; mais elle provoque , de la part d'Elisabeth , une résistance active et des mesures vigoureuses. Elle croit , avec quelque apparence de raison , que cette secte incline à faire des révolutions politiques , et veut appliquer à la société civile les maximes de son gouvernement ecclésiastique. Pour l'empêcher de dominer , elle tâche de tenir la balance exacte entre les protestants et les catholiques , et en effrayant les uns par les autres , elle les retient tous dans l'obéissance.

Sur le théâtre politique elle suit la même marche , et emploie les mêmes moyens , avec un égal succès. En France et dans les Pays-Bas , le fanatisme persécuteur a enfanté le fanatisme de la résistance. La guerre civile a éclaté. Le roi d'Espagne est le ressort secret des troubles de la France. Il les a préparés par ses perfides conseils ; il les alimente par les discours et les écrits des prêtres qu'il entretient à sa solde ; il les prolonge et les complique en faisant naître en France de nouveaux incidents , et en envoyant sans cesse de nouveaux secours. Son intolérance qui sévit contre les opinions ; son despotisme qui renverse toutes les barrières légales , et la

cruauté du duc d'Albe ont allumé les feux de la révolte dans les Pays-Bas. Elisabeth est sollicitée d'un côté par Condé et Coligni, de l'autre par Guillaume de Nassau, de protéger la liberté contre la tyrannie. L'intérêt de sa sûreté lui dicte de les secourir. S'ils succombent, l'orgueil et l'ambition de Philippe pèseront sur l'Europe entière, et l'Angleterre sera la première asservie. S'ils résistent avec succès, elle peut compter sur des alliés fidèles, dont, au défaut de la reconnaissance, l'intérêt lui garantit le dévouement. L'Espagne, à cette époque, la première puissance maritime de l'Europe, est l'ennemie naturelle de l'Angleterre, qui ne peut élever sa puissance que sur la mer, et s'enrichir que par le commerce. L'Espagne domine sur l'une, et voudrait seule faire l'autre. Le seul moyen de détruire sa domination, est d'occuper et d'affaiblir Philippe, en lui suscitant des ennemis qui l'obligent à une grande dépense de moyens, et en lui opposant, dans la carrière que son ambition lui ouvre, des obstacles qui usent et consomment ses forces. Elisabeth ne peut ni ne veut paraître elle-même dans l'arène. Elle se résout à donner des secours aux protestants de France et des Pays-Bas; mais ces secours seront secrets, afin de ne pas engager l'Angleterre dans une

guerre directe contre l'Espagne. Elisabeth couvre ses démarches d'un respect apparent pour le droit des gens. Sont-elles découvertes, elle les désavoue; et met sur le compte du hasard ce qui fut l'ouvrage d'un dessein prémédité, ou accuse ses ministres pour se justifier elle-même. Philippe la pénètre; mais, comme elle ménage son orgueil en sauvant les dehors, il dissimule ses ressentiments, et ajourne ses vengeances. Les secours qu'Elisabeth accorde aux protestants suffisent pour les empêcher de succomber sous leurs ennemis; mais ils ne sont pas assez considérables pour leur assurer une supériorité décisive et constante. Elle nourrit la guerre au lieu de hâter sa fin; elle paraît craindre le triomphe de ses amis presque autant que leur entière défaite; elle voudrait du moins les retenir toujours dans la dépendance de l'Angleterre; et ne jamais les mettre en état de se passer de ses secours.

Cette politique peu généreuse suppose plus d'aptitude au calcul que d'élévation d'ame, mais elle était impérieusement dictée à Elisabeth par la loi de sa propre conservation. D'ailleurs, elle ne faisait qu'user de représailles en soutenant les protestants dans les Pays-Bas, puisque les émissaires de Philippe travaillaient sans relâche,

en Angleterre, à soulever contre elle les catholiques. Enfin, elle se devait avant tout à ses propres sujets, et le premier de ses devoirs était d'assurer leur tranquillité. Le dévouement et la générosité sont admirables quand on ne sacrifie et ne dévoue que soi-même; mais un souverain ne doit jamais oublier que la nation qu'il gouverne veut, avant tout, conserver son existence, et non la compromettre pour étonner le monde par des actes de magnanimité.

L'événement justifia la politique d'Élisabeth. Philippe perdit son temps et ses forces, en voulant enlever le trône de France aux Bourbons, et en faisant de vains efforts pour soumettre les Flamands. Quelque faibles que fussent les secours d'Élisabeth, sans eux, Henri IV et Guillaume auraient difficilement résisté à la puissance espagnole. Du moment où la mort de Henri III eut fait de la cause des protestants celle du souverain légitime, et où l'union d'Utrecht eut décidé de l'existence d'une république nouvelle, Élisabeth envoya des secours plus considérables, et se prononça plus hautement en faveur de ses alliés. Deux fois on lui offrit la souveraineté des Pays-Bas; et deux fois elle la refusa: en l'acceptant, elle eût fait perdre à l'Angleterre de sa puissance réelle, et l'eût mise

dans la nécessité de devenir une puissance continentale. Elle souhaitait acquérir quelques ports sur les côtes de France et sur celles des Pays-Bas. Le Havre, qu'elle posséda un moment, ¹⁶⁶² devait la dédommager de la perte de Calais ; ^à ^{1663.} elle le perdit : mais Ramekens, Flessingue et la Brille, qu'elle obtint des Hollandais, restèrent à l'Angleterre pendant tout son règne.

Elisabeth augmentait sa puissance par des moyens plus sûrs et plus glorieux, en encourageant le travail et en développant tous les genres d'industrie. Elle ne s'occupait des relations étrangères et des intérêts politiques, qu'autant qu'il le fallait pour procurer aux Anglais cette tranquillité précieuse qui permet aux peuples de produire et de jouir en paix. Pendant qu'elle acquérait une plus grande puissance relative, en concourant à l'affaiblissement de l'Espagne, sa puissance absolue s'accroissait avec la richesse nationale. Également éloignée de l'avarice et de la prodigalité, elle mettait une économie sévère dans sa dépense, accordait peu de faveurs aux courtisans, se refusait beaucoup de choses à elle-même, et se ménageait les moyens d'encourager les entreprises utiles et de récompenser le mérite. Elle remarqua de bonne heure que les principes de la réformation et les

progrès de l'aisance générale avaient amené un changement dans l'opinion publique ; et que les parlements pourraient bien lui opposer plus de résistance qu'à ses prédécesseurs. Ne voulant ni sacrifier, ni compromettre son autorité, elle prit le parti de se passer des parlements, le plus que possible, en ne leur demandant pas de subsides. Pour cet effet, elle mit dans l'administration de sa maison et de ses domaines un ordre admirable, et ne voulut multiplier ses revenus et ses ressources, qu'en hâtant les progrès de la prospérité nationale. Ses travaux dans ce genre furent aussi éclairés que soutenus ; pour la première fois, dans les temps modernes, les progrès de l'activité d'un grand peuple furent le but suprême d'un gouvernement, et non un simple moyen d'atteindre d'autres fins moins nobles et moins belles.

La liberté des forces est le principe de leur développement ; le travail des nations, comme celui des individus, a bien plus besoin de lois qui le protègent, que de lois qui le dirigent. Celles d'Élisabeth ne furent pas toujours conformes aux vrais principes de l'économie politique ; mais cette science, qui de nos jours est encore dans son enfance, n'était pas même née à cette époque. Élisabeth fit peut-être trop de

réglements relatifs à l'industrie et au commerce ; et ces réglemens furent souvent de véritables entraves ; mais , dans tous les genres , les erreurs précèdent la vérité , les premiers pas sont difficiles , et l'histoire de son administration prouve du moins que son attention s'étendait à toutes les branches de la prospérité publique , qu'elle ne voyait la puissance que dans le travail , et qu'elle ne séparait pas la richesse de l'état de la richesse nationale.

L'agriculture perfectionna ses procédés , étendit ses travaux , et multiplia les productions et les matières premières. L'exportation du blé fut permise ; le laboureur , ayant la perspective de vendre avec avantage , puisqu'il avait la liberté de vendre partout , défricha et cultiva le sol avec plus d'ardeur et de succès ; pour concilier la sûreté publique avec l'intérêt des propriétaires , il fut statué que le commerce des grains serait défendu dès le moment où leur prix dépasserait le terme moyen. Le servage n'était pas aboli , on adoucit le sort des serfs par des lois sages ; on leur offrit des facilités pour se racheter de cet état de sujétion ; et , sans porter atteinte au respect pour les propriétés , on tâcha d'amener , par des moyens doux et insensibles , le moment de la liberté des personnes. Les pauvres s'étaient

multipliés avec les richesses; la taxe pour les
1572. pauvres prit naissance; elle fit de l'aumône un
impôt, et d'une obligation morale une redevance
civile; mais elle assura la tranquillité générale,
sans tarir les sources de la bienfaisance volon-
taire.

L'industrie des Flamands était supérieure à
celle de toutes les autres nations; les troubles
religieux et politiques des Pays-Bas forçant les
arts, qui cherchent toujours le repos, à s'expa-
trier, l'Angleterre adopta un grand nombre de
1567. colons actifs et intelligents. Les manufactures de
laine prirent des accroissemens rapides: celle
qu'on vendait autrefois aux Flamands, fut tra-
vaillée dans le pays même; de nouvelles étoffes
de cette matière précieuse vinrent étonner l'An-
gleterre (*).

Le commerce extérieur demandait que les mon-
naies ne fussent pas sujettes à des altérations
continuelles; que leur valeur réelle fût propor-
tionnée à celle des monnaies des autres nations,

(*) Les boys, les serges, les camelots furent fabriqués par des mains anglaises. On découvrit et l'on exploita des mines de cuivre dans le comté de Cumberland. On établit des fabriques de couteaux, des manufactures de bas de soie etc.

et ne se trouvât pas trop au-dessous de leur valeur de convention : Elisabeth régla définitivement cet objet important. Les dangers que courent les marchandises, en passant d'un pays dans un autre, devinrent moins redoutables, grâce à l'ingénieuse invention des assurances; l'incertitude elle-même fut assujettie au calcul.

Le commerce maritime exige de grandes avances qui ne peuvent être couvertes que par de grands profits. Il se forma en Angleterre des sociétés pour le commerce du Levant, de la Baltique, de la Russie; on leur accorda des droits exclusifs pour un temps déterminé; ces monopoles devaient amener la liberté du commerce et mettre la nation en état d'en jouir. Jusqu'alors, les villes de la Hanse avaient eu en Angleterre des privilèges considérables, qui, tournaient au détriment des indigènes. Elisabeth voulait encourager l'activité nationale; elle accueillit les négociants de la Hanse, mais ne les favorisa pas ^{1578,} plus que les autres étrangers; et, pour exciter ses sujets à faire eux-mêmes les spéculations qui enrichissaient les villes hanséatiques, elle mit sur leurs marchandises un impôt qui tendait à faire pencher la balance en faveur des Anglais.

Le génie d'Elisabeth électrisant les esprits, les entreprises les plus hardies se succédèrent.

avec rapidité. Chaque particulier pouvait compter sur les secours, les récompenses et l'approbation éclairée de sa souveraine, s'il travaillait à la mériter. La navigation s'étendit ; on réalisa des projets qui paraissaient chimériques avant d'avoir été exécutés. Hawkins fit le premier le commerce des nègres, sur les côtes de la Guinée, et arbora le pavillon anglais dans les Indes occidentales. 1577. Forbisher chercha un passage aux Indes orientales, du côté du Nord ; il ne trouva pas ce qu'il cherchait, mais il découvrit une 1585. partie de l'Amérique septentrionale. Dawis pénétra dans le détroit qui porte son nom. L'audacieux Drake, et après lui Cavendish firent le 1577 à 1580. tour du monde. Le premier, aussi célèbre par son habileté et par son courage, que fameux par sa barbarie, reçut à son retour, sur son vaisseau, la visite de sa souveraine ; et, après avoir porté le nom anglais sur des mers inconnues, il le fit redouter et triompher sur les mers voisines de sa patrie. Ces voyages, ces expéditions, ces découvertes enflammèrent l'émulation, animèrent l'activité et développèrent les talents ; en multipliant les besoins et les jouissances, et offrant au travail de nouveaux débouchés, elles amenèrent la multiplication et la perfection du travail.

Pendant qu'Élisabeth faisait avancer sa nation dans la carrière du développement des arts et de la richesse, l'Écosse était le théâtre de troubles et de divisions sanglantes, et ces événements tragiques détournaient l'attention de la reine d'Angleterre de ses occupations favorites. Marie Stuart, veuve de François II, roi de France, 1561. était revenue, après sa mort, prendre possession d'un trône mal affermi. Catholique zélée, elle était haïe des protestants qui, sous la bannière de Jean Knox, le réformateur de l'Écosse, nombreux, ardents, enflammés par des prédicateurs fougueux, se faisaient un devoir de perdre Marie, par leurs calomnies, dans l'opinion publique. La haute noblesse d'Écosse, riche, puissante, et familiarisée avec l'indépendance durant une longue régence, voyait à regret le retour de la reine, et répugnait à lui obéir. Marie, dans la fleur de la jeunesse et de la beauté, faite pour vivre au sein d'un peuple aimable et léger, accoutumée aux hommages et aux plaisirs d'une cour brillante et polie, fut frappée du contraste que les manières agrestes, les mœurs austères, le genre de vie monotone et triste des Écossais formaient avec les objets qu'elle venait de quitter. Au lieu de faire le sacrifice de ses goûts et de ses habitudes, et de

dissimuler ses regrets, elle souleva les rigoristes par les fêtes et les amusements qui se succédaient à sa cour; irrita les patriotes par son mépris pour les usages de sa nation; et, par ses inconséquences, mérita le blâme des sages. Elisabeth la haïssait et la craignait. Non-seulement elle voyait en elle une rivale de beauté, dont les charmes séduisants effaçaient les siens, mais encore une ennemie dangereuse. Au défaut d'Elisabeth, Marie avait les premiers droits sur le trône d'Angleterre. Elle les tenait de son aïeule, sœur de Henri VIII. Les catholiques qui, dans leurs principes, ne pouvaient reconnaître la légitimité d'Elisabeth, portaient Marie à sa place par leurs vœux et par leurs efforts. La reine d'Écosse avait même pris en France le titre de reine d'Angleterre, et Elisabeth n'avait pas oublié cette injure. La jalousie, la crainte, la vengeance se réunissent dans son ame contre Marie; et ces passions s'abritant sous le masque de la politique et de la religion, elle conspire en secret contre sa tranquillité, et travaille sans relâche à la perdre. Marie elle-même favorise les projets de son ennemie, et court à sa perte. Elle était douée de tous les talents, de toutes les grâces, de tous les dons de l'esprit et du cœur; mais irréfléchie autant

que sensible, esclave de ses penchans, dupe des premières impressions, portant toutes ses affections à l'excès, elle ne voyait jamais que le moment, ne calculait aucune de ses démarches; par sa légèreté, elle ne servit que trop bien la haine d'Élisabeth, et devint l'artisan de sa propre ruine. Éprise de Darnley, aveuglée sur sa médiocrité, elle l'épousa dans un accès de passion. Bientôt dégoûtée de lui, elle le négligea entièrement; et Darnley, jaloux des préférences qu'elle accordait à un musicien, nommé Rizzio, les punit par un assassinat. Après la mort de Rizzio, Marie joignant la haine au mépris pour son époux, forma des liaisons intimes avec le comte de Bothwel. Ce nouvel amant conjura la ruine de Darnley; il voyait dans cette catastrophe le chemin de la fortune et celui du cœur de la reine. L'infortuné Darnley, victime d'une réconciliation feinte entre Marie et lui, périt tragiquement. Au lieu de punir Bothwell de son crime, elle ne craignit pas de paraître sa complice en lui pardonnant. Enlevée par le meurtrier de son mari, elle eut même la criminelle faiblesse de l'épouser. L'Écosse justement indignée réclama contre cette union scandaleuse. La noblesse avait pris les armes; les mécontents s'étaient rangés sous sa bannière; les prédica-

teurs du nouveau culte avaient profité de cette occasion pour soulever tous les esprits contre la reine. Marie essaya de repousser la violence
1568. par la force ; battue , prisonnière , privée du trône , fugitive , elle vint chercher un asile où elle ne pouvait rencontrer que des dangers , et se réfugia dans le sein de sa plus mortelle ennemie.

Accusée par ses propres sujets devant une reine qui était son égale et qui ne pouvait être son juge , elle consentit à répondre à ses accusateurs , oubliant ce qu'elle se devait à elle-même et à la dignité royale. Elle ne fut pas condamnée , mais elle ne fut pas absoute , et la vie qu'on lui laissa parut être une grace bien plutôt qu'un acte de justice ; elle ne méritait pas du moins le nom de bienfait. Marie traîna pendant dix-huit ans , en Angleterre , une existence languissante , ignominieuse , précaire ; elle vécut sans plaisir et sans honneurs , tourmentée par ses souvenirs et ses espérances , agitée de craintes et de remords , passant d'une extrémité du royaume à l'autre , au gré des alarmes et des soupçons d'Élisabeth. Souvent on conspira à son insu , en son nom et pour elle ; elle servait de signe et de point de ralliement à tous les ennemis d'Élisabeth ; elle était l'objet des vœux

secrets ou prononcés des catholiques. Babington, d'intelligence avec l'Espagne, ayant formé le projet de détrôner Elisabeth, et de placer Marie sur le trône, sa conspiration fut découverte; et la reine d'Angleterre enveloppa l'infortunée reine d'Écosse dans la ruine de ceux qui avaient voulu la servir. On suborna des témoins; on lui refusa d'être confrontée avec eux; on employa tous les moyens reçus par la tyrannie pour perdre l'innocence. Après une étroite et longue captivité, Marie regarda comme une faveur l'arrêt de mort qui brisait ses liens et l'affranchissait du joug d'Elisabeth. Toujours aimable et intéressante, elle parut grande dans ses derniers moments. Ses infortunes, en surpassant ses fautes, les avaient fait oublier; son déplorable sort, remplissant l'âme tout-entière, effaçait les souvenirs du passé. On ne vit en elle qu'une victime auguste et touchante de la politique et de l'envie; elle emporta l'admiration générale, et légua à sa cruelle rivale l'indignation publique.

Elisabeth avait immolé Marie à sa jalousie et à sa haine bien plus qu'à sa sûreté. Ces passions implacables qui ne pardonnent et ne se reposent jamais, lui avaient fait saisir avec empressement le prétexte de la conjuration de Babington, pour perdre une reine qui n'avait eu

d'autre tort que de désirer sa liberté, et qui n'était pas comptable, devant un tribunal étranger, des fautes graves qu'elle avait commises en Écosse. La reine d'Angleterre sentait que cette injustice criante révolterait toute l'Europe; joignant la dissimulation et la feinte à la barbarie, elle joua la douleur, désavoua et punit même ceux qui n'avaient été que trop fidèles à ses ordres, et écrivit au roi d'Écosse, fils de l'infortunée Marie, les lettres les plus touchantes. Jacques VI parut un moment vouloir venger la mort de Marie; mais il avait à peine connu sa mère, et il manquait d'élévation d'ame et d'énergie; les raisons d'état l'emportèrent sur le plus juste ressentiment. L'Écosse ne pouvait pas lutter avec succès contre l'Angleterre; les protestants, de tout temps ennemis de Marie, se montraient peu disposés à venger sa mort; Jacques craignit de perdre ses espérances au trône d'Angleterre, et de compromettre son autorité dans ses propres états; il resta donc tranquille. Ses amis dirent, pour justifier sa conduite, que les rois se doivent tout entiers à leurs sujets et non à leur famille, et qu'ils sont obligés de sacrifier leurs affections les plus légitimes à l'intérêt de l'état; maxime aussi juste en elle-même, que cruelle pour les individus

qu'elle regarde. Jamais peut-être il n'eût été plus pardonnable de la violer, ni plus sublime de la suivre par devoir; Jacques la suivit par faiblesse; il était trop incapable, de toute espèce d'élan, pour qu'on puisse lui faire un mérite de sa modération.

Philippe II fit ce que le roi d'Écosse ne pouvait et ne voulait pas faire; il parut affecté de la mort de Marie, comme d'un malheur ou d'une insulte personnelle, et annonça de terribles vengeances. Soit par politique, soit par attachement à la religion, il épousa avec chaleur la cause des catholiques d'Angleterre, que la mort de la reine d'Écosse avait dépouillés de leurs espérances. Le pape partagea son animosité, et lança ses foudres contre Elisabeth.

Sixte V occupait le siège pontifical. Né dans l'indigence, le pâtre de Montalte s'était élevé aux premières dignités de l'Église, à force de talents et d'habileté; par un heureux mélange de persévérance et de souplesse, il avait conservé et augmenté son crédit sous des papes de caractères différents et de principes opposés; le chapeau de cardinal avait récompensé ses services. Dans un état où l'ambition peut aspirer à tout, et où les formes électives offrent au génie les chances les plus brillantes, le cardinal de Mont-

alte, peu fait pour la seconde place, convoitait la tiare, et l'obtint en affectant la décrépitude; et en faisant croire à ses concurrents qu'il n'avait plus que peu de jours à vivre. Arrivé au pontificat, sous le masque de la faiblesse, en s'appuyant sur des béquilles, il déploya une force de tête et de caractère et une vigueur de tempérament qui étonnèrent l'Europe et confondirent ses rivaux. Doué de toutes les qualités d'un grand souverain, il prouva, par sa conduite, qu'il en connaissait les devoirs et savait les remplir. Ardent, impérieux, ferme, dans le siècle de Grégoire VII, il aurait été, comme lui, la terreur des princes et l'arbitre des couronnes; mais assez éclairé pour juger son siècle et apprécier la force et la direction de l'opinion publique, il était trop habile pour lutter avec elle, et hasarder des tentatives infructueuses. Plus jaloux d'augmenter sa puissance temporelle par une administration sage et vigoureuse, que de faire revivre des prétentions surannées, il s'occupait beaucoup plus de ses états que de l'Église. Juste et sévère jusqu'à la rigueur, il avait aboli le droit d'asile, qui n'était que le droit de violer impunément ceux des autres; et les scélérats qui troublaient l'ordre public, furent arrêtés et punis, sans distinction de rang ni d'état.

Créateur de la force armée et de la marine de l'état ecclésiastique, il n'y voyait que ce qu'il devait y voir, le moyen de protéger le commerce, et d'assurer la tranquillité publique. Économiste sans avarice, il savait être libéral sans prodigalité fastueuse. Ami des lettres et des arts, il consacra des sommes considérables à l'embellissement de Rome et à l'acquisition de chefs-d'œuvre, et trouvait encore les moyens d'amasser un trésor. Sixte avait trop de génie pour ne pas rendre hommage à celui d'Élisabeth et de Henri; il savait les comprendre, les admirer et les imiter; mais cette estime et cette admiration étaient secrètes. Comme souverain pontife, il ne pouvait pas avouer tout haut ces sentiments; comme prince séculier, il craignait et ménageait Philippe. Le roi d'Espagne lui ayant demandé d'appuyer de ses armes spirituelles la guerre qu'il méditait contre l'Angleterre, Sixte le lui avait promis avec d'autant plus de facilité, que la mort de Marie était à ses yeux, comme à ceux de toute l'Europe, une action atroce et une tache ineffaçable de la vie d'Élisabeth.

Cependant l'Angleterre était menacée du plus grand danger. Philippe faisait des préparatifs immenses, et ne se proposait rien moins que de détrôner Élisabeth et de conquérir ses états.

Long-temps il avait dissimulé sa haine et ajourné ses vengeances. Ses griefs étaient nombreux. Elisabeth avait refusé sa main; elle avait établi la religion protestante en Angleterre, persécuté les catholiques, soutenu en France, de ses troupes et de son argent, le parti des réformés, et favorisé l'insurrection des Pays-Bas. Partout elle avait traversé secrètement ses entreprises, et fait échouer des projets qui, sans-elle, eussent probablement réussi. Philippe aurait éclaté plutôt, mais il voulait étouffer la république des Provinces-Unies dans son berceau, avant de punir Elisabeth de sa complicité, et cette idée seule l'avait engagé à différer sa vengeance. Jusqu'alors il s'était contenté de diriger les mouvements du parti catholique, qui voulait appeler Marie sur le trône d'Angleterre. La mort de cette reine rompit toutes ses mesures. Il craignit qu'Elisabeth, délivrée des inquiétudes que lui donnait sa rivale, ne consolidât la république naissante, par des secours qui pourraient être décisifs. Changeant de plan, il résolut de combattre ses sujets en punissant leurs alliés, et de conquérir la Hollande en Angleterre. Les forces qui devaient assurer le succès de cette expédition ne pouvaient être trop considérables; on travailla aux armements avec la plus grande ardeur; les

victoires de l'Espagne devaient être certaines, et la ruine de l'Angleterre complète et inévitable.

La partie ne paraissait pas égale. A la vérité, Philippe avait perdu quelques-unes de ses provinces, mais il avait acquis une nouvelle couronne, et venait de ranger au nombre de ses états un royaume puissant dont la marine florissante, les riches colonies et le commerce étendu augmentaient considérablement ses ressources.

La conquête du Portugal avait été facile et rapide. Ce royaume, étranger aux intérêts politiques et aux malheurs du reste de l'Europe, avait étendu, dans toutes les parties du monde, les rameaux de sa navigation. Maître du Brésil et des plus beaux établissements sur les côtes des Indes orientales et sur celles de l'Afrique, il approvisionnait toutes les autres contrées de marchandises précieuses dont le luxe avait fait des objets de nécessité première. Tranquille et heureux, le Portugal s'enrichissait en silence et multipliait ses capitaux, en les appliquant à un travail productif, pendant que les autres états perdaient leurs forces en travaillant à s'affaiblir réciproquement. La mort du roi Sébastien interrompit ce long et paisible cours de prospérités, ou plutôt y mit fin par une révolution désastreuse. Ce jeune prince, petit-fils de

Jean III, avait reçu de la nature un de ces esprits romanesques qui n'aiment que les choses extraordinaires. La lecture assidue de l'histoire des croisades avait encore échauffé son imagination ardente. Les prêtres qui avaient dirigé son éducation, lui avaient persuadé que les guerres contre les Infidèles étaient, de toutes les guerres, les plus méritoires et les plus glorieuses. Sébastien, parvenu au trône, n'avait soupiré qu'après l'occasion d'acquérir cette double immortalité que ses maîtres avaient fait espérer à son jeune cœur. Malheureusement elle s'offrit à lui. Muley Mahomet, roi de Maroc, chassé par son oncle Muley Moluc, de ce trône ensanglanté où l'on ne monte que par un crime, et d'où l'on descend de même, avait imploré le secours du roi de Portugal. Sébastien saisit avidement ce moyen de réaliser le plus cher de ses vœux. Malgré les prières de sa mère et les représentations de ses ministres, il résolut de porter la guerre en Afrique. Philippe II, qui était son oncle maternel, l'avait fortement dissuadé de son entreprise; de bonne foi selon les uns, selon d'autres afin d'irriter, par sa résistance, l'esprit vif et fier du jeune roi, et de l'enflammer de plus en plus. Voyant que ses conseils étaient inutiles, il lui avait promis des secours,

qu'il ne lui accorda jamais. Sans les attendre, Sébastien s'était embarqué avec une armée d'é- 1578.
lite ; il avait pris terre en Afrique , et , encouragé par ses premiers succès , il s'était engagé imprudemment dans le pays. Défait près d'Alcassar, il avait perdu la vie dans la bataille: L'in- 1578.
dépendance, le bonheur, la gloire du Portugal avaient expiré avec lui. Son oncle, le cardinal Heuri, frère de Jean III, avait pris le sceptre, et le tenait d'une main défaillante. Appesanti par l'âge, incapable de régner, menacé d'une mort prochaine, ce vieillard sentit lui-même qu'il fallait se hâter de choisir son successeur. Il y avait trois compétiteurs au trône, Antonio, prieur de Crato, Philippe II et la duchesse de Bragançe (*). Les états se préparaient à décider cette grande question, et, probablement leur choix ne serait pas tombé sur le roi d'Espagne, lorsque Henri mourut subitement. Sa mort avait 1580.
changé la face des affaires, et la force avait été

(*) Tous trois descendaient d'Emmanuel-le-Grand, au même degré. Philippe était né d'Isabelle, fille d'Emmanuel, Antonio était fils de Louis, duc de Beia, frère cadet d'Isabelle. Catherine, duchesse de Bragançe, était la fille d'Édouard, duc de Guimaraens, le dernier des enfants d'Emmanuel.

substituée au droit. Philippe avait sur-le-champ fait avancer une armée, et le duc d'Albe, oubliant l'ingratitude de son maître, avait accepté le commandement de ses troupes. Une partie de la noblesse et du clergé, gagnée par l'argent et les promesses du roi d'Espagne, ou intimidée par sa puissance, s'était déclarée pour lui. La masse du peuple, plus incorruptible et plus attachée à la gloire du pays, faisait des vœux pour Don Antonio. Ces vœux avaient été stériles. Ce prince, avec plus d'ardeur que de talents, n'avait pu lutter contre la puissance du roi d'Espagne, l'activité du duc d'Albe et une partie de ses propres concitoyens. Le royaume et les colonies avaient prêté hommage à Philippe, et il n'était resté au prier que la petite île de Tercère, qui ne tarda pas à suivre l'exemple du reste de la monarchie.

1580.

Dans tout autre temps, l'Europe entière se serait armée pour empêcher l'Espagne d'ajouter cette superbe acquisition à ses vastes et riches provinces, et de devenir par cette conquête la reine des mers et la maîtresse du commerce des deux Indes. Philippe ne rencontra d'opposition nulle part; toutes les puissances se turent d'étonnement, de crainte et d'impuissance. Assez éclairées pour sentir l'étendue du danger que

courait l'équilibre politique; elles étaient trop faibles pour le conjurer. La France était occupée de ses divisions intestines, l'Italie partagée entre un grand nombre de petits états, le Nord trop éloigné et trop indifférent pour agir. L'Angleterre, plus intéressée que tous les autres états à empêcher la réunion du Portugal à la monarchie espagnole, connaissait trop la mesure de ses forces, pour les exposer à un combat aussi inégal.

En perdant son indépendance politique, le Portugal perdit en même temps sa puissance, et la nation vit tomber rapidement la considération dont elle jouissait en Europe. Un esclave, fût-il heureux dans les fers d'un maître doux et humain, perdra toujours dans la servitude sa personnalité. Il en est de même des états. En perdant son indépendance extérieure, un peuple cesse de l'être; sa physionomie s'efface; son caractère se perd; l'orgueil national et le patriotisme n'existent plus que dans les souvenirs et les regrets, qui deviennent bientôt inutiles ou dangereux, et finalement s'éteignent dans tous les coeurs. Le Portugal offrit un exemple frappant de cette grande vérité. Sous le sceptre espagnol, la nation fut appauvrie, dépouillée et dégradée; son opulence et sa dignité s'évanou-

rent. Philippe avait juré à la diète de Tomar, de respecter tous ses privilèges, de ne confondre ni ses revenus, ni son commerce, ni son administration avec celle des Espagnes, et de ne nommer aux places de confiance que des Portugais. Malgré ces promesses, le pays fut bientôt traité en province conquise, et livré à la rapacité des gouverneurs et des autres officiers publics. La perte de l'indépendance politique affaiblit l'honneur national, auquel les Portugais avaient dû leurs succès et leur gloire. Bientôt les Hollandais, ne voyant en eux que des sujets de l'Espagne, les traitèrent en ennemis et leur enlevèrent leurs plus florissantes colonies. Tandis que Philippe menaçait l'Angleterre, le Portugal avait encore une vigueur et une santé qu'il devait à son premier régime; par ses vaisseaux et ses trésors il augmentait considérablement la puissance de l'Espagne.

Les yeux de toute l'Europe étaient fixés sur les armements de Philippe. L'inquiétude générale était d'autant plus grande qu'on ignorait encore leur véritable destination. Le roi d'Espagne, qui espérait écraser l'Angleterre avant qu'elle eût le temps de se reconnaître, couvrait ses desseins de mystère, et paraissait n'avoir d'autre but que de mettre fin, par un grand

effort, à la guerre des Pays-Bas. Mais Elisabeth avait pénétré son secret, et son esprit actif avait pris aussitôt toutes les mesures nécessaires pour détourner l'orage. Elle fut étonnée du danger qui la menaçait, sans en être abattue. Avant que les préparatifs de Philippe fussent achevés, elle envoya Drake, à la tête d'une flotte, sur les côtes de l'Espagne. Cet audacieux marin détruisit un grand nombre de vaisseaux ennemis, à la vue de Cadix et de Lisbonne, enleva des galions qui revenaient des Indes, chargés de richesses, et retourna en Angleterre avec un butin immense. Pendant ce temps, le secrétaire-d'état Walsingham, de concert avec deux habiles négociants anglais, Sutton et Gresham, par une opération de banque bien calculée, enlevèrent à Philippe les ressources pécuniaires qu'il comptait trouver à Gênes, et prouvèrent à l'Europe l'influence décisive du commerce et du crédit sur la puissance. L'expédition de Drake et le défaut d'argent obligèrent le roi d'Espagne à différer le départ de la flotte jusqu'à l'année suivante. Elisabeth gagnait beaucoup en gagnant du temps. Elle entama des négociations, dont elle n'attendait aucun fruit, afin d'enflammer le patriotisme de sa nation, et de la convaincre de la nécessité inévitable de la guerre.

Cependant on débattait dans le conseil de Philippe tous les détails du plan d'opérations qu'on méditait, et les avis y étaient partagés. Ibaquez, un des plus habiles ministres de l'Espagne, apercevait des dangers où son maître ne voyait que des victoires. La flotte anglaise réunie aux forces navales des Hollandais lui paraissait redoutable; un danger commun, disait-il, ralliera toute l'Angleterre autour du trône; les catholiques eux-mêmes armeront en faveur d'Élisabeth, et l'on ne peut compter sur leurs secours. Sa prudence ne fut aux yeux des autres conseillers qu'une timidité honteuse, et le doute qu'il osait hasarder sur les succès de Philippe un attentat contre sa puissance. Le duc de Parme voulait qu'on s'emparât de quelques ports de la Zélande, avant de rien entreprendre contre l'Angleterre, afin que la flotte eût un refuge en cas de malheur. Ce plan ne convenait ni à l'impatience ni à l'orgueil de Philippe; il le rejeta. La flotte qu'il avait armée dans le port de Lisbonne était à ses yeux une flotte invincible, et il lui donna ce nom superbe. Cette flotte était, en effet, plus grande et plus redoutable que toutes celles qui jusqu'alors avaient paru sur les mers. Elle se composait de cent trente vaisseaux de différente grandeur, mais dont plu-

sieurs étaient d'une force bien supérieure à tout ce que l'on connaissait ; servie par huit mille matelots, elle portait près de vingt mille hommes de troupes de débarquement, et deux mille cinq cents canons. Il fut décidé dans le conseil de Philippe qu'elle ferait voile vers le Canal. Arrivée dans la Manche, elle devait opérer sa jonction avec le duc de Parme, qui avait rassemblé près de quarante mille hommes dans le voisinage de Dunkerque et de Nieuport, et un nombre suffisant de bâtimens de transport construits à Anvers, et conduits par les canaux d'Anvers à Gand, de Gand à Bruges, de Bruges à Nieuport. La jonction faite, les forces de l'Espagne devaient cingler vers la Tamise, s'emparer de Londres par surprise ou par assaut, soumettre l'Angleterre avec le secours des catholiques mécontents, et ajouter cette couronne à toutes celles qui chargeaient déjà le front de Philippe.

Ces vastes projets, soutenus par des forces aussi menaçantes, prouvent que le système politique qu'Elisabeth avait suivi depuis son avènement au trône, était sage et bien calculé. En fomentant les troubles des Pays-Bas et occupant l'activité inquiète de Philippe, elle l'avait forcé de différer l'exécution de plans, qui dans

ce moment, paraissaient dictés par la vengeance, mais qui, dans tous les temps, l'auraient été par l'ambition. Durant ce long intervalle de repos, elle avait pu multiplier les moyens de résistance de l'Angleterre; elle avait acquis un allié utile dans la nouvelle république des Provinces-Unies. Des marins habiles et audacieux s'étaient formés dans ses états, par des entreprises difficiles et des navigations lointaines, et elle avait appris aux Anglais le secret de leurs forces. Le péril qui la menaçait effrayait toute l'Europe, mais elle n'en fût alarmée qu'autant qu'il le fallait pour lui tenir tête. Jamais elle ne parut plus féconde en ressources, plus calme et plus fermé, que dans cette guerre de défense légitime, où elle combattait pour son trône et pour son existence. Ses sujets, qu'elle n'avait jamais immolés à des vues personnelles et ambitieuses, et qui, enrichis par ses soins, recueillaient les fruits d'une administration paternelle, en sentaient tout le prix, et se prêtèrent volontairement aux plus grands sacrifices. L'admiration, la reconnaissance, l'intérêt propre se réunissaient pour leur inspirer le courage des privations. En annonçant qu'il voulait détruire l'Angleterre et perdre Elisabeth, Philippe resserra tous les liens qui attachaient les Anglais à leur

reine. La crainte d'un gouvernement de fer, qui ne respecterait ni les propriétés ni la liberté des personnes, éteignit l'esprit de parti; partout on ne vit plus que l'esprit public; l'Angleterre tout entière parut animée d'une même pensée, et le patriotisme de ce peuple noble et fier, qui n'est jamais plus grand que dans les crises nationales, rivalisa de succès et d'audace avec les peuples les plus célèbres de l'antiquité.

L'Angleterre n'a d'autres forteresses que ses citadelles mouvantes. Rien n'était plus facile aux ennemis que d'opérer un débarquement, si une flotte puissante ne les tenait pas éloignés des côtes. Elisabeth n'avait que quarante vaisseaux, bien inférieurs en force à ceux de l'Espagne (*). La noblesse et les villes se disputent l'honneur de lui en fournir. On arme des vaisseaux marchands, et bientôt Elisabeth peut disposer de plus de cent quatre-vingt-dix bâtimens. La Hollande, sa seule alliée, qui sent que son existence dépend de celle de l'Angleterre, ordonne

(*) Il paraît qu'Elisabeth n'avait même que treize vaisseaux de guerre. En tout, elle entretenait à ses frais, dans cette occasion, soixante-seize vaisseaux. La ville de Londres en fournit trente-huit. On comptait quatre-vingt-trois garde-côtes.

à Justin de Nassau, de joindre la flotte anglaise avec quarante-quatre vaisseaux. Les côtes sont visitées avec soin par ordre d'Elisabeth; elle prend toutes les mesures nécessaires pour les mettre en état de défense. Une armée de quatre-vingt mille hommes veille à la sûreté du royaume; vingt mille sont répartis sur les points menacés; un corps considérable de troupes est posté à Tilbury; dans le comté d'Essex, sous les ordres de Leicester; le reste se rassemble autour d'Elisabeth elle-même, afin de se porter avec elle partout où le danger l'exigera.

La flotte prétendue invincible devait mettre à la voile dans les premiers jours du printemps; 1588. mais la mort subite du marquis de Santa-Cruz et du duc de Paliano qui la commandaient, empêche son départ. La perte de ces officiers, tous deux marins habiles et éprouvés, fut un premier malheur pour l'Espagne. Celle d'un temps précieux ne fut pas moins contraire aux succès de l'expédition. Le choix du duc de Medina-Sidonia, qui fut chargé du commandement de la flotte, suffisait pour faire manquer toute l'entreprise. Cet amiral n'avait pour lui qu'un grand nom, d'ailleurs peu d'expérience et un 1588. génie médiocre. La flotte partit de Lisbonne, ayant à bord le grand inquisiteur et cent cin-

quante dominicains, exécuteurs des arrêts de l'inquisition. C'était préparer les chaînes de l'Angleterre, avant de l'avoir vaincue, et, en lui montrant le sort qui l'attendait, l'exciter à une résistance désespérée.

Howard, marquis d'Effingham, qui commandait la flotte anglaise, s'était stationné devant Plymouth, croyant que l'*armade* invincible tenterait d'y aborder. Howard la suit et la serre de près, dans le dessein d'éviter la bataille et de profiter de toutes les occasions pour l'attaquer en détail avec avantage. Drake, Hawkins et Forbisher, qui commandent sous lui, le secondent par leurs efforts. Le duc de Medina-Sidonia, arrivé à la hauteur de Calais, en donne avis au duc de Parme, et l'invite à le joindre; mais Farnèse, bloqué dans Nieuport par les Hollandais, ne peut sortir du port, à moins que l'amiral espagnol ne vienne le dégager. Medina s'avance jusqu'à Dunkerque. Pendant la nuit les Anglais lancent dans la flotte ennemie des barques chargées de matières combustibles, qui y portent le ravage et l'effroi. Cinq combats consécutifs, qui s'engagent entre une partie de la flotte invincible et la flotte anglaise, se décident à l'avantage de la dernière. Les vaisseaux anglais, plus légers et mieux servis, attaquent

avec succès dans ce bras de mer ces masses énormes, dont les mouvements sont plus lents et les manœuvres moins justes et moins précises.

Medina ne peut opérer sa jonction avec le duc de Parme. Les vaisseaux espagnols, qui tirent beaucoup plus d'eau que les vaisseaux hollandais, ne peuvent en approcher ni les obliger à débloquer Nieuport. Déjà Medina veut retourner en Espagne, lorsqu'une tempête effroyable s'élève; les vaisseaux anglais cherchent et trouvent un asyle dans leurs ports; la flotte espagnole ne peut se réfugier nulle part; elle est dispersée par les vents, abîmée par les flots, et brisée contre les écueils. Plus de vingt vaisseaux échouent sur les côtes d'Angleterre; près de cinquante sur celles de France; de Hollande et de Danemarck. Il ne resta que des débris de ce magnifique et redoutable armement. Cette catastrophe sauva l'Angleterre; assura la liberté de l'Europe, et porta un coup mortel à la puissance de l'Espagne. En apprenant la nouvelle de ce funeste événement, qui détruisait ses plus chères espérances, et plongeait la plupart des familles de l'Espagne dans le deuil, Philippe affecta de se montrer impassible. Ensevelissait dans son âme ses fureurs secrètes et ses regrets

amers, il aurait voulu, par son insensibilité, donner le change sur l'étendue du malheur que l'Espagne venait d'éprouver. Lorsque le duc de Medina-Sidonia reparut pour la première fois devant lui, il le remercia de n'avoir pas désespéré de l'état, et dit froidement : La volonté du Seigneur soit faite ! J'avais envoyé ma flotte pour combattre l'Angleterre et non les éléments.

Les expressions de la joie furent plus fortes en Hollande et en Angleterre, que n'osèrent l'être en Espagne les expressions de la douleur. Plus le danger avait été grand, plus le triomphe était flatteur. Elisabeth, qui avait dissimulé ses craintes et ses alarmes, et montré de l'espérance à tout le monde, se dédommagea de cette contrainte en laissant, après la victoire, un libre cours à ses sentiments. Sa vive satisfaction donnait la mesure des inquiétudes qui l'avaient agitée. Le ciel lui-même semblait avoir combattu pour les Anglais. Portée sur un char, entourée de tous les officiers de sa cour et des grands du royaume, elle se rendit à l'Église de Saint-Paul, au milieu des flots d'un peuple immense qui partageait, avec un juste et noble orgueil, le triomphe de sa souveraine; et les voûtes majestueuses du temple retentirent d'hymnes saints adressés au Dieu libérateur. L'Europe entière

prit part au bonheur de l'Angleterre. Avec elle serait tombée l'indépendance de tous les états; il n'y aurait plus eu qu'un maître et des esclaves. Depuis la destruction de l'*armade*, la puissance de l'Espagne ne fut plus l'épouvante des nations, et déclina sensiblement.

Enhardis par leurs succès, les Anglais portèrent à leur tour la terreur sur les côtes de l'Espagne. Un essaim de corsaires se répandant sur toutes les mers, enlevèrent tous les vaisseaux espagnols, interceptèrent les tributs que les mines du Nouveau-Monde payaient à Philippe, et poussèrent l'audace jusqu'à piller la Corogue, et infester les embouchures du Tage. Une flotte considérable attaqua la puissance navale de l'Espagne, prit Cadix, l'entrepôt du commerce des deux mondes, et y fit un butin prodigieux.

Pour se venger de ses pertes, et faire diversion aux victoires de l'Angleterre, Philippe, fidèle à son ancienne politique, excita les catholiques de l'Irlande à prendre les armes : les troubles qui s'élevèrent dans ce royaume, ralentirent en effet l'activité de la guerre contre l'Espagne, interrompirent le cours des prospérités d'Élisabeth, et lui préparèrent des chagrins domestiques dont elle fut la victime.

L'Irlande, conquise par Henri II, avait ajouté peu de chose à la puissance de l'Angleterre. Inculte et barbare, elle était partagée entre de grands propriétaires qui se faisaient une guerre éternelle, et ne savaient se réunir que contre leur souverain. Cette île fertile, où la nature n'a besoin que d'être sollicitée par le travail pour produire en abondance toutes les choses nécessaires à la vie, était habitée par un peuple pauvre, mais brave, intrépide, plus attaché aux vices et aux abus de son régime, que d'autres peuples ne le sont quelquefois à un bon gouvernement. Rien n'était plus difficile que de gouverner cette nation ardente et opiniâtre, qui plaçait son orgueil et sa liberté dans la conservation de ses anciens usages. Le génie d'Elisabeth, qui s'étendait à tout, avait formé le plan de civiliser les Irlandais, et d'en faire des sujets dociles en les rendant heureux. Elle avait donné au gouverneur un plus grand pouvoir et des forces considérables, pour contenir les grands et protéger le peuple. Afin d'adoucir les mœurs et de répandre les lumières dans le pays, elle avait créé une université à Dublin. Des lois dictées par la politique, et qui paraissaient l'être par l'humanité, avaient amélioré la condition des classes inférieures, et tendaient à diminuer l'a-

diés, sur les côtes de ce royaume. Elisabeth connaissant sa passion pour la gloire, et la consultant plus que son amour pour lui, le chargea de pacifier l'Irlande, lui confia une armée nombreuse et choisie, et pour assurer ses triomphes, lui accorda un pouvoir presque illimité.

Essex partit avec la confiance du succès, mais sa présomption le perdit. Il fut assez imprudent pour diviser ses forces dans un pays qu'il ne connaissait pas, et où il rencontrait des ennemis à chaque pas. O'Neale et les autres chefs de l'insurrection profitèrent de ses fautes et de la connaissance qu'ils avaient du terrain, pour battre ses troupes en détail. Essex vit son armée se fondre et ses espérances s'évanouir. En même temps, il apprit que ses ennemis, enhardis par son absence, le calomniaient, lui attribuaient ses malheurs, et en diffamant ses talents, accusaient encore ses intentions secrètes. Il prit le parti de retourner en Angleterre, et de quitter l'armée, malgré la défense positive d'Elisabeth. Il espérait que sa présence lui ferait tout pardonner, et qu'un moment d'entretien avec la reine lui suffirait pour effacer toutes les impressions qui lui étaient désavantageuses. Il parut à la cour. Dans le premier moment, l'attendrissement et la surprise empêchèrent Elisabeth de

lui faire de justes reproches. Mais à peine se fut-il retiré que l'orgueil reprit ses droits, la colère l'emporta sur l'amour, et l'amante fit place à la souveraine. Irritée de la désobéissance d'Essex, elle le fit arrêter; un arrêt du conseil-privé le dépouilla de toutes ses places, et le priva de la liberté. Peu après la reine lui permit de se retirer dans ses terres, mais elle ne lui rendit pas sa faveur.

C'était une épreuve bien plutôt qu'une disgrâce. Elisabeth voulait humilier ce caractère altier; son amour ne lui permettait pas de l'éloigner pour toujours de sa personne. Mais le superbe Essex, irrité de l'ascendant que ses ennemis conservaient sur la reine, oublia ses bienfaits, et ouvrit son cœur à des projets de vengeance. Son palais devint l'asile des mécontents et un véritable foyer de conspirations. Il entama des négociations avec le roi d'Ecosse, et lui offrit de le placer sur le trône d'Angleterre. Jacques n'était pas sans ambition; mais la timidité de son caractère le faisait répugner à toutes les entreprises hardies. Les principes ne l'auraient peut-être pas arrêté; la crainte de se perdre l'arrêta. Il avait des droits au sceptre qu'on lui offrait; il pouvait espérer qu'Elisabeth le nommerait son successeur; il risquait de rui-

ner sa fortune s'il essayait d'en hâter le moment, et il refusa les propositions d'Essex. Elisabeth en fut instruite. Le comte, voyant ses projets découverts, avant qu'il les eût conduits à maturité, hasarda une démarche extrême. Il se mit à la tête de deux cents chevaux, et tenta de soulever le peuple. Le peuple, qui l'aimait; mais qui aimait encore plus Elisabeth, et qui avait appris à respecter les lois, abandonna ce jeune ambitieux aux suites funestes de sa témérité, et ne fit rien pour le seconder. Essex se retira dans son château, résolu de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais cette résolution ne fut que passagère et bientôt il se rendit à discrétion.

Elisabeth, partagée entre ses devoirs et ses affections, tour à tour souveraine et amante, craignant également de perdre son autorité et de perdre Essex, flotta long-temps entre sa raison et son cœur, entre la sévérité et la clémence. Elle signa son arrêt de mort, elle le révoqua, elle le prononça de nouveau. Prête à accorder la grace d'Essex à quiconque la lui aurait demandée, elle ne trouva personne qui lui rendit ce service. Un mot d'Essex eût suffi pour le sauver; mais son orgueil irrité lui fit préférer la mort à une vie qu'il aurait tenue de

la générosité d'Elisabeth. Il sentit qu'en mourant il la punissait et vengeait sa mort. Cette idée adoucit son supplice, et il porta avec courage sa tête sur l'échafaud. On l'exécuta dans la tour de Londres, afin de prévenir toute espèce de mouvements populaires. Il avait trente-quatre ans.

Cependant, Mountjoy, le successeur d'Essex en Irlande, plus habile et plus heureux que lui, termina la guerre. Vainqueur des rebelles à Kinsale, il obligea les chefs à poser les armes; Tyrone lui-même n'espérant rien d'une plus longue résistance, demanda la paix et obtint sa grace.

1603.

Elisabeth n'était plus capable de prendre un vif intérêt à ces succès. Indifférente à tout ce qui l'avait occupée dans les jours de sa force et de sa gloire, étrangère aux affaires et aux plaisirs, elle paraissait rarement en public; et quand elle se montrait, elle semblait abattue, rêveuse, dévorée d'un chagrin secret. La mort d'Essex avait brisé tous les ressorts de son ame et rompu les liens qui l'attachaient au monde; mécontente d'elle-même, dégoûtée de la vie, fatiguée de sa grandeur, elle voyait sans regret ses forces dépérir et sa profonde mélancolie la conduire lentement à la mort. Après un règne

1603. long et heureux, elle mourut avec la douleur et le désespoir dans le cœur, et hâta même l'instant décisif en refusant de prendre de la nourriture. Elle avait peu connu les passions dans l'âge des passions, et ce fut une passion malheureuse qui, à l'âge de soixante-dix ans, la conduisit au tombeau.

1598. La fin de Philippe II avait été plus tragique encore : il avait terminé sa coupable vie cinq ans auparavant ; une maladie affreuse avait cruellement vengé l'espèce humaine. Cependant la force d'âme qu'il montra dans sa longue agonie, répandit une sorte d'intérêt sur ses derniers moments ; sa volonté, disputant en quelque sorte son cadavre à la nature, condamna ses organes affaiblis à un travail opiniâtre, et il ne cessa de régner qu'en cessant de vivre. Dévoré par une putréfaction lente et insensible, il supporta les souffrances les plus aiguës, sans laisser échapper un seul gémissement. Aussi dur envers lui-même qu'envers les autres, il ne sollicita pas une pitié qu'il n'avait jamais accordée aux maux de personne, et se vit périr d'un œil sec et insensible ; mais sa superstition pusillanime ne se démentit pas. Tourmenté de craintes, il avait revêtu le froc, comme pour surprendre l'entrée du ciel à la faveur de ce

déguisement qui devait couvrir ses crimes, et se fit porter au couvent de l'Escorial pour calmer les terreurs que lui inspirait une religion qu'il n'avait jamais servie que par la terreur et par le sang. Sa mort fut un bienfait pour l'humanité. L'Espagne respira; l'Europe espéra des temps plus tranquilles.

Le règne de Philippe n'avait été qu'une longue agitation. Son orgueil fut puni de ses projets homicides par la douleur de les voir tous échouer. Il avait voulu démembrer la France, ou l'enlever à son souverain légitime; et il la vit tout entière réunie, obéissante et heureuse, sous le sceptre bienfaisant de Henri IV. Il avait voulu ravir aux Pays-Bas leurs droits politiques, y asservir les consciences et les actions; et la liberté triompha de ses efforts, et lui enleva sept provinces, où elle établit son règne sur des lois sages et fortes. Il avait voulu anéantir la puissance de l'Angleterre; et l'Angleterre victorieuse porta la terreur et la destruction dans ses propres états; et éleva sa marine sur les débris de celle d'Espagne. Si Philippe avait eu autant de talent pour la guerre qu'il en avait pour le travail du cabinet; l'Europe était perdue. Peut-être même ne lui a-t-il manqué, pour réussir, que de mettre dans ses entreprises moins de

violence et de précipitation. Il commençait trop de choses à la fois ; ses projets se nuisaient les uns aux autres ; et en partageant ses forces entre plusieurs objets , il les manquait tous également. Son nom , devenu celui du délire de l'orgueil et de l'ambition , est condamné à une honteuse immortalité. S'il avait eu des succès , la postérité éblouie ne l'aurait peut-être pas marqué d'un sceau de réprobation ; car le succès est le grand apologiste du crime. Avec un revenu de vingt-cinq millions de ducats , il laissa cent cinquante millions de dettes , et mourut insolvable. Ses entreprises de tout genre lui coûtèrent plus de cinq cents millions de ducats. Il laissa la monarchie espagnole dans l'état le plus déplorable. Elle avait un sol superbe , et point de bras pour le cultiver , un luxe effréné et point d'industrie , des mines d'or et des dettes ; c'était un vaste corps sans vigueur et sans nerf , qui avait perdu ses forces dans les débauches de l'ambition , et qui ne pouvait plus supporter le poids de sa propre grandeur.

QUATRIÈME PÉRIODE. 1598 — 1618.

CHAPITRE XXV.

État de la France lors de la paix de Vervins. Caractère de Sully, son ministère. Sa marche pour rétablir l'ordre dans les finances, et pour augmenter la richesse nationale. Heureux effets de son administration. Vastes projets de Henri IV. Mort de ce prince.

L'ESPAGNE perdait sa prépondérance en Europe, la France augmentait la sienne : l'époque de l'affaiblissement et de la décadence de l'une, est celle de la régénération de l'autre. Trente-huit années de guerre civile avaient desséché en France toutes les sources de la richesse publique et de la puissance nationale. On s'était battu avec acharnement sur tous les points de cette vaste surface, et partout on avait détruit, avec une égale fureur, les hommes et les troupeaux, les villes et les villages, les fruits et les instruments du travail. Il s'était fait une dépense immense de forces et de capitaux, désormais perdus

sans retour, et qui auraient pu se reproduire à l'infini. A la vérité, les Français avaient acheté d'eux-mêmes les moyens de se détruire, et la perte était moindre pour le royaume que s'ils les avaient achetés au-dehors; mais elle n'en était pas moins réelle. On ne songeait qu'aux besoins du moment, et l'on ne s'occupait plus de l'avenir. Le travail languissait, car on manquait de capitaux. Le défaut de sûreté rendait toutes les propriétés précaires. Le fanatisme et les passions avaient tellement rempli toutes les têtes, qu'il n'y était point resté de place pour les projets utiles ni pour les spéculations pacifiques. L'agriculture manquait de bras pour remettre en valeur des terres que l'absence des grands propriétaires et les ravages des armes avaient frappées de stérilité. Les villes avaient été toutes converties en places de guerre, et l'industrie ne pouvait y prospérer. La plupart des habitants, uniquement occupés d'exercices militaires, ne savaient que se battre. Dans un temps où l'on renonçait à tous les besoins de luxe, parce qu'on avait à peine l'étroit nécessaire, les demandes étaient rares et la production ne pouvait être fort abondante; le commerce était nul; il n'y avait point d'objets d'échange ni de circulation. Les grandes routes

étaient dégradées et peu sûres. La marine n'existait pas. Tout avait péri, ou s'était arrêté au milieu des horreurs de l'anarchie.

Cependant la situation de la France n'était rien moins que désespérée. Son sol fertile et varié, son climat doux et heureux, le génie inventif et l'activité de ses habitants lui offraient de précieuses ressources. Il suffisait de quelques années de repos et d'une administration sage, pour réparer les maux de la guerre et couvrir les vestiges de la destruction par des créations nouvelles. Déjà Henri IV avait donné la paix au royaume. Ce prince avait la passion du bien public. Son cœur sensible et bienfaisant volait à la rencontre de toutes les idées utiles à ses peuples. Mais il avait besoin d'un homme assez éclairé pour voir le bien, et assez ferme pour le faire. Il eut le bonheur de le trouver, le talent de le deviner, et assez de vertu pour se servir de lui. Cet homme était Sully. 1598.

Maximilien de Béthune, baron de Rosny, qui fut dans la suite duc de Sully, était né à Rosny. Sa naissance coïncide presque avec celle des guerres civiles. Les malheurs de la France commencèrent, et à la même époque, parut celui qui devait les guérir et les faire oublier. Il fut sur le point d'être victime du fanatisme de la 1560.

Saint-Barthélemi. Il s'attacha au roi de Navarre depuis le moment où ce prince rompit les liens dans lesquels Catherine de Médicis le tenait embarrassé. Partageant sa bonne et sa mauvaise fortune, il s'était entièrement associé à ses destinées, et n'avait presque plus quitté sa personne. Brave sans témérité, prudent sans faiblesse, économe de son bien, afin de se ménager les moyens d'être libéral, il avait servi son maître de son bras, de sa tête et de sa fortune, dans le temps où ce prince combattait pour son trône, et se voyait dans la cruelle nécessité de conquérir ses propres états. Henri avait reconnu dans ce jeune homme un esprit juste, un jugement sain et une âme ferme; il savait que Rosny avait peu de besoins et beaucoup d'activité; qu'il mettait de l'ordre dans ses affaires, au milieu du désordre général; qu'il était sévère pour lui-même et pour les autres, et qu'il lui était sincèrement attaché. Devenu roi de France, il le récompensa d'une manière digne de lui, en lui imposant de nouveaux devoirs, et lui ouvrant une carrière où il pouvait être utile à sa patrie. Sully parvenu au ministère des finances, y déploya toutes les grandes qualités dont il recélait le germe; son génie et sa vertu se trouvèrent au niveau d'une place toujours difficile,

et qui l'était surtout dans ces circonstances critiques. Son esprit savait s'élever en administration à des principes fixes et généraux, sans lesquels la connaissance des détails devient un véritable dédale, où l'on marche au hasard; mais il s'engageait avec courage dans l'étude et la recherche des détails, dont la privation fait que l'on se trompe toujours dans l'application des principes. Infatigable au travail, il trouvait du temps pour tout, parce que ses occupations étaient réglées, et qu'il ne connaissait ni les passions ni les plaisirs. Appelé à vivre dès sa jeunesse au milieu des hommes, et à les voir dans les orages des factions, où ils quittent leur masque, il les aimait assez pour les servir, mais il les connaissait trop pour les estimer facilement, et il ne prodiguait pas sa confiance. Nourri dans les camps, élevé au sein des armées, il y avait pris le goût d'une éloquence nerveuse et serrée, et l'habitude d'une marche franche et libre, de mesures prononcées et expéditives. Lié par le sang à ce qu'il y avait de plus illustre en France, et distingué dans la carrière des armes, il se servait de l'ascendant de la naissance et de sa réputation de bravoure pour appuyer dans les affaires, le langage de la raison, et pour se faire pardonner des vérités dures. Jamais il ne sépa-

rait, ni dans son esprit ni dans son cœur, la cause du roi des intérêts de l'état; il croyait la gloire de l'un intimement attachée à la puissance et au bonheur de l'autre; il était l'ami de son maître, parce qu'il était citoyen; et quand Henri se préférait à la France, et voulait passer avant elle, il trouvait dans Sully autant de résistance qu'il y rencontrait d'ordinaire de dévouement. Religieux sans fanatisme, tolérant sans indifférence; vertueux par principes, il y a eu peu d'âmes humaines sur qui la sainte idée du devoir ait eu plus d'empire que sur la sienne; sa mâle et rigide vertu brisait tous les obstacles que lui opposaient les passions, et ne fléchissait jamais. Sa fierté ne s'abaissait pas à l'intrigue, repoussait et refusait la flatterie. Plus jaloux de l'honneur de Henri que de sa faveur, et plus empressé de lui être utile que de lui plaire, il ne le ménageait pas plus qu'un autre; il connaissait de plus grands malheurs que la disgrâce, et fut toujours digne de sa place, parce qu'il ne craignait pas avant tout de la perdre. Pendant tout son ministère, il n'eut en vue qu'un seul objet, la prospérité de la France. Sa table était frugale, sa maison opulente mais simple; ses délassements consistaient dans ses relations domestiques. Sa franchise ressemblait

quelquefois à la rudesse, sa fermeté à la roideur, sa justice à la dureté, et la conscience qu'il avait de sa vertu à l'orgueil; mais ces défauts tenaient à l'énergie même de son caractère, et la force de la volonté fut le trait distinctif de l'âme de Sully et la source de sa grandeur.

Pour bien apprécier ses principes d'économie politique et les services qu'il a rendus à la France, il faut se faire une juste idée de l'état dans lequel il trouva les finances, et des difficultés de tout genre qu'il eut à vaincre. Les dettes montaient à trois cent trente millions de livres, ce qui ferait aujourd'hui à peu près huit cents millions. Ces dettes, contractées à des conditions très-onéreuses, devaient, suivant les maximes erronées qu'on suivait à cette époque dans les emprunts, être remboursées à des termes fixes; et, bien loin d'avoir les moyens de rendre le capital aux prêteurs, on ne savait pas même comment acquitter régulièrement les intérêts. Il n'entrait dans les caisses du roi que trente millions de livres, et les contribuables en payaient annuellement cent cinquante. Cet ordre de choses, qui appauvrissait en même temps les particuliers et l'état, tenait au mode de perception, à l'avidité de tous les employés de la finance, et à la méthode qu'on suivait pour sa-

tisfaire les créanciers du fisc. Les impôts n'étaient pas en régie, mais en ferme. Les fermiers généraux avaient leurs fermiers particuliers, à qui ils abandonnaient une partie de leurs droits; ceux-ci en avaient d'autres à leur tour. Afin que tous les intermédiaires trouvassent leur profit à ces opérations, les derniers pesaient sur le pauvre peuple, et l'obligeaient à payer le quadruple de ce qu'ils avaient droit d'exiger de lui. Au sortir des guerres civiles, le roi s'était vu dans la nécessité de marchander la soumission des gouverneurs des provinces, et l'obéissance de tous les personnages considérables par leur naissance, leurs richesses et leurs services. Obligé d'acheter la fidélité de ses sujets, il avait sacrifié la somme de trente-deux millions pour ramener les réfractaires à leur devoir. Il avait eu la faiblesse de leur permettre de se payer de leurs propres mains, et de lever sur les provinces des droits qui leur rapportaient le double et le triple de ce qui leur revenait. On s'était même arrangé de cette manière avec plusieurs souverains étrangers; et la France entière se trouvait à peu près engagée aux créanciers de l'état.

Les impôts, mal assis et mal répartis, n'étaient proportionnés ni à la fortune ni aux jouis-

sances des individus; la taille et la gabelle formaient les deux sources principales du revenu public. La taille était excessive; elle frappait le sol de stérilité, en ôtant au laboureur la volonté et les moyens de perfectionner la culture des terres. La gabelle portait sur un objet de nécessité première; et exigeait une surveillance continuelle, parce que les contribuables travaillaient sans cesse à se soustraire à un impôt aussi onéreux. Des essais de commis, de traitants et d'agents mettaient tout leur art à tromper l'état impunément, et s'entendaient entre eux pour couvrir leurs dilapidations. On ne dressait point d'état annuel de la recette et de la dépense, et il n'y avait point d'ordre dans la comptabilité, point de contrôle sévère sur l'emploi fidèle des deniers publics. Aussi l'argent manquait pour toutes les entreprises utiles, et même pour les objets de première nécessité. Les troupes, quoique peu nombreuses, ne recevaient pas le prêt exactement, et se dédommageaient aux dépens des campagnes; les arsenaux étaient vides; la marine n'existait pas; les bâtimens publics tombaient en ruines; le roi lui-même ne pouvait pas entretenir sa maison, et se trouvait réduit à mendier les secours des traitants, qui le volaient. Nous avons vu que

l'agriculture, l'industrie et le commerce ne produisaient aucune valeur nouvelle, faute de capitaux, de confiance, de bras et de sûreté. Bien loin de vivifier ces principes de richesses réparateurs des maux de l'état, on travaillait à leur ôter toute activité. Les guerres civiles avaient donné aux esprits des habitudes d'insubordination qui paraissaient incompatibles avec la renaissance de l'ordre; le lien social était partout relâché et affaibli; quiconque était en état de se faire craindre, ne craignait rien; et ce qu'il y avait encore de force publique, ne paraissait exister que pour opprimer la faiblesse. Henri voulait le rétablissement des finances, de l'ordre et du travail; mais ses idées, en fait d'administration, ne pouvaient être que superficielles; il manquait sur cet objet de principes et d'expérience, et les vues du génie lui-même ne sauraient tenir lieu de la connaissance des faits. Il désirait sincèrement que chaque paysan eût la *poule au pot* le dimanche, mais il ignorait les moyens de réaliser ce mot heureux, qui exprime avec tant de simplicité le grand œuvre du gouvernement. Plus sensible que ferme, il ne savait rien refuser aux besoins et aux passions des individus; sa bonté était souvent celle d'un particulier aimable, et non celle d'un roi

qui doit vouloir le bonheur général et ne voir le bien des individus que dans celui de toute la nation. Les femmes qu'il aimait, et les grands qu'il redoutait, pouvaient facilement égarer son impétuosité naturelle, lui donner le change sur les projets les plus utiles, et lui montrer des abus d'autorité dans les mesures vigoureuses qui devaient les faire cesser pour toujours.

Tel était l'état de la France, lorsque Sully eut le courage de se charger de l'administration, sans être effrayé des obstacles nombreux que lui préparaient les choses et les personnes. La marche qu'il suivit dans cette grande entreprise ne fut ni compliquée, ni oblique, ni timide; elle allait au but; elle fut simple, droite, et ferme, comme son caractère.

L'essentiel dans les opérations de ce genre est de savoir ce qui existe, pour juger de ce qui peut et doit se faire. Il fallait commencer par acquérir une connaissance exacte et approfondie du désordre organisé qui portait le titre d'administration. Sully parcourut toutes les généralités du royaume pour se faire une juste idée de leurs besoins et de leurs ressources. Il interrogea le sol, le climat, la position, afin de déterminer le genre d'industrie qui convenait à chaque province; et d'apprécier la nature et la

quotité des impositions qu'elle pouvait supporter sans inconvénient. Malgré la mauvaise volonté des intéressés, il se fit donner tous les papiers relatifs aux finances, et parvint à porter la lumière dans ce chaos. Faisant un dépouillement laborieux de tous les registres, il dévoila les vices de gestion, les fourberies secrètes et déguisées, les erreurs et les négligences honteuses dont les officiers du roi s'étaient rendus coupables. De retour à Paris, il commença ses réformes. Les baux que les fermiers avaient multipliés à l'infini, sans l'autorisation du gouvernement, furent cassés. L'état de toutes les créances et de toutes les pensions fut revu; on n'abandonna plus une partie des revenus publics à ceux qui avaient de justes prétentions à former, mais ils furent assignés sur le trésor public. Le nombre des agents et des employés subalternes fut considérablement diminué. On créa des formes fixes et déterminées, pour accuser les recettes et justifier les dépenses. Tous les ans on dressa des tableaux comparatifs des unes et des autres. Sully, retranchant sans pitié et sans ménagement toutes les branches parasites, se trouva riche pour les objets utiles. Les revenus de l'état n'allèrent plus se rendre dans les caisses des particuliers; le versement se fit

d'une manière plus directe et plus sûre dans le trésor du souverain. Non-seulement le mode de perception fut simplifié; mais il partagea si bien le travail, que les employés, divisés d'intérêt, exercèrent une surveillance sévère les uns sur les autres. Lui-même se multipliait pour faire face aux affaires. Dans les premières années de son ministère, il s'assujettit à écrire tout lui-même, afin de s'instruire des détails et de ne pas être trompé par ses secrétaires. Il ne pouvait sans doute tout examiner lui-même, mais il contenait tout le monde dans les limites du devoir par la seule idée de son activité, qui d'un moment à l'autre se portait sur les objets les plus différents. On redoutait son œil pénétrant; on connaissait son inflexible justice; et bientôt la machine de l'administration, tournant sur les deux pivots de l'ordre et de l'économie, eut un jeu libre et assuré.

Ces travaux étaient nécessaires pour sauver l'état et assurer sa subsistance; mais ils ne demandoient qu'une probité scrupuleuse, une volonté droite, une activité soutenue, des mesures sages et vigoureuses. Sully n'était pas fait pour s'arrêter au milieu de la route; il voulait créer la richesse de l'état en créant la richesse nationale. Il remit au peuple vingt millions de tailles

dans une année, et répartit cette charge avec plus d'équité entre les contribuables; l'impôt sur le sel, ayant été diminué, devint productif. Le ministre encouragea le travail; c'était en multipliant les productions et en facilitant la circulation des marchandises, qu'il voulait accroître les revenus du roi. Plus un peuple travaille avec succès, plus il vend avec profit à l'étranger, plus il achète de lui d'objets de jouissances; et, à raison de son bien-être et de ses jouissances, il est plus disposé et plus capable de contribuer aux charges publiques.

Quand le mouvement est une fois imprimé à une nation par le besoin, les circonstances, ou par quelques hommes d'élite, et que toutes les forces sont sorties de leur léthargie, il n'est plus nécessaire que le gouvernement agisse directement pour multiplier les valeurs; il doit peut-être se contenter d'une action négative, protéger les particuliers et les laisser faire. Qu'il débarrasse la liberté d'industrie de toutes les entraves qui ne sont pas commandées par l'intérêt général; qu'il assure à tous les individus la paisible possession des fruits de leurs entreprises; qu'il les fasse jouir, sous son égide tutélaire, de la plus grande liberté possible; et ils n'auront besoin ni de ses encouragements ni de

ses secours. L'espérance d'un profit certain et d'un plus grand bien-être sera le ressort de l'activité générale ; la richesse enfantera la richesse, et le peuple s'élèvera graduellement au plus haut degré d'opulence et de développement.

Au contraire, lorsqu'un pays n'est pas encore sorti de l'enfance, et que le génie de ses habitants ne s'est pas aperçu de ses ressources, ou lorsque des circonstances désastreuses, après avoir détruit l'ouvrage des siècles, l'ont replacé dans une espèce de barbarie, il faut que le gouvernement prépare et élève ce peuple à la liberté de l'industrie et du commerce, et avant de l'émanciper, lui apprenne à se passer de tutelle. On doit alors éclairer l'ignorance, enhardir la timidité, marquer le but, et dessiner la route à l'inexpérience qui s'essaie dans une carrière nouvelle. Alors des encouragements et des avances, ou des récompenses dispensées à propos, développeront les premiers germes du travail et de l'industrie. La simple protection serait insuffisante ; l'état des choses demande une action directe, positive et continuelle.

Telle était, à la paix de Vervins, la situation 1598.
la France. Tout y avait péri ; il fallait tout faire renaître. A la vérité, le malheur même des temps pouvait donner des espérances de suc-

cès : les esprits étaient fatigués des troubles civils ; cependant ils avaient pris au sein des orages l'habitude de l'activité ; ils sentaient le besoin de mouvement, et l'on pouvait se flatter que la paix les porterait sur des objets utiles. La guerre avait considérablement diminué la population ; mais ce déchet même, facilitant aux pères l'entretien de leur famille, devait augmenter les naissances dans des proportions plus qu'ordinaires. Durant les guerres civiles on avait détruit beaucoup d'objets d'agrément et de luxe ; les demandes fréquentes qu'on allait en faire, devaient réveiller les arts et les encourager à la reproduction. Mais quelque favorables que ces circonstances fussent à la renaissance du travail, il fallait le génie et l'activité de Sully pour en profiter, et les faire servir aux progrès de la richesse nationale.

L'agriculture attira principalement son attention et ses soins ; il la protégea préférablement aux arts qui augmentent la valeur des matières, en leur donnant des formes nouvelles, et au commerce, qui produit le même effet, en transportant les marchandises d'un lieu dans un autre et en accélérant leur circulation. Ce ne fut pas la maladie des systèmes ni la manie d'un principe exclusif qui firent regarder à Sully la

culture des terres comme la principale source de la richesse de la France ; ce furent des idées simples et saines , qui lui étaient suggérées par un bon sens exquis , et que la nature elle-même l'invitait à suivre. Il faut aux arts des matières premières pour les élaborer , au commerce des objets d'échange ; l'agriculture les fournit. Ce genre de travail est le moins exposé aux variations ; il conserve toujours son prix , parce qu'il conserve toujours sa nécessité , et c'est même le plus ou le moins de cherté de ses produits qui règle le prix de la main d'œuvre et de tous les genres d'industrie. C'est par l'agriculture que Sully commence , et il croit , avec raison , que les progrès de cette branche de richesses amèneront ceux de l'industrie et du commerce ; il ne veut pas intervertir la marche de la nature , il veut la suivre ; et la culture des champs , de la vigne , des oliviers , l'amélioration des forêts , l'éducation de toutes les espèces de bétail , et surtout celle des moutons , deviennent les objets favoris de ses méditations et de ses travaux. Le labour et le pâturage , disait-il , sont les deux mamelles de l'état.

Fidèle à ces principes , il proclame , le premier en France , la libre exportation des grains. Il sait que plus les débouchés sont faciles et nombreux ,

plus la culture augmente, et que pour fixer dans le royaume l'abondance, il vaut mieux produire beaucoup et exporter beaucoup, que de produire peu et ne rien exporter. Les habitants des contrées qui vivent de l'éducation du bétail, peuvent, en vertu de ses sages réglemens, acheter le sel à bas prix, et n'ayant plus besoin de l'épargner, ils n'en seront plus avares pour les troupeaux. Bien loin d'attirer de riches propriétaires à la cour, et de les rendre étrangers à leurs terres et à leurs vassaux, il engage Henri à témoigner de l'indifférence aux gentilshommes qui viennent étaler à Paris un luxe stérile, au lieu de rendre au sol qui les nourrit une partie des richesses qu'ils en tirent. Bien loin de multiplier le nombre des serviteurs oisifs du luxe, il donne à cet égard l'exemple de la plus grande simplicité, diminue le nombre de ceux qui vivent sans produire, les renvoie à la charrue, et les force à un travail utile. En général, le travail est à ses yeux le principe de la richesse publique, et surtout le régulateur des mœurs nationales. Dans ses vues éclairées et bienfaisantes, il voudrait amener en France un état de choses où, avec un travail assidu, chacun fût sûr de trouver l'aisance, et où, sans travail, on ne trouvât pas même le nécessaire.

Ennemi du luxe, par caractère encore plus que par principes, il aurait voulu le bannir de la France. Peut-être lui reprochera-t-on de n'avoir pas vu que les peuples ne produisent qu'à raison de leurs besoins et des plaisirs qu'ils goûtent ou qu'ils espèrent, et qu'en leur présentant de nouveaux objets de jouissances, on augmente leur activité, et par conséquent la richesse. Mais il avait des mœurs sévères; il croyait que les vertus publiques sont les garants de la puissance et du bonheur des nations, que la vertu n'existe pas sans la simplicité, et, fidèle aux maximes des anciens, il plaçait la moralité dans la modération et dans l'abstinence. Ce fut conformément à ces idées, qu'il vit à regret Henri IV encourager la culture du mûrier et le planter même dans ses jardins, et qu'il s'opposa inutilement à la création des manufactures de soie, d'étoffes d'or et d'argent, qu'on établit à Lyon. Il ne prévoyait pas qu'elles seraient un jour une des sources principales de la richesse de la France. Peut-être aussi pensait-il que le moment de cultiver cette branche d'industrie n'était pas encore arrivé, et voulait-il moins la proscrire que l'ajourner à d'autres temps.

On ne doit pas s'étonner qu'il ait confondu la richesse qui ne consiste que dans l'excédant

annuel du travail sur la consommation, avec l'argent qui en est le signe ou plutôt le véhicule. Cette erreur, encore aujourd'hui trop commune, était plus pardonnable de son temps. Il défendit l'exportation de l'or et de l'argent, sans songer qu'une nation doit payer ses dettes, et que si elle achète plus qu'elle ne vend, il est tout simple qu'elle paie son solde en numéraire. Pour empêcher la sortie des espèces, il diminua la valeur intrinsèque des monnaies; et, sans atteindre son but, il nuisit au commerce extérieur de la France. L'intérêt légal était très-considérable; il le baissa, dans l'idée de favoriser le laboureur par cette mesure. Mais le prêt à intérêt est un de ces objets qu'il faut abandonner à eux-mêmes; le législateur ne saurait fixer la ligne de démarcation entre le prêt à intérêt et l'usure, que d'une manière arbitraire; au lieu que la force des choses tend toujours à conserver ou à rétablir l'équilibre entre les conditions du prêteur et les profits de celui qui emprunte.

Sully paya peut-être à cet égard tribut à son siècle; mais il se montra supérieur à lui, en débarrassant le commerce des entraves multipliées que des courtisans avides voulaient y mettre. Un jour il renvoya à Henri vingt-cinq édits

qui tendaient tous à gêner la circulation des marchandises, en les chargeant de droits multipliés. Dans ses idées, l'impôt n'était que la mise que chaque individu apporte dans la société civile, pour avoir part à ses bienfaits; elle doit être proportionnée aux avantages qu'il en retire, à sa fortune et à ses jouissances; surtout elle doit être prise sur ses profits; mais elle ne doit pas entraver son activité, qui seule peut l'enrichir, ni entreprendre sur son industrie qu'il place, en payant l'impôt, sous la sauvegarde du gouvernement.

Après dix années de travaux et d'opérations, toutes dictées par l'amour du bien public, et dont la plupart le furent par la sagesse, Sully recueillit le fruit de ses peines : la France, qui ne se reconnaissait pas elle-même, fut étonnée de ses progrès. Les traces des guerres civiles étaient effacées; l'état était riche, et demandait moins aux particuliers que dans le temps où il était pauvre et obéré. Les dettes étaient acquittées; les créanciers avaient consenti à des remboursements partiels, qui leur étaient avantageux tout en libérant l'état. Les troupes, augmentées et payées régulièrement, maintenaient l'ordre public, et n'étaient plus l'effroi des citoyens paisibles. Nommé grand-maitre de l'artillerie; Sully 1604.

travaille dans cette partie avec son activité ordinaire, et bientôt il y eut cent pièces de canon dans l'arsenal, et un approvisionnement prodigieux de munitions de guerre. La marine ne fut pas négligée. Les Français, ne faisant pas encore le commerce des deux Indes, n'avaient pas dans leur marine marchande une pépinière nombreuse de bons matelots. Mais l'état de la France, à cette époque, n'exigeait pas de forces navales considérables. Les ports de l'Océan Atlantique n'existaient pas encore, ou bien étaient peu fréquentés; on construisit dans ceux de la Méditerranée des galères destinées à protéger le commerce. Des routes commodes et sûres et des canaux de navigation multiplièrent le travail en multipliant les débouchés, et augmentèrent la richesse nationale en facilitant la circulation des marchandises. Sully exécuta le canal de Briare; il fit réparer les grands chemins; des arbres plantés par ses ordres, et qui long-temps ont conservé son nom, embellirent les routes et offrirent un abri commode au voyageur fatigué. Toujours libéral quand il fallait l'être, il savait même être magnifique dans les dépenses publiques. Paris vit élever au sein de ses murs des bâtimens solides et dessinés avec goût; le Pont-Neuf, la rue Dauphine, une partie des

quais qui bordent la Seine, furent entrepris et exécutés par l'ordre de Sully, qui avait joint à toutes ses autres places celle de grand-voyer et de surintendant des bâtimens. La galerie du Louvre fut commencée. Les bienfaits du roi al- 1604.
lèrent chercher et récompenser le savant Casaubon. Inexorable pour les maîtresses et les courtisans, Sully ne refusait rien aux plaisirs innocents du roi, et n'épargnait rien de ce qui pouvait relever la majesté du trône. Au milieu de ses vastes projets, il étendit et embellit Fontainebleau; le palais et les terrasses de Saint-Germain s'élevèrent par ses ordres et sous ses yeux.

Ainsi les lumières de ce grand homme, sa volonté forte et persévérante, son activité infatigable, secondant les intentions pures de son maître, opérèrent en peu de temps des prodiges d'administration qui régénérèrent la France et prouvèrent ce que peuvent un roi et un ministre éclairés; avec l'idée toute simple que le but suprême de l'état est le bonheur du peuple, et que le gouvernement n'est que le grand moyen de l'ordre et de la félicité publique. Les formes monarchiques le secondèrent puissamment. Il n'y en a point de plus favorables à une action prompte et rapide, qui du centre s'étende à tous

les points de la circonférence; elles n'empêchent pas toujours le mal; mais avec elles, un prince et un ministre qui veulent et voient le bien, le font avec plus de facilité; les ressorts sont concentrés, l'action est une, la marche du gouvernement n'est pas compliquée par la multiplicité des rouages, ni embarrassée par les résistances.

On s'étonne d'autant plus de tout ce que Sully a pensé, exécuté, écrit en fait d'administration, que ses travaux dans le ministère n'ont été qu'une partie de sa tâche, et que son temps était partagé entre des occupations d'un genre bien différent. Comme il avait toute la confiance de son maître, Henri le consultait sur tous les objets, versait dans son sein ses chagrins et ses inquiétudes, et le chargeait de toutes les affaires épineuses. C'était lui qui empêchait le roi de satisfaire l'avidité et l'ambition de ses maîtresses; la duchesse de Beaufort le trouvait toujours sur son chemin, et il déjouait toutes ses intrigues. Sans lui; l'adroite marquise de Verneuil aurait épousé Henri IV. Ce fut lui qui négocia le mariage du roi avec Marie de Médicis, fille de François de Médicis, duc de Toscane; il crut voir dans cette union le bien du royaume, mais Henri n'y trouva pas le bonheur. Marie, plus spirituelle que sensible, jalouse sans amour,

dénuée de douceur et de gaieté, n'était pas faite pour fixer Henri au sein des relations domestiques, où ce bon prince aurait aimé à vivre, et dont il était fait pour sentir le charme et le prix. Henri, éloigné par sa froideur et sa gravité, cherchait ailleurs des consolations; elle lui reprochait ses torts avec aigreur; les querelles s'envenimaient et se multipliaient. Sully était sans cesse occupé à les rapprocher l'un de l'autre, et à pacifier leurs différends; il recommandait la sagesse au roi, la douceur à la reine; ses leçons étaient souvent mal reçues, et plus mal suivies, mais sa tendresse pour Henri le soutenait dans cette position difficile.

Également propre à servir l'état dans les camps et dans le cabinet, Sully fut chargé de la guerre contre Charles Emmanuel, duc de Savoie. Ce prince ayant refusé de rendre à la France le marquisat de Saluces, Henri prit le parti de l'y contraindre, et de lui faire sentir sa puissance. Ce fut une guerre de sièges. Sully la conduisit avec autant d'activité que d'art. La prise de Carbonnière et de Montmélian, qui passaient pour imprenables, fut son ouvrage. La paix avantageuse qui termina cette guerre, et procura la Bresse et le Bugey à la France, fut encore due à ses conseils et à son talent pour les négociations. 1600.

Le maréchal de Biron, qui avait partagé les dangers et la gloire de Henri IV, et qu'il avait récompensé en souverain généreux, conspira contre lui. Il avait été utile à la bonne cause; mais en la défendant il n'avait fait que son devoir, et Henri, qui ne comptait pas avec ses serviteurs, s'était acquitté envers lui en le comblant de distinctions et d'honneurs. Biron fut assez ingrat pour oublier les preuves qu'il avait reçues de la reconnaissance de son maître. Cet homme superbe, d'un caractère inquiet et ardent, ivre de sa réputation, ne jugeant rien au-dessus de son mérite ni de ses espérances, forma avec la Savoie et l'Espagne des relations intimes et secrètes, dont le but était de détrôner Henri, et de replonger le royaume dans les horreurs de la guerre civile. Philippe III et Charles Emmanuel avaient flatté Biron de l'espérance de devenir un souverain indépendant, et de lui former un état des débris de la France. La conjuration fut découverte par un des complices. Henri refusa long-temps d'y ajouter foi; il était trop reconnaissant pour croire facilement à l'ingratitude. A la fin il fut forcé de se rendre à l'évidence. Le maréchal fut arrêté, et conduit à 1602. la Bastille. Sully, seul digne de la confiance du roi, détourna le danger qui le menaçait, lui en

dévoila toute l'étendue, provoqua sa juste sévérité contre Biron, et le consola de cette rigueur nécessaire.

Bientôt après, la marquise de Verneuil, longtemps l'objet de l'amour de Henri, et chargée de ses bienfaits, ourdit de nouvelles trames contre lui, de concert avec d'Entraigues, son père, et le comte d'Auvergne. Ce fut encore Sully qui surveilla l'instruction de ce procès; il se vit obligé de garder Henri de son propre cœur, et de le préserver des excès d'une clémence darréreuse, qui ne faisait que provoquer de nouveaux crimes.

Enfin ce fut à lui que Henri confia le plan politique qu'il avait conçu sur les mesures propres à garantir la tranquillité et l'indépendance générale des états de l'Europe. Sully, de concert avec lui, s'occupa beaucoup de ces idées plus grandes que solides, et prépara les moyens de les exécuter. Leur but était d'attaquer la maison d'Autriche en Allemagne et en Espagne, de lui enlever une grande partie de ses provinces, de faire un nouveau partage de l'Europe, et d'asseoir sur cette base une paix générale et durable, garantie par la fédération de tous les états de l'Europe. Sully avait développé ce vaste projet à Élisabeth, et en le lui faisant connaî-

tre, il avait en l'art de le lui faire goûter. La reine d'Angleterre avait assez d'élévation dans l'esprit pour être éblouie par des conceptions aussi brillantes; cependant la politique sage et mesurée d'Élisabeth l'aurait peut-être fait revenir de cette première impression; peut-être même que sa pénétration lui offrit d'abord ce qu'il y avait d'avantageux pour l'Angleterre dans les plans de Henri IV, et qu'elle résolut de profiter de son ardeur généreuse, sans la partager. Sully parut avoir complètement réussi dans sa négociation avec elle. Après la mort de la reine, il fut de nouveau envoyé en Angleterre pour gagner Jacques I^{er}, et s'assurer de son concours. Ce prince était peu fait pour saisir et admirer un plan qui embrassait toute l'Europe, et s'étendait sur un avenir éloigné. Sully eut pourtant le bonheur ou l'adresse de lui présenter ces idées sous des formes simples et des couleurs séduisantes, et Jacques lui promit de s'intéresser à ce projet gigantesque. Ainsi cet homme unique se multipliait pour le service de sa patrie; il paraissait réunir tous les talents, il prenait tous les rôles, il se chargeait de tous les genres de travaux. La politique, la guerre, les finances étaient en même temps le théâtre de son activité et de ses succès.

Le projet politique communiqué par Sully à l'Angleterre était le projet favori et l'idée dominante de Henri IV. Il l'avait conçu de bonne heure et long-temps médité dans le silence; il en avait combiné toutes les parties; ce qu'il y avait de praticable, de juste et de sage, lui faisait illusion sur le reste; la pureté de ses motifs, l'élevation du but, la nouveauté et la grandeur même de l'entreprise, concouraient à lui en déguiser les difficultés insurmontables; il comptait fléchir les résistances par la force de la raison, ou les briser par la puissance de ses armes; mais dans son généreux enthousiasme, il exagérait également l'une et l'autre.

La première partie de son plan reposait sur des bases solides et conformes aux maximes d'une saine politique. Il voulait assurer la tranquillité de la France et de l'Europe, en affaiblissant la maison d'Autriche. Les deux branches de cette maison, celle d'Allemagne et celle d'Espagne, s'étaient rapprochées, et formaient des projets contraires à la liberté politique et religieuse de tous les états. Leurs forces réunies étaient redoutables. Henri voulait se servir de la puissance qu'il devait aux progrès de la richesse nationale, pour humilier son ennemi naturel, venger ses anciennes injures, prévenir de

nouvelles attaques, et donner une garantie solide à la sûreté générale de l'Europe. L'Angleterre, la Hollande, la république de Venise, les princes protestants d'Allemagne, lui avaient promis de concourir au rétablissement de l'équilibre.

Dans les vues de Henri, l'abaissement de la maison d'Autriche ne devait être que le premier acte de la pièce, et conduire à un grand dénouement. Vainqueur de l'Espagne, il voulait faire, de concert avec ses alliés, un nouveau partage de l'Europe.

Les Turcs devaient être relégués en Asie. Le czar de Russie devait avoir le même sort, s'il refusait d'entrer dans l'association.

Le nombre des puissances devait être réduit à quinze, savoir : six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives, et quatre républiques souveraines.

Les six monarchies héréditaires étaient la France, qui ne prenait pour elle-même que le duché de Limbourg, le Brabant, la juridiction de Malines, à charge d'en former huit pairies ; l'Angleterre, qui ne devait rien acquérir sur le continent ; la Suède réunie avec le Danemarck ; l'Espagne, qu'on voulait resserrer dans ses limites naturelles en Europe, en lui laissant ce

qu'elle avait découvert et conquis dans les autres parties du monde : la maison d'Autriche devait perdre tout ce qui lui avait appartenu en Allemagne, dans les Pays-Bas et en Italie; enfin, on créait une nouvelle monarchie héréditaire dans le nord de l'Italie, en faveur du duc de Savoie, sous le nom de royaume de Lombardie, et pour lui former une masse d'états qui méritât de porter ce nom, on ajoutait à ses anciennes provinces le Milanez et le Montferrat. *

Les monarchies électives devaient être la Bohême (en y joignant la Moravie, la Silésie et la Lusace) la Hongrie, la Pologne, l'empire d'Allemagne, et l'État ecclésiastique, qu'on voulait décorer du titre de monarchie, et agrandir en y incorporant Naples, la Pouille et la Calabre. On conservait la république de Venise en lui accordant la Sicile, la république Helvétique en la déclarant souveraine; on associait les Pays-Bas catholiques à la république des sept Provinces-Unies, et on lui donnait le nom de république Belgique; enfin, on appelait république italique la réunion de tous les petits états de l'Italie, Gênes, Florence, Mantoue, Modène, Parme et Lucques, qui devaient garder leur forme de gouvernement, de Bologne et de Ferrare qui devaient être érigées en villes

libres et rendre, tous les vingt ans, hommage au pape.

L'Europe ainsi partagée, toutes les puissances devaient accorder une liberté et une protection entières aux trois religions principales, la catholique, la luthérienne et la réformée; mais en même temps, bien loin de favoriser la licence des esprits, elles devaient s'opposer à la naissance de sectes nouvelles.

La guerre nécessaire pour amener ce bouleversement général, devait être la dernière de toutes. Ce nouvel ordre des choses une fois établi, pour le rendre permanent et invariable, on voulait substituer, dans la grande association des états de l'Europe, le droit à la force, et organiser un tribunal suprême qui décidât en dernier ressort de toutes les collisions d'intérêts, et dont toutes les puissances s'engageraient à faire exécuter les arrêts.

Cette espèce de conseil général de l'Europe devait être composé de députés de tous les états. Les ministres, au nombre de soixante-six, devaient conserver leurs places pendant trois ans. Les formes et la manière de procéder de ce sénat de représentants des souverains devaient être déterminées par des lois organiques, qui seraient son propre ouvrage. Il devait pro-

noncer lui-même dans toutes les affaires d'une importance majeure, et celles d'une moindre importance devaient être soumises à la décision de six corps subalternes, qui seraient placés sur différents points de la surface de l'Europe.

Tels étaient les principaux traits du vaste plan de Henri IV. Quelque extraordinaire qu'il nous paraisse, ce qu'il a de singulier ne nous donne pas le droit de révoquer en doute son authenticité. Sully, l'ami et le confident de son maître, qui avait médité ce projet avec lui, et s'était chargé de le faire adopter par les puissances amies de la France, entre sur cet objet dans des détails qui ne nous permettent pas de nier sa réalité.

Mais pour avoir été formé sérieusement, ce plan n'en est pas moins chimérique; pour avoir été ressuscité et rajeuni par plusieurs écrivains politiques, il n'en pêche pas moins par le but et par les moyens d'exécution. Les noms de Henri et de Sully ne sauraient ici nous imposer. Ils sont assez grands pour qu'on doive convenir de leurs faiblesses, et celle-ci était la faiblesse d'une belle âme. Rien de plus vague ni de plus arbitraire que cette nouvelle division de l'Europe qu'on voulait substituer à l'ancienne. Le nombre des états qu'on laissait subsister, et de

ceux qu'on se proposait de créer ou d'agrandir, la nature du gouvernement qu'on leur assignait, tout paraît avoir été fait et réglé au hasard, sans qu'on puisse soupçonner même les principes qui ont dirigé cet arrangement. Si ces états avaient été à peu près égaux en forces, et capables de se contre-balancer dans leur action, la fédération universelle aurait été inutile, le repos serait né de l'équilibre, et l'équilibre de l'action réciproque des masses les unes sur les autres. Si ces états étaient inégaux par leur étendue et leurs moyens, si, par la différence même de leur régime, les uns étaient forts et les autres faibles, il était facile de prévoir que les premiers ne se soumettraient pas aux arrêts du tribunal suprême, et que les seconds seraient victimes d'un despotisme d'un nouveau genre. Or dans le partage projeté, la plus grande inégalité régnait entre les différentes parties de cet assemblage confus de monarchies et de républiques.

Enlever à la maison d'Autriche toutes ses possessions, ne lui laisser que l'Espagne et ses colonies, c'était trop l'affaiblir, et donner aux autres états de justes craintes contre la prépondérance de la France, qui, au nom de la liberté générale, aurait exercé en Europe une véritable dictature.

L'idée de former, entre la France et l'Allemagne, une seule république des dix-sept provinces des Pays-Bas, et dans le nord de l'Italie une puissance capable d'en défendre et d'en fermer les passages aux étrangers, était une idée lumineuse, et offrait le seul moyen de contenir dans de sages limites l'ambition de la maison d'Autriche et de la famille des Bourbons. On doit regretter, pour le bonheur de l'Europe, que cette partie du plan de Henri IV. n'ait pas été réalisée.

Établir une nouvelle balance des forces, en partageant l'Europe, comme un terrain inhabité entre des colons qui y abordent, c'était y naturaliser la guerre pour la faire cesser, et entreprendre un ouvrage long et difficile qui devait rencontrer des résistances invincibles.

En supposant même que ce partage eût réussi, qu'en fût-il résulté? Organiser en Europe une grande république de puissances, faire cesser pour les nations l'état hostile où chacune d'elles est seule juge et seule garante de ses droits, substituer à cette anarchie, où la force seule décide de tout, un ordre légal, c'était tenter l'impossible : il aurait fallu pour cet effet rendre tous les gouvernements impassibles ou impuissants; ou ne pouvait espérer l'un, ou ne devait pas même souhaiter l'autre. La tranquillité de

l'Europe et la sûreté des états ne peuvent résulter que d'un système de contre-forces ; où chaque puissance serait assez forte pour résister à des attaques injustes , et où aucune ne le serait assez pour briser facilement la résistance des autres (*).

On peut présumer que l'expérience, ou de plus mûres réflexions , auraient ramené Henri IV à ces principes , et qu'il aurait abandonné un projet plutôt extraordinaire que grand , et qui était en contradiction avec la nature humaine. Il se serait contenté d'abaisser la maison d'Autriche , sans prétendre l'anéantir ; il aurait enrichi d'autres états de ses dépouilles , et l'Europe n'aurait pas été dans le cas d'échanger un danger contre un autre.

Tout était préparé pour cette grande entreprise. La France avait conclu des alliances étroites avec les ennemis naturels de l'Autriche ; les magasins étaient remplis de munitions de guerre et de bouche ; cent mille hommes étaient prêts à combattre ; le roi lui-même voulait commander l'armée qui devait attaquer les Pays-Bas ; celle qui était dirigée contre l'Italie devait mar-

(*) Voyez sur cette matière le Discours préliminaire du premier volume.

cher sous les ordres de Lesdiguières. Quarante millions de livres, fruits de l'ordre et de l'économie de Sully, auraient couvert les dépenses de la guerre, jusqu'au moment où la victoire permettant aux Français de tirer de nouvelles ressources de leurs conquêtes, ils auraient combattu leurs ennemis avec leurs propres armes.

La succession litigieuse des états du duc de Clèves devait servir de prétexte aux mouvements de l'armée française, et devenir le premier chaînon d'une longue suite d'événements. Guillaume IV, dernier duc de Clèves, était mort sans héritiers mâles; ses sœurs, et à leur défaut, leurs descendants, devaient lui succéder, suivant les lois féodales du pays. L'électeur de Brandebourg, Jean-Sigismond, gendre de la sœur aînée de Guillaume, Philippe Louis, palatin de Neubourg, époux de sa sœur cadette, étaient les deux principaux compétiteurs qui se disputaient cette riche succession. Les droits de Jean-Sigismond étaient incontestables. La maison d'Autriche avait tenté de s'emparer des états de Guillaume, sous prétexte que la ligne masculine était éteinte; ayant échoué dans cette usurpation, elle se déclara, conjointement avec l'Espagne, pour le palatin de Neubourg, Wolfgang-Guillaume, fils de Philippe-Louis, qui lui

avait succédé et qui avait embrassé la religion catholique. La république des Provinces-Unies et les princes protestants d'Allemagne épousaient les intérêts de Sigismond. Il leur importait beaucoup que les états de Clèves, situés entre la Hollande et l'Allemagne, ne tombassent pas au pouvoir d'un prince catholique. Sigismond était protestant, et il avait passé, peut-être par politique, du culte luthérien au culte réformé. Cette succession litigieuse partageait toute l'Europe. La France se préparait à servir la cause de Sigismond. Le séquestre de tous les états de Clèves devait être la première opération de la guerre. Une agitation sourde régnait dans tous les pays; l'inquiétude tourmentait toutes les cours; les peuples étaient suspendus entre l'espérance et la crainte : tout annonçait un grand mouvement; mais on ne connaissait ni sa mesure, ni sa direction, ni ses effets, et l'Europe tremblait.

Henri, sur le point de partir pour l'armée, résolut, avant son départ, de faire couronner solennellement la reine son épouse, afin qu'elle pût au besoin être chargée de la régence du royaume. Paris n'était occupé que de cette fête brillante. Henri voulut en contempler les préparatifs. Au milieu de son peuple qu'il aimait et

dont il était aimé, il se promenait en voiture, sans défiance et sans crainte, la sérénité sur le front, la bienveillance dans l'âme. La voiture est forcée de s'arrêter au passage de la rue de la Féronnerie; un fanatique obscur, nommé Ravillac, saisit ce moment pour plonger un poignard dans le sein du roi. Il meurt, et avec lui s'évanouissent ses vastes projets; la France perd le gage de son bonheur; un seul instant change les destinées de l'Europe; tout ce que le règne de Henri a réalisé, tout ce qu'il promettait encore, ne paraît plus qu'un rêve brillant.

14 mai
1610.

Peu de catastrophes ont été plus frappantes; peu d'événements ont été plus malheureux et plus décisifs. Selon toutes les apparences, Henri aurait été vainqueur dans la guerre contre l'Autriche. L'incapacité de Rodolphe II, la faiblesse de Philippe III, les immenses préparatifs de Henri, son armée, son trésor, ses alliances, les ressources de son génie, l'amour que son peuple lui portait, tout lui présageait des triomphes. La victoire lui aurait donné le droit et les moyens d'établir, sur des bases plus solides et plus équitables, les rapports des catholiques et des protestants, et d'assurer l'indépendance de la Hollande. Une guerre courte, rapide, active, eût prévenu la plus longue et la plus désas-

treuse de toutes; celle de trente ans n'eût probablement pas eu lieu. Les causes qui la firent naître et qui l'alimentèrent eussent été étouffées dans leur principe. A l'époque où elle commença, l'Europe aurait été en possession des avantages qu'elle acquit par la paix de Westphalie, peut-être même dans une position politique plus sûre et mieux affermie. En assassinant Henri IV, Ravallac porta un coup mortel à l'humanité, et retarda ses progrès d'un demi-siècle. Depuis sa mort jusqu'à l'année où la 1618. guerre commença, l'Europe jouit du calme; mais c'était un calme perfide, avant-coureur des plus terribles calamités.

CHAPITRE XXVI.

Des États de l'Europe jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La France. L'Espagne. L'Italie. La république des Provinces-Unies. L'Angleterre.

LA mort de Henri IV avait plongé dans le deuil toute la France, à l'exception de la cour. Le peuple craignait le retour de l'anarchie; les grands l'espéraient, et se flattaient de voir renaître le temps des intrigues, des cabales et des factions. Le génie, la vertu, le patriotisme avaient quitté les affaires avec la personne de Sully. Ne pouvant plus faire le bien de son pays, et ne voulant pas sanctionner le mal par sa présence, ce grand citoyen s'était retiré dans son château de Sully. Après avoir payé sa dette à l'état, il n'avait pas voulu assister à la destruction de son ouvrage, et il avait cru qu'il se devait à lui-même de quitter une place où il ne pouvait plus être utile. Sa retraite était une protestation solennelle contre les nouvelles maximes d'administration, et une forte leçon pour la cour. Elle n'avait pas su la comprendre, ou

elle n'avait pas eu la sagesse d'en profiter. Marie de Médicis, déclarée régente, fondait la durée de son pouvoir sur l'ignorance et la faiblesse de son fils, le jeune roi Louis XIII. Elle prolongeait avec art son enfance, en remplissant sa vie de plaisirs puérils et frivoles, au lieu de l'occuper de choses utiles. Avec un esprit médiocre, elle avait une inquiétude de caractère qui lui faisait entreprendre des choses qu'elle n'avait pas le talent d'exécuter. Elle voulait gouverner les autres, et elle avait elle-même besoin d'être gouvernée. Impétueuse et violente, elle ne savait pas employer les armes de l'adresse et de l'artifice. Timide et irrésolue, elle ne savait pas emporter, par des mesures vigoureuses, ce qu'elle n'avait pu obtenir par la ruse. Extrême dans ses attachements et dans ses haines, amie crédule et facile, ennemie implacable, elle inspirait trop de sécurité à ses favoris, trop de crainte et de défiance à ceux qui avaient encouru sa disgrâce. Avec moins de talents et d'énergie que Catherine de Médicis, elle était moins dépravée que cette reine, et ne portait dans le mal ni ses combinaisons savantes ni son audace.

Marie de Médicis avait donné toute sa confiance à des favoris indignes de l'obtenir. C'é-

taient deux Florentins qui l'avaient suivie en France, Concini et sa femme, Éléonore Galigai. Concini, fils d'un secrétaire du duc de Florence, sans fortune et sans relief personnel, avait été fait gentilhomme de la chambre et maréchal d'Ancre, et s'était élevé rapidement, à force de complaisances et de bassesses, au plus haut degré de pouvoir. Il était généralement haï. Sa qualité d'étranger blessait la vanité nationale. Il irritait les grands par ses hauteurs, le peuple par son avidité vexatoire, les vrais citoyens par son ineptie. Cependant il valait mieux que sa femme; souvent il répugnait aux prétentions et aux démarches ambitieuses qu'elle lui suggérait, et regrettait son obscurité; mais sa femme l'avait asservi à ses volontés, et faisait de lui l'instrument de ses passions. Sœur de lait de la reine, Éléonore Galigai exerçait sur son esprit un ascendant sans bornes. Marie la consultait dans toutes les affaires, et suivait aveuglément ses conseils. Altière, impérieuse, vindicative, intrigante, cette femme, se plaisant à semer la division entre le roi et la reine; avait causé de cruels chagrins à Henri IV, et, depuis sa mort, elle faisait le malheur de la France. Bien supérieure à son mari en esprit et en talents, elle avait même une certaine élévation de courage

qui ne la rendait que plus dangereuse; pouvant tout, elle osait tout; sa hardiesse égalait son pouvoir.

Les grands du royaume ne pouvaient voir avec indifférence la toute-puissance de ces deux étrangers. Comme ils n'avaient encore perdu ni les moyens ni le goût de la révolte, ils avaient pris les armes pour obliger la reine à choisir des ministres plus dignes d'elle. Henri II, prince de Condé, qui aurait voulu gouverner l'état, s'était mis à la tête des mécontents. Marie les avait combattus par un grand déploiement de forces et par des négociations habilement conduites.

1614. Le traité de Sainte-Menehould, qui assurait des avantages aux principaux chefs des ennemis de la cour, avait paru apaiser les troubles.

1614. La majorité du roi et l'assemblée des États-Généraux du royaume n'avaient apporté aucun changement à l'état des choses. Le roi, majeur de nom, était resté de fait sous la tutelle de sa mère, gouvernée elle-même despotiquement par ses favoris. Les États-Généraux ne firent rien pour le bonheur du royaume; leur langage fut faible, leur marche incertaine, et leurs doléances demeurèrent sans effet. Depuis cette époque on ne les convoqua plus. Rarement ils avaient fait le bien; souvent ils avaient fait ou laissé faire

le mal ; mais leur existence seule était un principe de liberté, qui pouvait se développer au besoin, et devenir le moyen actif d'utiles réformes : malheureusement pour elle, la France n'y attachait pas assez de prix, et ils tombèrent en désuétude, sans qu'elle parût s'en apercevoir.

Bientôt après, la faveur toujours croissante des Concini fit renaître les troubles. Le prince de Condé, jaloux de leur crédit, reprit les armes, et fut encore calmé par le traité de Loudun. Mais Concini, ayant eu l'audace de le faire arrêter et d'éloigner les anciens ministres, précipita lui-même sa ruine. Ce fut un jeune homme, dont personne ne se défiait, qui le perdit. Luynes, attaché de bonne heure à Louis XIII en qualité de page de la chambre, avait gagné sa confiance par de petits talents agréables. C'était dans son sein que le roi versait les chagrins secrets que lui donnaient sa propre nullité et l'insolence des favoris de sa mère. Les succès de Luynes développèrent son ambition. Résolu de s'élever sur la ruine du maréchal d'Ancre, il inspira au roi un parti vigoureux. L'ordre fut donné à Vitri, capitaine des gardes, d'arrêter le maréchal ; il obéit, mais, dans le moment même où il demandait à Concini son épée,

ce malheureux fut tué par les gardes, sous prétexte de résistance. Le peuple assouvit sa haine sur son cadavre. On fit le procès à sa femme; 1617. ce procès la conduisit à l'échafaud. On lui prêta des crimes pour la perdre : elle était coupable, sans être criminelle aux yeux de la loi; cet arrêt couvrit ses juges de honte. Elle subit l'interrogatoire avec noblesse, et mourut avec fermeté.

Marie de Médicis, étonnée de l'audace des conseillers de son fils, effrayée du sort tragique de ses favoris, et traitée encore avec une déférence apparente, dévorait ses ressentiments et sa fureur. Luynes était tout-puissant. Louis n'avait fait que changer de maître; mais Luynes lui laissait du moins les dehors de la liberté, et n'était pas tout-à-fait indigne de sa fortune. Il ne manquait pas d'esprit, mais il manquait de lumières, de connaissances, d'activité, et ses talents n'étaient pas à l'unisson de sa place. Cependant il avait pour lui des formes agréables et nobles; il aimait sincèrement le roi, et il préférerait l'honneur à l'argent.

Louis XIII se croyait libre, et paraissait l'être, parce que Luynes était l'homme de son choix. Ce prince, qui fut malheureux toute sa vie faute de volonté, n'avait aucune des qualités brillantes

et aimables de son père; mais il n'était pas sans moyens, et il avait des vertus. La nature lui avait refusé l'imagination active et féconde du grand Henri; mais elle lui avait donné un esprit judicieux qui saisissait avec facilité, et jugeait sainement les idées des autres. Sa valeur ne jetait pas un éclat éblouissant; mais aussi souvent qu'on lui permit de paraître à la tête de ses troupes, il prouva qu'il ne craignait pas le danger, et savait lui opposer un courage froid et réfléchi. Son humeur sévère et triste contrastait avec le caractère enjoué de son père; mais elle était l'effet naturel d'un tempérament faible et des soupçons dont on avait environné sa jeunesse. On évita de lui inspirer de la gaieté, parce qu'elle est pour les princes le signe, et quelquefois le principe, d'une utile confiance en leurs propres forces, et ceux qui dirigèrent son éducation voulaient qu'il se défiât de lui-même, afin qu'il se reposât sur eux de toutes les affaires. Ce défaut fut l'unique cause de ses torts, de ses fautes et de son malheur. Il voyait bien, et il renonçait à ses propres lumières pour suivre celles des autres; il voulait agir, et il se condamnait lui-même à l'inaction. Impatient du joug et ne pouvant s'en passer, s'indignant en secret de sa faiblesse, sans avoir le courage

de rompre ses fers, tel fut Louis XIII pendant toute sa vie; tel il était déjà au moment de sa majorité.

Les dilapidations de Marie avaient appauvri l'état; les intrigues de la cour avaient distrait l'attention du gouvernement des objets utiles; cependant la France n'avait pas perdu ses forces; elle travaillait et s'enrichissait en silence : mais les grands n'avaient pas encore appris à respecter les lois qui leur déplaisaient, et à plier sous l'autorité du souverain, lors même qu'il paraissait en abuser. Les réformés, à qui les grands privilèges que l'édit de Nantes leur assurait pouvaient facilement servir d'armes offensives, formaient dans le royaume une espèce d'état à part, et leurs chefs étaient souvent intéressés à leur persuader qu'il fallait attaquer pour se défendre. L'esprit factieux des grands et l'indépendance des réformés nourrissaient les espérances des étrangers, qui travaillaient à combattre la France par la France elle-même. Marie de Médicis avait abandonné le système politique du grand Henri, qui voyait avec raison dans l'Autriche l'ennemie naturelle de la France. Un double mariage avait rapproché la maison d'Autriche de la maison de Bourbon. Louis XIII avait épousé Anne d'Autriche, fille de Philippe III,

roi d'Espagne, et le prince des Asturies s'était uni à une princesse du sang de France. A voir l'harmonie apparente des deux cours, on aurait dit que toutes les craintes et les défiances avaient cessé; et cependant les rapports des deux puissances n'avaient pas changé, et leurs intérêts étaient toujours opposés. C'était à Richelieu qu'il était réservé de ramener la France aux vrais principes. Armand du Plessis, alors évêque de Luçon, avait commencé sa fortune sous Corcini, et la continuait sous Luynes. Il travaillait sourdement à satisfaire sa vaste ambition, qui n'était que le besoin naturel d'un génie plus vaste encore. Mettant à parvenir au timon des affaires autant d'adresse que plus tard il mit d'audace à s'y maintenir, il se montrait alors aussi souple qu'il parut dans la suite inflexible et inébranlable.

L'Espagne n'avait pas profité, comme elle l'aurait dû, des grands changements que la mort de Henri avait amenés en France. Le danger qui la menaçait l'avait fait frémir; mais elle n'avait pris aucune mesure pour l'empêcher de renaître. Les talents, l'activité, l'énergie qui avaient caractérisé le règne de Charles-Quint et celui de son fils, paraissaient avoir abandonné pour toujours cette branche de la maison d'Autriche.

Elle n'offre plus de princes qui gouvernent par eux-mêmes, et sans avoir gagné de la sagesse et de la modération, elle ne présente plus de traces de cette vigueur qui, pendant un demi-siècle, avait étonné et effrayé l'Europe. Malgré l'épuisement des finances, la désorganisation de l'état, le défaut de génie et de caractère dans le souverain, les vastes projets et les hautes prétentions du cabinet espagnol subsistaient toujours. Ces idées ambitieuses et ces plans de monarchie universelle, plus que jamais chimériques, se perpétuaient par tradition. C'étaient autant de maximes fondamentales, qu'une espèce de respect superstitieux empêchait d'abandonner. L'Espagne était ruinée; mais elle avait conservé le ton et les habitudes d'une grande fortune; elle se berçait d'espérances qui appartenaient à sa grandeur passée. Faute de choisir un régime approprié à sa faiblesse, cet état s'affaiblissait de plus en plus, et, prenant l'effort pour la force, s'aveuglait sur les progrès de sa décadence.

1598 Philippe III, qui occupait le trône d'Espagne,
à
1621. ne ressemblait à son père que par une dévotion minutieuse, et par ce fanatisme persécuteur qui, pour conquérir le ciel, convertit la terre en désert. Ce prince ne voyait la grandeur que

dans l'étiquette, et confondait la représentation avec la dignité. Indolent et taciturne, il faisait consister la sagesse dans la gravité, et la politique dans le silence. Retiré dans le fond de son palais, inaccessible à tout le monde, il ne régnait que par des apparitions, et ne se montrait en public que pour honorer de sa présence les auto-da-fé. Dès son avènement au trône, il avait abandonné le royaume à François Gomez de Sandoval, marquis de Denia et duc de Lerme.

Ce ministre joignait à l'esprit d'un homme du monde, l'avidité d'un financier, la mollesse d'un épicurien, et rivalisait d'indolence avec son maître. Philippe lui abandonnait toutes les affaires, et le duc se reposait lui-même de tout sur Rodrigue de Calderone, son favori. Calderone était fils d'un pauvre soldat de Valladolid; de laquais du duc de Lerme, il était devenu comte d'Oliva, et marquis de Siete-Iglesias; il exerçait un empire absolu sur l'esprit du duc, et gouvernait despotiquement les Espagnols. On ne s'élève jamais d'une condition aussi obscure à une si haute fortune, sans avoir une certaine mesure de talents; Calderone en avait, mais il devait sa fortune aux défauts du duc, et peut-être à ses propres vices, beaucoup plus qu'à son esprit et à son activité. Bas et rampant envers son maître,

tre; il était fier avec les grands, insolent avec ses égaux, tyrannique envers ses inférieurs. Le duc de Lerme regardait l'état comme une ferme dont le produit devait alimenter son luxe, et qu'il avait chargé Calderone d'exploiter, en lui abandonnant des profits immenses. Calderone s'acquittait dignement de cette fonction. Il mettait tout son art à enlever aux particuliers, à titre d'impôts ou d'amendes, ce qui leur appartenait; et à vendre au plus offrant ce qui appartenait à l'état. Ces deux hommes régnaient en Espagne sans contrôle. Le conseil d'état, que Philippe II consultait toujours, sans suivre toujours ses conseils, avait été aboli par de Lerme, qui ne voulait être ni arrêté, ni éclairé, ni même observé de près dans ses opérations politiques. Le clergé et la noblesse faisaient quelquefois entendre aux États-Généraux de la nation des vérités hardies et fortes; bientôt on ne les convoqua plus, et l'on se contenta de demander l'avis du troisième ordre, plus docile et plus souple, parce qu'il était moins riche et moins éclairé. Les riches cargaisons des galions d'Amérique ne suffisaient pas aux dilapidations des ministres; l'impôt territorial fut haussé au point de frapper la terre de stérilité. L'Espagne souffrait de la décadence de l'agriculture et de la

population; et semblable à un malade exténué, qui croirait regagner ses forces en se faisant ouvrir les veines, Philippe ne prenant conseil que de sa superstition, et n'écoutant que les funestes conseils des archevêques de Tolède et de Valence, avait banni de ses états six cent mille ¹⁶⁰⁹ Morisques. Malgré l'oppression sous laquelle ils ^{et} ^{1610.} gémissaient, les Morisques, actifs et intelligents, cultivaient et embellissaient le pays. Ce fut une perte irréparable pour le royaume. Au dehors, l'Espagne avait perdu de sa considération et de sa puissance. Elle avait même été forcée de conclure une trêve de douze ans avec la république des Provinces-Unies, et de reconnaître leur indépendance. Mais les gouverneurs et les envoyés qui la représentaient dans les différentes parties de la monarchie, et dans les pays étrangers, étaient encore animés de l'esprit dominateur et inquiet de Philippe II. Ne pouvant plus parvenir à la domination universelle par le déploiement d'une grande puissance, ils étaient réduits à devenir des conspirateurs, et substituaient aux attaques ouvertes et aux négociations franches, des trames secrètes et des complots homicides.

L'Italie venait d'être le théâtre d'une de ces conspirations ourdies avec art, profondément

combinées, et long-temps couvertes d'un voile impénétrable; elle était encore étonnée de l'audace du projet, et partagée entre la surprise et l'effroi: L'Europe entière avait été indignée de cet attentat; l'Espagne en avait récompensé les auteurs. Trois hommes que rapprochaient le talent, le goût et même le besoin des entreprises hasardeuses, avides de la gloire qui suit trop souvent les succès de ce genre, et jaloux des récompenses que le cabinet espagnol accordait aux crimes qui lui étaient utiles, avaient uni leur génie, leurs ressources et leur activité pour détruire Venise, la plus ancienne et la plus illustre des républiques de l'Italie. Tous trois étaient revêtus d'un caractère public. Le marquis de Tolède était gouverneur de Milan; le duc d'Ossune, vice-roi de Naples; le marquis de Bedmar, ambassadeur d'Espagne à Venise. Leur plan était de mettre le feu à l'arsenal de Venise, et de profiter du désordre et de la confusion que cette catastrophe devait amener, pour s'emparer de la ville, et bouleverser l'état. Tolède devait faire avancer des troupes du côté du Milanais; d'Ossune avait promis d'envoyer une flotte dans la mer Adriatique, sous prétexte de punir les brigands qui l'infestaient; Bedmar avait employé les intrigues, l'argent, les promesses,

pour se former un parti dans Venise même; et gagner les ouvriers de l'arsenal. Il comptait sur les Bernabottes, la petite noblesse de Venise, toujours jalouse des patriciens riches et distingués; sur la noblesse de la terre-ferme, qui, exclue du gouvernement, était étrangère à l'esprit public, et devait désirer une révolution qui mettrait ses maîtres à son niveau; sur cette populace nombreuse qui, sans fortune et sans principes, n'attend, dans toutes les grandes villes, qu'un acheteur pour se vendre au crime. Les craintes et les espérances que Bedmar savait répandre habilement, l'étonnement et l'effroi que la première explosion devait faire naître, pouvaient promettre aux conspirateurs un succès complet. L'hôtel de l'ambassadeur était le foyer des complots; l'arsenal, le théâtre secret de leurs mouvements: tout était concerté, prévu, préparé; les rôles étaient distribués; la marche, le jour, l'heure même étaient fixés; la vigilance du conseil des dix était en défaut; Venise périssait. Peu d'heures avant la catastrophe, le remords parla dans l'ame d'un des conjurés; il révéla tous les détails du complot; le gouvernement répara sa sécurité par des mesures aussi sages que promptes et vigoureuses; la république fut sauvée.

Cette conjuration avait donné à l'Italie la mesure de l'audace et de l'ambition de l'Espagne ; mais au lieu de provoquer de justes vengeances, ce terrible exemple n'avait fait que glacer de terreur tous les esprits. Venise elle-même s'était vue dans la cruelle nécessité de dissimuler son ressentiment ; et le silence qu'elle garda fut si profond, qu'il répandit même quelques doutes sur la certitude de l'évènement.

L'Italie jouissait de la paix, mais c'était la paix de la servitude. Maîtresse du Milanais et de Naples, l'Espagne contenait dans la soumission le Nord et le Midi. Dans les états où elle ne dominait pas par la force, elle régnait par son crédit et par une influence toujours active. Les patriotes éclairés de l'Italie désiraient que la France y acquit de la considération et de l'ascendant, pour contre-balancer le pouvoir de l'Espagne ; mais ce moment n'était pas encore venu.

Paul V, qui occupait la chaire de Saint-Pierre, haïssait l'Espagne comme souverain ; mais sa haine était impuissante ; et, en qualité de pape, il ménageait cette puissance redoutable ; son intérêt lui dictait de ne pas se brouiller avec elle. Ce pays, dévoué à la religion catholique, était une mine de richesses pour le Saint-Siège.

La Toscane s'enrichissait par le commerce. Côme II qui gouvernait ce petit état, se livrait, à l'exemple des premiers Médicis, à des spéculations mercantiles, et, sous des noms empruntés, faisait de grandes affaires. C'était sous le sien qu'il protégeait les lettres, et même la philosophie. Pour assurer son existence politique, il tâchait de suppléer par l'adresse à la force qui lui manquait.

Les Gonzagues, qui régnaient à Mantoue, ainsi que les ducs de Parme et de Modène, n'étaient que des souverains titulaires : les vice-rois d'Espagne leur dictaient des ordres et dirigeaient toutes leurs démarches.

Charles - Emmanuel, duc de Savoie, avait perdu, par le traité de Lyon, la Bresse et le Bugey ; il avait été dédommagé de cette perte par l'acquisition du marquisat de Saluces. La Savoie travaillait sourdement à s'agrandir aux dépens de Gênes ; elle y excitait et fomentait des troubles dont elle espérait profiter. Gênes, jadis puissante, était réduite à prévenir ou à repousser les attaques d'un ennemi qu'elle avait longtemps méprisé.

Pendant que les états de l'Italie marchaient à leur décadence ; la république des Provinces-Unies, qui s'était déjà fortifiée au milieu des

orages, achevait de se consolider au sein de la paix. Elle avait forcé l'Espagne de signer son acte d'affranchissement. En vain Philippe II avait espéré recouvrer les Provinces-Unies pour sa maison, en faisant épouser à l'Archiduc Albert l'infante Isabelle, et en lui cédant les Pays-Bas. La nouvelle république était trop éclairée pour s'aveugler sur ses vrais intérêts; elle était trop puissante pour craindre l'issue de la guerre. Les talents d'Ambroise Spinola, qui combattait avec zèle pour l'Archiduc, avaient trouvé dans ceux de Maurice, héritier du pouvoir, du nom et de la gloire de Guillaume, un rival digne de lui, et plus d'une fois la fortune de la république triompha du génie et des efforts de l'habile Génois. L'Espagne avait senti le besoin de la paix, cependant elle n'avait voulu conclure qu'une trêve; mais la trêve signée par elle était une véritable paix. Le président Jeannin, qui
1609. négociait pour les Provinces-Unies au nom de la France, avait eu une grande influence sur ce traité. L'orgueil espagnol avait vu dans le terme de trêve un déguisement heureux de son impuissance, et la république comptait en profiter pour augmenter ses forces. Elle se réservait d'achever l'humiliation de son ennemi, quand elle aurait pris plus de consistance, et que les

événements auraient amené des circonstances favorables, qu'il n'était pas difficile de prévoir. Mais, tranquille et déjà respectée au-dehors ; la république était agitée par des troubles intérieurs. Les deux partis qui ont toujours existé dans toutes les républiques, s'étaient formés de bonne heure dans les Provinces-Unies. Tous deux voulaient le bonheur de la patrie ; tous deux comptaient d'excellents citoyens ; mais tous deux pouvaient fournir un masque et des armes à l'ambition. L'un craignait que l'autorité du gouvernement ne dégénérât en despotisme, l'autre que la liberté du peuple ne prît les caractères de la licence et de l'anarchie : le premier voulait que le pouvoir fût partagé et amovible, et que la part des États fût beaucoup plus grande que celle du Stadthouder ; le second, persuadé qu'il fallait concentrer et fixer les ressorts du gouvernement dans un petit nombre de mains, inclinait à augmenter la prérogative du prince. Maurice était naturellement le chef et l'âme du parti qui voyait le bonheur public dans le maintien et l'accroissement de son autorité ; Olden-Barneweldt, avocat de la province de Hollande, était regardé comme le chef de l'autre. Ce vertueux citoyen était républicain par ses mœurs et son caractère, encore plus que par

ses principes. Il ne séparait jamais la cause de la liberté, dans son cœur ni dans sa tête, de celle de l'ordre et de la justice; mais il se défiait de l'ambition et des grands talents de Maurice; il craignait les excès auquel la reconnaissance pouvait entraîner les Bataves. A un esprit lumineux, sage, profond, il joignait une grande expérience des affaires; un zèle infatigable pour son pays et une simplicité vraiment antique. Il avait blanchi dans des travaux utiles à l'état; sa vigilance inquiète avait veillé sur la république naissante; il avait conjuré les dangers extérieurs par sa fermeté dans les moments critiques et par l'art des négociations. C'était principalement à lui que les Hollandais devaient les avantages de la trêve, et tout nouvellement il avait engagé le roi d'Angleterre à leur rendre la Brille, Flessingue et Ramekens. Trente-trois années de services lui avaient acquis un crédit mérité. Dans le temps de l'administration de Leicester, il avait sauvé la république de son ambition, et il observait d'un œil éclairé celle de Maurice. Les deux partis, surveillants naturels l'un de l'autre, auraient entretenu dans l'état un esprit d'opposition salutaire, et, restant tranquilles, auraient servi la chose publique par leur défiance réciproque, sans les querelles théologi-

ques qui s'élevèrent dans ces Provinces. L'église protestante, par la liberté qui la caractérise, favorise la variété des opinions. Cette variété, qui entretient le mouvement des esprits, serait un bien pour l'espèce humaine, si les passions ne se hâtaient pas toujours de faire alliance avec les opinions utiles à leurs vues, et si la politique ne corrompait, par un alliage impur, les idées les plus saines. La Hollande en offrit un triste exemple. Deux sectes opposées étaient nées à l'université de Leyde. Jacques Arminius ^{1609.} avait mitigé les principes sévères et durs de Calvin sur la prédestination et la grâce; il croyait que l'usage que l'homme fait de sa liberté est la condition du salut et la raison des décrets divins. François Gomar soutenait les principes de Calvin dans toute leur rigueur; pour sauver la liberté de Dieu, il anéantissait celle de l'homme. Ces questions, qui tiennent à tout ce que la métaphysique a de plus subtil, n'auraient jamais dû être agitées par le commun des esprits; des écoles où elles avaient pris naissance, elles passèrent dans toutes les familles; bientôt la Hollande fut divisée d'opinion sur des objets incompréhensibles pour la plupart des hommes, obscurs pour tous. Les noms de secte achevèrent de tout perdre; on ne vit

plus que des Gomaristes et des Arminiens. Olden Barneweldt trouvait les idées d'Arminius plus simples et plus saines que celles de Gomar, parce qu'elles étaient conformes au sens intime et à la dignité de la nature morale de l'homme. Maurice redoutait l'ascendant de Barneweldt, et le haïssait comme l'ennemi secret de sa personne et de sa maison. Il suffisait que Barneweldt épousât le parti d'Arminius, pour que le prince d'Orange se déclarât en faveur de Gomar. Les deux partis se prouvaient plus fortement l'un contre l'autre, et les chaires retentissant d'injures et de déclamations violentes, on crut que le vrai moyen de terminer cette lutte scandaleuse serait de porter le procès devant un synode national. Les arminiens, plus doux, plus tolérants et plus faibles que leurs adversaires, avaient eux-mêmes demandé que la cause de leurs opinions fût jugée. Barneweldt et les États de Hollande, qu'il dirigeait de concert avec le savant et profond Grotius, étaient contraires à la convocation d'un synode. A leurs yeux, la décision d'une assemblée de ce genre ne prouvait ni pour ni contre la vérité d'un principe; ses arrêts ne pouvaient avoir force de loi, car les lois ne doivent porter que sur les actions, et les opinions ne sont pas de leur ressort; d'ail-

leurs, il était facile de prévoir que les arminiens seraient condamnés à ce synode, et leur tolérance convenait mieux à une république commerçante que l'intolérance de leurs adversaires; enfin, les États de Hollande croyaient que chaque province n'avait besoin de prendre conseil que d'elle-même dans tout ce qui regardait la religion. Pour appuyer leur résistance et faire régner l'ordre dans les villes que les gomaristes troublaient par leur violence, les États de Hollande levèrent des troupes, sans le concours de Maurice, capitaine-général de la république. Ce fut le signal des vengeances. Le prince, blessé de cette atteinte portée à son pouvoir, excité par les gomaristes à des mesures hardies, sûr de la protection de ce parti nombreux et puissant, saisit cette occasion de satisfaire sa haine contre Olden Barneweldt, à qui il ne pardonnait pas d'avoir hâté la conclusion de la trêve avec l'Espagne. Ce respectable vieillard fut arrêté avec Hogerbeets, Grotius et Ledenberg, ses partisans déclarés. Maurice voulait le perdre; pour y réussir, il se mit au-dessus de toutes les lois. L'arrestation se fit sans la permission des États-généraux; et l'on n'eut aucun égard aux représentations fortes et motivées des États de Hollande. Le fanatisme des gomaristes se prêtait

à toutes les démarches illégales du prince, ou les sanctionnait après qu'il se les était permises. Les États-généraux approuvèrent ce qui s'était fait; on écartera des États de Hollande et des magistratures des villes tous les arminiens; on leur substitua des gomaristes, et les corps, qui avaient généreusement protesté contre le despotisme de Maurice, ne firent plus entendre que des applaudissements. Encouragé par ces succès, le prince fait instruire le procès de Barneweldt et de ses amis. La plupart de leurs juges étaient leurs ennemis déclarés; c'étaient des fanatiques qui se croyaient tout permis pour assurer le triomphe de leur cause, ou de ces êtres faibles et lâches, toujours vendus au pouvoir qui les paie ou les intimide. Dans l'impossibilité de trouver même des torts à ces illustres citoyens, on leur imputa des crimes; on accusa Barneweldt d'avoir trahi la patrie qui lui devait son existence. L'envoyé de France, du Maurier, et la princesse douairière d'Orange, voulant épargner à Maurice et à la république un éternel sujet de honte et de regret, élevèrent leur voix en faveur de Barneweldt; son âge, ses vertus, ses longs et immortels services parlaient pour lui avec une force à laquelle on ne pouvait rien ajouter; tout fut inutile. Son épouse

et ses enfants demandèrent à grands cris qu'on lui rendit justice, et elle lui fut refusée; mais dignes d'apparteur à ce grand homme par leur noble fierté, ils ne voulurent pas le déshonorer ni se déshonorer eux-mêmes en demandant sa grace, qu'ils auraient peut-être obtenue de l'orgueil de Maurice. A l'âge de soixante-douze ans, 1619. Barneweldt porta sur l'échafaud sa tête blanchie dans des travaux honorables. Tout en protestant de son innocence, il abandonna sans peine à la fureur de ses ennemis les restes d'une vie que la nature devait bientôt terminer, et son dernier soupir fut un vœu pour cette patrie ingrate qui récompensait par le supplice trente-trois ans de dévouement. Hogerbeets et Grotius furent condamnés à une prison perpétuelle; Ledenberg, effrayé de la torture dont on le menaçait, s'était lui-même donné la mort. Le synode de Dordrecht condamna les arminiens, et l'on sévit contre eux dans toutes les provinces.

Au milieu de ces scènes tragiques dont, pour la gloire de Maurice et l'honneur de l'humanité, on voudrait pouvoir effacer le souvenir, l'industrie et le commerce de la république faisaient des progrès continuels, et se développaient avec une rapidité prodigieuse. Le pavillon hollandais se montrait sur toutes les mers;

douze cents vaisseaux marchands portaient dans les ports de la Hollande les productions du monde connu; et les faisaient circuler dans toute l'Europe. Ces richesses permettaient aux Provinces-Unies d'entretenir trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. Leurs places étaient fortifiées avec art, leurs camps regardés comme l'école de la valeur, et la jeune noblesse d'une grande partie de l'Europe s'empressait à venir apprendre la guerre sous les ordres du prince Maurice et de son frère Frédéric-Henri.

L'Angleterre ne conservait plus en Europe la haute considération dont elle avait joui sous le règne d'Élisabeth. Le caractère personnel de Jacques et le système politique qu'il avait suivi depuis son avènement au trône, la lui avaient
 1603. fait perdre. Ce prince avait été proclamé roi, par le parlement, aussitôt après la mort d'Élisabeth, qui le désigna pour son successeur. Jacques, fils de Marie Stuart et de Darnley, n'avait aucune des qualités aimables et brillantes de sa mère. Son esprit n'était pas dépourvu de sagacité, mais il manquait de justesse et d'étendue. Plus instruit que ne le sont la plupart des souverains, il l'était sur des objets étrangers à son état, et s'occupait beaucoup de théologie. Dans

le choix de ses études et par l'étalage qu'il faisait de son savoir, il montrait une pédanterie ridicule. Passionné pour la chasse et pour tous les genres de spectacles, il avait de la gaieté sans noblesse, et ne savait pas être populaire avec dignité. Sa timidité le faisait répugner à toutes les entreprises difficiles ou d'un succès douteux. Trop faible ou trop indolent pour gouverner par lui-même, il avait cependant, sur l'origine et la nature de l'autorité royale, les idées les plus exagérées et les plus contraires à l'esprit du siècle. Embarrassé même de la mesure de pouvoir que les lois lui assuraient, il s'imaginait qu'un pouvoir illimité serait seul à l'unisson de ses talents, de sa dignité et de ses devoirs. Les Écossais l'aimaient sans l'estimer et sans le craindre; les Anglais, le comparant avec Élisabeth, le jugeaient peu propre à soutenir la gloire de la nation, et ne voyaient en lui qu'un esprit étroit et une âme commune.

Son avènement au trône avait réuni deux puissances long-temps rivales et ennemies naturelles l'une de l'autre. Dans la joie qu'avait l'Écosse de donner un roi à l'Angleterre, elle oubliait qu'elle-même allait jouer un rôle secondaire, et de son côté la réunion entière des deux royaumes n'aurait peut-être pas rencontré

de difficultés insurmontables. Mais l'Angleterre n'était pas encore assez éclairée sur ses vrais intérêts, pour exécuter un projet dicté par la saine politique. D'ailleurs l'organisation de l'Église en Écosse et les principes religieux des Écossais s'opposaient à l'union des deux peuples. Les différentes sectes se prononçaient alors avec plus de force. Quoique Jacques eût été élevé dans les maximes rigides des presbytériens, il protégeait la hiérarchie anglicane, par goût, encore plus que par devoir. Il croyait y trouver un des plus fermes appuis du pouvoir royal, tandis que la doctrine des presbytériens lui paraissait le menacer. Cette dernière avait fait de grands progrès en Angleterre, et même elle y avait pris un caractère alarmant pour l'ordre et la liberté publique. Les puritains commençaient à devenir dangereux, et se plaignaient hautement de Jacques. De leur côté, les catholiques, qui s'étaient flattés que le fils d'une reine catholique replacerait leur religion sur le trône, s'irritaient de voir que Jacques eût trompé leurs espérances. Dans leur fanatisme aveugle et cruel, persuadés que le but légitime les moyens, excités secrètement par les jésuites, agents du pape et de l'Espagne, ils formaient des conjurations toujours renaissantes contre le

gouvernement. La plus terrible de toutes avait été la *conjuraison des poudres*. On ne voulait rien moins que faire périr le roi, la famille royale, la cour et les deux chambres assemblées. Jamais peut-être le fanatisme ne s'était montré plus atroce, plus réfléchi, plus inaccessible aux remords. Mais une lettre obscure, écrite par l'un des conjurés à un pair du royaume, qui devait être épargné, et la sagacité de Jacques à l'interpréter, sauvèrent l'Angleterre.

Malgré les complots homicides des catholiques et les preuves multipliées de leurs intelligences avec l'Espagne, Jacques avait non-seulement fait la paix avec cette puissance, mais il paraissait encore vouloir former avec elle des relations plus intimes. Soit politique, soit jalousie, il n'inclinait pas pour la France. L'adresse et l'éloquence de Sully l'avaient gagné en apparence aux grands projets de Henri IV, mais il ne les aurait probablement jamais appuyés. La Hollande, dont l'Angleterre regardait la prospérité et la puissance comme son ouvrage, n'intéressait Jacques que faiblement. Infidèle au système politique qu'Élisabeth avait suivi avec tant de gloire, il voulait conserver la paix à tout prix, fût-ce aux dépens de la considération et de l'honneur national, parce qu'il ne savait pas

faire la guerre, et qu'en général il était peu fait pour paraître avec éclat dans des circonstances critiques. Les Anglais, passionnés pour les entreprises hasardeuses, ennemis de l'Espagne par religion encore plus que par politique, et qui de tout temps ont préféré les dangers de la gloire et l'activité de la puissance à la nullité d'une existence précaire et obscure, murmuraient contre la pusillanimité de Jacques, et ne déguisaient pas leur mépris pour sa personne.

Cependant on lui doit la justice de dire qu'il employait les loisirs de la paix à des travaux utiles. L'Irlande, toujours inquiète, agitée et étrangère aux bienfaits de la civilisation, avait vu naître dans son sein une organisation judiciaire qui garantissait la liberté civile des individus de toutes les classes. Des lois écrites avaient été substituées à des coutumes arbitraires et vagues. La navigation avait été encouragée. Le gouvernement favorisait les nouveaux établissements dans l'Amérique septentrionale et les Antilles. Ces colonies produisaient de nouvelles valeurs, et ouvraient un vaste marché aux manufactures anglaises. Dans ce temps, les entreprises de ce genre étaient ordinairement formées par de simples particuliers actifs et hardis, qui ne demandaient au souverain que la

permission d'entreprendre; on abandonnait à peu près à eux-mêmes ces établissemens, qui devaient être un jour le principe de la richesse de l'Angleterre, et ils n'en prospéraient que mieux. Élisabeth avait laissé subsister ou même créé des monopoles de commerce; elle voulait encourager le génie des spéculateurs par l'appât d'un grand profit. A cette époque les monopoles arrêtaient l'essor de l'activité, et entravaient l'industrie; Jacques tâcha de les abolir.

Pendant que ces travaux pacifiques et utiles tendaient à lui réconcilier sa nation, ses favoris le perdaient dans l'esprit du peuple. Il les choisissait sans discernement, leur prodiguait les honneurs, ignorant ou pardonnant les abus révoltants qu'ils faisaient de leur pouvoir. Robert Carr, qu'il avait créé comte de Sommerset, et 1611. qui le gouvernait en maître, n'avait dû sa fortune qu'à une figure agréable et à des manières séduisantes. Ses liaisons scandaleuses avec la comtesse d'Essex, l'empoisonnement de Thomas Owerbury, qui avait été son guide, son ami, et qui n'avait eu d'autre tort que de combattre sa coupable passion, son mariage amené par le divorce d'Essex, avaient rendu Sommerset odieux à toute la nation. Jacques lui-même avait à la fin ouvert les yeux sur l'indigne conduite

de son favori. Le peuple demandait sa mort, mais le roi s'était contenté de l'éloigner de la cour. Le mépris public et le remords avaient fait justice de ce scélérat; et il était mort à charge à lui-même et aux autres, odieux à son
1615. odieuse épouse. Georges Villiers, simple gentilhomme, dans la fleur de l'âge et de la beauté, l'avait remplacé dans le cœur et dans la confiance de Jacques; et bientôt, au titre de duc de Buckingham, il avait réuni les plus hautes dignités et les places les plus importantes de l'état. Buckingham avait plus d'esprit; plus d'instruction et, surtout, plus d'activité que Somerset. A l'amour de l'or et du pouvoir il joignait des vellétés de réputation qui l'arrachaient momentanément aux plaisirs et à la mollesse. D'ailleurs, passionné pour la représentation, magnifique, superbe, prodigue des revenus de l'état et des siens, confondant la hauteur avec la fierté, l'éclat avec la gloire, il accablait son maître du poids de ses prétentions, et portait, jusque dans ses relations avec les femmes, des besoins de vanité incompatibles avec l'amour. Ses dépenses insensées, épuisant les ressources du trésor public, mettaient Jacques dans la nécessité d'avoir recours aux parlements. Les parlements, moins dociles que sous le règne de


Henri VIII et de ses successeurs, profitaient de la pénurie du roi pour attaquer sa prérogative et augmenter leur pouvoir. Jacques et Buckingham opposaient la hauteur et la violence à un langage qui était appuyé sur l'esprit du temps, et ils irritaient, par une résistance maladroite, ceux qu'ils auraient pu gagner ou apaiser par une marche ferme et sage. La conduite du gouvernement ne lui conciliait pas l'estime du peuple. On venait de rendre aux Hollandais les villes de la Brille, de Flessingue, de Bamekens, qu'ils avaient engagées à l'Angleterre, et qui étaient pour elle d'une grande importance. Cette politique était plus généreuse qu'habile, ou plutôt elle était simplement l'effet de la vénalité du favori de Jacques. L'avidité de Buckingham lui avait fait proposer cette mesure au roi, qui l'avait adoptée avec sa complaisance ordinaire. La mort de sir Walter Raleigh, qui périt sur l'échafaud avec le même courage qu'il avait montré dans les combats, acheva de perdre le roi et son ministre dans l'opinion publique. Raleigh avait une de ces imaginations vastes, fortes, ardentes, qui aiment de préférence les projets extraordinaires, enfantent des combinaisons romanesques, et prennent facilement des désirs pour des espérances. Des ames de cette trempe

sont toujours le foyer de passions violentes, et vivent dans une agitation continuelle. Raleigh était ambitieux, mais de cette ambition indifférente aux places et aux titres, qui ne veut que les jouissances de l'activité, le travail et la gloire. Les hommes de ce caractère sont quelquefois de grands hommes, mais souvent aussi des hommes dangereux. Ils se jouent de la vie des autres comme de la leur. Les conspirations, les découvertes lointaines, les révolutions politiques, la création ou la ruine des états, sont les seuls objets à l'unisson de leur activité dévorante. Raleigh, navigateur audacieux, marin habile, guerrier intrépide, s'était distingué sous le règne d'Élisabeth, dans la guerre contre l'Espagne, par des actions d'éclat. Sous le règne de Jacques, il avait été accusé de projets contraires à la tranquillité publique. Faute de preuves, on n'avait pu le condamner ; mais, les présomptions ayant été trop fortes pour l'absoudre, il avait été privé de la liberté. Dans sa prison, le loisir et l'ennui lui avaient fait entreprendre des travaux littéraires. Son esprit impatient du repos, avait formé le projet d'écrire une histoire universelle. Ces occupations paisibles ne suffisaient pas à son ame de feu. Afin de sortir de captivité, il conçut le projet de créer des éta-

blissemens nouveaux sur les côtes de la Guyane. Le plan fut agréé par le gouvernement, et Raleigh, qu'on désirait élargir et éloigner de l'Angleterre, avait été chargé de l'exécuter. Ayant mal réussi dans cette entreprise, il avait attaqué les possessions de l'Espagne. Cette violation du droit des gens était un délit grave, et devait perdre Raleigh, dans un temps où l'Angleterre caressait l'Espagne, et où Buckingham, au mépris de la politique, voulait faire épouser une infante au prince de Galles. On fit le procès à l'audacieux Raleigh, qui paya de sa tête sa témérité; sa mort fut pleurée par l'Angleterre, que la religion et la politique animaient contre l'Espagne, et qui n'avait vu dans le supplice de cet homme extraordinaire, qu'une nouvelle preuve de la haine du gouvernement contre lui, et de la basse complaisance du ministère pour le cabinet de Madrid.

Ainsi l'Angleterre, sans perdre de sa puissance réelle, avait perdu de sa puissance d'opinion, en suivant un faux système politique et en s'attachant à son ennemie naturelle. Elle était plus riche qu'elle ne l'avait été sous Élisabeth; mais sa marche timide et incertaine trahissait un défaut de confiance, et rendait ses

ressources inutiles. La hardiesse des principes et le mécontentement général y préparaient des événements qui devaient lui ôter, pendant un long espace de temps, toute influence extérieure.



CHAPITRE XXVII.

Continuation du même sujet. État du Nord jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La Suède. Le Danemarck. La Pologne. La Prusse. La Russie. L'Allemagne.

LE Nord était encore séparé du reste de l'Europe; étranger à la politique du Midi et aux intérêts qui l'agitaient, il n'avait pas participé à son développement et à sa culture. Aucune des puissances qui le composent n'était assez grande pour inspirer de la jalousie, ni assez éclairée pour en ressentir; aucune ne pensait à des projets d'agression qui auraient obligé les autres à préparer leurs moyens de défense. N'ayant pas éprouvé de changements dans leurs forces absolues, leurs forces relatives étaient restées les mêmes. Elles ne se contre-balançaient pas l'une l'autre; elles se trouvaient toutes à peu près dans la même impuissance; mais déjà se préparaient les événements qui devaient les faire sortir de leur obscurité; un seul homme recelait dans son génie les moyens de puissance

qui devaient changer le système politique de l'Europe.

La Suède avait perdu depuis long-temps le créateur de son indépendance et de ses lois.

1560. Gustave Wasa était descendu dans le tombeau , avec des souvenirs glorieux , mais avec des craintes légitimes sur l'avenir de son royaume. Il avait laissé trois fils , Eric , Jean et Charles. Eric , d'un caractère ardent et sombre , d'un tempérament fougueux , était emporté dans ses désirs , imprudent dans sa conduite. Jean , faible et ambitieux , dissimulé et faux , était également incapable de s'élever au pouvoir par des moyens généreux , et de l'employer avec modération. Charles , le cadet , joignait à une tête active et forte , une volonté plus forte encore ; avide de pouvoir , il avait assez de génie pour faire un bel usage de l'autorité ; inflexible et souple tour à tour , tantôt il préférait les partis prononcés aux mesures adroites ; tantôt il savait employer à propos et avec succès la ruse et l'artifice.

1560 à 1567. Eric XIV n'avait régné que huit ans , et il avait signalé son règne par des inconséquences multipliées et des violences révoltantes. Assez heureux pour ajouter l'Esthonie à la Suède , il n'avait dû cette conquête qu'aux troubles de la Livonie. Après avoir brigué la main d'Élisabeth ,

il s'était marié avec la fille d'un caporal, nommée Catherine Mouck. Jean, son frère, avait épousé une princesse catholique, la fille de Sigismond-Auguste, le dernier des Jagellons. Éric le soupçonna (et ses soupçons n'étaient pas destitués de fondement), d'avoir concerté sa ruine avec les Polonais, et de conspirer contre lui. Jean fut arrêté, jugé et condamné à mort; son frère lui fit grace de la vie; ce fut ce qui perdit le malheureux Éric. Son humeur sombre, défiante et cruelle tenait à un vice de constitution qu'il avait apporté en naissant; cette maladie fit, à la suite de cette conspiration, des progrès rapides et alarmants, et cet infortuné prince tomba dans une véritable démence. Aliéné et même furieux, il n'épargnait personne. Jean et Charles, ses frères, soutenus par la première noblesse du royaume, se saisirent de lui, et l'enfermèrent dans le château de Gripsholm, où, après avoir promené pendant plusieurs années sa mélancolique existence, il mourut empoisonné. Jean fut proclamé roi. Pendant un règne de vingt-quatre ans, il ne sut gagner ni l'amour de ses sujets, ni la confiance et la considération de ses voisins. Son attachement secret pour la religion catholique, et son penchant à se mettre au-dessus des lois, donnèrent

des appréhensions légitimes aux Suédois, également attachés à leurs lois et à leur culte; mais son caractère incertain et timide le rendit peu dangereux. Sigismond, son fils, avait été élu
1587. roi de Pologne. En acquérant une couronne élective, il perdit un trône héréditaire. A la
1592. mort de son père, il montra aux Suédois du mépris pour les lois du royaume, un zèle maladroit et imprudent pour la religion catholique, et le dessein de résider en Pologne et de traiter la Suède en province.

Charles, son oncle, qui savait ce qu'on pouvait attendre et espérer du caractère national, dans des circonstances pareilles, et qui formait depuis long-temps des plans ambitieux, observait les fautes de son neveu, les envenimait avec art, et en profitait habilement. Deux partis divisaient la Suède : l'un, composé des grandes familles, avait vu avec plaisir que le souverain résidât en Pologne; il espérait régner en son absence, et établir l'aristocratie sur les ruines de l'autorité monarchique : l'autre, formé de la masse du peuple, jaloux de sa constitution politique et religieuse, redoutait les atteintes dont Sigismond le menaçait. Son orgueil supportait impatiemment l'idée de se voir préférer une autre nation, et il craignait le retour des

temps d'avilissement et d'anarchie, tristes fruits de l'union de Calmar. Charles s'était attaché à ce parti, dont les intentions étaient droites, mais qui était moins éclairé que l'autre, et plus fait pour se laisser entraîner par ses passions que pour calculer ses démarches; on pouvait échauffer ces esprits, et les mener avec plus de facilité. Ce fut à leur instigation, ou plutôt dans l'espérance de les calmer, que Sigismond nomma Charles administrateur du royaume pendant son absence, et hasarda de remettre son pouvoir entre les mains de son plus cruel ennemi. L'habile Charles suivit une marche lente et sage, et ne perdant jamais de vue son but, il s'en approcha insensiblement. A la fin, Sigismond, éclairé sur l'étendue du danger qui le menaçait, résolut d'employer la force pour régner sans contrôle, et de se défaire d'un tuteur incommode. Battu à Stangebrö, il fut obligé de se soumettre, 1598. à la diète de Linköeping, aux conditions les plus dures. Quatre sénateurs qui avaient épousé sa cause avec trop de chaleur, furent envoyés à l'échafaud par l'ambitieux Charles, qui, depuis cette époque, régna sans porter le titre de roi. Sigismond courut cacher en Pologne sa honte et son impuissante fureur. Trois ans s'écoulèrent avant que Charles osât s'asseoir sur le trône et

prendre le sceptre. Il voulait avoir le temps de gagner la noblesse jalouse de son pouvoir, ou lui donner l'habitude de l'obéissance, et la préparer à son élévation. A la fin, il fit le pas décisif; la diète de Norkoepping fixa la couronne dans sa maison; et après douze ans de travaux, de dangers et de persévérance, il se vit au terme de ses vœux.

1605. La guerre était inévitable. Les Polonais soutenaient Sigismond, et battirent les Suédois à Kirkholm, en Livonie; mais la noblesse de Pologne connaissait trop ses intérêts, et aimait trop la liberté, pour désirer que Sigismond triomphât de son rival, et rétablît sa puissance en Suède. Ils voulaient sauver leur honneur en donnant des secours à leur roi, et en même temps assurer leur indépendance; ils négligèrent leurs avantages, et firent la guerre mollement. Bientôt après, les affaires politiques du Nord se compliquèrent, et la Suède eut à combattre les Russes, qui rejetaient le prince qu'elle voulait placer sur le trône des tzars, et les Danois, dont le souverain haïssait personnellement Charles IX, et craignait l'ascendant de la Suède dans le Nord. Charles, en mourant, laissa ces trois guerres à son fils; mais ce fils était un grand homme, et ces guerres furent pour lui

1611.

l'école de la valeur, de l'héroïsme et de la politique. Gustave-Adolphe n'avait que dix-huit ans quand il succéda à son père; mais c'était un de ces génies rares, qui ne connaissent point d'enfance, étonnent par leur maturité précoce, portent en même temps des fleurs et des fruits, et devinent tout ce qu'ils ignorent. Ses qualités brillantes et ses défauts même étaient à l'unisson des besoins de sa nation, qui aimait l'enthousiasme et la gloire comme d'autres peuples aiment le repos. Nous verrons Gustave-Adolphe paraître sur un plus grand théâtre, tirer ses braves Suédois de leur obscurité, placer, par la force de son talent, la Suède au premier rang des puissances, et la servir selon son goût, en l'illustrant, sans l'enrichir.

Le Danemarck se reposait de ses agitations, et réparait, sous l'administration paternelle de Chrétien IV, les maux que lui avaient causés la religion et la politique. Peu de princes ont eu à un degré aussi éminent le goût des choses utiles. Il était plus fait pour les travaux paisibles du gouvernement que pour les entreprises hasardeuses et brillantes. Cependant il avait obtenu des succès dans la guerre, faite aux Suédois par politique encore plus que par passion; la conquête de Calmar avait été le fruit de son

habileté; il avait conclu avec Gustave-Adolphe, à Siöröd, une paix avantageuse au Danemarck. Cette puissance possédait encore la Scanie, la Blekingie et le fief de Bahus.

Sigismond III. occupait le trône de Pologne; il le devait aux talents et au zèle du grand-chancelier Zamoïski. Ce trône, en devenant électif, avait perdu de son éclat et de sa stabilité; la haute noblesse de la république se croyait libre, parce qu'elle était libre de se vendre, de fouler le peuple et de résister au prince; l'autorité du roi n'était pas assez forte pour assurer le règne des lois, et plus son pouvoir légal était faible et restreint, plus il était tenté de l'accroître par des mesures illégales. De là, des plaintes continuelles de la nation, et de justes récriminations de la part du prince. Les nobles reprochaient à Sigismond ses infractions nombreuses au contrat solennel et sacré qu'il avait fait avec la république en prenant le sceptre. Sigismond avait été repoussé par les Suédois. La perte de la couronne de Suède donnait aux mécontents plus de hardiesse, et à leurs reproches plus d'amertume. A la mort de Zamoïski, une confédération générale s'était formée contre Sigismond. Après deux ans de troubles, où pour éviter le despotisme on orga-

nisait l'anarchie, le roi avait été obligé de souscrire aux dures conditions que lui avaient imposées les grands, et de promettre plus de modération. Mais pour occuper au dehors l'activité inquiète des Polonais, avides de mouvement et de gloire, il fomentait les troubles que l'extinction de la maison régnante avait amenés en Russie, et ce fut de la Pologne que sortirent les aventuriers qui, sous de faux noms, agitèrent la Moscovie, et la remplirent de leurs crimes.

La Russie s'était long-temps débattue au milieu des horribles convulsions de la guerre civile et de la guerre extérieure. Depuis la mort de Boris Goudounow, qui était devenu maître 1605. de l'empire en se débarrassant par le poison du tzar Fédor, dont il avait épousé la sœur, et du jeune Démétrius, son frère, par un assassinat, la Russie était déchirée par les étrangers, et par ses propres enfants; et dans la lutte sanglante dont elle fut le théâtre et l'objet, elle paraissait destinée à devenir le partage et le prix du plus scélérat des concurrents. Soit que le prince Démétrius eût échappé à ses meurtriers, soit que des ressemblances imparfaites égarassent le peuple ignorant et fanatique, le trône des tzars fut successivement occupé par des hommes auda-

cieux qui, sous le nom de Démétrius, assouvirent leurs passions aux dépens des malheureux Moscovites. Chez une nation où il n'y avait point de lois politiques fixes et respectées, où les habitudes aveugles qui en tenaient lieu étaient rompues par les événements, où l'opinion publique était muette ou nulle, où le peuple ne connaissait qu'une obéissance passive, et les grands n'avaient d'autre activité que celle des passions, les révolutions devaient être fréquentes et cruelles. Chaque nouvel usurpateur s'était légitimé en versant le sang de ses sujets; la force l'avait élevé; l'abus de la force le faisait redouter, jusqu'à ce qu'une force supérieure à la sienne, et non moins oppressive, l'étendit aux pieds de ce trône souillé de meurtres. Lasse de tant d'horreurs, une partie de la nation avait offert la couronne aux princes voisins, qui refusèrent le dangereux honneur de lui donner des lois, ou firent un triste et court essai du pouvoir, et furent chassés par le parti véritablement patriote, qui ne voulait pas obéir à un étranger. Après quinze ans de troubles et de malheurs, ce parti triompha; le bon génie de cet empire, réservé pour de grandes choses, fit tomber le choix de
1613. la nation sur Michel-Fédorowitz Romanoff, allié à la dynastie qui venait de s'éteindre. Ce prince,

d'un esprit sage et d'un caractère humain, tâcha de fermer les plaies de l'état; et, par son mariage avec la vertueuse Eudoxie, il prépara la gloire d'un empire qui devait se former plus tard que les autres, profiter de leurs travaux, et, en sortant de son obscurité, partager le monde entre l'étonnement, l'admiration et l'effroi.

Au commencement de ce siècle, on se doutait aussi peu de ses destinées futures, que de celles de la Prusse. Ce duché avait passé à la branche de la maison de Hohenzollern, qui occupait le trône électoral de Brandebourg. Déjà, sous le règne de l'électeur Joachim II, il avait été décidé, par les négociations habiles du chancelier Distelmaier, que la Prusse orientale retomberait à la maison électorale; à l'extinction des descendants mâles d'Albert de Brandebourg, qui avait enlevé cette province à l'Ordre Teutonique. L'électeur Jean-Sigismond s'était encore assuré cette importante succession par son mariage avec Anne, fille d'Albert-Frédéric, duc de Prusse. Ce prince, faible d'esprit, végétait depuis longtemps dans un état d'imbécillité qui le mettait hors d'état de se gouverner lui-même, bien plus encore de gouverner ses états; son gendre avait été chargé de la régence. A sa mort, Sigismond

avait pris possession de la Prusse, avec l'agrément de la république de Pologne, qui lui en 1618. avait accordé l'investiture. Il était mort peu de temps après avoir fait cette acquisition, si décisive pour la grandeur de sa maison; George-Guillaume, son fils, lui avait succédé. Ce prince, capable de prévoir les dangers, mais non de les prévenir ou de les surmonter, parvenait au trône dans des circonstances critiques, où la force terrible des choses et des événements ne pouvait être maîtrisée que par des ames fortes, et il avait une ame faible. Se défiant de lui-même, et ne se défiant pas des conseillers perfides qui l'environnaient, prenant l'inaction pour le repos et la timidité pour la prudence, son caractère devait faire son malheur et celui de ses sujets. Jusqu'à son règne, le Brandebourg avait pris des accroissements lents et sûrs; à cette époque, tout devait être détruit pour renaître sous des formes brillantes, et la fortune de l'état devait rétrograder pour prendre un vol aussi rapide que soutenu. Aucun état n'a eu de plus grandes obligations aux qualités personnelles de ses souverains, qui ont été presque tous des hommes sages et énergiques, et dont quelques-uns ont été des hommes prodigieux. On peut dire à la lettre que la fortune de la

Prusse a été la fortune de la maison régnante ; elle a dû beaucoup aux circonstances , mais elle a toujours eu l'art de les attendre , ou de les faire naître , et le talent d'en profiter. Cette dynastie des Hohenzollern , qui de Souabe a passé en Franconie , pour prendre de là son essor vers le trône , offre une empreinte de vigueur d'esprit et de force de volonté qui la distinguent de toutes les autres maisons souveraines. Depuis Frédéric I^{er} qui , en acquérant la Marche , avait fait preuve d'ordre , d'économie et de sagesse , jusqu'à George - Guillaume , ils ont tous présenté , à un degré inégal , ces traits caractéristiques :

A cette époque tout annonçait non-seulement à la Prusse , mais à l'Allemagne entière , les plus grands malheurs. Cette belle contrée de l'Europe , fertile , riche , habitée par un peuple mâle , patient et actif , souffrait des vices de sa constitution , et d'une fermentation religieuse qui devait , tôt ou tard , amener les plus terribles catastrophes. Les princes qui avaient acquis la souveraineté ne voyaient dans l'empereur qu'un chef titulaire , qu'ils observaient d'un œil jaloux , dont ils redoutaient la grandeur , et auquel ils ne savaient pas obéir. Ils choisissaient les chefs de l'empire dans la branche allemande de la

maison d'Autriche, parce qu'ils craignaient les Turcs, et que la Hongrie était regardée comme le boulevard de l'Allemagne. Depuis Charles-Quint, qui avait vu échouer ses projets ambitieux contre le génie et l'activité de Maurice, les empereurs qui avaient occupé le trône impérial n'avaient rien entrepris contre la liberté de l'Allemagne; les uns par une sage politique, d'autres par indolence, d'autres encore par im-

1555. puissance. L'Allemagne avait dû à Ferdinand I la paix de religion, et, fidèle à ses maximes pacifiques, il avait su calmer les esprits échauffés, contenir tous les partis, et faire croire à son impartialité. Tempérant sa tolérance par une juste sévérité contre les perturbateurs de l'ordre public, il avait eu le bonheur d'entretenir la tranquillité générale. Par un bonheur plus grand encore, il avait laissé le trône à un fils digne de lui qui hérita de ses principes et le surpassa

1564. en vertu. Maximilien II n'avait aucune de ces qualités brillantes qui dans les souverains font souvent la gloire et le malheur des peuples; mais il voulait sincèrement le bien. Son ame douce et humaine ne connaissait d'autre passion que celle de ses devoirs. Éclairé et sensible, il aurait désiré de faire servir ses lumières au rapprochement des catholiques et des pro-

testants, et à l'extinction de tout esprit de secte. Son siècle n'était pas assez sage pour le comprendre ni pour le suivre; pour sentir le prix de la modération, il fallait encore aux esprits les cruelles leçons de l'expérience. Maximilien fut du moins assez habile pour reculer l'époque où les animosités religieuses devaient enfanter les guerres civiles; partout il recommandait la fermeté et la justice comme les seuls appuis solides de l'autorité, et Philippe II n'aurait pas perdu une partie des Pays-Bas, s'il avait suivi ses conseils. Rodolphe II, fils de Maximilien, lui avait succédé; son esprit vif et pénétrant, ses connaissances variées et solides avaient donné des espérances aux peuples. Mais à peine était-il monté sur le trône, qu'il se plongea dans l'inaction et dans la mollesse; livré aux femmes qui le gouvernaient et aux ministres qui abusaient de son autorité, il avait préparé les malheurs de l'Allemagne. Au lieu de s'enrichir en mettant de l'ordre et de l'économie dans ses finances, il s'occupait sérieusement à faire de l'or, et cherchait à connaître l'avenir par les rêves de l'astrologie judiciaire; tandis qu'il n'apercevait pas même les symptômes alarmants que présentait l'état de l'Europe. Pendant un règne de trente-six ans, il n'avait rien fait pour le bon-

heur de l'Allemagne. Spectateur indifférent et inactif des démêlés continuels des catholiques et des protestants, qui s'accusaient réciproquement d'usurpation et de violation des traités, il ne savait ni les contenir ni les calmer. Les Turcs ravageaient ses provinces héréditaires, et ne rencontraient que peu ou point de résistance. Les princes de l'empire ne consultaient que leurs convenances, ou plutôt la mesure de leurs forces, et l'on s'accoutumait au désordre, à l'anarchie, à une guerre sourde et continuelle. Rodolphe n'avait jamais été marié. Il avait voulu
1610. exclure de la succession son frère Mathias; mais ce prince, plus actif et plus entreprenant que lui; l'avait prévenu et l'avait même forcé à lui céder la Bohême de son vivant, le faible Ro-
1612. dolphe avait consenti à tout. Il était mort, ne pouvant pas s'estimer soi-même, et généralement méprisé.

Mathias avait été élu empereur; mais comme son âge et ses infirmités ne lui promettaient pas une longue vie, le choix éventuel de son successeur occupait tous les esprits, et fixait les craintes et les espérances. Mathias, ainsi que ses frères, Albert et Maximilien, n'avait point d'enfants. Les lois de la succession appelaient au trône l'archiduc Ferdinand, de la branche de

Stirie, cousin germain de Mathias et petit-fils de l'empereur Ferdinand I^{er}. Le roi d'Espagne, Philippe III, qui connaissait le caractère de ce prince, et qui comptait sur lui pour l'exécution de ses projets d'ambition, ne s'opposa pas à la grande fortune qui l'attendait. Ferdinand avait déjà été couronné roi de Hongrie et de Bohême, et il était facile de prévoir qu'il obtiendrait aussi l'empire. Ses principes, ses passions et ses moyens le rendaient également redoutable. Élevé par les jésuites dans les maximes de l'intolérance, avide de pouvoir, et assez habile pour faire servir les mêmes moyens à conquérir la terre, et à gagner le ciel, doué d'un esprit réfléchi, propre aux combinaisons de la politique et capable d'un grand travail, Ferdinand réunissait tout ce qu'il fallait pour donner à ceux qui rapprochaient de ses talents et de ses dispositions l'état de l'Allemagne, des craintes bien légitimes.

Nous avons déjà observé que la paix de religion avait été l'ouvrage des circonstances, bien plus que d'une saine politique, et que, loin de satisfaire les parties intéressées, elle leur fournissait des armes à l'une contre l'autre. On n'avait point placé de protestants dans la Chambre impériale de Spire. Elle était toute com-

posée de catholiques, et dans un temps où les intérêts religieux effaçaient toutes les idées de justice, les protestants ne pouvaient pas croire à l'impartialité de ce tribunal. Il était impossible qu'il leur inspirât de la confiance, et ils devaient souvent être tentés d'en appeler de ses arrêts à la force. Les protestants s'étaient engagés, s'ils faisaient encore des conquêtes dans l'opinion, à ne plus en faire sur les biens des catholiques. La réserve ecclésiastique était la barrière qu'on avait opposée à leurs projets d'agrandissement. Mais ils étaient trop puissants pour ne pas désirer de le devenir davantage, et les catholiques avaient trop perdu pour ne pas craindre de nouvelles pertes, et pour ne pas souhaiter de recouvrer une partie de ce qu'on leur avait enlevé. Suivant que l'un des deux partis était le plus fort ou le plus faible, on violait, on éludait les traités. De là les plaintes, les récriminations, les vengeances, les animosités, les haines, qui devenaient de jour en jour et plus actives et plus prononcées. L'empereur gardait le silence, ou parlait plutôt en partie intéressée qu'en juge. On s'irritait de sa partialité, ou l'on se moquait de sa faiblesse.

Cependant on paraissait toujours craindre de voir renaître les projets de Charles-Quint. Il est

certain que ces plans long-temps ajournés semblaient reprendre de la faveur à la cour de Madrid et à celle de Vienne. Les deux branches de la maison d'Autriche s'étaient rapprochées depuis le règne de Philippe III, et surtout depuis l'avènement de Mathias au trône impérial. Bien que l'Espagne eût beaucoup perdu de sa puissance, et que le pouvoir de la maison d'Autriche en Bohême et en Hongrie fût fort contesté, la réunion de leurs forces pouvait amener de nouveaux dangers pour l'Allemagne. Henri IV avait donné l'éveil aux protestants, et leur avait persuadé que leur existence serait toujours précaire, tant que l'Autriche ne serait pas écrasée. Ces idées avaient germé dans des têtes faites pour les recevoir. L'union évangélique, conclue à Halle en Souabe, avait été amenée par les craintes que la France avait adroitement suggérées. Les catholiques qui sentaient que l'intérêt de la maison d'Autriche était de faire cause commune avec eux, s'étaient rapprochés d'elle; et voyant que c'étaient eux que l'union évangélique menaçait, ils lui avaient opposé une ligue, qui s'était formée à Wurtzbourg, la même année que l'union. 1610.

Ainsi les deux partis étaient déjà en présence l'un de l'autre, dix ans avant que la guerre

1606. éclatât. Les troubles religieux de Donawerth, à la suite desquels cette ville avait perdu sa liberté, avaient donné aux protestants de justes sujets de crainte. La succession de Clèves et de Juliers qui était encore en litige, quoique l'électeur de Brandebourg, Jean Sigismond, et le palatin de Neubourg se fussent emparés d'une

1611. partie de ces provinces, était un objet de la plus haute importance. Il ne s'agissait de rien moins que de savoir si elles accroîtraient la puissance du parti protestant ou du parti catholique; et déjà le sort des armes paraissait devoir en décider. Les progrès de l'Allemagne dans la route de la civilisation allaient être interrompus. Ces progrès avaient été soutenus; elle avait profité de près de soixante ans de paix pour s'enrichir par le travail et par l'industrie, et n'avait pris qu'une part indirecte aux guerres des pays voisins; ses belliqueux habitants, qui aiment la gloire et le butin, s'étaient enrôlés, en France et dans les Pays-Bas, sous les drapeaux de tous les partis, et avaient versé leur sang dans des causes qui leur étaient étrangères. La noblesse surtout ne connaissait encore d'autres occupations que celle des armes. Le commerce de l'Allemagne avait diminué depuis que Venise avait perdu une partie du sien, et que l'Angleterre,

la Suède, le Danemarck faisaient elles-mêmes leurs affaires, et ne les abandonnaient plus à la Hanse. Les arts mécaniques prospéraient dans toutes les contrées de l'empire; on recherchait les artisans allemands, et on leur attribuait généralement plus d'activité, de patience et d'exactitude qu'aux autres. Les ressources des princes étaient peu considérables; partout les états du pays partageaient l'autorité avec eux, et c'était sur l'article de l'impôt qu'ils se montraient le plus difficiles. Les souverains les plus puissants étaient l'électeur palatin, le duc de Bavière et l'électeur de Saxe.

Frédéric V, électeur palatin, aurait mérité d'être à la tête de l'union évangélique par sa puissance et par les sûretés que présentaient ses principes et son caractère; mais sa qualité de réformé aliénait de lui tous les luthériens qui formaient la grande majorité du corps des protestants; d'ailleurs, il manquait du génie et de la fermeté nécessaires à un chef de parti. Doux, humain, bienfaisant, il eût été un souverain estimable dans des circonstances ordinaires; mais ses qualités n'étaient pas à l'unisson des circonstances difficiles où il devait se trouver. Il avait épousé Élisabeth, fille de Jacques I, roi

d'Angleterre; cette union devait faire son malheur et la fortune de ses descendants.

Maximilien de Bavière, qui était destiné à le combattre, à le vaincre et à s'enrichir de ses dépouilles, lui était bien supérieur en talents, en énergie, en activité. Ambitieux et réfléchi, son esprit calculateur connaissait à fond les intérêts, les besoins et les ressources de tous les princes de l'Allemagne. Il vit ce que les circonstances lui permettaient d'espérer et d'entreprendre, et il ne se trompa ni dans ses espérances ni dans ses projets. Mesuré dans les acheminements à ses vues, et brave dans le moment décisif, il ne donnait rien à la violence, peu au hasard, beaucoup à la prudence et à la sagesse des combinaisons.

L'électeur de Saxe, Jean George I, était un prince indécis et irrésolu, dans un temps où les demi-mesures devaient infailliblement perdre celui qui les employait. Trop vain pour se contenter d'un rôle subordonné, il n'avait pas assez de moyens pour jouer le premier rôle, et se laissait gouverner par des ministres vendus à ses ennemis.

Tel était l'état de l'empire et de l'Europe à la fin de la première époque des révolutions du

système politique. Nous avons vu la marche progressive de la puissance de l'Espagne, sa prépondérance décidée, son despotisme, les excès qui la perdirent, et sa décadence. La France, dans la seconde époque, nous présentera les mêmes phases de croissance, et prendra la place de sa rivale. Les puissances du midi ont jusqu'ici paru seules sur la scène, et seules ont senti la nécessité de l'équilibre et les avantages du système des contre-forces. Ici commence un nouvel ordre de choses. Le Danemarck et la Suède vont prendre part au mouvement général. Le Nord influera sur le Midi, le Midi sur le Nord; les rapports changent, le système se complique, les dangers et les ressources se multiplient.

FIN DU TOME SECOND ET DE LA PREMIÈRE PARTIE.



TABLE

DU TOME DEUXIÈME.

RÉFLEXIONS SUR l'impartialité historique.....Page 1

TABLEAU

DES RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE.

PREMIÈRE PARTIE.

1492 — 1618.

SUITE DE LA SECONDE PÉRIODE. 1515 — 1556.

- CHAPITRE XIII. Des causes et de l'occasion de la Réformation. Sa naissance, ses progrès, sa marche, ses effets 33
- CHAPITRE XIV. Ligue de Smalkalde. Guerre de Charles-Quint contre les protestants. Ses conséquences. Maurice de Saxe sauve l'Allemagne. Paix de Passan.... 74
- CHAPITRE XV. Changement dans le Nord. La Suède se sépare du Danemarck. La réformation s'établit dans ces deux royaumes. 111
- CHAPITRE XVI. Fluctuations religieuses de l'Angleterre. Elle se sépare de Rome. Mort de Henri VIII; son fils Édouard VI prépare les voies à la réformation. Marie rétablit la religion catholique dans son intégrité. 156

TROISIÈME PÉRIODE. 1556 — 1598.

- CHAPITRE XVII. Abdication de Charles-Quint. Son fils Philippe lui succède. Caractère de ce prince. 178
- CHAPITRE XVIII. De la puissance de l'Espagne à cette époque. Guerre contre la France. Paix de Câteau-Cambresis 186
- CHAPITRE XIX. État de la France à l'époque de la naissance des troubles civils. Considérations générales sur ces troubles. Caractères des principaux acteurs 215
- CHAPITRE XX. Commencement des guerres civiles. Conspiration de La Renaudie. Mort de François II. Régence de Catherine de Médicis. Première, seconde, troisième guerre de religion 238
- CHAPITRE XXI. Henri de Navarre paraît à la tête des protestants. Fin de la troisième guerre. Paix simulée. La cour veut l'extinction des réformés. Massacre de la Saint-Barthélemy. Mort de Charles IX. 257
- CHAPITRE XXII. État de la France à la mort de Charles IX. Henri III monte sur le trône. Caractère de son administration. Naissance de la Ligue dirigée contre les Bourbons. États de Blois. Mort de Guise. Assassinat de Henri III. Henri IV triomphe de la Ligue et de l'Espagne. Paix de Vervins. 269
- CHAPITRE XXIII. État des Pays-Bas avant le règne de Philippe II. Situation de ces provinces lors de son avènement au trône. Ministère de Granvelle. Changements inconstitutionnels et imprudents. Origine des troubles. Leurs progrès sous Albe, Requesens et don Juan. Guillaume sépare les provinces du Nord

- de celles du Midi. Union d'Utrecht. Formation de la république de Hollande..... 300
- CHAPITRE XXIV. Elisabeth monte sur le trône. Son caractère. Ses principes de gouvernement et d'administration. Sa politique extérieure. Progrès de la puissance et de la richesse nationale de l'Angleterre. Mort tragique de Marie, reine d'Écosse. La guerre éclate entre l'Espagne et l'Angleterre. L'Angleterre triomphe. Troubles d'Irlande. Faveur, disgrâce, mort d'Essex. Mort d'Élisabeth et de Philippe II. Épuisement de l'Espagne. Sa décadence politique..... 353

QUATRIÈME PÉRIODE. 1598 — 1618.

- CHAPITRE XXV. État de la France lors de la paix de Vervins. Caractère de Sully. Son ministère. Sa marche pour rétablir l'ordre dans les finances, et pour augmenter la richesse nationale. Heureux effets de son administration. Vastes projets de Henri IV. Mort de ce prince..... 407
- CHAPITRE XXVI. Des États de l'Europe jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La France. L'Espagne. L'Italie. La république des Provinces-Unies. L'Angleterre..... 447
- CHAPITRE XXVII. Continuation du même sujet. État du Nord jusqu'au commencement de la guerre de trente ans. La Suède. Le Danemark. La Pologne. La Prusse. La Russie. L'Allemagne..... 483





